

A LISBONNE

Les dissensions s'aggravent
entre M. Soares
et l'aile gauche du P.S.

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 35 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 P. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 29
S. RUT DES ITALIENS
23427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650673
Tél. : 246-72-23

Une certaine détente paraît s'amorcer à la frontière israélo-libanaise

Une solution provisoire

Les multiples mises en garde de Jérusalem à Damas, la réunion extraordinaire du gouvernement de M. Rabin, le mardi 23 novembre, pour examiner la situation « explosive » dans le Sud-Liban, l'envoi de renforts israéliens sur la frontière, s'expliquent par la crainte du gouvernement de M. Rabin de voir les troupes syriennes franchir la « ligne rouge », dont le tracé n'a d'ailleurs jamais été défini. Si l'on en croit les informations qui ont filé mercredi de Jérusalem, le litige porterait sur deux agglomérations : le port de Tyr et la ville de Nabatieh, toutes les deux aux mains des palestino-progressistes. Les Israéliens seraient maintenant enclins à se rallier à l'opinion de Washington, pour qui la sécurité de l'Etat juif serait mieux assurée si ces deux villes étaient placées sous le contrôle de l'armée syrienne. Celle-ci serait autorisée à franchir la « ligne rouge », en échange de quoi elle serait désarmée, sans aucune responsabilité de toute attaque de fedayin contre Israël.

Le compromis qui paraît se dessiner confirme l'avis, très répandu parmi les observateurs, selon lequel la « ligne rouge » est un concept tout autant géographique que politique. Dans le cas d'espèce, les Israéliens redoutent moins les « casques verts » syriens à proximité de leurs frontières que le type de relations qui s'établiront entre Damas et l'O.L.P. de M. Arafat. Ne se félicitait-on pas naguère, à Jérusalem, de l'intercession massive de l'armée syrienne quand celle-ci, alliée des conservateurs, tentait de vaincre les forces palestino-progressistes ? Le gouvernement de M. Rabin craint aujourd'hui, non sans raison, que les accords conclus aux « sommets » arabes de Riyad et du Caire n'aient modifié radicalement la situation. La normalisation intervenue dans les rapports entre la Syrie et la résistance palestinienne pourrait bien déboucher sur une coopération qui risquerait de s'étendre au Sud-Liban.

Pour des raisons évidentes, Israël avait largement contribué au succès de l'offensive des milices conservatrices dans les régions frontalières déclenchée précisément au moment où se tenait le premier « sommet » arabe de Riyad. L'objectif a été atteint : les agglomérations conquises par la droite libanaise constituent aujourd'hui une « ceinture de sécurité » destinée à interdire aux fedayin l'accès des territoires frontaliers. Le bras-armé de combat en Israël, ces derniers jours, visait à signifier la détermination de Jérusalem de ne pas permettre la reconquête de ces villages par les palestino-progressistes. Pour éviter un affrontement, le gouvernement syrien aurait eu l'intention de favoriser un accord entre les deux camps conduisant à un « dégel » militaire, lui aussi inacceptable pour les Israéliens dans la mesure où leurs alliés libanais auraient été « neutralisés ».

Si le compromis entre Jérusalem et Damas, concernant l'entrée des troupes syriennes à Tyr et à Nabatieh, était confirmé, cela signifierait que le président Assad se serait engagé à veiller à ce que le « statu quo » à la frontière israélo-libanaise ne soit pas modifié. Une telle garantie ne pourra cependant satisfaire que provisoirement les Israéliens. Selon le ministre de la Défense, M. Shimon Peres, seule l'évacuation totale du Liban par les forces syriennes est propre à rassurer durablement les dirigeants de Jérusalem.

Dernière minute

Le prochain
conseil des ministres
se tiendra à Lille

Le C.N.P.F. renforce ses consignes de limitation des hausses de salaires

La polémique sur la nécessité de certains licenciements se prolonge avec les syndicats

Pas de majoration de salaires supérieure à l'augmentation du coût de la vie, en 1977, dans le secteur privé : cette recommandation du premier ministre, M. Barre, vient d'être officiellement et fermement reprise par le patronat. M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., demande dans une lettre aux chefs d'entreprise qu'« aucun accord pour 1977 n'aboutisse à une majoration des salaires supérieure à l'augmentation du coût de la vie enregistrée exclusivement par l'indice I.N.S.E.E. ». Cette consigne, précise le C.N.P.F., doit être appliquée « même dans le cas où des accords de salaires professionnels ou d'entreprise comportent des clauses qui conduiraient à des majorations supérieures à l'augmentation du coût de la vie ». Précision supplémentaire : « Les augmentations de salaire ne devront pas anticiper les hausses de prix » même à titre provisionnel. M. Yvon Chotard rappelle en outre la proposition du président des patrons, M. Ceyrac, qui, en septembre dernier, recommandait la limitation des relèvements des salaires, pour 1976, à 10 %.

Le gouvernement et les directions d'entreprises nationalisées n'ont pas encore précisé aussi nettement leur position. Ils paraissent vouloir maintenir un certain bruiard sur les modalités de la politique salariale de l'Etat, laissant les syndicats attaquer les premiers et supporter l'éventuelle impopularité de grèves, à l'E.G.F. par exemple, avant de proposer des solutions de remplacement, qui en fait seraient déjà toutes prêtes.

Le gouvernement sera-t-il amené à dévoiler ses cartes plus tôt que prévu, c'est-à-dire avant la mi-décembre ? Les récentes déclarations, maladroitement selon les uns, franches et courageuses selon d'autres, du ministre du Travail sur les licenciements, provoquent toujours de vives réactions jusque dans les milieux politiques. La prise de position du C.N.P.F. sur l'évolution des salaires pourrait accroître les tensions sociales et amener une partie de la majorité politique à réclamer, elle aussi, que le gouvernement clarifie sa politique à l'égard des salariés.

Chercher le coupable ?

par PIERRE DROUIN

A peine les regards se sont-ils portés un temps sur l'inflation qu'il s'est fait maintenant s'en détourner pour apprécier le péril du chômage, après les déclarations de M. Ceyrac, président du C.N.P.F., et de M. Baulieu, ministre du Travail. Comme si

les deux maladies endémiques de nos économies n'étaient pas liées, comme si le détraquement des équilibres fondamentaux n'amenait pas forcément des troubles dans toutes les fonctions de l'organisme national. Descartes a tort, en l'occurrence. Il ne faut pas diviser la réalité « en autant de parcelles qu'il se peut » pour venir à bout des problèmes économiques, mais tenir embrassé sous le regard l'ensemble de ce qui, une fois cette stratégie comprise par l'Etat, on n'empêchera évidemment pas les catégories professionnelles de chercher pour leur saint.

Les chefs d'entreprise, depuis deux ans, avaient tout fait pour garder leur emploi aux travailleurs, malgré la crise. Ils obéissaient généralement à deux réflexes : en France, le licenciement « fait mal » et non seulement à celui qui en est la victime ; quand les affaires reprennent il est bon d'avoir sous la main « un personnel qualifié, ne serait-ce que pour battre un concurrent qui n'a pas eu la même attitude. C'est donc — sans exception grave — plutôt par arrêt de l'embauche et préretraites que les patrons ont lâché d'alléger les charges de la main-d'œuvre dans leurs usines.

Comme les perspectives de reprise des affaires sont, hélas ! assez peu encourageantes, M. Ceyrac annonce une autre politique : « On ne peut plus alourdir les prix de revient des entreprises en les contraignant à garder des salariés en surnombre par rapport à leurs perspectives d'activité. » Le C.N.P.F. est dans son rôle. Responsables de la gestion de son affaire, l'employeur a le devoir de la maintenir en vie. Si la philanthropie conduit à la fermeture de son entreprise, il aura mené une politique de Gribouille et l'on ne voit pas ce que les travailleurs y auront gagné.

(Lire la suite page 39.)

Une fausse panacée

par PAUL FABRA

Deux sortes d'illusions risquent d'égarer la discussion en cours sur le sort que connaîtra la politique contractuelle des rémunérations dans le secteur public. Elles sont d'autant plus dangereuses que l'une et l'autre comportent leur part de vérité, mais pour des raisons qui ne sont pas en général celles mises en avant par leurs partisans. L'illusion « anglaise » consiste à placer uniquement le projecteur sur le couple « salaires-prix » : faites-moi une bonne politique des revenus et je vous ferai une bonne politique contre l'inflation. L'autre illusion fait encore davantage fi de l'expérience, mais elle a pour elle les apparences du bon sens et la caution d'un certain nombre d'économistes prêts à l'habiller de tout un appareil pseudo-théorique impressionnant. Son expression la plus simple et la plus pérenne, on la trouve sous la plume de M. Georges Séguy : « Balte au cycle infernal « existence-chômage » / « l'Humainité du 20 octobre 1976 ». La thèse rejoint les obsessions d'une époque qui n'est pas encore parvenue tout à fait à se débarrasser des explications keynésiennes de la grande crise de 1930 et du sous-emploi persistant qu'elle avait engendré. « Alors que la France compte déjà un million deux cent mille sans-emplois (1), la politique de compression de la consommation populaire ne peut qu'aboutir à une récession accrue de l'économie et, par conséquent, à une aggravation considérable du chômage, notamment des jeunes ». Les experts du gouvernement ne se font pas faute de répliquer que le plan Barre ne vise pas à « comprimer » le pouvoir d'achat des salariés puisque, au contraire, il en garantit le « maintien ».

(Lire la suite page 39.)

Malraux et le communisme

Les obsèques d'André Malraux ont eu lieu le mercredi 24 novembre 1976 à Verrières-le-Buisson (Essonne), où M. Raymond Barre, premier ministre, était venu au début de la matinée s'incliner devant la dépouille mortelle. Conformément à la volonté de l'écrivain, la cérémonie s'est déroulée dans l'intimité, en présence toutefois de Mme Françoise Giroud,

secrétaire d'Etat à la culture, représentant le gouvernement, de M. Chabân-Delmas et du vice-amiral Philippe de Gaulle, invités à titre privé.

Un hommage national et officiel est prévu à Paris, mais le gouvernement n'en avait encore fixé, mercredi matin, ni le lieu ni les modalités.

par AN LACOUTURE

« L'homme est rongé par les masses comme il l'a été par l'individu » (Malraux, en 1948). Qui a écrit une phrase moins marxiste que celle-ci ? Il est à peine besoin de la citer pour vérifier ce qu'affirmait l'auteur de l'Esprit, en décembre 1944 : « Philosophiquement, je ne suis pas du tout marxiste. Et si jamais à « rompre, avec le concept marxiste de la lutte des classes » ? comme l'écrivait Gaëtan Picon en 1953. « Je ne l'avais jamais accepté comme tel », objectait Malraux en marge de l'essai de son ami d'alors.

Nulle part le concept de classe n'apparaît dans l'œuvre de Malraux. Les très rares prolétaires qu'on y aperçoit sont des terro-

ristes ou des anarchistes. Ces révolutions sont, faites par des intellectuels sans patrie, sans engagement ni environnement social. Les seuls de ses personnages qui soient inscrits dans une qualité économique sont les mercenaires de l'Escadillon de l'Esprit — et sont durement critiqués par l'auteur. Et quel assai historique de Malraux, même dans sa période « rouge », fut-ce la préface du Temps du mépris, éloge du communisme, fait appel à d'autres moteurs de l'histoire que l'héroïsme individuel ou communautaire dressé contre une injustice beaucoup plus politique que sociale ou économique ?

Mais on peut être le moins marxiste des intellectuels de son temps — moins que Drieu, par exemple — et faire un excellent « compagnon de route » de la III^e Internationale. Ce que fut Malraux de 1932 à 1939, environ.

A cela plusieurs raisons : le procès qu'il fait à la société bourgeoise, surtout depuis qu'elle l'a maltraité en Indochine ; l'impact qu'a sur lui le romantisme révolutionnaire soviétique, qui s'incarne à ses yeux en Léon Trotski ; et une réaction très saine contre la montée des fascismes en Europe. Il faut y ajouter l'influence qu'exerce sur lui un homme auquel il voue l'admiration la plus sincère, Bernard Groethuyzen, philosophe hollandais, qui dirige chez Gallimard le département étranger, et qui, marxiste très convaincu et convaincant, partage la vie d'Alix Gullitain, journaliste à l'Humanité.

(Lire la suite page 13.)

le livre de Simone
SIGNORET



La
nostalgie
n'est plus ce
qu'elle était

384 pages 49 F

SEUIL

AU JOUR LE JOUR

LES CHÊNES QU'ON ABAT

La mort d'un grand chêne est, dans une forêt, un événement majeur et dramatique, mais les arbres qu'on abat ne sont pas toute la forêt.

Ce qui est vrai, c'est que, devant le tronc abattu, on est soudain confronté au fait que plus jamais on ne verra cela de sa vie, et on se découvre soudain fragile et sans défense devant la marche d'un temps qui n'est pas à la mesure de l'individu.

Mais, alors, il faut regarder le taillis où se serrent les jeunes chênes et se dire qu'un jour un de ces mille troncs frères deviendra à son tour un géant, à moins qu'on ne répande le défoliant ou simplement qu'on ne laisse la forêt à l'abandon.

ROBERT ESCARPIT.

L'ÉCOMUSÉE DU CREUSOT

Mémoire d'un pays vert et noir

Écomusée, un mot nouveau, qui ne figure pas dans les dictionnaires, qui n'a pas reçu de définition tenant en une phrase, mais qui suscite immédiatement des images chlorophyllées, sentant bon l'ode, des images d'un paradis perdu dont il faut sauver, s'il en est encore temps, quelques restes. C'est que, dans écomusée, il y a « éco », qui renvoie à écologie, et que écologie, pour le commun des mortels, évoque d'abord la nature et les oiseaux.

C'est vrai que la préoccupation écologique est au cœur des écomusées. C'est vrai, aussi, que la plupart des écomusées existantes sont implantées dans le cadre de parcs naturels. En Armorique, celui des monts d'Arrée s'attache à conserver le bocage breton, entretient des prés et des champs, maintient les exploitations agricoles traditionnelles ; celui de l'île d'Ouessant a un centre de recher-

che ornithologique et même des expériences zootechniques de conservation de races domestiques menacées. Dans le parc naturel régional des Landes de Gascogne et en Camargue, on travaille dans le même sens.

L'écomusée du Creusot est différent. S'il a un souci écologique, la préservation et l'étude des sites naturels n'est qu'un des aspects d'un projet muséal multidisciplinaire déterminé par la nature du terrain où il est implanté : le territoire de l'actuelle communauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines, où cohabitent depuis un siècle et demi le monde industriel et le monde rural. L'écomusée du Creusot s'appelle aussi « le musée de l'homme et de l'industrie ». Et son ambition première est le développement culturel — au sens large — d'une population.

(Lire page 18 l'article de GENEVIEVE BRESSETTE.)

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

DANS LES RÉGIONS FRONTALIÈRES DU SUD

Les miliciens chrétiens collaborent ouvertement avec Israël

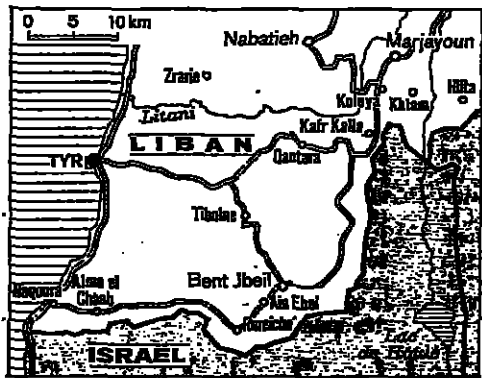
De notre correspondant

Beyrouth. — La situation dans la zone frontalière du Liban sud demeure préoccupante. Cependant, il n'y a pas eu de changements dans les positions sur le terrain, ni même de tentatives sérieuses d'en opérer. D'autre part, les troupes syriennes de la force arabe de dissuasion n'ont nulle part traversé le fleuve Litani, et il est prévu qu'elles ne dépassent pas une ligne située entre 30 et 60 kilomètres de la frontière israélienne.

Exploitant les contradictions issues de la guerre du Liban, Israël a utilisé les villages chrétiens pour créer des enclaves en territoire libanais, qu'il a placées sous son « parapluie » militaire et économique. Devenues de ce fait quasiment inviolables, ces enclaves morcellent la zone frontalière et compliquent les dé-

Nagoura à Koleyah, s'étendant le long de la frontière. Ce faisant, nous avons changé cinq fois de secteur, passant de l'un à l'autre sans problèmes, alors que l'on croyait les lignes infranchissables. La seule difficulté s'est présentée entre le village chrétien d'Aïn-Ebel et Bent-Jbeil, chef-lieu du secteur, et localité musulmane tenue par les palestino-progressistes. La route menant de l'un à l'autre est en effet sporadiquement soumise à des tirs.

A Bent-Jbeil, localité qui était peuplée de vingt mille habitants avant l'exode, les rues étaient désertes et pour cause : cinq mil- nutes plus tôt, des obus s'étaient abattus sur la place publique, faisant un mort et trois blessés, tous civils. Ils avaient été tirés, selon les palestino-progressistes, à la fois d'Israël et du village con-



placements des Palestiniens. Elles posent, en outre, un grave problème de souveraineté pour un pays déjà confronté à de sérieux obstacles pour se réunifier. Enfin, elles représentent un défi au monde arabe, lequel, si il est vrai, décide jusqu'à nouvel ordre de l'ignorer.

C'est au cours de la deuxième quinzaine d'octobre, au moment où se tenaient les « sommets » arabes de Riyad et du Caire, que les garnisons de ces enclaves sont passées à l'offensive, s'adjugeant la principale localité chrétienne de la région, Marjayoun, et neutralisant certains villages musulmans, notamment Khyam. Aujourd'hui, la situation est plutôt stabilisée et, d'une certaine façon, « banalisée ».

Nous venons de parcourir un à un tous les villages qui, de

servaient chrétiens d'Aïn-Ebel. Un avion israélien survolait les lieux. Mais, à Bent-Jbeil, de tels bombardements sont fréquents.

Tout aussi nombreux sont les signes de la collaboration entre les conservateurs chrétiens et Israël. Il y a maintenant, aussi bien à Alma-El-Chaab qu'à Rmelche et Koleyah, des bilandes légères en tôle où les chrétiens travaillent sur lesquels ont été simplement peints des numéros minéralogiques en arabe, et parfois de grands croix blanches. Ces véhicules sont étiquetés au vu et au de tout le monde. La collaboration avec Israël est à tel point passée dans les mœurs que lorsque nous demandons à voir tel responsable, un militaire tout nu, nous répond : « Il se trouve en Israël ».

Depuis la fin d'octobre, chacun reste sur ses positions. Les deux camps se confirment sur place et à Kaf-Kalla, les « assaillants » de droite tout autant que les « assiégés » palestino-progressistes. Les basses les épaules quand on leur parle de la « bataille » qui aurait eu ce village pour théâtre. La principale différence quand on passe d'un secteur à l'autre réside dans le fait que les villages chrétiens sont repeints sur eux-mêmes, alors que les villages musulmans sont plus « ouverts ».

LUCIEN GEORGE

UNE CERTAINE DÉTENTE PARAIT S'AMORCER À LA FRONTIÈRE ISRAËLO-LIBANAISE

(Suite de la première page.) De l'entrevue qu'a eu mardi l'ambassadeur israélien M. Dinitz, avec M. Kiseinger, on sait seulement, selon M. Dinitz, qu'il y a « une grande identité de vues » entre Washington et Jérusalem au sujet de la situation au Liban. Il y aurait aussi, croyons-nous, une « grande identité de vues » entre Washington et Damas sur le même sujet. Damas soutiendrait — ce que les Américains comprendraient — qu'on ne peut pas lui demander de neutraliser les Palestiniens dans le Sud-Liban, tout en lui interdisant l'accès de cette région. Le port de Tyr, situé dans la zone comprise dans les limites tracées par la « ligne rouge » israélienne, devrait-il rester entre les mains des Palestino-progressistes ? A quoi cela servirait-il d'isoler par le nord l'enclave palestinienne de l'Arakoub si le port de Tyr permettrait des communications avec certains pays arabes qui se rejoignent très peu de la « paix syrienne » imposée au Liban ?

On ne paraît pas avoir été insensible à ces arguments, à Jérusalem, où l'on entend toutefois s'enlourer de certaines garanties (demandées aux Américains) avant de consentir à un contrôle des « casques verts » sur le port de Tyr. Ainsi, la « ligne rouge » subirait une brisure sur l'extrémité ouest de la rivière Litani, et descendrait vers le sud en bifurquant en direction de la mer, entre Tyr et Nagoura. La force arabe de dissuasion pénétrerait également à Nabatieh, importante jonction routière située à une dizaine de kilomètres de la ville israélienne de Métoula. Nabatieh pourrait sans doute menacer Métoula, mais elle commande aussi les axes routiers menant à l'Arakoub, chef des Palestiniens.

ANDRÉ SCÉNAMA

ASSIÉGÉE DEPUIS QUATRE MOIS

Tripoli a moins souffert qu'on ne pouvait le craindre

De notre envoyé spécial

Tripoli. — « Voyez, Tripoli a bien survécu. Nous avons résisté. » C'est avec fierté que M. Farouk Mokkadem, le nouvel « homme fort » de la ville, s'est adressé aux premiers visiteurs arrivés de Beyrouth en suivant les troupes syriennes qui ont pris position dans la capitale du Nord-Liban le 21 novembre. Du haut des remparts de la vieille forteresse édifiée par les Croisés, M. Mokkadem présentait « ex-voto », qui semble avoir beaucoup moins souffert qu'on ne pouvait le craindre.

Depuis près de six mois, on était pratiquement sans nouvelles de la deuxième ville du Liban, qui ne compte pas moins de trois cent mille habitants. Isolée dès le début de la guerre, tenue par les mouvements progressistes, l'armée du Liban arabe et les combattants palestiniens des camps de réfugiés situés aux portes de la cité, Tripoli a été progressivement coupée du reste du pays, avant d'être totalement encerclée et assiégée à partir du mois de juillet.

Les défenseurs de Tripoli se sont notamment affrontés aux milices de la ville chrétienne de Zghorta (quinze mille habitants environ), le fief de l'ancien président Frangé, qui est situé sur les premières pentes de la montagne, à la sortie de Tripoli. Les troupes syriennes venant du

Des « règlements de comptes » confessionnels

Avec le mouvement de tendance nassérienne qu'il avait fondé, M. Mokkadem a pris la tête des organisations progressistes de la ville. Il affirme qu'il est l'allié du Mouvement national (rassemblement progressiste et islamique), mais qu'il a voulu conserver une « certaine indépendance ». Je suis Tripolitain, avant tout, dit-il, mais aussi très nationaliste. Je suis pour un Liban qui deviendrait enfin une vraie patrie. Critiquant vivement le principal notable traditionnel de la ville, M. Rachid Karamé, qui est toujours le premier ministre en titre, en attendant la formation d'un nouveau cabinet, M. Mokkadem s'en prend plus généralement à tous les « faux princes », chrétiens ou musulmans, qui, dit-il, se sont partagé le pays et sont devenus des chefs de clan. Il dénonce avec emportement le conflit entre les communautés religieuses, qui n'est à son avis que le « paravent des criminalités ».

« Les Zghortotes » ajoute-t-il « ont essayé de nous entraîner

dans une guerre de religion ». Il reconnaît qu'au début de la crise, des « règlements de comptes confessionnels » se sont produits, mais indique que son organisation a réagi vigoureusement. Il précise que les auteurs d'assauts et de pillages ont été emprisonnés dans la citadelle, et que certains auraient été fusillés après avoir été jugés par un tribunal populaire. M. Mokkadem estime que plusieurs milliers de chrétiens vivent « sans grands problèmes » à Tripoli. « Certains militent à nos côtés », signale-t-il. « Il y a même une proche menace de M. Frangé qui n'a pas voulu quitter Tripoli. » Il conclut que les Tripolitains sont dans une certaine mesure « victorieux », et que tous les Libanais devraient, comme eux, « chasser les dirigeants traditionnels qui depuis l'indépendance, depuis trente-trois ans, se partagent le pouvoir et se préparent à transmettre leur succession à leur fils ».

FRANCIS CORNU.

Libye

LE PAYS S'APPELERA DÉSORMAIS RÉPUBLIQUE ARABE POPULAIRE LIBYENNE

Tripoli (A.F.P.). — Le président Kadhafi a annoncé lundi 22 novembre, que la Libye prend officiellement le nom de République arabe populaire libyenne. Auparavant, elle s'appelait République arabe libyenne. Ce changement de nom figure dans le projet de « proclamation du pouvoir populaire » lu par le chef de l'Etat devant les participants ; 2) des comités populaires ; qui se tiennent dans la capitale.

Ce projet, le projet affirme que « la démocratie populaire libyenne constitue le fondement du système politique en Libye » et définit le pouvoir populaire comme étant composé : 1) des conférences populaires de base ; 2) des comités populaires ; 3) des syndicats professionnels ; 4) du Congrès général populaire, qui remplacera l'Union socialiste arabe.

En présentant ce projet, le colonel Kadhafi a déclaré que « le but du président et des membres du Conseil de la révolution n'est pas de gouverner le peuple, mais de permettre au peuple d'exercer ses autorités directes ».

● L'aide américaine à Israël. — Un prêt de 245 millions de dollars et des dons pour un montant total de 490 millions de dollars ont été accordés par les Etats-Unis à Israël. Les trois accords portant sur le prêt et les dons ont été signés mardi 23 novembre à Washington. — (U.P.I.)

EUROPE

Portugal

La suspension de cinq représentants de l'aile gauche pourrait entraîner une scission du parti socialiste

De notre correspondant

Lisbonne. — Cinq des principaux animateurs socialistes de la liste d'opposition pour la commission nationale qui avait obtenu plus de 25 % des suffrages lors du congrès du parti, viennent d'être suspendus. Ils appartiennent tous à la « commission du travail », et parmi les militants absents par cette mesure disciplinaire, figure M. Aires Rodrigues, ancien secrétaire national et député à l'Assemblée de la République.

La raison invoquée par la direction du P.S. est la diffusion d'un communiqué dans lequel la « commission du travail » appuie un meeting « contre le terrorisme » et pour l'arrestation immédiate et le jugement de tous les agents de l'ancienne police politique, « pour la défense des conquêtes des travailleurs », pour la défense de la liberté et de la démocratie » et enfin « pour le socialisme ».

Le secrétariat du parti a considéré que cette prise de position contredisait une directive qui interdisait de « s'exprimer publiquement sur des questions de politique générale ».

L'opposition entre les « commissions du travail » du P.S. et l'appareil du parti à l'ordre du jour depuis octobre, se rattache en fait à la lutte menée par les socialistes de la gauche contre l'adoption de la loi sur l'unité syndicale. Cette lutte a eu, au moins, deux conséquences : elle a mobilisé de larges secteurs de la droite socialiste d'utiliser le P.S. dans leur combat anticommuniste. Elle a suscité également la création dans plusieurs entreprises, surtout dans la culture industrielle de Lisbonne, de « commissions de travailleurs » très critiques à l'égard du « socialisme » et de la « bureaucratie » du P.S. Beaucoup de militants ouvriers du P.S. sont issus de ces « commissions de travailleurs ». A l'intérieur du parti, se sont constitués des « commissions » de travail à l'assaut d'une certaine autonomie.

Pendant des mois, les divergences au sein du P.S. furent quelque peu oubliées. Il fallait avant tout battre le P.C. Gagner les élections. Mais les problèmes ont ressurgi. Les « commissions de travailleurs » ont été chargées de constituer le premier gouvernement constitutionnel.

Les désaccords ont d'abord été formulés en termes idéologiques, mais la pratique du gouvernement socialiste a bien vite engendré d'autres contradictions. Les mesures prises par le ministre de l'Éducation et surtout la loi sur les licenciements ont mécontenté ceux des militants du P.S. qui se considéraient comme étant les plus proches du monde du travail. Et une nouvelle ligne de clivage est apparue : les « ouvriers » d'un côté, les « bourgeois » de l'autre.

La crise a éclaté lors du dernier congrès du parti socialiste. Les craintes exprimées par beaucoup de délégués de voir disparaître les « commissions de travail » après la ratification des nouveaux statuts a été, semble-t-il, à l'origine de la présentation d'une liste opposée à celle de

M. Soares. Quelques jours plus tard, une réunion de la « commission du travail » de la région de Lisbonne était interdite.

« Nous ne pouvons tolérer l'existence d'un parti à l'intérieur de notre parti », cette déclaration de M. Aires, secrétaire d'Etat à la communication sociale, semble résumer le point de vue de M. Soares soucieux d'éviter des « structures parallèles ». Pour le secrétaire général du P.C., la question est très simple : au niveau de chaque région, les socialistes pour- raient militer soit dans les sections de résidence, soit dans les commissions du travail, la « com- pétence » de ces deux organes de base étant limitée à la discussion des problèmes au niveau du quar- tier ou de l'usine. Les grandes décisions politiques générales ne seraient jamais prises en dehors des organes supérieurs du parti.

Les suspensions décidées le mar- di 23 novembre auront-elles des suites ? Le journal de gauche de Lisbonne, le journal de l'« Aile gauche » de l'« Aile gauche » du P.S., évoque à ce propos la formation éventuelle d'un parti socialiste ouvrier portugais. La défection de la précédente tentative socialiste de M. Derra au mois de jan- vier 1975 reste néanmoins dans tous les esprits.

JOSÉ REBELO.

LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL EN VISITE OFFICIELLE A LISBONNE

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le premier ministre espagnol, M. Suarez, est arrivé à Lisbonne, mercredi 24 novembre, pour une courte visite officielle, accompagnée du ministre espagnol des affaires étrangères, M. Arias. L'initiative de cette visite au Por- tugal, la première depuis le 23 avril 1974, serait due aux Espagnols.

Après une certaine période de tension entre les deux pays, l'heure du rapprochement semble arrivée. Le gouvernement de Lisbonne croit à la politique d'ouverture en cours en Espagne. D'autre part, et selon des milieux proches du ministre espagnol des affaires étrangères, il n'y aurait aucun contentieux entre les deux pays en dehors de quelques problèmes « techniques ».

Le pacte Iberique, célébré jadis par Salazar et Franco, est jugé dépassé, et l'on s'interroge de part et d'autre sur la nécessité d'établir de nouvelles relations bilatérales. Le Portugal et l'Espagne, qui aspirent à entrer le plus vite possible dans les institutions européennes, décident de rassembler les efforts pour con- tenter leurs actions dans ce domaine.

M. Suarez doit s'entretenir avec son homologue portugais et avec le président de la République, le gé- néral Ramalho Eanes.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● L'ELECTION PRESIDEN- TIELLE a été fixée au ven- dredi 10 décembre, ont annoncé le mardi 23 novembre, les au- torités algériennes. Le candidat unique désigné par le P.L.N. est M. Boumedienne, chef de l'Etat. — (A.F.P.)

Birmanie

● LE ROI DE L'OPPIUM, Lo Hsing-han, a été condamné à mort, le 18 novembre à Ran- goon, pour haute trahison. Cette peine a aussitôt été com- muniée en réclusion à perpétuité en raison d'une amnistie par- tielle décidée en 1974. Elle se confond avec une autre con- damnation à la prison à vie pour complot. Ancien chef de bande au service du gou- vernement, Lo Hsing-han s'était rendu célèbre par le trafic d'opium dans le Triangle d'or (Birmanie, Thaï- lande et Laos). — (A.F.P., A.F.P.)

Chine

● LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ETRANGERES, M. Chiao Kuan-hua, n'est pas apparu en public depuis le 11 novembre, pour raisons de santé. Sa femme, directrice adjointe du département Asie du ministère, est également « malade », assurent les au- torités. La simultanéité de ces deux « maladies » intrigue les milieux diplomatiques. — (A.F.P.)

Espagne

● LES PROFESSEURS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS de l'enseignement secondaire

ont commencé mardi 27 no- vembre une grève d'une durée indéterminée, pour appuyer des revendications concernant la qualité de l'enseignement et les salaires. Le nombre de profes- seurs concernés en Espagne est d'environ soixante-dix mille, soit cent mille élèves. Parmi les re- vendications, figure le passage du salaire mensuel mensuel- lier de 4.000 pesetas, à 10.000 pesetas. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● M. CARLOS PEREZ, président du Venezuela, a déclaré, au cours de sa visite officielle de deux jours à Londres, qu'il gardait « une confiance totale » dans l'économie britannique. Il a précisé : « Nous n'avons aucune intention de retirer les réserves monétaires que nous avons déposées à Londres. » M. Perez a dit, d'autre part, qu'il jugeait « une continuité esca- lade des prix du pétrole très dangereuse ». Un impor- tant contrat de coopération économique a été signé entre Londres et Caracas. — (Cor- resp.)

Iran

● TOUTES LES PERSONNES CONdamnées A DES PEINES DE PRISON NE DE- PASSANT PAS TROIS MOIS — qui sont au nombre de plu- sieurs centaines — bénéficier d'une amnistie générale et doivent être libérées au cours de la journée. A-t-on an- noncé de source officielle, à Téhéran, mardi 23 novembre. Cette amnistie, décrétée par le chah à l'occasion du cinquan-

tenaire de la dynastie des Pah- lavi, concerne également les amendes jusqu'à un montant de 50 000 rials (700 dollars). — (A.F.P.)

Italie

● LE GOUVERNEMENT DE M. ANDREOTTI a renoncé, le 23 novembre, à un projet de loi sur le blocage total des hauts et moyens salaires sous la pression des syndicats et des partis. Le gouvernement italien est revenu à son projet initial prévoyant un gel des seules augmentations de salaires dérivant de l'application du méca- nisme de l'échelle mobile. Avant de présenter le projet au Parlement, le gouvernement avait donné aux syndicats et au patronat un délai d'un mois pour trouver un accord sur cette question. Une première réunion, la semaine dernière, n'avait abouti à aucun résultat. Une nouvelle rencontre est pré- vue le 25 novembre. — (A.F.P.)

Turquie

● SIX ATTENTATS A LA BOMBE ont été commis mardi 23 novembre à Istanbul, faisant un blessé, indique la police. Les explosions se sont pro- duites devant les locaux de trois banques, d'un consi- stant de police, d'une galerie de voitures et d'une organisa- tion d'extrême droite. D'autre part, dix-huit étudiants ont été blessés mardi au cours d'affrontements dans plusieurs villes. Quarante et une per- sonnes ont été appréhendées à la suite de ces incidents opposant des partisans de la droite et de la gauche. — (A.F.P.)

700 000 EX.

ENCYCLOPEDE DE LA VIE SEXUELLE

Dr G. TORDJMAN

RÉALITÉS ET PROBLÈMES DE LA VIE SEXUELLE

(55 000 ex.)

Un volume de 288 pages. 55 F

Tordjman tente, sans faux-fuyants, sans vulgarité, sans passion et sans culpabilisation, de dire clairement ce que beau- coup savent ou veulent savoir, sans toujours se l'avouer, dans l'espoir de « comprendre et mieux assurer l'identité sexuelle » de ses lecteurs.

LE MONDE

chez votre libraire

HACHETTE

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

Italie

La gauche et la droite de la démocratie chrétienne multiplient leurs attaques contre M. Zaccagnini

De notre correspondant

Rome. — La démocratie chrétienne allemande n'est pas la seule à connaître des difficultés. En Italie, les divergences internes du parti frère sont en train d'apparaître au grand jour. Le secrétaire général de la D.C., M. Benigno Zaccagnini, vient de rappeler à l'ordre trois parlementaires en vue, dont deux ministres, avant d'engager une polémique avec le président du Sénat, M. Fanfani, chef de file de la droite au sein du parti gouvernemental.

Il s'agit, en principe, de quatre affaires distinctes qui s'ajoutent à une inquiétude, celle des fausses cartes d'adhésion de la démocratie chrétienne (le Monde du 12 novembre 1976). Mais, dans le climat politique actuel, aucun incident n'est fortuit. L'appui de fait qu'accorde la D.C. au gouvernement suscite trop de grogne, à gauche comme à droite, parmi les parlementaires démocrates-chrétiens pour que certains ne cherchent pas à casser le jeu. Ils s'essaient doublement : en affaiblissant le cabinet ou en attaquant le secrétaire général de la D.C.

M. Zaccagnini a dû réagir avec une brusquerie qui ne lui ressemble pas. Coup sur coup, il s'est adressé au sénateur Umberto Agnelli, vice-président de Fiat, à M. Ciriacio De Mita, ministre de la Caisse de Meszogiorno, et à M. Donat Cattin, ministre de l'Industrie. Il a dissuadé le premier d'organiser un nouveau « colloque d'études » avec un groupe de parlementaires démocrates-chrétiens à l'hôtel Hilton de Rome. Le siège du parti, lui a-t-il dit, est équipé pour ce genre de réunion. Une manière comme une autre de faire savoir au nouvel élu que ses projets politiques — encore obscurs — déplaisaient fortement à une partie de la D.C.

M. De Mita, lui, qui avait durement critiqué le secrétaire général, a appris avec étonnement que sa démission du comité directeur était acceptée. Il s'attendait à être prié de résister dans la bonne tradition du parti.

L'affaire Donat Cattin est encore plus grave puisque le ministre de l'Industrie va probablement quitter le gouvernement. Il l'avait un peu cherché en attaquant la politique monétaire du gouvernement de la Banque centrale, coupable, selon lui, de « maintenir la lire à un taux de change irréaliste ». Les communistes ont aussitôt demandé la démission du ministre, et M. Zaccagnini l'a mis en demeure de choisir entre son maintien au gouvernement et sa présence au comité directeur de la démocratie chrétienne. M. Donat Cattin a choisi cette deuxième solution, se déclarant désireux de renouer l'état-major politique du parti.

Géné par ces deux ministres de gauche, M. Zaccagnini n'allait pas tarder à se heurter au chef de la droite, M. Fanfani. Celui-ci est sorti d'un long silence pour déclarer que la situation politique n'était pas saine et ne pouvait durer indéfiniment. Au lieu de s'appuyer sur un bloc abstentionniste — qui profite du pouvoir sans en supporter les inconvénients — le gouvernement, Andréotti devrait retrouver une majorité, donc rejeter les communistes dans l'opposition.

Réponse de M. Zaccagnini : il est normal que les partis de

gauche influencent le gouvernement en échange de leur abstention : ce n'est pas par un affrontement que l'on sortira l'Italie de la crise actuelle. Quant aux élections anticipées, sur lesquelles insistent certains, elles mettraient en péril les institutions elles-mêmes. Aucun nom, bien sûr, n'était cité dans le discours du secrétaire général, mais l'allusion à M. Fanfani était claire. Celui-ci a d'ailleurs jugé utile d'y répondre dès le lendemain. D'abord, pour démentir sèchement qu'il veuille renvoyer les électeurs aux urnes. Puis pour souligner « l'anomalie de la situation » et la nécessité de « préparer la constitution d'une majorité ». Une majorité, dit M. Fanfani, qui serait précisée, mais le moyen d'éviter les élections.

M. Zaccagnini n'était pas pour autant au bout de ses peines. Dimanche 21 novembre, le ministre de la Défense, M. Forlani (droite modérée), qui lui avait disputé le poste de secrétaire général au dernier congrès, est sorti, lui aussi, de son silence. Il a attaqué des dureté le groupe majoritaire de centre-gauche (Moro-Zaccagnini) en le sommant de « renoncer à la présomption rhétorique de défendre, on ne sait trop contre qui, une ligne politique originale et diverse qu'en réalité elle (la D.C.) n'a pas et n'a jamais eue ».

Le ministre de la Défense réclame, en conséquence, une « gestion unitaire » de la D.C. qui sera certainement discutée le 2 décembre au prochain conseil national. Cette assemblée devra tenir compte aussi du virage à droite des fédérations milianaises et florentines du parti, sanctionné par un vote au cours du week-end.

Les divisions de l'extrême droite

Des menaces pèsent donc à nouveau sur le gouvernement Andréotti, qui était sorti renforcé, le 12 novembre, par le vote de confiance à la Chambre. Le seul parti qui avait voté « oui » — la démocratie chrétienne — se trouve être très divisé à son égard. Il est significatif que les communistes s'en prennent durement à M. Fanfani et que les socialistes applaudissent ouvertement « la fermeté et le courage » de M. Zaccagnini. Bien que désireux de remplacer le gouvernement actuel par un cabinet d'union nationale, les deux partis de gauche se rendent compte des difficultés de l'entente. Les « fanfanistes » eux-mêmes ne semblent pas avoir, pour le moment, de solution de rechange à M. Andréotti. Les « cent-jours » de celui-ci sont passés, mais la continuité à gouverner sur le fil du rasoir, sans résultats économiques tangibles.

Les propos acides que viennent d'échanger M. Zaccagnini et M. Fanfani n'ont aucune commune mesure avec les insultes que s'adressent à l'extrême droite, les deux factions du Mouvement social italien. La scission apparaît maintenant quasi inévitable. On prête aux adversaires de M. Giorgio Almirante, qui forment le courant modéré, l'intention de constituer une nouvelle formation politique, dont le nom est déjà trouvé : « Démocratie nationale ».

R. S.

Pologne

Le porte-parole du gouvernement dénonce une « campagne antipolonaise » en Occident

De notre correspondant

Vienne. — M. Janiurek, porte-parole du gouvernement polonais, a accusé il y a quelques jours le Comité de défense des travailleurs — créé à la suite des manifestations ouvrières de juin — de propagande des « informations fausses ». Le comité alimente ainsi, a-t-il ajouté, une « campagne antipolonaise » menée en Occident « par les milieux fascistes et la guerre froide ».

« Ces informations manifestement fausses et publiquement démenties par le gouvernement polonais », a dit M. Janiurek, « ne sont pas moins sciemment utilisées par des organes de presse comme Der Spiegel, Die Welt, Die Economist ou le Monde ».

Les autorités polonaises reprochent pour l'essentiel à ces journaux de s'être faits l'écho de l'information publiée par le Comité de défense et selon laquelle la répression des troubles du 25 juin aurait fait davantage de victimes que ne le reconnaît officiellement le gouvernement. Le porte-parole a réaffirmé que deux personnes seulement avaient été tuées.

Selon M. Janiurek, il ne resterait plus que des « cinquante-cinq personnes emprisonnées pour avoir, au cours des événements de juin, participé à des « pillages de magasins, d'édifices publics, ou à des incendies volontaires, actes punissables par la loi dans tous les pays du monde ». M. Janiurek a répété une de ses précédentes dé-

clarations selon laquelle aucun ouvrier n'avait été poursuivi pour avoir participé à des grèves ou des manifestations.

Le même jour, une conférence épiscopale qui s'était réunie mercredi et jeudi a fait savoir dans un communiqué qu'elle estimait de son devoir d'adresser un nouveau appel aux autorités pour qu'elles adoptent « des mesures propres à assurer la paix sociale ». Une démarche en faveur d'une amnistie avait déjà été faite par la hiérarchie catholique, mais, remarquent les évêques, elle est malheureusement restée à ce jour sans réponse.

Dans un autre ordre d'idées, le porte-parole du gouvernement a laissé entendre que la Pologne recevrait dans les mois à venir une aide économique de l'Union soviétique par le biais de livraisons de grandes quantités de biens de consommation (automobiles, appareils électriques, etc.) et de machines. L'U.R.S.S. fournira aussi 1 million de tonnes de céréales, du riz, de l'orge, etc. L'octroi par Moscou d'un important crédit (1 milliard de roubles selon le communiqué) a été confirmé (le Monde du 20 novembre).

MANUEL LUCBERT.

M. CHIBAEV EST ÉLU PRÉSIDENT DES SYNDICATS

Moscou (A.F.P.). — M. Alexis Chibaev a été élu, mardi 23 novembre, président du conseil central des syndicats d'U.R.S.S., annonce l'agence Tass.

Ce poste était vacant depuis le 22 mai 1975, date à laquelle M. Alexandre Cholepine avait été libéré de ses fonctions.

L'élection de M. Chibaev est intervenue au cours du plénum du conseil central des syndicats à Moscou.

M. Alexis Chibaev est âgé de 50 ans. D'origine industrielle, il est deuxième secrétaire du parti pour la région de Saratov en 1965, puis premier secrétaire. Il est depuis 1967 membre du comité central. Il est député au Soviet suprême.

UN EXPERT

DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

FRANCO-SOVIÉTIQUE

EST EXPULSÉ DE MOSCOU

(De notre correspondant.)

Moscou. — M. Alexandre Mantacheff, citoyen français, expert auprès de la chambre de commerce franco-soviétique depuis plusieurs années, doit être expulsé d'Union soviétique, ce mercredi 24 novembre. M. Mantacheff a été officiellement accusé par les autorités soviétiques d'activités antisoviétiques. Il ne cessait d'accuser et d'affirmer que les Soviétiques n'ont pas présenté aucune preuve contre lui.

C'est jeudi dernier que M. Mantacheff avait été averti par le ministre des affaires étrangères qu'il devait quitter le territoire de l'Union soviétique. A la demande pressante de l'ambassade de France, il a été finalement autorisé à partir de Moscou avec sa femme, qui est soviétique, et leur enfant. La chambre de commerce pour laquelle travaille M. Mantacheff est un organisme mixte financé par l'Union soviétique et par le Centre de commerce extérieur français. Sa tâche consiste à favoriser le développement des échanges commerciaux entre les deux pays.

Rappelons qu'il y a plusieurs semaines un membre de la mission commerciale soviétique en France a été expulsé alors que, affublé d'une perruque et de lunettes noires, il était en train d'acheter des secrets industriels à un citoyen français qui coopérait en fait avec les services français.

J. A.

Quatre touristes américains et deux touristes ouest-allemands ont été récemment « expulsés » d'U.R.S.S. au poste frontière de Leucheny (Moldavie). Il leur était reproché d'avoir essayé d'introduire sur le territoire soviétique plus de 1 000 litres et 200 grammes de drogues.

L'agence Tass dit que ces documents avaient été fournis par des sociétés de baptêmes évangélistes de Washington et de Hanovre. (A.F.P.)

Union soviétique

La mort de Lyssenko

Trofim Denissovitch Lyssenko, le biologiste soviétique qui joua un grand rôle pendant la période stalinienne et sous Khrouchchev, est décédé, le samedi 20 novembre, dans sa soixante-dix-neuvième année. La nouvelle a été

discrètement annoncée mardi par les « Izvestia ». L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et quelques instituts où avait travaillé le biologiste ont publié des messages de condoléances.

Bénéficiaire des purges qu'il suscitait

De notre correspondant

Moscou. — Rien ne prédestinait le jeune Trofim Lyssenko à passer à l'histoire. Né en 1898 à Poltava, en Ukraine, il n'avait obtenu, vingt-sept ans plus tard, qu'un diplôme d'horticulture et le diplôme de l'institut agricole de Kiev. Dès 1929, après un passage dans quelques fermes expérimentales, on le retrouve cependant chercheur à l'institut de génétique de l'université de Kiev.

Ce sont les purges stalinienues déclenchées dans les milieux scientifiques dès le début des années 30 qui allaient permettre à Lyssenko de commencer une longue carrière d'imposteur. Plus expert en calomnie qu'en agronomie ou en biologie, il participe avec enthousiasme à la chasse aux sorcières lancée contre les savants « idéalistes » et « porteurs d'idées ennemies », c'est-à-dire coupables pour l'essentiel de tenir compte des recherches menées hors de l'Union soviétique. Dès 1938, il est parvenu à ses fins : il est élu président de l'Académie des sciences agricoles, dont le fondateur Vavilov est arrêté deux ans plus tard. Il mourra dans un camp en 1943.

Le généticien Vavilov n'est pas la seule victime. Ici de là : les rangs des agronomes et des biologistes sont décimés par Lyssenko et ses disciples qui bénéficient de l'appui de Staline.

C'est ainsi qu'en quelques années les instituts du coton, de l'élevage, de l'agrochimie, de la protection des cultures perdent leurs directeurs ; de nombreux collaborateurs du commissariat à l'Agriculture, du Gosplan, de l'Institut des engrais chimiques sont aussi éliminés pour avoir mis en doute le système de jachère et de rotation des cultures prôné alors par Lyssenko. Cela s'appelle en langage stalinien du « sabotage ».

Ce n'est cependant qu'après la guerre que Lyssenko va émerger comme le dictateur incontrôlé de la biologie et de l'agronomie « prolétariennes ». Son couron-

nement, si l'on peut dire, a lieu au cours d'une session spéciale de l'Académie agricole au cours de laquelle Lyssenko impose sa thèse fantaisiste sur l'existence d'une biologie prolétarienne et d'une géologie bourgeoise. L'hérédité étant reléguée au rang des accessoires de la propagande bourgeoise, l'« homme nouveau » pouvait enfin paraître. Commentant cette séance, dont le compte rendu est digne de figurer dans les annales du surréalisme, Lyssenko devait écrire peu après : « La situation au sein de l'Académie est à présent nettement changée, grâce à l'intérêt qu'y ont porté le gouvernement et la camarade Staline en personne. » L'intérêt du camarade Staline pour les thèses aberrantes de Lyssenko était tel qu'il n'hésita même pas à lui sacrifier un autre célèbre théoricien du stalinisme, Jdanov.

Le combat contre Lyssenko fut entamé dès 1953 par un groupe de jeunes scientifiques menés par Jaurès Medvedev, aujourd'hui en exil à Londres, le frère jumeau de l'historien contestataire Roy Medvedev, qui vit toujours à Moscou. C'est à cette époque qu'un mémoire contre Lyssenko commença à circuler parmi la communauté scientifique soviétique. Il était, pour l'essentiel, l'œuvre de Medvedev. A la même époque, une autre voix se fait entendre contre Lyssenko : l'académicien Sakharov dénonce l'imposteur dans une intervention devant l'Académie des sciences en 1964.

Quelques mois après, Khrouchchev est renversé. Lyssenko ne dure guère plus que son dernier maître. Mais les successeurs de M. « K » n'auront jamais le courage de faire le procès du lyssenkoisme. Ce serait faire aussi celui de Staline, ce dont il n'est plus question en Union soviétique. Ce refus d'assumer l'histoire explique pourquoi l'un des plus grands charismes du vingtième siècle est mort samedi dernier, toujours membre de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. Son décès n'a suscité aucun commentaire officiel, à l'exception de quelques lignes nécrologiques dans les Izvestia du mardi 23 novembre. Ce demi-silence embarrassé en dit plus long que bien des commentaires sur l'attitude du pouvoir soviétique actuel face au passé encore récent dans lequel il plonge ses racines.

JACQUES AMALRIC.

La fin du mythe

Inquiet par la montée de la puissance de Lyssenko, Jdanov avait proposé à Staline de désigner un nouveau président de l'Académie agricole. C'est alors qu'il subit une sorte de disgrâce. Il devait mourir peu après dans des conditions encore aujourd'hui peu claires. Staline accusa plus tard un groupe de médecins de l'hôpital du Kremlin de l'avoir assassiné.

La mort du dictateur, en 1953, aurait dû normalement entraîner la chute de Lyssenko. On put croire qu'il en serait ainsi lorsqu'il perdit, en 1956, la présidence de l'Académie d'agriculture. Mais le biologiste, que certains Soviétiques présentent aujourd'hui comme le « Raspoutine de la science », se trouva vite un nouveau protecteur : le personnage de Khrouchchev dont il était prêt à satisfaire toutes les velléités et tous les caprices en ma-

La collusion entre la science et le pouvoir

par ALBERT JACQUARD

Lyssenko est mort, le lyssenkoisme partant dans le monde, et dans toutes les disciplines scientifiques, est bien vivant. Puisque l'aventure personnelle de ce chercheur est maintenant achevée, il convient moins de le juger que d'en analyser le processus et d'en tirer les leçons.

Cette aventure commence dans la ferveur : à la fin des années 20, l'U.R.S.S. lutte pour sa survie alimentaire. Jeune ingénieur agronome, Lyssenko imagine des techniques (pas toutes originales d'ailleurs, mais cela importe peu) qui se révèlent efficaces : les rendements atteints grâce à la vermination (1), qu'il a mis au point, sont exceptionnels. Apprécié par le Etat qui lui donne de larges moyens, Lyssenko

de l'approfondir, accroît le risque de confusion, et surtout provoque le recours en dernier ressort à l'argument d'autorité. Les scientifiques savent et proclament que cet argument est sans valeur. Il leur est cependant bien difficile d'échapper à cette tentation. Dans les échanges entre eux ce n'est généralement pas très grave, car leurs querelles sont vives et permanentes les ramènent à cause nécessaires. Mais lorsqu'il s'agit du dialogue entre les scientifiques et le pouvoir, l'évocation d'une autorité comporte les pires risques. En se référant à une vérité reboutée ou à un dogme philosophique, la science s'abrite derrière le pouvoir pour affirmer que la Terre ne tourne pas ou que les carcasses acquies sont héréditaires ; en utilisant des théories encore partielles et imprécises, le pouvoir s'abrite derrière la science pour justifier l'entassement de certaines races ou le maintien de l'ordre social. Ce jeu, où l'autorité contestée de l'un, apporte confort et bonne conscience à l'autre, peut se poursuivre jusqu'à l'absurdité, jusqu'au désastre.

La leçon de l'aventure lyssenkiste n'est pas dans le danger de l'erreur scientifique. La science nécessairement commet des erreurs ; elle est dans le danger de la collusion entre la science et le pouvoir.

(1) Exposition des semences à une basse température pour en permettre la germination.

« L'HUMANITÉ » : les communistes furent aveuglés par ses conceptions erronées.

« A partir d'une conférence des biologistes soviétiques, tenue en 1948, c'est un véritable manège que Lyssenko et ses partisans exercèrent dans la biologie soviétique ».

Dans les conditions de la guerre froide, la lutte idéologique et politique autour des théories de Lyssenko prit une dimension internationale. Elle se répandit en particulier dans notre pays, où, dans ce contexte, les communistes se firent un temps les défenseurs aveuglés de conceptions erronées ».

M. Paul Sotnikov, qui fut rédacteur en chef de la Pravda de 1954 à 1964, est décédé le 17 novembre, annonce le dernier numéro des Izvestia reçu à Paris. Il était âgé de soixante-cinq ans. Journaliste professionnel depuis 1920, Paul Sotnikov était entré en 1949 à la Pravda. Forcé à la direction du quotidien lors de l'avènement de Khrouchchev, sa démission avait suivi de peu le limogeage de ce dernier.

Jacqueline Grapin Jean-Bernard Pinatel la guerre civile mondiale

« Il y a là des analyses et des appréhensions qui, depuis longtemps, sont aussi les miennes. »

Hubert Beuve-Méry

« Ce livre clair et incisif donne l'alarme. L'entendra-t-on ? Voilà des vérités rares et originales. La paix ne se bâtit pas dans le laisser-dire, le laisser-faire, le laisser-aller. Mais veut-on vraiment la paix ? »

Alain Peyrefitte

« L'objectif difficile et courageux qu'ils se sont fixé réveille notre monde. En cette époque où facilité et découragement risquent de nous livrer à toutes les aventures, une telle tentative ne peut laisser insensibles ceux qui aspirent à une société où l'homme reste maître de son propre destin. »

Simone Veil

CALMANN-LEVY

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE SUR LA RHODÉSIE

Londres propose la tenue des élections le 1^{er} février 1978

La Grande-Bretagne propose aux participants de la conférence de Genève sur la Rhodésie la tenue d'élections dans ce territoire le 1^{er} février 1978. Si les délégations nationalistes acceptent cette date, Londres s'engage formellement à fixer au 1^{er} mars suivant la date de l'indépendance du futur Zimbabwe.

Cette nouvelle formule, mise au point pendant ses consultations lundi au Foreign Office, a été soumise mardi 23 novembre, par M. Richard, président britannique de la conférence, aux délégations africaines. Celles-ci — et notamment le Front patriotique, dirigé par M. Nkomo et Mupfema — ont jusqu'à présent exigé que l'indépendance soit proclamée le 1^{er} décembre 1977 et que des élections au suffrage universel aient lieu un mois plus tôt. Les Africains acceptent toutefois la date limite du 1^{er} mars 1978, à condition que Londres l'annonce formellement et sans plus tarder sur la nécessité de passer, d'ici là, par toutes les étapes du processus constitutionnel de la décolonisation, estimant-ils — on a dit — que jusqu'à présent, ce processus n'a été que la façade d'un jeu de cache-cache.

A l'issue d'un entretien avec M. Richard, les deux dirigeants du Front patriotique ont déclaré qu'ils allaient examiner sa suggestion et donner leur réponse. En attendant, ont-ils précisé,

« notre position reste inchangée ». M. Richard a déclaré que le plan britannique était « une tentative pour concilier les divergences apparentes » entre la position de la Grande-Bretagne et celle du Front patriotique. Il a ensuite reçu le chef de la délégation rhodésienne, M. Pieter Van der Byl, ministre des affaires étrangères. Le président Senghor du Sénégal, actuellement à Genève pour assister à une réunion de l'Internationale socialiste, a lancé mardi, à Genève, un appel aux nationalistes noirs de Rhodésie pour qu'ils « fassent leurs querelles et s'attachent à ce qui les unit et non à ce qui les divise, comme nous l'avons fait nous-mêmes au Sénégal avant l'indépendance ».

« A Salisbury, les autorités rhodésiennes ont annoncé mardi que vingt-huit personnes avaient trouvé la mort ces derniers jours au cours d'opérations militaires. Le communiqué fait état, notamment, de la mort d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, M. Jacobus, tué en même temps que trois autres employés du ministère au cours d'une embuscade dans le district de Blikkwa.

D'autre part, cinq fonctionnaires ont également été tués près de la ville minière de Wankle et les troupes de sécurité ont tué six civils noirs qui n'avaient pas respecté la couvre-feu. Les guérilleros ont perdu mille trois cents cinquante-dix hommes depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

A TRIPOLI

Les chefs d'État algérien, libyen et nigérien mettent en place une « coopération régionale »

Les présidents Boumediène, d'Algérie, et Kountché, du Niger, sont arrivés mardi 23 novembre à Tripoli, en Libye, pour avoir des entretiens avec le colonel Kadhafi. Ils ont été reçus à l'aéroport de Tripoli par le chef de l'État libyen et le commandant Jalloud, premier ministre.

De notre correspondant

Alger. — La rencontre à Tripoli des présidents Boumediène, Kadhafi et Kountché fait suite aux entretiens que les trois chefs d'État ont eus à Ouargla, en Algérie, le 3 avril. Le communiqué publié à l'époque soulignait que la rencontre constituait « un moyen de coopération susceptible d'élargissement au niveau de la région ». La prochaine rencontre « au sommet » aura lieu au Niger. Avant d'entamer leurs entretiens, les trois

présidents ont assisté à la séance de clôture du congrès général du peuple libyen. Ce parti unique remplace l'Union socialiste arabe de Libye et a adopté une « proclamation sur l'institution de l'autorité du peuple », document qui définit les grandes lignes de la politique intérieure libyenne.

Les entretiens portent sur les problèmes de l'Afrique du Maghreb et du monde arabe, et notamment sur le Sahara occidental, à la suite de la médiation du prince Fahd d'Arabie, et avant la réunion « au sommet » de l'O.U.A., qui doit s'ouvrir cette semaine.

Selon certaines sources algériennes, la date de la rencontre ne serait pas formelle et viserait à rappeler l'entente entre les trois pays au moment où « Hassan II fait grand tapage à Paris ».

Les entretiens en tête à tête de M. Boumediène et Kadhafi font suite, pour leur part, aux rencontres périodiques — à peu près tous les trimestres — qu'ont eues les deux chefs d'État depuis qu'ils avaient, les 28 et 29 décembre dernier, à Hassi-Messoud, jeté les bases d'une « coopération en profondeur » entre les deux pays.

En ce qui concerne la réunion tripartite, il a été précisé : « Point n'est besoin de dire que de ces rencontres découlent des résultats positifs dont les effets seront bénéfiques pour les pays voisins. Mon souhait est donc de les voir s'élargir à l'avenir afin qu'elles puissent comporter la participation d'autres membres. » — P. B.

EXCLUSIF

ALGÉRIE

Une analyse des CONTRATS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL de juillet 1975 à juin 1976

- Les étapes de l'équipement et les principaux contrats (*)
- L'analyse des contrats par branche d'activité
- Les partenaires et les pays fournisseurs

Zone franc 42 F. Étranger 48 F.

INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER

150, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 924-83-69

dans le plus grand domaine skiable du monde

visitez votre semaine de Noël à **Thorens**

(station des 3 vallées)

louez à partir de 42 F

par jour et par personne

50, rue de la République, 75001 Paris. Tél. : 222-12-12

N'en croyez que vos oreilles.

Martin Gamma 312, Maron Gamma 308, Sansul LM 330, Sansul P 4000 A, Sansul ensemble 4040, Sansul 5177, Sansul 5186, Sansul 5190

chez Titania, une sélection des meilleures enceintes.

chez vous, essai gratuit avant l'achat.

TITANIA 24, rue de Chateaudun Paris 9^e

LA VISITE EN FRANCE DU ROI HASSAN II

Les dossiers de la coopération franco-marocaine sont examinés au cours d'un entretien élargi

Un troisième et dernier entretien en tête-à-tête avec le président Giscard d'Estaing, ce mercredi 24 novembre, la troisième journée de la visite du roi Hassan II. Il aura lieu à 16 heures, à l'Élysée, et sera suivi d'une réception élargie. Y participeront, du côté marocain, M. Bensouda, directeur du cabinet royal, plusieurs ministres (MM. Laraki, Ghisassi, Benkiza, El Khattabi, Bencheikh et M. Karim Lamzani, président de l'O.C.P. Le président de la République sera notamment assisté de M. Barre, premier ministre, et de MM. de Guiringaud, Duraufour, Haby, Djoud, Rossi et François-Poncet. La réunion portera essentiellement sur les relations bilatérales. Elle permettra d'établir le partage entre les dossiers sur lesquels un accord peut intervenir tout de suite et ceux qui nécessiteront des études plus approfondies, à décliner mardi le porte-parole de l'Élysée, M. Lecat.

A un journaliste qui l'interrogeait sur le point de savoir si l'axe Paris-Madrid-Bahat-évoqué récemment par le souverain marocain, constituait bien une réalité, M. Lecat a répondu : « Le mot axe comporte certaines connotations et je m'interroge sur ce terme. Ce qui est certain, c'est que dans l'histoire les relations entre la France, l'Espagne et le Maroc ont toujours été privilégiées. Depuis la venue au pouvoir du prince Juan Carlos de Madrid, les rapports franco-espagnols revêtent un caractère particulier, puisqu'il a été décidé qu'il y aurait des entretiens réguliers au plus

haut niveau. Concernant le Maroc, il existe aussi des relations privilégiées, l'opinion publique française elle-même le ressent, comme en témoigne un récent sondage. » (1)

La journée de mardi avait été marquée par un entretien en tête à tête à l'Élysée entre les deux chefs d'État. Le roi s'est rendu à l'Hôtel de Ville de Paris, où il a été reçu par M. Lafay, président du Conseil de Paris. A sa descente de voiture, il a été acclamé par plusieurs centaines de membres de la communauté marocaine en France qui, depuis le matin, l'attendaient derrière les barrières mises en place par les services de sécurité. Le souverain, ayant à ses côtés M. Poniatowski, a traversé la place afin de serrer les mains qui se tendaient vers lui.

Dans l'après-midi, Hassan II s'est livré, sur le parvis du golf de Saint-Cloud, à son sport favori. Il a ensuite regagné Versailles, où M. Giscard d'Estaing offrait en son honneur un dîner d'apparat. Après les toasts traditionnels, les deux chefs d'État ont longuement visité les petits appartements du palais, si bien que le spectacle présenté au théâtre Louis-XV a dû être écourté. — D. J.

(1) Il s'agit d'un sondage réalisé par la SOFRES et auprès d'un échantillon national de mille personnes pour la semaine du 18 au 24 novembre. Les deux chefs d'État ont été longuement interrogés sur les relations franco-marocaines. Les résultats sont les suivants : 81 % des personnes interrogées ont répondu affirmativement à la question : « Pensez-vous que, pour la France, c'est important d'avoir de bonnes relations avec le Maroc ? »

LES TOASTS AU CHATEAU DE VERSAILLES

M. Giscard d'Estaing : les pays méditerranéens doivent résoudre eux-mêmes les problèmes de leur région

An cours du dîner qu'il a offert, mardi soir, en l'honneur du roi Hassan II, au château de Versailles, M. Giscard d'Estaing a déclaré :

« C'est dans les rapports entre pays riverains de la Méditerranée que l'action conjuguée de la France et du Maroc peut être la plus directement utile. Les relations entre les deux rives de cette mer prennent de nouvelles formes avec le dialogue euro-arabe et les accords de coopération économique conclus avec la communauté européenne. Nous sommes décidés, les uns et les autres, à donner un contenu concret à la coopération méditerranéenne, à l'élargir à tous les domaines de la vie. Cela suppose d'y faire prévaloir le respect de l'indépendance des nations, de l'égalité des États et de la vocation des pays méditerranéens à résoudre eux-mêmes, sans ingérence extérieure, les problèmes de leur région. La France entend appliquer ce principe sans discrimination, vis-à-vis des États méditerranéens. Inspirée par l'équité et la modération, elle souhaite que les tensions qui subsistent dans le monde méditerranéen s'effacent grâce à des règlements pacifiques. »

Dans les longs passages qu'il a consacrés aux relations entre la France et le Maroc — « un interlocuteur irremplaçable pour la France », a-t-il dit —, le président a émis le souhait que les consultations à un « haut niveau » entre les deux pays prennent « le caractère périodique et confidentiel qui convient à nos relations ».

Le président de la République a conclu en évoquant un appel que Mohammed V, le père de l'actuel souverain, avait lancé en février 1958, par l'intermédiaire de son fils : « Mon jeune peuple, a déclaré Mohammed V, le compte sur la France... Ce qui importe ce sont les rapports qu'établiront nos petits-fils avec les vôtres. Dans la mesure où nous saurons les imprégner d'amour, nous parviendrons à assurer à la France et au Maroc un avenir brillant. » Les fils, a-t-il dit, ont reçu et amplifié la leçon des pères.

Hassan II : nous ne mettrons jamais nos amis devant des choix difficiles

Le roi Hassan II a répondu : « Je suis de votre coopération, surtout après nos derniers entretiens, va aller en croissant, mais en qualité, car, en politique, le problème essentiel est d'être d'accord sur la globalité et la finalité des objectifs. Or nous avons un intérêt commun à ce que la France et le Maroc soient de plus en plus amis. »

« Nous avons assez prouvé dans notre histoire que nous étions de valeureux soldats. Nous avons prouvé aussi que nous combattons pour des causes justes, même quand elles paraissent perdues. Nous saurons encore prouver que la brutalité et la force ne sont que le refuge des faibles ou de ceux qui sont accablés à défendre leur patrimoine. »

Le souverain a ensuite estimé que tout dirigeant intelligent devait s'engager à dépenser cette intelligence pour épargner à son peuple les souffrances nées de l'emploi de la force et de la brutalité. « Nous ne mettrons jamais nos amis devant des choix difficiles, pour ne pas dire impossibles », a-t-il ajouté.

UNE « MARSEILLAISE » « PHILOSOPHIQUEMENT PLUS PATRIOTIQUE »

« La cérémonie à l'Arc de triomphe est toujours aussi touchante et émouvante. J'ai une nouvelle fois éprouvé les sentiments qui m'agitaient lorsque j'y avais assisté au côté de mon père, le sultan Mohammed V », a déclaré le roi Hassan II à un groupe de journalistes qui l'interrogeaient mardi en fin de matinée sur le parvis de l'Élysée, à l'issue de l'entretien qu'il venait d'avoir avec le président de la République.

« J'ai été surpris, a-t-il ajouté, par la façon toute nouvelle dont on nous a présentés devant les grands drapeaux, beaucoup moins marquée sur le plan martial, et philosophiquement plus patriotique. C'est là un aspect de la France nouvelle, celle des jeunes, de toute cette génération ambitieuse qui veut être une génération de bons Français comme ce pays en a toujours fait. »

LE POLISARIO S'ÉTONNE DES DÉCLARATIONS DU SOUVERAIN SUR LA MORT D'UN « HOMME BLANC » AU SAHARA

(De notre correspondant.)

Alger. — Le Front Polisario a été stupéfait par les déclarations de Hassan II au Club de la presse à l'occasion d'un « homme blanc, très bien habillé », qui aurait été trouvé « émasculé » à la suite d'un accrochage entre les maquisards du Front et les troupes marocaines. Le roi a écrit qu'il puisse s'agir d'un musulman ou d'un israélite et a laissé entendre que l'homme serait « peut-être un journaliste » (Le Monde du 23 novembre).

Les représentants du Front Polisario que nous avons interrogés nous ont répondu que les déclarations du souverain étaient ambiguës et « manquaient pour le moins de tact ». Ils notent qu'il n'aurait pas été logique de leur part de supprimer un journaliste qui les accompagnait et se demandent pourquoi les Marocains n'ont pas présenté le corps ou donné l'identité du mort. De toute façon, soulignent-ils, un journaliste ne disparaît pas sans que sa famille et son employeur ne soient alertés.

Le Polisario se demande si le roi du Maroc n'a pas voulu faire peur aux journalistes, de plus en plus nombreux à s'intéresser au sort des Sahraouis. — P. B.

ASIE

Chine

DES AFFICHES FAVORABLES A M. TENG HSIAO-PING AURAIENT ÉTÉ APOSSÉES A CANTON

Hongkong (A.F.P.). — Des affiches soutenant l'ancien vice-président maoïste, Teng Hsiao-ping ont été trouvées dans les rues de Canton, à l'occasion d'un voyageur chinois de retour de la grande ville. Il a précisé que les affiches étaient apposées dans des endroits très visibles : la gare, le centre commercial et le principal pont. Elles accusaient les « quatre » d'être les instigateurs des troubles du 5 avril sur la place Tian-An-men à Pékin et d'avoir jeté le blâme sur M. Teng, qui fut deux jours plus tard officiellement déchargé de toutes ses fonctions.

Le voyageur a affirmé qu'il avait entendu, de sources dignes de foi, que les autorités de Canton avaient sur tous les documents critiquant M. Teng Hsiao-ping.

C'est la seconde fois, ce mois-ci, que des personnes accusées de trahison rapportent l'existence à Canton d'actes favorables à l'ancien vice-président-maoïste. Le 1^{er} novembre, des affiches affirmant que M. Teng avait été nommé membre d'une commission spéciale créée à Pékin et chargée d'enquêter sur les crimes des « quatre ».

Des rumeurs faisaient état d'une éventuelle réhabilitation de M. Teng ont été démenties au début du mois par le vice-président de l'Assemblée.

Vietnam

LA REVUE DOCTRINALE DU PARTI VOIT DANS L'ENGAGEMENT DE SARTRE « LA TRAGÉDIE DE L'INTELLECTUEL PETIT-BOURGEOIS »

Hanoi (A.F.P.). — Jean-Paul Sartre, Albert Camus et François Sagan viennent d'être cités en valeur par la revue doctrinale du parti des travailleurs vietnamiens. Dans son numéro de novembre, la revue Hoc Tap (Études) estime que « la philosophie existentialiste (...) constitue un obstacle à la pensée progressiste de notre époque ».

L'auteur de l'article, M. Do Duc Hieu, relie au philosophe français, à l'existence, à la vie, à la mort, à la souffrance, à la lutte, à la révolution, à la guerre d'Algérie, à la guerre d'Indochine, à la guerre de Corée, à la guerre du Vietnam, etc. Mais « son concept de l'engagement traduit de la façon la plus concrète la tragédie de l'intellectuel petit-bourgeois qui hésite devant le carrefour, ou qui a l'illusion d'avoir trouvé la troisième voie (...). Cet engagement de Sartre est un engagement sans but, sans espoir. »

Tout en constatant que les opinions de Camus sont « estimées », Hoc Tap reproche au philosophe d'avoir affirmé que la révolution ne parviendrait pas à transformer le monde.

Quant à François Sagan, Hoc Tap estime que son œuvre est « uniquement par les tentatives à la facilité qu'elle encourage : « Viens au jour le jour sans règle, rejette toute morale, over j'explique les tabous du sexe ».

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

TRECA

Faites l'essai CAD du

SOMMIER ARTICULÉ à télécommande électrique

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

Seule adresse de vente 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS 13^e Métro Parmentier

Tél. 357.46.35

Pacer

STATION-WAGON

American Motors

Jean-Charles

28, rue CLÉMENTINE PARIS 18^e Tél. 288-23-48

صلى الله عليه وسلم

ASIE

INDE : suicide d'une démocratie

III. — LE SOCIALISME DU PAPIER CARBONE

par JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Doté de pouvoirs spéciaux, le gouvernement de New-Delhi cherche à pallier les conséquences de son immobilisme social par la limitation des naissances (« le Monde » des 23 et 24 novembre). Comment vivent ces Indiens invités à se faire stériliser ?

Chaque dimanche, les principaux quotidiens indiens publient des pages d'annonces matrimoniales payées par des parents qui considèrent le mariage comme une affaire trop sérieuse pour être laissée au jeu de l'amour et du hasard. Le salaire de l'époux en puissance, ses revenus antérieurs, ses espoirs d'héritage, sont méticuleusement indiqués. Les réponses doivent être aussi précises que les propositions. Beaucoup demandent qu'on y joigne « l'horoscope » de la postulante. Les « feints clairs » sont très recherchés, mais les mentions de caste sont moins fréquentes qu'on ne l'imagine. Il ressort de cette lecture que les beaux partis ne sont pas les brahmanes, mais les célibataires établis aux États-Unis.

Pour obtenir un passeport, il faut indiquer le pays où l'on entend se rendre et les raisons du voyage. Depuis que la Cour suprême a décidé que l'obtention du précieux carnet faisait partie des droits fondamentaux (ce qui risque d'être remis en question après la proclamation de l'état d'urgence des passeports ont été « confisqués »), le nombre des candidats au voyage a régulièrement augmenté : 150 000 en 1971, 200 000 en 1973, 310 000 en 1974. Beaucoup n'ont finalement pas pris l'avion. « Le passeport est considéré comme un document de prestige et nombre de gens essayent d'en posséder un pour la seule raison qu'il est censé leur donner une importance sociale », note l'« Hindu », quotidien de Madras.

Mais beaucoup de « touristes » ne reviennent jamais. On évalue à 30 000 le nombre des scientifiques et des techniciens qualifiés qui émigrent, légalement ou non, chaque année. Cinq mille architectes indiens exercent actuellement dans leur pays et 3 000 sont établis à l'étranger, dont la moitié aux États-Unis. Sur les 160 000 Indiens exerçant la profession médicale, un sur dix travaille hors de son pays. (Il y en a 7 000 aux États-Unis, 3 000 au Canada et autant en Grande-Bretagne.)

Dans bien des cas, les émigrants cherchent simplement à

utiliser au mieux leurs capacités professionnelles. Sur les six cent mille villages indiens, à peine 5 % ont un cabinet médical. « *À vous réfléchir à ce que signifie ce métier dans un village sans électricité, sans pharmacie, où il est impossible de pouvoir recourir aux rayons X ?* », nous a répondu un Indien devant lequel nous nous étions présentés comme des volontaires étrangers assurant la survie des paysans du Bihar. Il a ajouté : « *J'ai choisi un métier, je ne suis pas entré dans les ordres. Je préfère travailler, comme mes collègues espérants, dans l'hôpital d'un quartier populaire de Londres où les Anglais ne veulent plus exercer.* »

Le départ des élites a des raisons psychologiques. Parmi les jeunes, certains estiment que « la révolution n'est pas leur affaire », mais ils ne peuvent plus, comme leurs aînés, côtoyer sans y prêter attention l'effrayante misère. Faute de s'y attaquer, ils fuient

« aisées », puis, les enfants fréquentent ces établissements. Le salaire moyen des pères de ces étudiants est de 730 roupies par mois (350 francs). Environ 80 % des familles vivent dans un logement de deux pièces, qui, dans 69 % des cas, ne leur appartient pas.

Des contrôles tatillons

Quant à la *top society*, celle qui habite les quartiers fleuris de New-Delhi et la pointe de Malabar, à Bombay, un visiteur de passage sera fort impressionné par l'importance de sa domesticité : facilement une douzaine de serviteurs. (Nous avons connu une femme dont le travail consistait uniquement à garder un chat — avec un salaire en conséquence.) Mais, après quelques semaines de séjour, on mesure les limites étroites d'une vie en apparence

Le salaire moyen des fonctionnaires serait de l'ordre de 350 roupies par mois. Un jeune cadre s'estime très bien traité avec émoluments de 1 000 roupies. Mais une voiture de fabrication locale coûte 30 000 roupies. (Seuls les gros commerçants peuvent s'offrir des voitures importées, frappées de taxes de 240 %.) Un climatiseur vaut 9 000 roupies ; un réfrigérateur 4 000.

structions particulières : si *Time*, *Newsweek* ou le *Guardian* ont publié un article hostile à Mme Gandhi, le numéro n'est pas admis sur le territoire national. Même en temps normal, il faut ouvrir toutes les valises, montrer un à un ses effets. Que le douanier tombe sur un rasoir électrique, un moulin à café ou un stylo à cartouche, c'est la taxation, des papiers à remplir sur-le-champ et à faire signer par trois fonctionnaires.

« Toute politique mise à part, j'en ai assez d'être traité en perpétuel suspect », nous a dit un compagnon de voyage.

« Le tour de force de ce régime, c'est d'avoir instauré presque toutes les contraintes des pays socialistes, sans être parvenu à aucun de leurs résultats », observe un autre Indien. Pour lui, comme pour tant d'autres, la plaie du pays est la bureaucratie, ce qu'il appelle, en faisant allusion à toutes les formules administratives qu'il faut remplir en de multiples exemplaires, « le socialisme du papier carbone ». Qui revient d'un voyage dans la campagne avec ses grands espaces non cultivés faute de travaux d'irrigation — et pénètre dans une banque ou une poste éprouve une sensation d'irréalité. Dix employés sont là pour coller un timbre sur une enveloppe ou compter quelques billets. Ils sont terrorisés à l'idée de prendre la moindre initiative, et surveillés de près par d'innombrables petits chefs trénants, loquaces et distraits, face à un public docile pour qui le temps n'a pas l'air de compter.

L'entrée dans un ministère tient de l'exploit. Dans une mêlée confuse, cent personnes se battent pour se faire inscrire sur les immenses registres des gardiens chargés du filtrage. Ces gens viennent simplement se faire expliquer quelque lettre incompréhensible à eux adressée par un fonctionnaire zélé.

Parvenu aux étages, il faut se frayer un passage parmi les peons, ces garçons de bureaux allongés dans les couloirs et dont le travail principal consiste à apporter des tasses de thé aux ronds-de-cuir assemblés à dix autour d'une table, dans une pièce garnie d'étagères playant sous le poids des dossiers. Que font ces gens si affairés ? Ils vérifient des déclarations, à l'aide de déclarations qu'il faudra vérifier à leur tour. Ils recueillent des chiffres pour les statistiques sur la production journalière des œufs de poule en Inde, ou le nombre des porteurs d'appareils orthopédiques, ou encore le nombre de billes à l'unité près dans un pays où l'état civil n'est pas encore tenu partout et où la population, pour 60 %, vit en autarcie complète.

Un monde irréel

Des rapports, des discours se sont faits entendre grâce aux données « scientifiques » recueillies par les fonctionnaires. Des thèmes reviennent périodiquement : il y a, par exemple, celui de l'émancipation des anciens Intouchables, les *harijans*. La Constitution stipule que certains emplois administratifs doivent leur être attribués en priorité. Il ne se passe guère de mois sans qu'un ministre se félicite des quotas atteints, mais dans les faits, les *harijans* sont, en fait, séparés du reste de la communauté.

Il y a aussi l'éternelle discussion sur la part que devraient avoir le secteur public et le secteur privé dans l'économie. Débat le plus souvent académique, mais qui peut donner lieu à des décisions contradictoires. En 1970, avant les élections, quatorze banques privées avaient été nationalisées, mais la commercialisation des grains alimentaires a été à nouveau confiée aux entreprises privées.

Presque tout le monde reconnaît, même si c'est pour le déplorer, que les entreprises des grandes dynasties industrielles — Tata, Birla, Godrej, Malhotra — fonctionnent bien. Les chefs de ces dynasties se félicitent de la proclamation de l'état d'urgence. (Mais ont-ils vraiment le choix ?) M. G. D. Birla, le plus proche du pouvoir, pense que les mesures prises permettront à l'Inde de « devenir le plus puissant des pays d'Asie d'ici dix ans ». Il a obtenu que la réglementation sur les licences d'importation soit assouplie. Les taxes qui frappaient durement certains objets dont il fallait relancer la production ont diminué. Le prix des voitures a baissé, celui des postes de télévision aussi (de près de 50 %, ce qui fait dire qu'il s'agit

Prochain article :

UN NOMBRIIL
DANS UN MIROIR
DÉFORMANT

Le "Désert des Tartares" de Dino Buzzati.

Cette semaine dans ELLE.



LA PLAGNE

son combiné olympien

à partir de : 575^F par personne

STUDIO + FORFAIT SKI

(remontées mécaniques illimitées)

garderie d'enfants - neige garantie par contrat

*NOËL : du 17 Déc. au 25 Décembre

9 JOURS POUR LE PRIX DE 7

*JOUR DE L'AN du 26 Déc. au 1^{er} Janvier

Maison de la Plagne, Point-Show Voyages
66, Champs-Élysées 75008 Paris - Tél. 256.30.50
ou à votre agence de voyages habituelle

Le noir c'est chic et puis c'est choc.

Cette semaine dans ELLE.

CONSTRUIRE UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Un guide de réflexion et d'action pour tous ceux
qui voient l'humanité s'engager dans une impasse.

Un volume 15

ÉCONOMIE ET HUMANISME
LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie - 75621 Paris Cedex 13

Extrait de "La femme au bidule" de Victoria Thérèse.

Que se passe-t-il
dans les ténés ?

Cette semaine dans ELLE.

La mode en ski cet hiver.

Les hommes combinés.

Cette semaine dans ELLE.

AMÉRIQUES

LE CANADA APRÈS LA VICTOIRE DES SÉPARATISTES A MONTRÉAL

Le 15 novembre, le « parti québécois », séparatiste, enlevait, avec 41 % des voix, une large majorité des sièges à l'Assemblée nationale du Québec. M. Trudeau,

premier ministre du Canada, s'adresse ce 24 novembre à ses compatriotes pour leur faire part des conclusions qu'il tire de la victoire des séparatistes. On trouvera

ci-dessous plusieurs articles ou correspondances exprimant des réactions tant à l'événement lui-même qu'à la manière dont « le Monde » l'a commenté.

Tribune internationale
Le Québec sans la peur

par DENISE BOMBARDIER (*)

Il y avait sûrement un mélange de peur et d'espoir dans le cœur des colons français qui traversaient l'Atlantique, trois siècles passés, pour venir peupler la Nouvelle-France. L'émotion des gens du Québec a toujours oscillé depuis quelque part entre ces deux pôles. Et lorsque l'on regarde notre histoire il faut reconnaître que la peur a dominé. C'est pourquoi la foule qui a envahi les rues de Montréal, au soir de la victoire du parti québécois, n'a pas eu à craindre autre chose que : « On n'a plus peur ! On est chez nous ! ». A-t-on voté pour l'indépendance ou non ? se demandent tous ceux qui, à leur tour, sont pris par la peur. Ceux, en particulier, qui l'ont utilisée depuis des décennies comme instrument politique et qui tentent aujourd'hui de brandir le drapeau comme pour exorciser le vote populaire.

On aurait pu s'attendre à l'euphorie. Elle n'a duré que la nuit des résultats du scrutin. Les Québécois sont, en effet, devenus grognes, de la grogne de ceux qui sont habités par la conscience aigüe que l'avenir est entre leurs mains. Pour la première fois, dans notre histoire, ce choix d'avenir nous appartient, quel qu'il soit. Avons-nous choisi la conquête anglaise, l'Acte d'union, la Confédération, la participation aux guerres, à l'économie américaine ? Non pas que tout cela fut négatif, au contraire. Mais cela tenait de la volonté des autres, pas de la nôtre. Nous n'avons choisi que de survivre et de nous reproduire. Nous étions alors les Canadiens, et les autres étaient les Anglais, cela se passait à l'époque des grands-parents. Quant à nos parents, ils se sont appelés Canadiens français par opposition aux Anglais qui, délaissant peu à peu le lien britannique, se définissaient comme « Canadiens ». Ma génération, celle qui se retrouve, en quelque sorte, au pouvoir, se dit québécoise et les Canadiens anglais, aujourd'hui, ont repris le titre de Canadiens, originellement celui de nos ancêtres.

CETTE transformation du vocabulaire a été une transformation d'identité. Dans ce pays qui possède tant de géographie et bien peu d'histoire, nous avons réduit la première pour mieux saisir la seconde. Cette quête d'identité a mené certains d'entre nous à conclure à une infériorité collective, celle exprimée par le « na pour un petit poir ». Des générations de Canadiens français, humiliés dans leur culture mais gratifiés financièrement, ont cru au vœu d'être à la hauteur de l'individu comme succédant à la défiance collective. Une partie des intellectuels a tenté, ces dernières années, de nous convaincre que le jeu, cette langue malade, était un bien culturel précieux. Comme si la maladie, parce que nôtre, ne représentait plus une forme de morbidité. Pendant ce temps, les dirigeants politiques orientaient les fonds publics et les énergies vers des projets coûteux et inutiles (Jeux olympiques). Comme si gouverner consistait uniquement à dépenser de l'argent. Mantolité de parvenus rêvant de faire du Québec un Las Vegas échoué dans les bancs de neige.

Tout cela ne nous ressemblait guère. De plus en plus perdus, administrés faute d'être gouvernés, sans parole, la jeunesse dépossédée de notre histoire (celle-ci ayant même été retirée comme matière obligatoire aux cycles primaire et secondaire), nous étions prêts à laisser de nouveau, et cette fois, un projet défini par des hommes et des femmes qui parlent de dignité, d'intégrité et de changement, projet contenu dans notre inconscient collectif depuis plus de cent ans, apparaître comme réel et possible. Les vieux peuples comme celui de France, qui ne s'effrent plus que des espoirs limités, peuvent-ils bien comprendre que dans un pays comme le Québec seuls les espoirs démesurés semblent nous attirer ?

Il faut être animé d'espoirs démesurés, en effet, pour croire que sur ce continent de deux cent cinquante millions d'anglophones nous puissions conserver cette culture et cette langue. Et lorsque les Français de France sourient devant tant de naïveté acharnée, c'est qu'ils ne comprennent pas que quelque part sur cette terre le français puisse être une langue de déclassés. Que le parler bien haut puisse être un acte politique.

BIEN sûr, il faut nourrir des espoirs démesurés pour vouloir construire, à 60 kilomètres de la frontière américaine, une société différente par sa culture et ses valeurs, sans pour autant rompre les ponts avec cet énorme voisin. Mais théoriquement n'a-t-il pas de dilemme, et les idées du dix-neuvième siècle ne nous sont d'aucun aide. Il nous faut inventer le changement.

Cette élection québécoise est chargée de signes et de symboles. Aux îles de la Madeleine, dans le golfe Saint-Laurant, les habitants ont toujours confié à un étranger le soin de les représenter au Parlement. Comme si le pouvoir appartenait qu'à ceux d'ailleurs. Cette fois, les Madeleinois ont élu un des leurs. Et, qui plus est, leur député du parti québécois est une jeune fille de vingt-six ans.

De nos jours, dans les sociétés industrielles, où peut-on assister, ailleurs qu'au Québec, à la victoire de la poésie sur l'économie ? Le soir du 15 novembre, c'est le poète Gérard Godin qui a défait l'économiste Robert Bourassa, premier ministre du Québec.

(*) Journaliste québécoise, auteur de la Voix de la France (Lafont).

Les francophones des autres provinces s'inquiètent
d'une éventuelle sécession du Québec

De notre correspondant

Montréal. — Pour les quelque trois cent cinquante mille Acadiens du Canada, qui se trouvent principalement dans les provinces de l'Atlantique, la situation nouvelle du Québec est une bonne surprise, mais aussi un sujet d'inquiétude. Au Nouveau-Brunswick, les francophones sont environ deux cent quarante mille et constituent 38 % de la population. Pour le président de leurs associations, M. Gaudet, « cette élection est un avertissement, autant pour Ottawa que pour les autres provinces ». Elle devrait inciter à son avis les uns et les autres à appliquer les dispositions de la loi sur les langues officielles, qui protègent les droits des minorités francophones. Toutefois, si à la suite d'une sécession du Québec les autorités provinciales négligeaient les Acadiens regroupés au nord et au sud-est de la province, ceux-ci pourraient, eux aussi, demander « l'égalité ou l'indépendance », estime M. Gaudet.

En Nouvelle-Écosse, en revanche, le président de la Fédération acadienne a déclaré que les Acadiens de cette province deman-

deraient fermement fédéralistes et que le Québec n'avait jamais exercé une grande influence sur leur développement.

En Ontario, où les francophones sont plus de six cent mille, on observe une réserve prudente en attendant la suite des événements. Au Manitoba, qui compte quatre-vingt mille personnes d'origine française, la réaction est plus pessimiste. Selon M. Archambault, le président de leur association : « Si le Québec se sépare, c'est la fin des minorités francophones dans les autres provinces canadiennes ». La Saskatchewan abrite cinquante-neuf mille personnes d'origine française, dont quinze mille parlent régulièrement le français. Là, comme en Alberta (quatre-vingt-dix mille francophones) ou en Colombie britannique (quatre-vingt-cinq mille), les commentateurs sont mitigés. Les porte-parole des communautés francophones se disent à la fois « fiers de voir le Québec se tenir debout » et préoccupés des répercussions que son indépendance pourrait avoir sur leur propre situation.

A.-M. C.

Libres opinions
Moi, moi, moi !

par ROBERT DE MONTVALON

Le soir tombe. Les peuples rentrent au village manger la soupe. Où s'arrêtera l'universel repli sur soi, notre retour à nos durs d'origine ? Qui en France, de la gauche à la droite, ose, ne pas se déclarer pour l'une ou l'autre forme de l'isolement : la glorieuse, l'aristocratique, la rustique, la touriste, la néo-coloniale, la socialiste, la parassitaire, la provinciale, la jacobine, la pieuse, la défensive, l'offensive, la faubourienne, la calculatrice, la naïve, la camouflée, la veule, l'aveugle, la savante... Partout l'on fait de même : en Chine (juste cent millions d'habitants moins quatre), au Tchad, à Madagascar, en Suisse, en Uruguay, au Vietnam, au Québec, au Monomopla. Partout l'on rabâche : l'enfer, c'est les autres.

Il paraît que cela va de soi. Nous devons, paraît-il, reprendre racine (mais si nos racines étaient déchaînées ? si nous avions à nous retrancher des racines ?) ; nous devons nous défendre contre les impérialismes (mais si les impérialismes avaient des pieds d'argile ? si nous étions tous l'impérialisme de quelqu'un ?) ; nous devons préserver notre cher-nous (mais si nos cher-nous n'étaient plus que des capotons de la terre ?).

Allons, c'est trop clair : nous avons surtout peur les uns des autres et du travail qui nous attend. Nous risquons donc de manquer le coche. Et le jour où l'on demandera : que faisaient les peuples de l'an 2000 au temps de la mort nucléaire possible, des migrants par millions, des frontières crevées, des sagesse effritées, des pensées coupantes se répandant partout, de la faim du monde, de la fin d'un monde, on répondra peut-être : ils avaient fermé leurs maisons ; ils bâchaient leurs prés carrés en disant du sexe de leurs anges gardiens ; ils se cherchaient, comprenez-vous ; ils n'ont donc trouvé que leur moi ; ils en sont morts.

M'est avis que ce serait dommage.

M. Xavier Deniau : nous ne pouvons que souhaiter un dialogue constructif
entre les deux communautés

M. Xavier Deniau, député (apparenté U.D.R.) du Loiret, président des groupes France-Québec et France-Canada de l'Assemblée nationale, nous a fait parvenir la déclaration suivante :

« Je viens d'assister aux élections qui ont porté au pouvoir le parti de M. René Lévesque. Si je ne nous appartenait certes pas d'intervenir dans les affaires intérieures de nos amis d'Amérique du Nord,

« Et le sort du général de Gaulle, le 27 juillet 1967, tout à fait délégué d'une formulation volontairement imprécise, qui avait pour but de « mettre le Québec » sur le plan de la reconnaissance internationale, c'est-à-dire d'appeler l'attention sur la seconde communauté de langue française, jusqu'alors ignorée des moyens d'information, ne peut et ne doit pas, bien sûr, être renouvelé.

« Ce cri, les Québécois l'avaient d'ailleurs ressenti non pas comme une intervention du président de la République française, mais comme un appel du plus illustre des francophones à considérer leur particulière situation.

« L'homme et sa stature historique ont permis de reconnaître, maintenant, la France se doit de rester discrète devant une situation qui relève du choix des seuls intéressés, mais elle ne peut cependant pas rester indifférente.

« La coopération directe France-Québec, instituée par la loi du 15 juillet 1967, est une réalité vivante : elle s'est installée depuis plus de dix ans dans un rythme qui conduit chaque année, dans le cadre de programmes d'échanges, plusieurs milliers d'hommes responsables et de jeunes Français et Québécois à traverser l'Atlantique.

« Cette coopération doit se développer encore et selon les lignes correspondantes aux vœux qu'expriment nos partenaires québécois. » Il serait paradoxal, en effet,

que l'affirmation enthousiaste d'identité francophone que vient de manifester l'élection québécoise se traduise en fait par une stagnation de nos relations culturelles et techniques.

« Depuis douze ans, et à travers les gouvernements Lesage, Johnson, Bertrand, Bourassa et maintenant Lévesque, le Québec a recherché les voies de sa volonté.

« Il lui faut, et il le proclame chaque jour, un gouvernement qui régle au mieux ses problèmes internes, administratifs et économiques, mais aussi qui soit, avec rigueur et dignité, apte à « dis-

cuter avec Ottawa » — c'est-à-dire le gouvernement fédéral, ou, en raccourci, selon le formulaire des Québécois, avec les Anglais, majoritaires au Canada, et donc dans ses institutions — la nécessaire évolution des structures.

« A toutes les suggestions et formules proposées depuis des années au Québec n'a répondu jusqu'à présent, au-delà de la rivière Outaouais, que le rappel d'un état qui n'est pas le Québec, et qui place juridiquement le Québec à l'égalité avec l'île du prince Édouard et le Saskatchewan, c'est-à-dire à l'indépendance constitutionnelle.

« Va-t-on, au-delà de stipulations de droit déjà centenaires, assister maintenant à l'ouverture d'un dialogue constructif entre les deux communautés fondatrices du Canada, dont dépendra l'avenir de la Confédération ?

« Nous ne pouvons que le souhaiter.

« Nous sommes unis, en effet, non seulement par les liens de l'histoire et d'une amitié renforcée par deux guerres mondiales et les communs idéaux démocratiques, mais aussi, nous ne devons pas l'oublier, par les intérêts de l'avenir à cette terre défrichée par nos ancêtres. »

CORRESPONDANCE

L'abandon des « arpentés de neige »

L'article d'André Fontaine « La victoire des nègres blancs » (le Monde du 17 novembre) a suscité chez M. Louis de Charbonnières les réflexions suivantes :

« Puis-je me permettre de vous exprimer ma surprise de retrouver confondus Louis XV et Voltaire dans l'indifférence à l'abandon des « arpentés de neige » ?

Le Canada connu sous le règne de Louis XV, grâce à deux hommes que le roi maintint vingt ans à sa tête, le gouverneur marquis de Beauharnais (1726-1747) et le grand intendant Gilles Hocquart (1729-1748), un essor remarquable. La rivalité franco-anglaise sur les bords et aux colonies, la guerre à laquelle elle conduisit, furent la préoccupation constante de Louis XV. Toute sa politique étrangère, si mal comprise en France, tendait à maintenir en Europe un état d'équilibre qui permettrait au royaume de consacrer toutes ses forces à ce conflit-là.

Quand les événements eurent déjoué ses efforts, ce n'est pas d'un cœur léger qu'il signa le traité de Paris, une paix « ni bonne ni glorieuse » pour nous, mais mieux que moi », écrit-il. Dans sa pensée, ce n'était qu'une trêve, et une bonne part de l'activité du « secret du roi », consistait, dès lors à préparer une revanche.

Louis XV avait exigé que l'Église catholique subsistât au Canada, et se conservât ses privilèges. Si l'on songe au rôle de la foi et du clergé dans la survie du Canada français, il ne paraît pas excessif d'attribuer le Québec de celle-ci à la prévoyance du roi, qui, à l'égard des colonies comme en bien d'autres domaines, ne partageait guère les vues des « philosophes ».

M. Gérard Robitaille, écrivain québécois exilé en France, s'étonne, d'autre part, de ce que l'on ait pu dire que les Canadiens français se trouvaient suffisamment satisfaits de leur sort pour se battre loyalement aux côtés des Anglais contre les Américains qui leur proposaient pourtant l'émancipation.

Pour comprendre, doit-on remplacer ce « ils » par les « Algériens »... si satisfaits de leur sort qu'ils furent les premières victimes des guerres allemandes durant la première guerre mondiale... ou par « tous ces Africains », qui donnaient leur vie pour la France ? On peut-être encore par « ces Français », si contents de leur sort pendant l'occupation qu'ils combattirent avec les Allemands contre les Anglais qui leur offraient la libération ?

Je ne nierai que ce livre d'histoire qui fut le lien sur les bancs d'école à Montréal, ce livre qui parlait « de mes ancêtres les Anglais », écrit par les clercs de Saint-Viateur, dont la couronne, pendant si longtemps, paya les salaires (...).

« L'attitude des Canadiens s'explique par le souvenir encore récent des détresses (sic) de la conquête (1763)... Les citoyens (qui refusaient de se joindre aux Anglais en 1776) furent chassés par des empiétements nombrés et parfois (sic) arbitraires. Carleton et surtout son successeur Haldimand démentent des ordres pour faire arrêter et incarcérer ceux qui paraissent le moins suspects. Ils offrent des primes pour tout document compromettant. » Ne parlons même pas de ces sermons des curés, menaçant leur ouailles (payés analphabètes) des pires calamités, particulièrement ceux de Mgr Briand, chef d'œuvre de collaboration, si jamais il en fut.

et dont Pétaïn aurait pu s'inspirer. (...)

Si l'on s'agissait que de ce détail ! Mais peut-on dire qu'un Français, pour le Québec, ait jamais existé ce si beau et si courageux soud de vérité que l'on a pu constater pour tous les mouvements de libération ? Et les innombrables « coups de folie » de Londres, d'Ottawa (genre mesures de guerre), de Washington et parfois de Paris, qu'en dit-on ? Pour que vous ne vous y trompiez plus, chers cousins, je vous la donne en trois mots l'histoire du Québec : notre occupation étalée sur deux cents ans ! Déportations, délations, Oradour, tout compris ! Système si perfectionné que la victime finit par être convaincue de son infériorité, se méprisait et se maudissait elle-même. C'est plus qu'une colonisation, c'est une domestication !

Peut-être est-il encore plus pénible de reconnaître qu'on a permis à certains des siens d'être opprimés que d'avoir eu à avouer qu'on avait été soi-même oppresseur — je n'en sais rien. Mais je sais qu'on n'a pas encore dit la vérité sur ce pauvre pays qui, actuellement, n'est pas qu'un tournant de son histoire, mais gravement menacé car à l'avant-garde d'un combat pour la liberté et la dignité de l'homme. Nous ne devons pas que dans le contexte nord-américain, René Lévesque n'est pas tellement loin d'Allende. Beaucoup d'Américains ont confondu nationalisme et communisme durant la guerre du Vietnam et risquent de répéter la même erreur au sujet du Québec. Les signes sont déjà là, nombreux. (...)

Le démantèlement du Canada n'est pas une chose grave. (D'ailleurs, comme la plupart des colonies, ce pays est un non-sens politique, économique et culturel. Le Canada anglais est déjà entièrement américain et peuplé à l'origine par des Américains dissidents. Qui plus est, la foi en France dans l'Amérique, leader du monde libre serait-elle si faible ? La Russie tolérerait la Finlande à sa porte que la Grande Amérique ne pourrait tolérer le Québec ?) Ce qui est grave, c'est que des hommes vivent humiliés, asservis, comme des nègres — blancs, jaunes ou noirs ! Que cet asservissement soit plus psychologique, culturel et spirituel que matériel (sans toutefois négliger cet aspect), cela le rend-il moins tragique ?

Vive le Québec libre !

Rencontre à la Fnac

avec Arthur Schlesinger
et Pierre Salinger

Suggérée par les récentes élections américaines et pour faire le point sur les États-Unis, cette rencontre propose un libre débat avec deux hommes qui ont été les très proches collaborateurs de deux présidents des USA. Arthur Schlesinger (qui fut conseiller spécial de John-Fitzgerald Kennedy et de Lyndon

Johnson et qui vient de publier « La Présidence impériale », aux Presses Universitaires de France).

Pierre Salinger (ancien porte-parole de la Maison-Blanche ; actuellement journaliste à l'Express, et auteur de « La France et le Nouveau-Monde », édité chez Laffont).

Le jeudi 25 novembre, à 18 heures

A Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis).
Photo, cinéma, radio, tv, disques, vidéo, hi-fi. Et tous les livres 20 % moins chers.

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La bataille est ouverte pour le contrôle du parti républicain

De notre correspondant

Washington. — La démission de Mme Mary-Louise Smith, président du comité national républicain, ouvre une bataille pour le contrôle de ce parti. En annonçant son départ, Mme Smith a exprimé le souhait que les républicains se maintiennent dans une ligne modérée et évitent les « extrêmes ».

Les dirigeants de l'aile droite paraissent cependant déterminés, à la suite de la défaite de M. Ford, à s'emparer des organes directeurs et de l'appareil. Ils justifient leur action en rappelant qu'après l'échec de la candidature de droite de M. Goldwater, en 1964, le centre et la gauche avaient pris le contrôle du GOP (« grand vieux parti »).

L'argument n'est pas convaincant dans la mesure où le président Ford, à la différence de M. Goldwater, n'a pas été écrasé. Pour les modérés, son honorable défaite, notamment dans les Etats industriels de l'Est, justifie la ligne de juste milieu suivie ces dernières années. D'autre part, quatre des sept nouveaux sénateurs républicains se placent au centre, alors que trois des sénateurs proches de M. Nixon — MM. Buckley, Beall et Brock — ont été battus.

La position de M. Reagan

Face à un pouvoir dont les deux « branches », exécutive et législative, sont maintenant contrôlées par les démocrates, le parti républicain se doit, estiment les ultra-conservateurs, de mener une opposition sans équivoque et de livrer bataille sur les deux thèmes de la défense de la libre entreprise et des droits de l'individu.

Certains idéologues républicains, faisant état de l'érosion du parti, vont même jusqu'à suggérer la création d'une nouvelle formation politique qui rejeterait l'étiquette républicaine. « Prendre le contrôle du GOP n'est rien d'autre que prendre le commandement du Titanic », a déclaré l'un d'eux.

La majorité ralliée derrière les dirigeants de la droite, tels que M. Reagan, parle seulement d'un

« nouveau second parti ». L'ex-gouverneur de Californie qui échoua de peu en août dans ses prétentions à l'investiture républicaine, lors de la convention de Kansas-City, reste le mieux placé, malgré son âge, pour rallier les éléments conservateurs. Ses amis insistent sur le fait que tous les Etats à l'ouest du Mississipi ont voté républicain. Le rival principal de M. Reagan, M. John Connally, ancien secrétaire au Trésor de M. Nixon, est en perte de vitesse, car il n'a pas réussi à prendre aux démocrates son Etat du Texas. L'influence de M. Helms, sénateur de Caroline du Nord, autre concurrent possible de M. Reagan, reste limitée.

Du côté des républicains libéraux, c'est le silence. Ni le vice-président Rockefeller, qui en fin de carrière politique s'est résigné à jouer le rôle d'homme courtois pour le président Ford, ni les sénateurs Percy (Illinois) et Mathias (Maryland) n'ont une audience suffisante, auprès des cadres du parti, dans leur grande majorité conservateurs. Les espoirs des libéraux reposent davantage sur des hommes nouveaux, tels que M. James Thompson, gouverneur de l'Illinois, qui a battu de haute lutte la « machine » démocrate de M. Daley, maire de Chicago.

Dans l'immédiat, et en excluant que le président Ford veuille jouer un rôle actif, que lui déconseillent d'ailleurs les politiciens professionnels, il faut s'attendre à un renforcement de la droite au sein du parti. Les cent cinquante membres du comité national qui, le 15 janvier 1977, auront à désigner le successeur de Mme Smith, sont divisés à peu près en trois groupes d'égale force : les modérés, les « réagalistes » et les indécis. Ces derniers pourraient faire pencher la balance en faveur d'un candidat de compromis, d'un homme du centre tel que le sénateur Brock qui vient de perdre son siège dans le Tennessee, ou M. Donald Rumsfeld, actuellement secrétaire à la défense.

HENRI PIERRE.

M. Carter s'engage à coopérer avec le Congrès

De notre correspondant

Washington. — M. Carter est rentré mardi 23 novembre chez lui, à Plains, apparemment très satisfait de son séjour de quarante-huit heures dans la capitale. En plus de la visite symbolique rendue à M. Ford, il s'est entretenu avec diverses personnalités gouvernementales, mais surtout il a fait au Congrès une offre de coopération qu'il a lui-même qualifiée de « sans précédent ».

A en juger par les réactions des leaders de la majorité démocrate, et même par celles, relativement positives, des chefs de la minorité républicaine, il peut raisonnablement s'attendre à une période de « lune de miel » entre l'exécutif et le législatif.

Dans l'immédiat, il entend marquer clairement la rupture avec le passé, repudier le concept de la « présidence impériale » mis en pratique par les gouvernements antérieurs. Ainsi, il s'est engagé devant les membres de la commission sénatoriale des affaires étrangères à consulter le Congrès sur les initiatives diplomatiques d'importance.

De même, il a réagi positivement à une suggestion du sénateur Humphrey en annonçant qu'il nommerait un expert spécialisé dans les affaires économiques internationales au sein du bureau des conseillers économiques de la Maison Blanche. Il a promis d'étudier attentivement la proposition du sénateur Ribicoff d'envoyer au début de l'an prochain M. Kissinger en mission spéciale au Proche-Orient. Il a compté revenir devant la commission accompagnée de son futur secrétaire d'Etat pour une discussion plus approfondie des affaires internationales. A propos des futures nominations, il a invité les sénateurs à lui faire des recommandations pour les postes importants du département d'Etat, du Trésor, de la Défense.

Au sujet de la politique économique, M. Carter a indiqué que, au cours de la première année de son mandat, il espérait réduire le chômage de 1,5 %, « sinon plus », et augmenter le taux du P.N.B. de 2 %. Ces deux objectifs,

a-t-il dit, sont considérés comme raisonnables par M. Burns.

En contrepartie de ses avances au Congrès, M. Carter espère obtenir de celui-ci un mandat pour procéder par voie d'ordonnances à la réforme administrative, qui ne laisserait aux deux Chambres que le recours au veto. Pour prévenir l'opposition des commissions jalouses de leurs prérogatives et éviter des coupes sombres dans la bureaucratie, M. Carter, évoquant son expérience en Georgie, a indiqué que la réorganisation administrative envisagée aboutirait sûrement à réduire le nombre des départements ministériels, mais pas nécessairement le nombre des fonctionnaires. — H. P.

STAGE INTENSIF

Anglais - Français - Allemand - Espagnol - Italien

SPECIAL CRASH - 75 HEURES
en 2 ou 4 semaines (pas plus de 5 participants)

Dates des prochains stages :
6 décembre - 3-10-31 janvier - 7 février

Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65
Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70
Bordeaux - Cannes - Lille - Lyon - Marseille - Nice
Strasbourg - Toulouse

BERLITZ®
LANGUES VIVANTES
Organisation Privée

A TOUS CEUX QUI NE VEULENT PAS COPIER AU-DESSUS DE LEURS MOYENS FAXIL

de
Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 202, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

L'affaire du Boeing cubain

UN DES AUTEURS PRÉSUMÉS DE L'ATTENTAT DE LA BARBADE RECONNAÎT TRAVAILLER POUR LA C.I.A. DEPUIS 1970.

Caracas (A.P.P.). — Le photographe vénézuélien Hernán Ricardo, l'un des autres présumés de l'attentat du 6 octobre contre un avion cubain ayant coûté la vie à soixante-trois personnes au large de la Barbade, a admis qu'il travaillait depuis 1970 pour la C.I.A. (agence centrale de renseignements américaine), a déclaré mardi son défenseur, M. Carla del Solar. L'avocat a avoué collaborer également au cours des quatre dernières années avec la DISIP (police politique vénézuélienne), quoique « occasionnellement ».

Selon M. Carla del Solar, Ricardo et un autre photographe vénézuélien, M. Lugo, ont été utilisés dans une conspiration au bénéfice de la gauche, mais ils sont innocents. Elle a affirmé que cette conspiration avait des ramifications au sein de la DISIP et qualifié de « conspirateurs » Morales Navarrete, qui travaillait, selon elle, pour la C.I.A. et à la double nationalité cubaine et vénézuélienne. Les deux autres accusés du procès sont deux Cubains exilés, Orlando Bosch et Luis Posada Cardes.

Calculateurs Hewlett-Packard
Démonstration
Ventes sur stock
A JAMARTINE®
118, rue de la Pompe,
75016 Paris - Tél. 727.31.31
HEWLETT-PACKARD

NOTRE Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex, nous vous télétransmettons.
étraux
SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Votre caban croisé
"loup de mer",
doublure
matelassée :
370 F

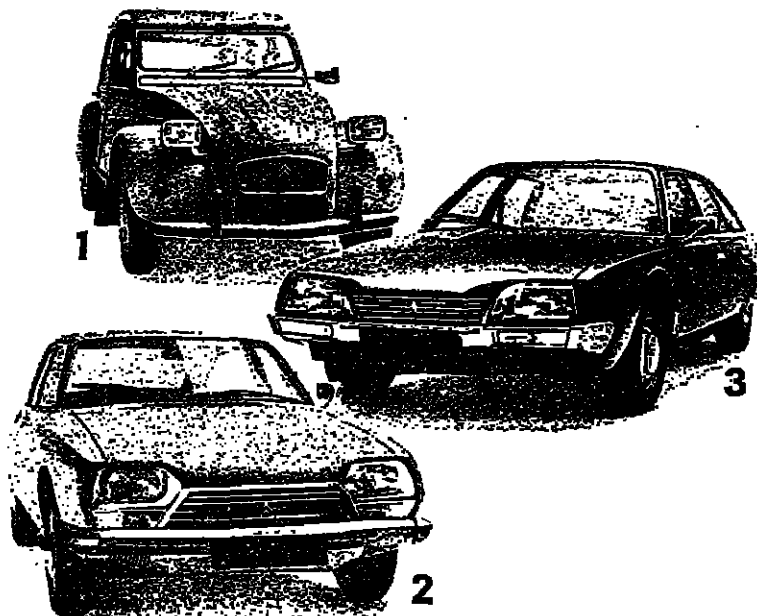
mac orley

80, RUE SAINT LAZARE
au N° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

CADEAUX : PROUVEZ-EN QUE VOUS LE CONNAISSEZ BIEN.

Schiesser
Festival des accessoires jusqu'au 24 décembre
Galerias Lafayette

IL Y A DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER 3 EXEMPLES :



1. 2 CV Spécial 1976 :
10 700 F Garantie 3 mois
pièces et main-d'œuvre dans
toute la France.

2. GS Spécial 1976 : 18 500 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

3. CX 2000 1976 : 29 000 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN

10, place Etienne-Pernet,
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,
75014 PARIS - Tél. 589.49.89

CITROËN et TOTAL

CITROËN

Ile Connettable

Deux immeubles qui ont du panache

13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville

DU STUDIO AU 6 PIECES. BEAUX DUPLEX.

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS MOYENS: 3 900 F LE M².

COGEOR

LIVRAISON PRÉVUE: AUTOMNE 77.

Pour recevoir notre brochure, renvoyez ce bon à: COGEOR, 30, av. George V, 75008 PARIS. Tél.: 261.51.86.

Nom _____

Adresse _____

Si vous ignorez quel est l'équivalent de la TVA au Japon, partez avec nous...

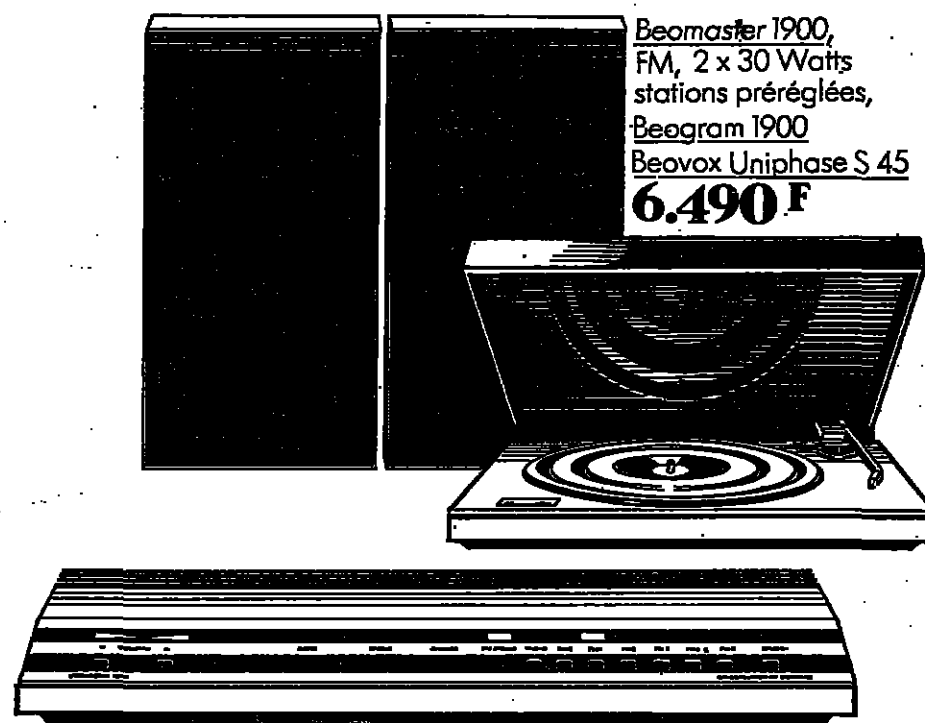
Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



Chaîne B&O 1900



Beomaster 1900,
FM, 2 x 30 Watts
stations pré-régées,
Beogram 1900
Beovox Uniphase S 45
6.490 F

chez votre conseil haute-fidélité Bang & Olufsen

1^{er} VIDEO SOUND
5, rue Cambon

5^e AUDIOSYSTEMS
47, rue Mauffetard

6^e PAN
11, rue Jacob

7^e TARENTELE
40, ave de La Bourdonnais

7^e PICHONNIER
148, rue de Grenelle

8^e EUROP HI-FI TÉLÉ
51, rue de Miramont

8^e MUSIQUE ET TECHNIQUE
79-81, rue du Rocher

12^e FIDELIO
24 bis, place de la Nation

14^e COSMIC
52, rue du Montparnasse

14^e LIEDER
24, rue Sorreille

15^e ELLE
122, avenue Félix Faure

16^e EUROP SYSTEM
3, rue Guy de Maupassant

61, avenue Mozart

17^e PARIS LOIRE
62, av de la Grande Armée

18^e LIEDER
14, rue Vauvargues

Banlieue

BOISSAC
32, rue Maréchal Foch LE VESINET

ONDES ET IMAGES
32, rue de la Paroisse VERSAILLES

L'AUDITORIUM
4, avenue Marnette COLOMBES

TOUTE LA MUSIQUE
Centre Commercial Albert 1^{er} RUEIL
80, bd de la République ST-CLOUD

ROQUE HI-FI
Grand Centre de
Saint-Ouen/Aumône PONTOISE

GALL
96, av P.V. Couturier VITRY

LE KIOSQUE A MUSIQUE
12, rue de Mora ENGHEN

POLITIQUE

A partir du 17 janvier

«L'Humanité» va changer de formule

Pour répondre aux souhaits du bureau politique du P.C.F., le quotidien communiste *L'Humanité* va modifier sa formule à partir du numéro du lundi 17 janvier. Un séminaire de travail a réuni samedi 20 et dimanche 21 novembre les collaborateurs de l'organe central du P.C.F. afin de dégager les grandes lignes de la réforme.

L'Humanité devrait avoir pour fonction, encore plus que par le passé, d'assurer la formation des quelques cinq cent mille cadres et militants du parti. La tâche prioritaire du quotidien du parti doit être de faire comprendre et adopter la ligne du vingt-deuxième congrès et d'aider à réduire les dernières poches de résistance.

La volonté d'ouverture se reflète dans la levée de certaines excommunications. C'est ainsi, par exem-

ple, que *L'Humanité* a consacré le 3 novembre, une demi-page à des réflexions sur la question Sartre, rompant un silence de près de vingt ans sur le philosophe. En dépit des mots très durs que Sartre a eus sur le P.C.F., l'auteur, J.-P. Leleu, écrit: « Ses attitudes successives apparaissent littéralement hantées par notre parti. En cela, il est exemplaire, comme grand intellectuel et opérateur, des impulsions contradictoires d'une fraction de l'intelligentsia en rupture idéologique de bourgeoisie. »

Cette ouverture d'esprit nouvelle transparaît également dans la manière dont *L'Humanité* rend, mercredi 24 novembre, hommage à André Malraux. Le quotidien communiste a même fait appel au témoignage de Jean Monod, rédacteur en chef adjoint à *L'A.F.P.*, qui consacre un long article aux rapports entre l'écrivain et le général de Gaulle. Ces initiatives illustrent la volonté du P.C.F. de tendre la main aux gaullistes: si *L'Humanité* doit être destinée à la formation des communistes, il leur faut aussi leur parler pour tenter d'élargir l'audience du parti. — T.P.

LE P.C.F. PRÉCISE LA PORTÉE DU PROGRAMME COMMUN EN CE QUI CONCERNE HACHETTE

La Nouvelle Critique, mensuel du P.C.F. destiné aux intellectuels, publie dans son numéro de novembre une étude sur Agatha Christie. A cette occasion, un cocktail a été organisé en commun avec la librairie des Champs-Élysées, éditeur d'Agatha Christie en France. Or, la librairie des Champs-Élysées est dirigée par M. Pontal, qui, au sein du groupe Hachette, anime la collection du Livre de poche.

M. François Hincq, rédacteur en chef de la Nouvelle Critique, a profité de cette occasion pour préciser que le programme commun ne prévoit de soustraire au groupe Hachette que les magazines de presse. Chaque éditeur, a-t-il ajouté, conservera la possibilité d'avoir son propre service de diffusion. Aucun n'aura le monopole des kiosques de gare.

Le P.C.F., a-t-il conclu, favorisera dans le secteur de l'édition l'épanouissement d'un véritable pluralisme, assurant à chacun la liberté d'ordre, d'imprimer, de publier et de diffuser.

CORRESPONDANCE

La situation du P.S. dans le Haut-Rhin

A la suite de la lettre de M. Bernard Wenzers, premier secrétaire de la fédération socialiste du Haut-Rhin, concernant le départ du P.S. de M. Edouard Boghin et la création par lui d'une fédération des radicaux de gauche (le Monde du 16 novembre), nous publions, pour clore le débat, une mise au point de M. Boghin.

Au niveau du secrétariat et du bureau de la fédération socialiste du Haut-Rhin, il n'y a pas plus qu'un seul camarade élu sur la motion numéro trois (Statut socialiste) présentée à Paris. Tous les autres ont démissionné.

Il n'est donc pas utile d'exploser longuement sur les votes émis dans cette affaire par une commission exécutive départementale que mes amis politiques ont volontairement et spontanément quittée.

Il en va d'ailleurs de même pour la section de Mulhouse dont les

effectifs se sont régulièrement affaiblis ces dernières semaines. Il convient d'ajouter — pour mémoire — que ne reconnaissant que ma seule démission de la fédération du Haut-Rhin du P.S. est de bonne guerre, mais ne repose sur aucune réalité.

Au demeurant, les bons rapports que le continuisme entretient avec le parti socialiste sur le plan national, et la conception que mes amis et moi-même avons de l'engagement politique, nous amènent à tourner cette page désagréable de l'histoire de la gauche alsacienne.

Il s'agit de savoir si la gauche sera-t-elle dans le Haut-Rhin aux prochaines élections ou non. Pour notre part, avec les adhérents (nombreux) que comprend d'ores et déjà le Mouvement des radicaux de gauche dans notre département, nous avons choisi: notre seul objectif, c'est l'union de la gauche.

Dans le Lot-et-Garonne

De son côté M. Gérard Audoubert, premier secrétaire de la fédération socialiste de Lot-et-Garonne, nous précise à propos de

la situation dans le Marmandais. Vous arrêtez vos remarques aux législatives de 1973 laissant en tête à tête l'U.D.R. et le Bégé (U.D.R.) battu par le premier de 774 voix seulement.

La stricte objectivité oblige de pousser jusqu'en 1976 pour remarquer que:

C'est le socialiste Camens qui a été élu sur le canton de Marmande et a battu l'U.D.R. Bégé, avec les voix suivantes au premier tour: P.C. 977; P.S. 1 541; U.D.R., 2 256.

Et puisqu'il s'agit d'une implantation dans le temps et de rapport de forces, le P.S. dispose de six conseillers généraux sur onze dans la circonscription, dont cinq élus en 1976.

Il n'est donc pas possible, pour une analyse correcte, même si elle est brève, d'omettre la progression extraordinaire du P.S. dans cette circonscription, progression basée sur le travail et la vitalité des militants.

En Dordogne

A la suite de l'analyse de la situation en Aquitaine publiée dans le Monde du 16 novembre, M. Lucien Delmas, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Dordogne, nous écrit:

Lorsque vous écrivez que le renouveau socialiste reste à faire en Dordogne, vous omettez de mentionner que lors des élections cantonales de mars 1976 et des deux cantonales partielles qui se sont déroulées depuis, le parti socialiste a été la seule formation politique qui ait gagné des sièges et qui ait fait entrer de jeunes élus au conseil général.

Christian Defarge, Lucien François, Michel Suchod et Pierre Merthiol, qui remplacent respectivement un radical de gauche à Neuvic, deux radicaux à Montpazier et à Lalinde, et un non-inscrit à Saint-Cyprien, ainsi que Michel Manet, qui a succédé à Louis Fimont comme maire et conseiller général de Bergerac, sont tous des militants actifs et des responsables fédéraux qui ont contribué à assurer le développement de la fédération socialiste de la Dordogne.

Le pourcentage des suffrages socialistes est passé de 28,30 % et 29,24 % aux élections législatives et cantonales de 1973 à 34,72 % aux élections cantonales de 1976. Le nombre des militants socialistes a plus que doublé en trois ans, et que la moyenne d'âge des membres du secrétariat fédéral se situe aux environs de trente-huit ans. Le candidat présenté par notre fédération départementale à l'élection cantonale partielle d'Issigeac est un jeune professeur de vingt-huit ans.

صكنا في الامم

POLITIQUE

LA GAUCHE APRÈS LES ÉLECTIONS PARTIELLES

II. — Le P.C.F. et la revanche des municipales

par THIERRY PFISTER

Tandis qu'au sein du parti socialiste chacun s'efforce de se placer en vue d'une prochaine arrivée au pouvoir (« Le Monde » du 24 novembre), les communistes ressentent le goût un peu amer de la lente érosion électorale dont ils sont victimes.

Les dirigeants du P.C.F. n'ont guère été surpris par les résultats des dernières élections législatives partielles. Dès avant le scrutin, M. Georges Marchais avait pris soin d'expliquer que les circonscriptions concernées avaient été spécialement choisies par le pouvoir, et il avait dénoncé l'attitude partisane de la télévision. C'était une manière de préparer ses militants à des résultats décevants. Ils le furent, au moins partiellement, encore que les responsables communistes aient été reconfortés en constatant que, dans les Yvelines, leur candidat pouvait lui aussi bénéficier de la poussée de la gauche et du report des voix socialistes.

La bipolarisation de la vie politique, après avoir entraîné un recensement de l'ensemble des formations en deux blocs, tend à privilégier, au sein de chaque ensemble, le parti qui paraît localement en situation d'assurer la victoire. Le risque pour le P.C.F. est d'être, à terme, encore plus régionalisé qu'il ne l'est actuellement.

C'est ainsi pour l'instant contre ce péril que les dirigeants communistes ont accepté de céder sur la méthode de négociation au sein de l'union de la gauche pour les élections municipales. Ce qui compte pour eux, c'est qu'en définitive ils puissent multiplier leur participation à des municipalités et trouver ainsi la base d'une implantation plus solide, d'une implantation contre-balancée au moins en partie les effets du scrutin majoritaire actuel. De fait, si la poussée du P.S. se maintient en mars 1977 et si des listes d'union de la gauche peuvent être constituées dans toutes les communes, le P.C.F. a des chances d'apparaître comme le grand vainqueur du scrutin, en ce sens que c'est lui qui ferait son entrée dans le plus grand nombre de mairies nouvelles. Et les communistes entendent bien tout faire pour obtenir cette revanche.

Si, à l'inverse de ce qui s'était produit après les élections législatives partielles de septembre-octobre 1974, ils n'ont pas engagé de polémique publique avec le P.S., ils sont néanmoins décidés à ne faire à leurs alliés aucune concession. Les résultats des élections des 14 et 21 novembre ayant réveillé les appétits — déjà importants — du P.S., les négociateurs communistes ont choisi de freiner les discussions. Une exception toutefois, la Vienne, où le P.C.F. a conclu rapidement l'accord, mais avant les scrutins législatifs partiels, de crainte que les socialistes n'accroissent leurs revendications.

Les dirigeants du P.C.F. ne se sentent pour leur part absolument pas liés par la date-butoir du 1^{er} décembre que les dirigeants du P.S. se sont imposés en matière de négociations pour les élections municipales. Ils estiment que rien ne presse puisque, de toutes manières, les campagnes locales ne commenceront pas avant les premières semaines de 1977 et que les négociateurs peuvent encore travailler. Si des exceptions à la règle unitaire doivent intervenir, ils tiennent en tout cas qu'il apparaisse clairement que l'initiative en revient au P.S.

Même dans le cas de Laval, ville gagnée par Robert Buron avant qu'il ne rejoigne le parti socialiste et en grande partie grâce à sa notoriété personnelle, le P.C.F. n'est pas disposé à laisser le terrain libre au P.S. On sait que localement les dirigeants socialistes estiment que la mairie, qu'ils gèrent depuis le décès de Robert Buron, risque d'être perdue pour la gauche si une liste comprenant des communistes est constituée. Cette analyse est partagée par une partie des responsables nationaux du P.S.

Dans un autre domaine également, les communistes sont décidés à ne pas lâcher de terrain face au P.S. : il s'agit de l'actualisation du programme commun.

Ils jugent intenable la position actuelle de M. Mitterrand qui consiste à dire que ce document est très bien comme il est et qu'il n'y a pas lieu de le reprendre. Le simple exemple de la dissuasion nucléaire prouve que les positions des partis de gauche ont évolué depuis 1972 et qu'il y a donc lieu

d'élaborer une nouvelle synthèse ou de dégager un nouveau compromis.

Si les dirigeants du P.C.F. sont prêts à se montrer modérés, car ils ne tiennent pas à compromettre un éventuel succès électoral de l'union de la gauche, ils sont néanmoins absolument décidés à poser le problème de la nationalisation de la sidérurgie et de l'automobile. M. Mitterrand aura, semble-t-il, du mal à éviter ce débat au sein du comité de liaison de l'union de la gauche.

Sur un point pourtant, les communistes ont modifié leur position en fonction des résultats des dernières élections législatives partielles. Eux, qui avaient proposé de conclure à l'occasion des élections municipales un accord national avec le P.S.U., semblent à présent décidés à abandonner à leur tour les amis de M. Mousiel. Compte tenu de la disparition d'un électoral P.S.U. autonome, les accords entre cette formation et l'union de la gauche ne seraient signés qu'au coup par coup en fonction des implantations locales.

Le P.S.U. ne pouvant plus servir à freiner le P.S., le Mouvement des radicaux de gauche étant déjà inclus, pour les négociateurs communistes, dans l'enveloppe du P.S., le P.C.F. cherche à présent à jouer des gaullistes d'opposition en proposant d'en faire la « quatrième composante » de l'union de la gauche. Les dirigeants communistes sont sans doute sincères quand ils cherchent à mobiliser les électeurs gaullistes, mais il n'est pas du tout exact qu'une part de calcul tactique entre dans l'idée de cette « quatrième composante ».

Le P.C.F. peut, en effet, espérer que, non d'une défense commune de l'indépendance nationale, d'une commune critique du processus d'intégration européenne, cette nouvelle famille se retrouverait souvent à ses côtés dans les négociations internes à la gauche. D'autant que M. Mitterrand éprouve personnellement le plus grand mal à entreprendre de rallier les gaullistes en rupture de majorité.

La « quatrième composante » pourrait donc, aux yeux du P.C.F., contrebalancer les radicaux de gauche, qui sont de moins en moins en situation de pouvoir agir de manière autonome vis-à-vis du P.S.

Beyrouth : reprise des liaisons aériennes.

Air France et Middle East Airlines reprennent leurs liaisons sur Beyrouth.

6 vols par semaine

PARIS	BEYROUTH	BEYROUTH	PARIS
	lundi		lundi
AF 160 8h20	→ 13h20	AF 161 14h20	→ 18h10
ME 212 9h15	→ 14h30	ME 211 10h30	→ 14h10
	mercredi		jeudi
ME 212 9h15	→ 14h30	AF 161 14h20	→ 18h10
	jeudi	ME 211 10h30	→ 14h10
AF 160 8h20	→ 13h20	AF 161 14h20	→ 18h10
	samedi	ME 211 10h30	→ 14h10
AF 160 8h20	→ 13h20		
ME 212 9h15	→ 14h30		

Les horaires de départ et d'arrivée sont en heure locale. Les vols Air France partent et atterrissent à Roissy, ceux de la M.E.A. à Orly-Sud.

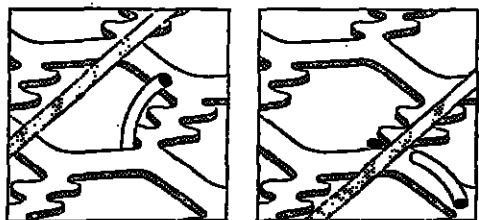
Pour tous renseignements complémentaires et réservation de place, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à : Air France, tél. 535.61.51 et M.E.A., tél. 742.41.12

AIR FRANCE **MEA**

Il coupe le poil si bien, si vite
que la peau n'a pas le temps de souffrir.

C'est le nouveau Braun.

La grille aux mille pièges.
Le poil. Pour le couper à coup sûr, il faut d'abord le capturer à coup sûr. Alors, Braun



a imaginé une arme terriblement efficace. En dessinant une nouvelle grille. Regardez les croquis ci-dessus. Chaque alvéole de la grille est faite de 6 angles. En tout, des milliers d'angles qui cernent impitoyablement le poil. Qui le coince. Ainsi est née la grille aux mille pièges : un piège pour chaque poil de votre barbe.

Une nouvelle façon de se raser. Très vite. Dès que la grille touche votre peau, le poil est maîtrisé. Sous la grille, les 30 lames acier : le poil est coupé net. Avec la grille aux mille pièges, Braun vient peut-être de révolutionner le rasage

électrique. Pour la première fois, vous êtes rasé de près, incroyablement vite. Alors, votre peau est douce. Parce que vous êtes rasé de près. Et parce que vous êtes rasé vite, si vite que votre peau n'a pas le temps d'être irritée.

Une forme nouvelle. Très efficace.

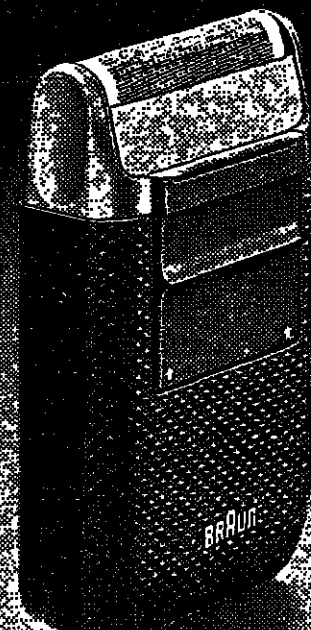
Cette grille aux mille pièges, Braun l'a posée sur un magnifique rasoir : le microne. Encore plus compact, antidérapant, il se tient bien en main. Et il a une tondeuse éjectable. Dégagée du corps du rasoir, la tondeuse devient plus habile, plus précise. Enfin, l'étui du microne se déplie, tient debout et vous sert de miroir. Adhésif, il s'accroche au mur de votre salle de bains.

Avec le Braun microne, Braun vous invite à découvrir un nouveau rasage. Très efficace pour le poil. Et pourtant très doux pour la peau.

BRAUN



Braun microne. Plus on rase vite, plus on rase doux.



POLITIQUE

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

Inquiétudes pour l'avenir des entreprises

Le Sénat a entamé, mercredi matin 24 novembre, l'examen de la première partie de la loi de finances pour 1977 (recettes). Il avait achevé la veille la discussion générale de ce texte.

Après l'exposé de M. René Monory, rapporteur général, et le discours de M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, le débat budgétaire s'est poursuivi par l'intervention de M. DESGOURS-DESACRES (ind.). Le sénateur du Calvados a souligné que le déficit serait voisin de 20 milliards, alors qu'il était question que de 15 milliards au début du mois.

M. COUDE DU FORESTO (Union centr.) s'en est pris au mythe de l'indépendance. « Parler d'indépendance », a-t-il affirmé, « quand nous sommes tributaires de l'étranger pour les deux tiers de nos matières premières, c'est un leurre. L'Angleterre s'en tire mieux que nous, avec son charbon et le pétrole de la Mer du Nord : nous en viendrons peut-être à la situation en 1978 ».

Au sujet de « nos ministres » qui reviennent de l'étranger « les bras chargés de contrats », l'ancien rapporteur général du budget a posé la question : « Quel pourcentage de ces contrats reçoit effectivement une suite ? Le n'aurait pas, dit-il, la cruauté de l'indiquer. » L'orateur souhaite, en terminant, le succès du plan Barre, qui nous évite « une aventure où il n'y aurait que des perdants ».

M. MAURICE SCHUMANN (U.D.R.) fait notamment observer que le décalage d'un mois imposé aux trésoreries des entreprises entre paiement et déduction de la T.V.A. représentera l'an prochain 30 milliards. « Cette gigantesque avance que l'Etat impose aux entreprises, déclare-t-il, obère notre économie. » L'ancien ministre des affaires étrangères critique aussi notre « funeste réputation » à propos des accords monétaires de la Jamaïque. Mais, reconnaît-il, nous ne retrouvons notre autorité qu'avec l'équilibre. « Il faut, conclut-il, que l'Occident sache qu'il est beaucoup plus tard qu'il ne croit ».

M. RAYMOND GUYOT, au nom du groupe communiste, fait le procès d'une politique qui, estime-t-il, favorise les privilégiés : « L'impôt sur le capital ne rapporte rien ? Essayons, si on n'a pas l'inquisition fiscale ? Préfère-t-on l'injustice ? La nationalisation des banques et des grands monopoles, affirme le sénateur de Paris, ne conduira pas au collectivisme ; elle ferait passer la loi de la jungle ».

Pour M. TOURNAN (P.S.), l'essentiel du dispositif gouvernemental vise à freiner les rémunérations. Son analyse est faussée, car les insuffisances de la demande intérieure ne pourront pas être compensées par d'« aléatoires exportations ». Quant à la réforme « bédée » de la fiscalité locale, elle aboutit à des résultats « lamentables », « aberrants ». « Les contribuables lésés », dit-il, « ne se contentent pas de quelques adoucissements, ils ont besoin d'une croissance marchande, c'est-à-dire de la poursuite des politiques du groupe socialiste, est déçue. Il y a longtemps que nous réclamons une autre croissance, à laquelle le pouvoir se refuse désormais, et la poursuite des politiques du groupe socialiste, est déçue. Il y a longtemps que nous réclamons une autre croissance, à laquelle le pouvoir se refuse désormais, et la poursuite des politiques du groupe socialiste, est déçue. »

M. MONICHERON, président du groupe des républicains indépendants d'action sociale (ex-groupe paysan), dénonce les incohérences de la réforme de la fiscalité locale (transformation de la patente). Sénateur de la Gironde, il souligne que sur vingt-sept communes de la communauté urbaine de Bordeaux, la réforme a été favorable pour trois et défavorable pour les autres, entraînant des perturbations allant jusqu'à 267 % de hausse. Ces pourcentages concernent la nouvelle taxe d'habitation. En matière de taxe professionnelle, les variations vont de + 400 % à - 200 %. Chacun de nous peut en élire des exemples précisément chiffrés. Or nous avons annoncé que la variation ne dépasserait pas 25 % en plus ou en moins ! « Il y a eu », conclut M. Monicheron, « de graves erreurs dans les prévisions ».

M. DURAFOUR répond aux orateurs. A M. Schumann, qui proposait d'avancer le remboursement de la T.V.A., il déclare : « La politique économique ne consiste pas à transférer à l'Etat les embarras des entreprises. Au demeurant, le gouvernement a déjà arrêté des mesures d'aide aux investissements. » « Je ne partage pas le pessimisme de M. Coude du Foresto, à l'égard de la loi », dit le ministre. Le montant des contrats obtenus avec l'étranger s'élève à 130 milliards.

Parlant des transferts de charges, M. Durafour évoque enfin les dernières déclarations de M. Gérard Nicoud, et relève « avec indignation les propos du secrétaire général du C.I.D.-U.N.A.T.I., qui ont constitué des « comités de défense » et s'en prendre au domicile des agents du fisc. » « Toute tentative d'intimidation », indique-t-il, « donnera lieu à des poursuites immédiates ».

Avant la fin de la séance, M. MONORY, rapporteur général, réplique au ministre qui a écarté la proposition de remboursement anticipé de la T.V.A. en faveur des entreprises : « Quand vous dites que l'Assemblée nationale a préféré la réduction des bilans à la loi de M. Schumann, je ne peux vous suivre : le gouvernement était obligé, par la loi, d'y procéder. La proposition de M. Schumann substitue donc entière ».

M. DURAFOUR : trois mesures contre la fraude

M. Michel Durafour est intervenu mardi matin. L'annonce du plan Barre a déjà eu un heureux effet psychologique sur les chefs d'entreprise en modifiant leurs prévisions dans un sens favorable à la stabilité des prix, a-t-il expliqué. Pour ce qui concerne leurs « réactions », moins favorables sur les perspectives de croissance, le ministre délégué à l'économie et aux finances, a déclaré : « La recommandation du strict maintien du pouvoir d'achat a été comprise comme annonçant un plafonnement de la consommation. C'est oublier que la consommation ne dépend pas seulement des rémunérations ; il faut tenir compte également d'autres éléments et notamment des prestations sociales, qui continueront à augmenter. »

Le respect des recommandations du gouvernement est compatible avec une augmentation du pouvoir d'achat de près de 4 %. M. Michel Durafour a ensuite évoqué le problème de la fraude et de l'évasion fiscales. « Trois mesures », a-t-il précisé, « permettront d'accroître la lutte contre cette fraude : le barème de la taxation sur les signes extérieurs de richesse fera l'objet d'une mise à jour ; les sanctions applicables aux facturations de complaisance seront renforcées ; une plus large publicité sera assurée au montant de l'impôt sur le revenu. » Le ministre a annoncé que le contrôle du Parlement sera rendu plus efficace. « La première », dit-il, « est la remise en œuvre des crédits de rémunération du personnel, conformément aux observations de la Cour des comptes ; la seconde est l'ajustement du budget des charges communes. Le gouvernement a systématiquement réexaminé les crédits qui figuraient à ce budget ; il a retiré ceux qui étaient réellement un caractère interministériel, il en a retiré tous ceux qui pouvaient être affectés à un ministère particulier. Ces opérations ont été effectuées dans vingt-huit chapitres dont vingt-deux ont pu être supprimés. Le budget des charges communes s'est ainsi trouvé réduit de 25 milliards. La troisième mesure concerne les taxes parafiscales. Celles-ci constituent un ensemble disparate, l'habitude étant prise de les recueillir automatiquement. L'examen auquel il a été procédé cette année a permis d'aboutir à vingt-cinq radiations. » A. G.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet de réforme de l'urbanisme est adopté en seconde lecture avec de nombreux amendements

Mardi 23 novembre, sous la présidence de MM. Le Douarin (U.D.R.), vice-président, l'après-midi, et Brocard (R.I.), vice-président, en séance de nuit, l'Assemblée nationale a repris la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'urbanisme. L'examen de ce texte avait été interrompu peu avant la fin de la session de printemps (« le Monde » du 23 juin) en raison de la surcharge de l'ordre du jour.

Adopté en première lecture le 14 avril par les députés et le 21 mai par les sénateurs, ce projet a été à nouveau adopté par l'Assemblée nationale au cours de sa séance de nuit. De nombreux amendements analysés ci-dessous ont été apportés aux articles qui restaient en discussion.

● L'ARTICLE 41 ter (généralisation de la concession des sols dans les zones acquises par des personnes publiques) est rétabli.

● L'ARTICLE 42 (application du plan d'aménagement de zone), une nouvelle disposition précise que l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme sera complété par les dispositions suivantes :

« Lorsque le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public regroupant plusieurs communes et ayant compétence en matière d'urbanisme, officiellement consulté, n'a pas fait opposition au projet de plan d'aménagement de zone, il peut être fait une application anticipée de ce plan. »

Ces dispositions entreront en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat et, au plus tard, à l'expiration d'un an.

L'ORDRE DU JOUR

Réunion mardi 23 novembre, la conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'en vendredi 3 décembre :

MERCREDI 24 NOVEMBRE : questions au gouvernement, vote sans débat de deux conventions, régime fiscal de la presse.

JEUDI 25 : indemnisation des victimes d'infractions, port d'arme, visite des véhicules, vote des avocats stagiaires.

VENREDI 26 : questions orales sans débat.

MARDI 28 : projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

MERCREDI 1^{er} DECEMBRE : questions au gouvernement, vote sans débat de la loi relative à la population du Territoire des Alpes et des Alpes et élection des députés de ce territoire, proposition concernant la loi sur le médiateur.

JEUDI 2 : projet de loi de finances rectificative pour 1976, exercice des professions médicales.

VENREDI 3 : questions orales sans débat.

délai de six mois à compter de la promulgation de la loi.

● AVANT L'ARTICLE 45 (organismes d'aménagement), le chapitre VI sera intitulé : « Dispositions relatives aux établissements publics d'aménagement, aux organismes d'aménagement et aux associations syndicales. » L'article 45 subit d'autre part quelques modifications rédactionnelles. Un article additionnel, modifiant en conséquence le détail de la rédaction de l'article L. 411-3 du code de l'urbanisme, est ajouté à sa suite.

● A L'ARTICLE 46 bis NOUVEAU (représentation des locaux d'habitat), il est précisé qu'« un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application » de certaines des dispositions qu'il contient.

● A L'ARTICLE 51 (formalités relatives à la construction) sont désormais précisées certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948. Il est d'autre part ajouté à la rédaction initiale de l'article que « le permis de construire ne peut tenir lieu de l'autorisation d'ouverture d'un établissement, exigée par des dispositions législatives ou réglementaires ».

● L'ARTICLE 52 (suspension des délais d'instruction du permis de construire en cas de grève de certains services publics) déjà supprimé en première lecture mais rétabli par le Sénat, est à nouveau supprimé.

● A L'ART. 53 (conformité aux règles de sécurité), l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur architecture, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords et si le demandeur, ainsi que, le cas échéant, le maître d'œuvre, désigné par lui s'engagent à respecter les règles générales de constructions prévues à l'article L. 111-3. »

Dans le cas où l'engagement prévu à l'alinéa premier a été souscrit par le maître d'œuvre, le demandeur du permis de construire est responsable du respect des règles générales de constructions prévues à l'article L. 111-3 du code de l'urbanisme, à dater de la réception sans réserve des ouvrages. »

Il est en outre précisé que les travaux projetés doivent être conformes aux règles de sécurité, que les locaux en question soient ou non, à usage d'habitation, et que « lorsque le pétitionnaire ne peut satisfaire lui-même aux obligations imposées par un plan »

d'occupation des sols rendu public ou approuvé en matière de réalisation d'aires de stationnement, il peut être tenu quitte de ces obligations soit en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser, la concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, soit en versant une participation, fixée par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public (...) en vue de la réalisation de places publiques de stationnement dans la construction est prévue. »

Enfin, la loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées est complétée par les dispositions suivantes :

« Le permis de construire et l'autorisation de vente, de location, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes inscrites, en application de l'article L. 411-3 du code de l'urbanisme. »

● L'ARTICLE 53 bis est rétabli dans la rédaction suivante :

« L'article 421-3 du code de l'urbanisme est complété par le nouveau alinéa suivant : la demande de permis de construire comporte renonciation du pétitionnaire à demander ultérieurement devant les tribunaux la réparation du préjudice causé par les nuisances préexistantes. »

● L'ARTICLE 54 bis (exemption du permis de construire pour l'édification des clôtures) est modifié de telle sorte qu'une autorisation administrative sera désormais nécessaire pour cette édification, dans les communes de communes, à l'exception des « clôtures habituellement nécessaires à l'activité agricole ou forestière ».

● A L'ARTICLE 58 (démolition), différentes modifications de détail sont apportées à la rédaction de l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme, s'agissant en particulier de la protection des « périmètres sensibles » (définis par l'article L. 143-1 du même code) et de celle des monuments historiques et des sites. Un autre amendement précise au même article : « Lorsque les trois autres ressources des intéressés ne leur permettent pas l'accès au logement H.L.M., l'autorisation de démolir ne pourra être accordée que sur la justification d'une proposition de relogement dans un logement répondant aux normes minimales d'habitabilité et dont le loyer et les charges sont compatibles avec leurs ressources. Dans le cas où les démolitions ne sont pas assujetties à l'autorisation de démolir, l'expulsion ne peut être prononcée que si le cas échéant, la preuve n'est pas apportée de l'offre par le bénéficiaire d'un logement répondant à ces conditions. »

La réforme du code minier

Dans la soirée du mardi 23 novembre, sous la présidence de M. BROCARD (R.I.), l'Assemblée nationale entreprend la discussion du projet de loi adopté par le Sénat (« le Monde » du 31 mai 1975) complétant et modifiant le code minier en vue d'atténuer notre dépendance énergétique.

« Ce texte, précise M. André BILLOUX (P.S.), rapporteur de la commission de la production, ne concerne que les activités de recherche et d'exploitation des mines et vise à permettre une meilleure incitation au développement des gisements, un meilleur contrôle de l'Etat sur la gestion des ressources naturelles et sur les titulaires des titres miniers, un renforcement des pouvoirs de police et des moyens d'action de l'Administration afin que les exploitations s'inscrivent le mieux possible dans leurs environnements. »

M. D'ORNANO, ministre de l'Industrie et de la Recherche, précise que ce texte est également et surtout destiné à développer une géothermie à laquelle il donne un régime juridique adapté. Il indique que le gouvernement a engagé dans ce domaine un programme d'équipement décentralisé. Il rappelle ensuite les grandes lignes de la politique gouvernementale dans les domaines des matières premières, de l'énergie, du charbon (dont l'exploitation bénéficie d'une priorité affirmée) et des carrières, dont la législation sera encore renforcée.

Il présente les deux amendements que déposera le gouvernement : l'un harmonise les dispositions sur les installations classées et le code minier ; l'autre applique aux départements d'outre-mer le régime métropolitain des carrières.

Dans la discussion générale, M. Maurice LÉGERRE (P.S., Eure-et-Loir) lance un cri d'alarme sur les nuisances causées par l'exploitation excessive des ballastières. Il dénonce « le sacage de la route de l'Eure » et attire l'attention sur les dangers de pollution des nappes d'eau souterraines.

M. BOUDET (réf. Orne) observe que les recherches d'hydrocarbures exigent des moyens financiers considérables et note que le texte présenté est très en retrait sur la réglementation actuelle en ce qui concerne les garanties données aux chercheurs. Il invite enfin le gouvernement à se préoccuper de la ligne de partage des eaux dans la mer d'Irlande entre la France et la Grande-Bretagne.

M. LÉGERRE (P.C., Pas-de-Calais) doute que, dans l'état actuel, le service des mines puisse contrôler correctement les dispositions du code, dont le champ s'est élargi. Il rappelle que son groupe a déposé une proposition de loi prévoyant notamment la création d'une inspection du travail rattachée directement au ministère du travail. A quoi sert de voter des textes, conclut-il, si on ne donne pas les moyens de veiller à leur application ?

Enfin, M. GAYRAND (P.S., Aude) consacre son intervention à la seule mine d'or d'Europe occidentale, celle de Salzgitter, et insiste sur la nécessité d'améliorer les conditions de travail des mineurs.

La séance est levée à minuit.

● Après le vote du budget, M. Fanton (U.D.R., Paris) a indiqué qu'il entendait voter l'ensemble du budget 1977, contrairement à ce qui figurait dans l'analyse du scrutin final (« le Monde » du 23 novembre).

M. Leperq (N.I., Vienne), qui avait été porté comme ayant voté contre, a précisé qu'il voulait voter pour.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

CHISEMIS - PULLS
PANTALONS - JEANS
SPORTSWEAR
COSTUMES - IMPERS
PARDESSUS

berdy

79, av. des Ternes - 75017 Paris
tél. : 390.35.13 - Parking gratuit

Les pays nordiques.

En direct. Tous les jours.

- **En exclusivité : les 4 capitales en direct.**
Air France est la seule compagnie à offrir des liaisons directes et quotidiennes avec Stockholm, Helsinki, Oslo et Copenhague, les quatre capitales des pays nordiques.
- **Stockholm, Helsinki : les premiers chaque matin.**
Air France met au service des hommes actifs le premier vol de la journée à destination de la Suède et de la Finlande. Sept jours sur sept, départ de Roissy à 10 h, arrivée à Stockholm à 12 h 50, à Helsinki à 15 h 20.
- **Oslo quotidien.**
Chaque matin, Air France prend la route de la Norvège en passant par Copenhague. Départ Paris 10 h, arrivée Oslo 13 h 35.
- **Copenhague : 20 fois par semaine.**
Air France dessert la capitale danoise chaque matin (départ 10 h, arrivée 12 h), chaque après-midi sauf le samedi (départ 15 h 35, arrivée 17 h 35) et chaque soir (départ 19 h 20, arrivée 21 h 20).
- **A bord, la France.**
A bord d'Air France, le personnel parle français. Le service est à la française. Et les journaux, français ou étrangers, sont ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers dans les pays nordiques, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

صلى الله عليه وسلم

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

la Rue de Provence

ETAIT LA RUE DE

L'ARGENTERIE

et des

BIJOUX

La tradition se perpétue...

Henri HERMANN

au n° 46

VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

POLITIQUE

LA TRANSFORMATION DE L'U.D.R.

M. Jacques Chirac deviendra le 5 décembre le président du nouveau rassemblement

Le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 23 novembre, de demeurer sur ses positions en ce qui concerne le projet de réforme des statuts du Fonds monétaire international contre lequel il oppose la question préalable, ainsi qu'en ce qui concerne le projet d'accroissement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée de Strasbourg et le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, à l'égard desquels les gaullistes émettent des réserves. M. Labbé, président du groupe, a déclaré : « Si y a amalgame, ce n'est pas de notre fait mais de la faute du gouvernement qui,

en présentant ces projets de façon urgente, nous a poussés à les examiner ensemble. » Le groupe demeure également hostile à la candidature de M. d'Ornano à la mairie de Paris, et M. Labbé a affirmé : « La majorité a tout intérêt à ne pas freiner et à ne pas casser un élan de l'U.D.R. sans lequel les élections municipales d'abord, les élections législatives ensuite risquent de ne pas être favorables à la majorité », et il a demandé à tous « de la sérénité, du sang-froid et du sérieux ».

Le même jour, M. Giscard d'Estaing,

dans une interview accordée aux journaux de l'est avant son voyage en Lorraine et en Alsace (lire page 44), a estimé que le projet de l'élection du Parlement européen au suffrage universel « créerait une difficulté majeure ». Le chef de l'Etat a déclaré aussi à propos du climat politique intérieur : « L'émulation doit toujours se maintenir dans une certaine limite (...), les partis politiques de la majorité doivent entre eux coordonner leur action et éviter les affrontements (...). Je ne confonds pas l'agitation et l'action. »

Pour la première fois depuis sa démission de l'Hôtel Matignon, le 25 août dernier, M. Jacques Chirac participe ce mercredi 24 novembre après-midi à la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R. Comme il l'avait fait le 24 octobre dernier à Boulogne-Billancourt, il assistera aussi dimanche 28 novembre à la réunion du comité central du mouvement gaulliste. Celle-ci se tiendra à Ville-Marie, dont le maire est M. Chirac, ancien député U.D.R. C'est pour mieux marquer leur volonté de se rapprocher davantage des milieux populaires que les dirigeants de l'U.D.R. ont choisi de tenir l'ultime réunion du comité central dans la banlieue parisienne, en plein cœur du département de la Seine-Saint-Denis, le seul à être en France administré par une majorité communiste.

Enfin, le 5 décembre, au Palais des expositions de la porte de Versailles, se tiendront la même jour les dernières assises extraordinaires de l'U.D.R. et les premières assises constitutives du nouveau « rassemblement ». Le bureau exécutif de l'U.D.R., ce mercredi après-midi, devait analyser les résultats définitifs des élections partielles mais il devait surtout se préoccuper de la préparation des assises du 5 décembre. Les décisions qu'il prendra devront toutefois être ratifiées par le comité central de dimanche prochain, qui, à son tour, les soumettra au vote des députés aux assises nationales. Les débats porteront tout d'abord sur la plateforme politique dont M. Chirac avait esquissé les grands traits dans sa déclaration du 24 octobre et qui a été adressée aux fédérations. Celles-ci ont répondu au

Un système à la fois présidentiel et parlementaire

La solution vers laquelle s'achemine la commission pour la transformation de la pratique de la Ve République elle-même, c'est-à-dire d'un système à la fois présidentiel et parlementaire. Ainsi le président du rassemblement serait élu au suffrage universel, des députés élus en assises nationales. Il nommerait le secrétaire général, véritable chef de gouvernement du mouvement. Celui-ci serait responsable devant un comité central élu, sorte de pouvoir législatif du nouveau rassemblement. Enfin, auprès du président siégerait un conseil politique dont les membres seraient choisis de façon à illustrer de manière équilibrée les notions de rassemblement et d'ouverture.

Les adhésions au rassemble-

ment se feraient à titre individuel, étant entendu que les membres de l'actuelle U.D.R. seraient aussi membres du nouveau mouvement. Le problème de la

Un scénario bien réglé

Le comité central du 28 adoptera donc, après discussion, le projet de réforme des statuts et le manifeste politique qui sera soumis pour ratification définitive aux assises du 5 décembre. La préparation de celles-ci, qui a été confiée à M. Jean de Préaumont, député de Paris, qui est devenu au fil des années un spécialiste de l'organisation de ces grandes fêtes du gaullisme. Mais alors que les assises de Nice, en juin 1975, avaient accueilli quelque huit mille congressistes, les prochaines devraient constituer la plus vaste manifestation politique « en salle » jamais organisée en France.

A défaut du Parc des Princes, où se déroule un match de football, M. de Préaumont a retenu les hangars du parc des Expositions de la porte de Versailles, qui couvrent environ 50 000 mètres carrés. Il a prévu de servir quelque sept mille repas sur des plateaux en plastique tricolore que lui fournira la société qui chaque jour produit les quinze mille repas que commandent toutes les compagnies aériennes au départ de Paris.

De vingt à vingt-cinq mille congressistes membres de l'U.D.R. se réuniront le 5 décembre à Paris. Seuls ceux-ci pourront assister à la séance des assises de l'U.D.R. où M. Yves Guénin présentera les propositions du comité central relatives au manifeste et aux statuts. Quelques orateurs prendront la parole, ainsi que M. Chirac, qui s'exprimera brièvement. Les porteurs de mandats pourront alors se faire entendre. Ce sont les quelques mille membres du conseil national porteurs de mandats personnels et les mandataires fédéraux, dont chacun ne peut représenter plus de cinquante mandats. Tous les mandataires recevront des cartes perforées, pour voter selon un système électronique. Le dépouillement du scrutin se déroulera pendant le repas. Pour la séance de l'après-midi, à laquelle sont attendus quelque vingt mille invités (dont la moitié doivent arriver par trains spéciaux), la tribune officielle, telle une chrysalide, aura changé d'aspect.

Le siège de l'U.D.R. du matin aura été remplacé par le nouveau siège du rassemblement, sur fond d'horizon tricolore. Les membres du bureau exécutif ne siègeront plus sur le podium. Si le scénario mis au point avec minutie se déroule normalement, le président du nouveau rassemblement sera entouré de personnalités politiques et professionnelles dont la réputation et la notoriété devront souligner le sens de la mutation ainsi opérée. M. Jacques Chirac, puisqu'il semble bien qu'il doit être le seul à brigner la présidence du rassemblement, lui a lancé l'idée d'Egiptons le 3 octobre dernier, prononcera le discours-programme qui posera les fondements du nouveau mouvement.

La fête alors se terminera, mais l'aventure commencera. La nouvelle équipe dirigeante s'emploiera à mettre à la place les structures du mouvement au niveau des circonscriptions et des départements. Tous les responsables des instances locales seront élus par les adhérents du rassemblement. Une vaste campagne de recrutement sera lancée, alors que, depuis deux mois, les demandes d'adhésion venant de militants d'autres partis ont été mises en réserve.

M. Guénin, dans un message intitulé l'Après-5 décembre, qu'il vient d'adresser aux militants

double appartenance serait traité par préférence de façon à assurer le recensement et la diversification des milieux.

Le bureau exécutif ne pourra pas non plus décider du changement de siège, les équipes de spécialistes et les ordinateurs chargés de cette tâche n'ayant pas encore fait connaître leurs projets.

Un scénario bien réglé

« Si le mot de « rassemblement » doit évidemment figurer dans la nouvelle dénomination, celui de « travail » est aussi et radicalement populaire, à renouer avec les objections, mais le « rassemblement » a de nombreux partisans, tout comme, bien sûr, « la République ». Le cartouche qui devra illustrer le sigle n'est pas non plus arrêté, mais il n'est pas question d'abandonner la croix de Lorraine, celle-ci pourrait devenir l'élément d'un bonnet phrygien. De nombreux militants gaullistes étant prêts à renouer au nom de l'U.D.R., mais pas au symbole de la croix de Lorraine, l'échange des formules en sera facilité.

ANDRÉ PASSERON.

M. PRADREL INTERROMPT UNE NOUVELLE FOIS SES ACTIVITÉS

Dans une déclaration publiée mardi 23 novembre par le secrétariat général de la mairie de Lyon, M. Louis Pradel, maire de la ville, président de la communauté lyonnaise et de la population lyonnaise et celle de la communauté qu'il doit momentanément interrompre ses activités. Il est indiqué qu'« un communiqué ultérieur précisera la date à laquelle ses activités seront reprises » et que, « dans cette attente, l'administration de la ville et le conseil municipal ne pourront pas être considérés comme étant normalement assurés, conformément à la loi ».

Depuis l'intervention chirurgicale que M. Louis Pradel avait subie en 1974, des rumeurs ont couru à plusieurs reprises sur la dégradation de son état de santé. En septembre dernier, il avait dû prendre du repos et avait prolongé son séjour à la mairie plus longtemps que prévu.

A son retour, il avait d'ailleurs été hospitalisé mais avait reconnu « passer de temps à autre des visites médicales en raison de son âge ». M. Pradel est âgé de soixante-dix ans.

Mardi, le secrétaire général de la mairie a indiqué que M. Pradel est « en traitement » non pas à l'hôpital mais dans une clinique.

(Publié)

800 machines à écrire en discount chez Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les meilleures, les plus fiables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Herma, Adler, Brother, Erika, Smith-Corona, etc. Simplex (prix 220, 235 F TTC) ou non, sans ou avec plume, 21 styles de caractères, signes spéciaux. Duriez vend en discount et en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres sont supérieures à tout concurrent. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours si non satisfait. Commerce limité à 120, bd Saint-Germain, 326-33-31, Calédoniennes électriques, matériel de bureau et de classement.



Attendez-vous n'avez pas encore lu la toute dernière mise à jour des Prévisions Sur l'Economie Mondiale de Newsweek!

Dans le numéro de Newsweek de cette semaine, la toute dernière mise à jour trimestrielle des Prévisions sur l'économie mondiale de Newsweek. Un compte-rendu des perspectives des principales nations industrielles et des pays en voie de développement, suite à la dernière analyse du numéro de Newsweek du 4 Octobre.

La mise à jour des Prévisions sur l'économie mondiale de Newsweek. Chez votre marchand de journaux, maintenant.

Newsweek
L'Histoire en action.

Libres opinions

Quand les maires passent...

par PIERRE BAS (*)

PARIS n'a jamais été tendre pour ses chefs politiques : l'échevin Maillard polgarde le plus grand des marchands, Etienne Marcel, le dernier prévôt, de Flesselles, est décapité au carnil, le 14 juillet 1789. Le premier maire, Bailly, élu le lendemain, a la tête tranchée. Son successeur, Petion, provincial égaré à Paris, prend la fuite à Saint-Emilion, et, sur le point d'être arrêté, se suicide. Jean-Nicolas Pache, après dix-huit mois de prison, sauvé de la guillotine par une amnistie générale, se retire dans son prieuré de Thénac-Moutier, et termine sa vie vingt-huit ans plus tard, seul à l'écart, comme le conventionnel que Victor Hugo a mis en scène au premier livre des Misérables.

Je passe sur les éphémères, et j'arrive au dernier « délégué du gouvernement » à la mairie centrale et préfet Jules Ferry, qui s'enfuit devant l'émeute le 18 mars 1871. Est-ce à dire que depuis 1871, le Conseil de Paris est scaphandre ? Chacun sait que l'homme le plus puissant de l'Assemblée parisienne est le rapporteur général du budget, qui, comme son nom l'indique, commande les choix financiers de la Ville, c'est-à-dire tout. Rapporteur général depuis douze ans, et sans doute la plus forte personnalité qui ait jamais occupé le poste, Christian de La Malène a marqué la Ville de son empreinte. L'œuvre de la majorité est sienne, d'abord. Il n'est sans doute pas un interlocuteur facile pour le pouvoir, mais ceux qui aiment tant à citer de Gaulle diront certainement avec lui : « Il faut préférer les oeurs fermes et incommodes aux âmes faciles et sans ressort. »

Certes, une décision vient d'intervenir, qui retire à l'U.D.R., large majorité de la majorité, en simultanéité avec un succès magnifique, la responsabilité majeure à Paris.

Mais chacun sait, depuis trois siècles, qu'en France on en appelle de droit du pape mal informé au pape mieux informé. Dans cette affaire, l'information n'a pas circulé, il est aberrant de croire que l'U.D.R. aurait pu marchander la mairie de Paris de croire que l'U.D.R. aurait pu marchander la mairie de Paris de contre la présidence de la région. D'abord, parce que, à la première pour la présidence de la région, le candidat de l'U.D.R. a battu celui des républicains indépendants, si bien que le problème a été résolu comme il convenait, par l'instance intéressée.

Il est aberrant de croire que l'U.D.R. désire avoir trois, ou cinq, ou dix, ou vingt sièges de conseillers de plus. Ce genre de marchandage n'intéresse pas l'U.D.R. de Paris. Et l'U.D.R. sait que, si elle se prêtait à cette « combinaison », elle y perdrait son âme et, de surcroît, tous ses sièges.

Il est aberrant de croire que l'U.D.R. se bat pour départager des prétendants républicains indépendants. Elle se bat pour la démocratie, ce qui est autre chose. Paris-Majorité est un rassemblement plus large que l'U.D.R., qui va ouvrir plus encore, généreusement, fraternellement, en préfiguration à un rassemblement national qui sera l'événement de l'année. Nul, à Paris-Majorité, ne veut faire de peine à M. Raymond Barre, le gendre en quelque façon que ce soit. Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, écrasé de tâches, se donnant tout entier, comment aurait-il pu affronter un dossier d'une rare complexité, sans avoir eu le temps, entre Rambouillet et l'Egypte, d'entendre les dirigeants parisiens ? Comment aurait-il pu savoir qu'il statuerait sur un dossier erroné ?

Je pense donc que la sagesse est maintenant de réfléchir, de se mettre à l'écoute des Parisiens, qui, après tout, sont les seuls souverains en la matière. De mon côté, au nom de Paris-Majorité, j'offrirai des entretiens ouverts, cordiaux, à nos alliés républicains indépendants et centristes réformateurs. Je suis sûr que, si l'on veut bien laisser cette affaire se régler entre Parisiens, elle se réglera lentement mais sûrement, dans le seul souci du bien commun et des droits des citoyens de Paris.

* Député et conseiller de Paris, président du groupe Paris-Majorité à l'Hôtel de ville.

PROFITEZ EN !!!
AVANT EPUISEMENT DES STOCKS
DES PRIX QUE VOUS NE REVERREZ PLUS
MONDIAL MOQUETTE

SUPER VELOURS
disponibles en six magnifiques coloris
29 F le M²
Gde LARGEUR

MOQUETTE BOUCLEE
15 F le M²
GRANDE LARGEUR

MOQUETTE DECOREE
ICI EN OFFRE
une qualité exceptionnelle à un PRIX TRES BAS
39 F le M²
IMBATTABLE à Qualité égale
DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

FINIS de SERIE
Gde LARGEUR
22 F le M²
STOCK LIMITE

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.
MONDIAL MOQUETTE
PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face gare d'Austerlitz.
Tél. : 584-72-36
PARIS 19^e : 144, bd de La Villette. M^e Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 293-00-79
COIGNIERES (N 10) : pres. Treppes, route du Pont d'Aulneau
Tél. : 461-70-12
SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93
SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77
PARIS 14^e : 80, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-82
BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 mn Porte des Lilas. Tél. : 859-16-46
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12
FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44
MAISONS-ALFORT : 723, rue Jean-Jaurès, RN 5. Tél. : 375-44-70
PARIS 18^e 114 rue DAMREMONT
Tél. : 606.05.73

LA MORT
Mort

A VERRIÈRES-LE-BUISSON

Le temps du silence...

Une ambulance précédée de quatre motards était arrivée, mardi 23 novembre en fin de matinée, dans une petite rue pavée de Verrières-le-Buisson (Seine-et-Marne). Ultime retour pour André Malraux, mort, vers ce qui fut sa vie quotidienne et bien davantage encore son refuge d'écriture : le château de Verrières, une vaste demeure ocre de la fin du dix-huitième siècle où il vécut ces derniers mois, presque en ermite, entre la fureur d'écrire et la fuite du temps.

Dans un salon du rez-de-chaussée aux volets intérieurs clos, faisant face à la grande grille blanche aujourd'hui fermée, une chapelle ardente avait été dressée. C'est là que Malraux a reposé, veillé par ses seuls proches. Sa fille Florence Resnais, André, Robert et Sophie de Villorin, les frères et la nièce de son ancienne compagne Louise, décédée il y a sept ans, et enfin son médecin personnel.

Temps du recueillement, temps du silence, temps de la douleur. Un service d'ordre important avait été mis en place autour du parc d'enceinte du château, pour tenir à distance les journalistes, les photographes qui par dizaines « planquaient » devant le refuge de

celui qui, après tout, fut aussi un grand confrère. Les portes ne s'ouvrirent pas, du moins pas tout de suite, et pas pour tous.

En fin de matinée, une femme, la première des amies, est entrée dans la cour puis, passant devant la tonnelle rouillée par l'automne, dans le salon du rez-de-chaussée. En début d'après-midi, Ludmilla Tchérina est ressortie, le visage bouleversé. Mitraillée par les photographes, harcelée par les radio-reporters, poursuivie par les « agenciers », elle a dit simplement : « C'est affreux. Il était un merveilleux écrivain et un ami merveilleux ».

Que pourront dire de plus, ou de mieux, tous ceux qui vont maintenant se succéder à Verrières-le-Buisson ? — P.G.

● Le registre de signatures ouvert depuis le 23 novembre, 5, rue de Solferino, Paris-7, sur l'initiative de l'Institut Charles-de-Gaulle, le sera jusqu'au jeudi 25 novembre inclus.

Un autre registre est ouvert depuis 15 h 30 au secrétariat d'Etat à la culture, 3, rue de Valenciennes (Paris-11). Il le restera les 24 et 25 novembre, de 9 h 30 à 19 heures.

L'ORAISON FUNÈBRE DE JEAN MOULIN

« LE VISAGE DE LA FRANCE »

Voici la conclusion de l'oraison funèbre prononcée par André Malraux lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon le 19 décembre 1964 :

« ... Comme Leclerc entre aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique et les combats d'Alsace, entre lui, Jean Moulin, avec tout le terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé ; et même ceux qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crocs, avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagues, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre, avec le peuple de la Nuit et disparu avec elle — nos frères dans l'ordre de la Nuit... »

« Commémorant l'anniversaire de la libération de Paris, je disais : « Ecoutez ce soir, jeunesse de mon pays, ces cloches d'anniversaire qui sonneront comme celles d'il y a quarante ans. Puisse-t-elle, cette fois, les entendre : elles vont sonner pour toi ».

« L'hommage d'aujourd'hui n'appelle que le chant qui va s'élever maintenant, ce Chant des partisans que j'ai entendu murmurer comme un chant de complicité, puis psalmodier dans le brouillard des Vosges et les bois d'Alsace, mêlé au cri perdu des moutons des tabors, quand les bazookas de Corréze avançaient à la rencontre des chars de Rundstedt lancés de nouveau contre Strasbourg. Ecoutez aujourd'hui, jeunesse de France, ce qui fut pour nous le Chant du Malheur. C'est la marche funèbre des cendres que voici. A côté de celles de Carnot avec les soldats de l'an II, de celles de Victor Hugo avec les Misérables, de celles de Jaurès veillées par la Justice, qu'elles reposent avec leur long cortège d'ombres défigurées. Aujourd'hui, jeunesse, puisse-tu penser à cet homme comme à nous, aurais-je approché les mains de sa pauvre face informée du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France... »

DANS LES ÉCOLES ET LES COLLÈGES

M. René Haby, ministre de l'éducation, a adressé aux recteurs les instructions suivantes : « Les instituteurs feront apprendre aux élèves du cours moyen, dans le cadre des exercices de formations de la mémoire, un extrait de l'hommage rendu à Jean Moulin lors du transfert des cendres de celui-ci au Panthéon. »

« Dans les collèges, les professeurs d'histoire seront invités à consacrer une heure dans

les classes de quatrième et de troisième à la vision renouvelée, par André Malraux, des rapports entre l'objet d'art, l'artiste et le musée. »

« Dans les lycées enfin, une des œuvres littéraires d'André Malraux sera proposée à la lecture et à la réflexion des élèves de première et de classe terminale par les professeurs de français et de philosophie. »

LES HOMMAGES RADIO-TÉLÉVISÉS

A 2, mercredi 24 : 21 h. 30, magazine C'est à dire (extraits de l'émission : « La légende du siècle » de C. Sautet et F. Veray, du film : « Espoir » et interviews) ; vendredi 25 : 22 h. 30, Ciné-Club : « L'Espoir ».

FRANCE-CULTURE, du 24 au 26 novembre, à 22 h. 30, et le 27 à 17 h. 30 : rediffusion des entretiens avec André Malraux, par Guy Suard ; le 25, à 9 h. : « Malraux par ceux qui l'ont connu ».

Opel City

BRUNY GARAGE S.A.R.L.
13, rue de la République
BRUNY-ESSONNE
Tel. 922.80.93.

DIEU EN CREUX

Un agnostique avide de transcendance

« Pourquoi parlez-vous comme si vous aviez la foi, puisque vous ne l'avez pas ? » Question inattendue mise dans la bouche de de Gaulle par André Malraux (1), qui ne répond pas, et se contente de noter : « Il pense qu'il a su manier la foi, et moi je pense qu'il ne l'a pas. » Donc, la foi que connaît-il en parle souvent, « à sa manière », de l'extérieur.

D'autres se sont interrogés sur l'« obsession lancinante » chez Malraux pour « le souci métaphysique », selon l'expression d'Emmanuel Berl qui ajoute : « Ce que nous avons en commun, c'est le refus du refus de Dieu ». François Verny, qui a fréquenté Malraux pendant un an, à raison d'une à deux séances par semaine, pour préparer les émissions télévisées intitulées « La Légende du siècle », nous a parlé du sens très fort chez lui de la transcendance de l'homme. Et il rapporte cette phrase, qui lui a échappé en apprenant la mort de Vilar, avec qui il venait de se réconcilier (2) : « Je suis toujours censé par la mort ».

La mort, la « déesse du sommeil », comme il l'appelle (1), voilà ce qui fascine et tourmente Malraux. « L'idée de la mort, dit-il, m'impose le vrai problème métaphysique, celui du sens de la vie. (...) L'importance que j'ai donnée au caractère métaphysique de la mort, explique-t-il encore, m'a fait croire obsédé par le trépas (...). La mort ne se confond pas avec le trépas (3). » Ce qui le fascine dans la mort, c'est l'interrogation qu'elle pose, la plus grande pensée philosophique, au christianisme, à l'hindouisme, au bouddhisme.

Il est hanté avant tout par l'éphémère éternité des pallions. « Staline m'a dit une

seule chose sérieuse, dit-il à de Gaulle : « A la fin, il n'y a que la mort qui gagne (1). » C'est une gageure ! « A quoi bon aller sur la Lune, si c'est pour s'y suicider ? », demande Malraux dans la préface qu'il a écrite pour l'autobiographie de Pierre Bockel (4), son compagnon de la Résistance, ancien aumônier de la brigade Alsace-Lorraine, et aujourd'hui archevêque de la cathédrale de Strasbourg.

L'homme : un être contre la mort

La foi, apporterait-elle la réponse ? « Le christianisme a beaucoup tisonné la mort pour y chercher la présence de Dieu », écrit Malraux (3). Egalement pour la pensée humaine l'existence du Mal, dit-il ailleurs (4), en ajoutant : « Les réponses chrétiennes ont été entendues à la mort, c'est-à-dire comme une parole du Christ ».

Commentant le fameux passage dans Les Frères Karamazov, où Dostoevski évoque le problème du mal — « Si le monde permet le supplice d'un enfant par une plus grande mystère n'est pas, mais je rends mon billet », Malraux dit : « Moi qui ne crois pas à la rédemption, j'ai fini par penser que l'enfer de l'atrocité n'est pas plus fascinante que celle de l'acte le plus simple d'héroïsme ou d'amour. Mais le sacrifice seul peut regarder dans les yeux la mort et le Dieu du Christ ne serait pas Dieu sans la crucifixion. » (3).

Admirable compréhension de la foi chrétienne, mais compréhension intellectuelle, externe. Malraux ne triche pas. Après avoir

beaucoup « tisonné la mort », lui aussi « l'homme » est un être contre-la-mort, il dit-il en modifiant la définition de Heidegger — il refuse la consolation d'une foi qui ne se commande pas, et qu'il déclare avoir « perdue après ma confirmation » (3).

Et s'il ne l'a pas « retrouvée », ce n'est pas faute de chercher. En 1944, lorsqu'il s'attendait à être fusillé d'un instant à l'autre, il demande à la supérieure du couvent où il faisait halte pour la nuit de lui prêter l'Evangile de saint Jean. « Eh bien, ça n'a pas marché ! », avoue-t-il. Je n'étais pas Dostoevski. Je n'ai rien reçu là, au-delà de la lecture d'un beau texte. » (5).

La beauté. Serait-ce dans la création artistique que résiderait le « sens des choses », recherché désespérément par Malraux, qui aime citer cette confidence d'Einstein : « Le plus extraordinaire, c'est que tout cela ait certainement un sens ? » (6). L'art est évidemment capital pour Malraux, mais « il ne résout rien, il transcende seulement l'art », vient à l'intelligence si l'on écarte les problèmes métaphysiques.

« L'un de mes personnages, dans L'Atterrage, explique Malraux, écrit quelque chose comme : « Le plus grand mystère n'est pas que nous soyons jetés au hasard » entre la profusion de la vie et celle des astres ; c'est que, dans ce que Pascal appelle notre prière, nous tirions de nous-mêmes des images assez puissantes pour nier notre néant. » (3).

Dieu « en creux »

Même s'il ne partage aucune foi religieuse — il s'est défini comme « un agnostique, ami du christianisme » ou encore comme « un agnostique avide de transcendance, qui n'a pas reçu de révélation », — il constate la nécessité, empiriquement, l'on peut dire de « valeurs suprêmes », sans lesquelles « aucune civilisation ne peut vivre » (1). « Je crois que la civilisation des machines est la première civilisation sans valeur suprême pour la majorité ».

des hommes, disait-il à Nehru (7). Il reste à savoir si une civilisation peut n'être qu'une civilisation de l'interrogation ou de l'instinct, et si elle peut fonder longtemps ses valeurs sur autre chose que sur une religion. »

Voilà dans quel sens il a parlé de la possibilité d'une « renaissance » religieuse. « On m'a fait dire : « Le vingt et unième siècle sera religieux », dit-il lors d'un entretien avec Pierre Desgraupes. Je n'ai jamais dit cela, bien entendu, car je n'en sais rien. Ce n'est pas la possibilité d'un événement spirituel à l'échelle planétaire. »

« Agnostique comble de grâce », comme l'appelle le Père Bockel, Malraux avait le don de « révéler » ou de « conforter » la foi chez les autres. « Ce n'est pas moi qui lui ai parlé de Dieu, raconte Pierre Bockel. Au contraire, c'est lui qui m'a fait croire que je n'étais pas un agnostique. C'est d'une certaine manière à travers ce que me disait Malraux que j'ai entrepris ce que pouvait être ma propre foi. » François Verny ne dit pas autre chose lorsqu'il nous confie : « Malraux m'a aidé à croire en Dieu. »

Malraux ne croyait pas beaucoup aux conversions de lit de mort, et la soif d'absolu qui marque toute son œuvre n'a d'égal que sa rigueur intellectuelle. « On a la foi, ou on ne l'a pas », déclarait-il lors de sa dernière apparition à la télévision, devant dans la vie qui peut rapprocher de la foi. « On pourrait dire que dans l'œuvre de Malraux, Dieu n'apparaît pas en relief mais en creux. »

ALAIN WOODROW.

- (1) Les cendres qu'on abat... (Gallimard).
(2) Je n'étais devenu journaliste que parce que Malraux avait écrit des lettres à Gallimard.
(3) L'Atterrage (Gallimard).
(4) Préface de l'Enfer du rire, par Pierre Bockel (Gallimard).
(5) André Malraux : Une vie dans la gloire, par Jean Lacouture (Le Seuil).
(6) Héros de passage (Gallimard).
(7) Antimémoires (Gallimard).

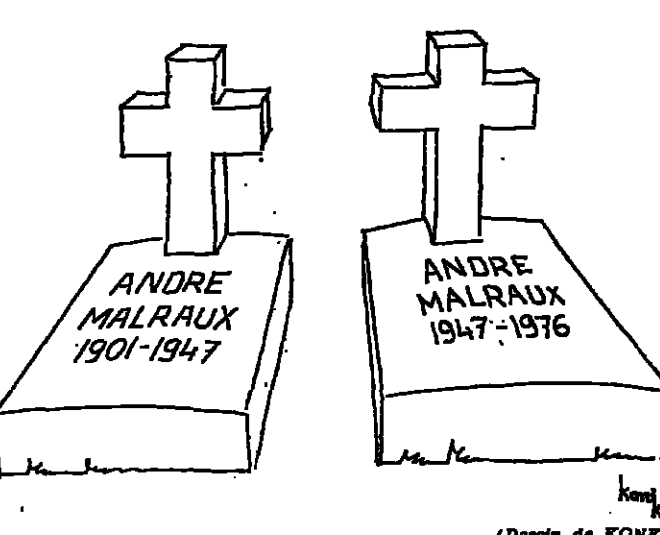
Un film unique...

Admirateur du cinéma soviétique de l'époque muette, et particulièrement d'Eisenstein et Dovjenko, ami d'Eisenstein qui songea en 1935 à porter à l'écran la Condition humaine, André Malraux fut très tôt passionné par le septième art. La guerre d'Espagne fournit à Malraux l'occasion de mettre en pratique ses théories sur le cinéma dans un film célèbre, Espoir.

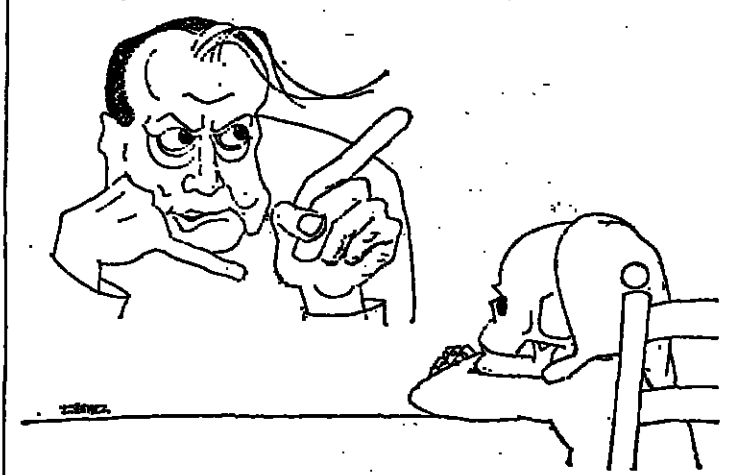
« Présent au côté des républicains espagnols en juillet 1936, écrit le critique catalan Marcel Oms dans un rapport présenté à la dernière Biennale de Venise, André Malraux vécut au premier plan, relativement victorieux, de l'organisation révolutionnaire, celle de « l'Union lyrique. » A la veille de Noël 1936, Malraux, responsable de l'escadille España, reçoit l'ordre d'attaquer Teruel et la route de Saragosse avec deux appareils. Le sien ne part pas, l'autre avion s'abat sur une montagne, sa mission accomplie. Malraux part immédiatement organiser les secours et récupérer ses compagnons. Cet épisode fournira l'essentiel de la conclusion du livre et du film.

Début 1937, l'escadille dissoute, André Malraux se met au service du gouvernement républicain et mobilise comme propagandiste et porteur aux Etats-Unis. Il écrit en six mois le livre L'Espoir, qui sort en novembre 1937. Mais, simultanément, Malraux conçoit le projet d'un film sur le même thème. Sierra de Teruel, les Etats-Unis lui garantissent un circuit de mille huit cents salles, avec plus de trois millions de spectateurs en puissance. Il reçoit carte blanche du gouvernement espagnol pour tourner. Les derniers jours de manivelle auront lieu l'avant-veille de l'entrée de troupes de Franco à Barcelone. Du livre au film (joué par des acteurs), l'espoir révolutionnaire a disparu. Sierra de Teruel, rebaptisé Espoir, et dont le montage sera achevé à Paris, juste à la veille de la guerre, sera aussitôt interdit par le gouvernement Deladier, et ne connaîtra une diffusion commerciale qu'en 1945.

André Malraux crée un style de cinéma, mi-documentaire, mi-romanesque, qui anticipe sur le cinéma de Roberto Rossellini. Il nous donne un film en tous points égal, en valeur absolue, au livre dont il ne reprend qu'un épisode. Il définit sa conception du cinéma dans un texte de 1940, souvent cité, mais peu connu, Esquisse d'une psychologie du cinéma. Ministre de la culture sous le général de Gaulle, il définit considérablement le « cinéma d'auteur » à ses débuts, et notamment Alain Resnais. Il ne devait plus lui-même toucher une caméra. — L. M.



(Dessin de KONK.)



(Dessin de CHENEZ.)

Le témoignage de Pierre de Boisdeffre

Dans la Croix, Pierre de Boisdeffre rappelle les confidences qu'il reçut de Malraux sur sa position religieuse :

« Ce qui constitue à obéir Malraux, c'est le mystère de l'éternité. Arrêté, l'été 1944, au couvent de Villefranche-de-Rouergue, il demande à une religieuse de lui prêter l'Evangile de saint Jean, et retrouvant la phrase : « Dieu a tant aimé le monde... », ajoute avec tristesse : « Je ressentais fortement que toute foi dissout la vie dans l'éternel, et j'étais amputé de l'éternel. Ma vie était une de ces aventures humaines que Shakespeare justifie en les appelant des songes, et qui n'en sont pas. Un destin s'achève en face d'une douzaine de fusils, parmi tant d'autres destins, aussi fugitifs que la terre. Ce qu'il allait advenir de moi intéressait fort peu, mais une part sans valeur de moi-même, comme la volonté d'échapper à l'eau lorsqu'on se noie. Mais je ne demandais pas la signification du monde des destins. Le génie chrétien, c'était d'avoir proclamé que la voie du plus profond mystère est celle de l'amour. »

« Aux portes de la mort, Malraux retrouvait l'instinctive question qui avait hanté sa vingt-troisième année : « Que faire d'une âme s'il n'y a ni Dieu ni Christ ? » En 1907, j'ai tenté de lui faire dire, et cette question excluait toute foi religieuse — mais il a écarté la question. C'est qu'il est finalement plus à l'aise avec les grands « renoncements » de l'Orient qu'avec le Christ. Et davantage de plain-pied avec la mort qu'avec la vie. »

« Au bord du Gange, Malraux fait sienne la récitation de la Gita : « Je suis le commencement et la fin de tous les êtres, » Et, dans les vivants, je suis la conscience : » En face de ceux qui ont descendu dans la tombe, j'ai l'amour : » Entre les fleuves, je suis le Gange. » Je suis le vent parmi les purpures, flicteurs. » Je suis le temps impérieux. » la beauté, la gloire... » « Et je suis la Mort... » Ainsi s'achève, dans le silence et le secret, une des œuvres clés de ce temps : moins sèche et moins politisée que celle de Sartre, plus profonde et plus vaste que celle de Camus, douloureux reflet de nos espoirs, de nos révoltes et de nos contradictions. »

du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.
(12 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périple quotidien)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 776.37.00
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

du Liberté à votre bureau: 2 ou 3 stations de RER.

--- RER.

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.
(7 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour faire le plein)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 776.37.00
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

صكا من الامل

D'ANDRÉ MALRAUX

Malraux et le communisme

(Suite de la première page.)

La fréquentation de ce couple de personnages désintéressés et militants contribua à nourrir d'arguments, à la fois intellectuels et sentimentaux, ce qu'on pourrait appeler, à partir de 1950 environ, le philocomunisme de Malraux.

C'est de décembre 1932 que l'on peut dater l'engagement de l'auteur des *Conquérants* dans le camp dont Moscou est le quartier général : il s'affilie à l'A.E.A.R. (Association des écrivains et artistes révolutionnaires), l'une des organisations pro-soviétiques qu'anime en France Willi Munzenberg. Et bientôt la prise du pouvoir par les nazis, en janvier 1933, le conduira plus avant dans cette voie : il préside, avec Gide, le comité international pour la libération du leader communiste allemand Thaelmann et du dirigeant bulgare Dimitroff, prisonniers du régime hitlérien. Et parce qu'il est Malraux, l'homme qui résonne d'émotion dans les contradictions dans des préceptes synthétiques, se rend compte avec Trotski, à Royan, le 28 juillet 1933, ne fait que consolider son admiration pour l'œuvre et les projets de la III^e Internationale. C'est aussi l'époque de la publication de la *Condition humaine*. Recevant le prix Goncourt pour ce livre, il déclare avoir écrit pour soutenir la lutte des communistes chinois qui ont toute sa sympathie.

Un an plus tard, à l'invitation de Gorki, il est en U.R.S.S., au congrès des écrivains, où son intervention en faveur de la liberté de création lui vaudra une rude algarade avec Karl Radek, ancien dirigeant du Komintern, devenu rédacteur des *Izvestia*, en attendant de disparaître dans les grandes purges stalinienne. Mais il rencontre le cinéaste Eisenstein et affermit son

adhésion intellectuelle pour tout ce que représente alors dans le monde le régime soviétique. L'année suivante, il sera, aux côtés de Gide et d'Aragon, l'un des animateurs du congrès des écrivains antifascistes à Paris : pour la presse de droite de l'époque, il est devenu le type même de l'écrivain « bolchevique ».

En 1935, la publication du *Temps du mépris*, dédié aux victimes du nazisme, et qu'il assortit d'une préface qui est un hommage à la « fertilité » du communisme, lui vaut, pour la première fois, une approbation sans réserve de la critique communiste, d'Aragon à Nizan. Et dans une publication de la III^e Internationale, un certain Omitrovski écrit, non sans imprudence, qu'*enfin Malraux a trouvé sa vérité dans le communisme*.

La fêlure

Dès avant la formation du Front populaire, Malraux est de la plupart des comités de vigilance qui se forment à partir de 1934, et on le voit, les 14 juillet 1935 et 1936, défiler en tête de groupes d'intellectuels sous des bannières saluant la lutte populaire. Mais c'est en Espagne que se manifeste surtout sa solidarité avec la III^e Internationale. Non seulement parce qu'il se bat aux côtés de la République à la tête de l'escadron qu'il a formé, mais parce qu'il tient à donner à cette unité un commissaire politique communiste, Paul Nothomb, qui est son ami et son garant du côté du P.C.E. Tout ce qu'il dit et fait à cette époque, comme le livre qu'il publie dans une intention très militante, *L'Espoir*, témoignent du choix qu'il fait, alors, et qu'on peut résumer ainsi : les communistes étant les seuls à s'organiser vraiment pour le combat et à disposer de l'appui

d'une grande puissance, c'est à leurs côtés qu'il faut se battre : la victoire dépend de ceux qui savent organiser l'apocalypse, et non de ceux qui ont créé pendant 1934 l'« illusion lyrique ».

Et pourtant, c'est de cette époque que date la fêlure entre André Malraux et ses compagnons de lutte. Certes, il a désapprouvé la publication du *Retour d'U.R.S.S.* d'André Gide, et, rencontrant Bernance à la fin de la guerre d'Espagne, il se dit encore communiste. Mais Gaston Picon, l'interrogeant en 1938, le trouve plutôt méfiant à l'égard de ses compagnons de combat. L'année suivante, en août 1939, c'est la signature du pacte entre Hitler et Staline. Il refuse à Raymond Aron, qui lui en fait la demande, de s'associer à une dénonciation publique du pacte, pour ne pas se désolidariser des communistes alors qu'ils sont isolés et pourchassés. Mais la démolition par le P.C.F. de l'écrivain Paul Nizan, son ami, qui a eu le courage de s'élever contre le soutien accordé par la plupart de ses camarades au geste de Staline, ne peut que renforcer sa désapprobation et approfondir le différend.

C'est probablement à ces réserves, comme à l'espèce de désenchantement qu'a provoqué chez lui la défaite en Espagne, qu'il faut attribuer sa répugnance à s'engager d'abord dans la Résistance, parce qu'elle lui paraît très marquée par l'influence des initiatives communistes. Lors des contacts qu'il a, de 1942 à 1944, avec les clandestins du P.C.F., assument des responsabilités beaucoup plus nombreuses et réelles que ne le fait croire l'organisation des réseaux. Sa méfiance s'en accroît et le rejette de plus en plus du côté de la Résistance, exprimée gauchiste, de l'Armée secrète (I.A.S.) : c'est sous ce drapeau qu'il se bat en 1944. Et quand, à la libération, il fait figure de leader de l'un des courants d'inspiration socialiste, il contribue, plus que personne, au congrès du M.L.N. (Mouvement de libération nationale) de janvier 1945 à empêcher la fusion des mouvements de Résistance préconisée par le P.C.F. qui ne peut qu'en tirer un surcroît d'influence.

Tout est prêt pour le ralliement de Malraux au gaullisme, ce qui ne signifiera sa rupture avec les communistes qu'à partir du printemps de 1947, quand ils sont rejetés dans l'opposition et quand de Gaulle fonde le R.P.F., dont l'anticommunisme fondamental ne cessera de s'affirmer jusqu'en 1953. C'est l'époque où *l'Humanité* le traite de fasciste, où l'un des plus célèbres intellectuels du parti le range aux côtés de Sartre et de Mauriac dans le camp des « fossoyeurs ». C'est l'époque où il ne parle plus de « séparatisme » qu'on tant que « séparatisme ». Et puis viendront les luttes pour l'indépendance nationale, la convergence entre gaullistes et communistes, les quelques interventions de Malraux contre la répression franquiste : ce sera, le 23 novembre 1976, le salut de *l'Humanité* au départ.

JEAN LACOUTURE.

VOLONTAIRE POUR LE BANGLADESH

Alors âgé de près de soixante-dix ans, Malraux, fidèle à son personnage d'artiste et d'intellectuel engagé dans l'action, avait offert en septembre 1971 aux Bangalis, en lutte contre l'armée pakistanaise dans la province orientale qui allait devenir le Bangladesh, de servir sous leurs ordres dans une unité composée de volontaires étrangers. L'écrivain comparait alors le combat des Bangalis contre « la junte

militaire pakistanaise » à celui des Vietnamiens. Ce projet de création d'une « brigade internationale » n'avait jamais abouti. Tout en accueillant « chaleureusement » les Indiens, qui aidaient les Bangalis, avait déclaré qu'il devait être « approfondi ». Mais, depuis cette initiative, l'ancien ministre du général de Gaulle jouissait d'une grande popularité en Inde.

VU

Rétrospective

C'était vraiment le très grand écrivain, André Malraux, le plus grand que la France ait connu depuis Barrès, depuis Chateaubriand, à en juger par l'hommage éperdu, l'hommage maraton que lui a rendu, mardi, la télévision. Homme de lettres, homme d'action, homme de gauche, oui — mais il n'était pas marxiste, — homme de droite, non — mais il était gauchiste, — romancier, essayiste, résistant, ministre, le Cambodge, le prix Goncourt, la guerre d'Espagne, les maquis de la Corée, la brigade Alsace-Lorraine, le R.P.F. et Verrières-le-Buisson, on nous a tout raconté, tout montré, tout rappelé, dans une housouille d'images, de déclarations, de discours, de photos et d'interviews.

Nos lucarnes crépitaient sous la mitraille. Et nous raisons plantées là, ébaubies, tournées, étourdies, honteuses d'en savoir si peu au fond sur une vie si remplie. Plus qu'une vie, sermonnait Roger Gicquel du ton compassé, ému d'un maître de cérémonie, plus qu'une œuvre, une aventure.

Gentiment, modestement, Ju-

lien Besançon a demandé ensuite, dans une édition spéciale de « l'Evénement », aux nombreux témoins de cette existence de la siluer, de la commenter. Il en est venu beaucoup, ils avaient peu de choses à dire, hélas ! et notre attention, à nouveau émettie par ce carrousel d'appréciations à l'emporte-pièce — « fabriqué », « chaleureux », « distant », « généreux », c'était la valse des étiquettes — et d'anecdotes sans intérêt, avait du mal à se lier.

Quand est arrivée, sur le coup de 23 heures, cette invitation au voyage « à la recherche des arts du monde entier » avec André Malraux, on était déjà épuisé. Première étape, l'irréel, l'un de ses derniers livres, promenade à Florence, analyse de textes commentés, illustrés au tableau noir, à la cime de l'écran, par Jean-Marie Drot. On est sorti de là accablé avec un terrible sentiment d'infirmité. C'était d'une beauté, d'une intelligence admirables, certes ; seulement cela voyait si haut qu'on en était rebaisé. On s'essouffait à suivre ces duettistes, ces virtuoses de la culture.

Vous avez écrit, page 38, rappelait l'un... Suivait une longue citation sur fond de tableaux, de fresques, de statues, signés Massaccio, Piero della Francesca, Donatello. Qui, précisait l'autre, l'aïti fixe, l'index battant le rappel des idées sur ses lèvres minces, qui : « La légitimation de l'artiste c'est son génie. » Ou bien : « Les valeurs profondes cessent d'être subordonnées alors aux valeurs militaires... »

Après les mots, les notes : chœurs, grandes orgues, symphonies, requiem, flots de musique, sons et lumières.

André Malraux si conscient de l'audio-visuel, de son importance, de son pouvoir, n'aura pas eu le loisir, et c'est vraiment dommage, de l'utiliser en vulgarisateur éclairé.

Guidé attentif et prévenant du général de Gaulle ou de Mme Kennedy, il aurait pu, il aurait su nous ouvrir de la même façon, sans façon, les portes de son musée imaginaire. Une belle occasion manquée.

CLAUDE SARRAUTE.

UN HOMMAGE COLLECTIF

« Être et dire »

Sous le titre « Malraux, être et dire », une sorte de colloque écrit, cet été, sur les ouvrages collectifs de témoignages et d'hommages que ne vont pas manquer de publier universités et revues.

Animé par Martine de Courcel, le livre mêle les articles de Gide, de Gollwitzer, de P. Bouché, de G. Palewski, de Hollaender, Nicole Alphonse, M. Sperber, M. Schumann — à des études d'essayistes français et étrangers, dont

W.G. Langlois, C. Mel Yuan, C.-L. Sulzberger et V. Ocampo.

Cette approche de la biographie et des œuvres par des voies très diverses est bien à l'image de la démarche de Malraux lui-même, qui ne cessait de chercher des « passerelles » entre destin individuel, histoire, création artistique, mais refusait de réduire l'un à l'autre au nom d'un système.

Fidèle dans la mesure même où il éclairait des questions au lieu

d'offrir des réponses, l'ouvrage s'achève sur un inédit « néo-critique », où Malraux applique à la littérature l'intuition et le sens des grandes perspectives qu'il a surtout réservées aux arts plastiques, jugés par lui plus considérables que les œuvres écrites parce que plus durables et comparables d'un siècle à l'autre, d'un continent à l'autre.

Celui qui tenait pour négocia-

ble « ce qui n'importe qu'à soi seul » reconnaît que le genre biographique est en train de détrôner le roman dans la faveur du public. Il justifie cette préférence, et y voit moins une curiosité pour l'individu qu'une soif de mieux connaître l'homme en général, et la « métamorphose » toujours elle ! — de l'écriture.

La mort et le trépas

Au terme de remarques éblouissantes sur les correspondances et les affinités entre écrivains du monde entier, Malraux s'interroge sur l'origine et le présent déclin de l'art romanesque. Dénonçant l'erreur qui consiste à juger la fiction en fonction de sa ressemblance avec la vie, et non de sa cohérence interne, comme pour la musique par exemple, l'auteur du *Musée imaginaire* applique à la littérature le principe que l'art commence lorsque la vie, de modèle, devient « matière première », y compris la vie du créateur.

La conclusion prend, cette semaine une poignante actualité et renseigne sur la façon dont Malraux envisageait sa propre postérité :

« La métamorphose est la loi suprême, parce que tout présent devient passé avec autant de force qu'il se dirige vers la mort. Ce que chacun tendrait pour allent de soi, si la métamorphose ne s'opérait à partir de valeurs insensiblement. Une œuvre illustre ou méconnaît n'y entre pas avec la mort de l'artiste ; la mort y coïncide rarement avec le trépas. Mais, tardive ou non, la métamorphose entraîne les transitions habituelles du présent, change l'accusé en juré, avec une rigueur de destin. Puis recommence... »

« Si la postérité ne croit plus aux palmiers, la métamorphose croit encore aux coopérations. Le Musée imaginaire et la Bibliothèque de la Pléiade semblent immobiles : le firmament aussi. »

B. P.-D.

* « Malraux, être et dire », sous la direction de Martine de Courcel : nouvelle édition de Malraux, Pion, 350 pages, 50 F.

Les relations avec Charles de Gaulle

Malraux avait-il vraiment souhaité rejoindre la France libre en 1940 ? Son message à Londres avait été intercepté, il s'enferma assez longtemps dans une sorte de neutralité jusqu'au moment où, vers 1943, son ami Drieu La Rochelle, qui était, on le sait, de l'autre bord, le découvrit « tombé dans le gaullisme ». En mars 1944, c'est dans un réseau lié à Londres qu'il entre pour se battre et pour émerger à la libération comme une personnalité éminente de la Résistance non communiste.

La rencontre avec de Gaulle, dès lors inévitable, fut pittoresquement provoquée par le capitaine Guy, aide de camp du général, qui persuada chacun des deux hommes que l'autre souhaitait le rencontrer. Elle eut lieu le 10 août 1945 dans le bureau du chef du gouvernement, rue Saint-Dominique. Les deux interlocuteurs se comprirent sans qu'il puisse d'abord parler de coup de foudre. Ils vont travailler ensemble, Malraux assumant d'abord le rôle d'une sorte de conseiller culturel avant de devenir, en novembre, et pour deux mois, ministre de l'information du général.

Après le brusque départ de de Gaulle, le 20 janvier 1946, Malraux ne sava pas l'un des plus ardents à lui conseiller de reprendre le combat et de former un parti d'opposition. Il est plutôt tenté de lui conseiller la prudence. Mais, quand le général fonde le R.P.F., en avril 1947, il se range aussitôt à ses côtés et milite avec une fougue jointrice comme délégué à la propagande du mouvement. On l'entend partout pourfendre l'Union soviétique, dont le général déclare que l'armée n'est

qu'à « deux étapes de Tour de France cycliste » de Paris.

Pour des raisons de santé, mais aussi politiques, il est de ceux qui se détachent, les premiers, du R.P.F., vers 1950, sans pour autant formuler la moindre critique publique, alors qu'un homme comme le général Castroux taisait savoir que, s'il s'éloignait du R.P.F., c'était en raison de sa très réactionnaire politique outre-mer.

Inventeur de la formule « la traversée du désert », Malraux vécut ce chemin sans trop d'impatience apparente. Il a confié dans ses *Antimémoires* que le retour au pouvoir du général en 1958 le surprit.

Il aurait alors souhaité se voir confier des fonctions beaucoup plus politiques que celles de ministre des affaires culturelles. Mais il affiche une fidélité sans réserve au régime et à l'homme qu'il sert, aussi bien à propos de l'Algérie jusqu'en 1962 que de la politique proche-orientale du général, qu'il trouve trop anti-israélienne, sans le faire publiquement savoir. Il siège noblement à la droite du chef de l'Etat, dont il recevait, on le sait, un hommage éblouissant qu'il n'a pas sans le surprendre. Le jour où parut le dernier tome des *Mémoires* de Charles de Gaulle, il courut chez un ami avec une joie d'enfant pour lui lire le passage où le chef de la France libre saluait son « ami général ».

Tout naturellement, le général disparu, il se retira, déclarant que, roster ministre sous Pompidou, c'aurait été « comme devenir colonel de la garde civile sous la République espagnole si nous avions gagné la guerre ! ». — J. L.

13 RUE DE L'UNIVERSITE

PARIS 7^e LE QUARTIER EST EXCEPTIONNEL. LES APPARTEMENTS AUSSI.

Studios de 29 à 56 m².
2 pièces de 58 à 87 m².
3 pièces de 81 à 106 m².
4 pièces de 103 à 115 m².
5 pièces de 161 m².

Prix fermes et définitifs. Renseignements et vente sur place, tous les jours de 14 à 19 heures et samedi de 10 à 19 heures (fermeture à 18 heures).

dimanche et lundi). Ou, GERIC, 52, Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 256.93.98. Livraison : Été 1977. Une réalisation SERDI.



De notre envoyé spécial

Un an après l'instruction ouverte par la Cour de sûreté de l'État

Le dernier numéro des journaux des comités de soldats de Souges et de Méricain, en Gironde, intitulés *Anti-dote* et *Ras l'colol*, paraît sous le pseudonyme de *Comité de soldats* qui s'inspirent fidèlement de la plate-forme revendicative en vingt et un points du comité de soldats de la base aérienne de Bordeaux-Mérignac (voir ci-dessus, page 20, 21 et 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832,

Dans le dernier numéro de l'Anti-Dot et Ras l'eolot, l'union nationale C.F.D.T. explique le soutien qu'elle apporte à ces comités de soldats.

« Sur les lieux de travail, est-il indiqué, la C.F.D.T. se bat pour regrouper la masse des travailleurs sur des revendications de classe. A l'armée, elle soutient les appels qui s'organisent sur les mêmes objectifs. »

La C.F.D.T. indique encore qu'elle ne peut tolérer de voir les travailleurs en cause les accusés de la classe ouvrière et briser les luttes ou les grèves.

FOOTBALL

En Coupe du monde des clubs

**LE BAYERN DE MUNICH
BAT BELO-HORIZONTE (2 à 0)**

Le Bayern de Munich, vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions, a très difficilement battu les Brésiliens du Cruzeiro de Belo-Horizonte, champions d'Amérique du Sud, en match aller de la Coupe mondiale des clubs, le 23 novembre à Munich. Le score est en effet resté nul pendant quatre-vingt minutes avant que Gerd Müller et Jupp Kapellmann n'inscrivent deux buts, qui permettent au Bayern de Munich d'envisager le match retour, le 21 décembre, avec un certain optimisme.

La crise de l'O.G.C. Nice

**JEAN-MARC GUILLOU
REÇOIT
DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS**

Le joueur Jean-Marc Guillon a accepté, mardi 23 novembre, les propositions qui lui ont été faites par les dirigeants de l'O.G.C. Nice et qui lui donnent de poursuivre ses responsabilités à l'O.G.C. Guillon, qui n'est pas titulaire d'un diplôme d'entraîneur, a été nommé directeur technique, et il sera, à ce titre, chargé d'orienter le style de jeu de l'équipe et de définir la tactique. Officiellement, l'entraîneur de l'O.G.C. Nice reste M. Léon Rossi, précédemment adjoint de M. Markovitch, démissionnaire le 22 novembre.

OMNISPORTS. — Une moyenne de quinze cents participants par département, c'est le premier résultat de la journée nationale de la course à pied du 21 novembre, indiquée le secrétariat d'Etat à la jeunesse

et aux sports. Le nombre de cent mille est donc largement dépassé, puisque plus de soixante-dix départements (au lieu d'une quarantaine l'année dernière) ont organisé des épreuves ouvertes à tous. 1

Le premier ministre italien annoncerait un prochain accord sur la révision du concordat

De notre correspondant

Mariage et enseignement religieux

Mariage et enseignement religieux

● **Le mariage catholique.** — L'Etat italien reconnaît « au sacrement du mariage discipliné par le droit canon les effets

● **L'enseignement religieux.** — « Dispensé selon la forme reçue par la tradition catholique », il constitue « le fondement et le couronnement de l'instruction publique » (art. 36) :

Une garantie constitutionnelle

Le 11 février 1929, au palais du Latran, Mussolini et le cardinal Gasparri n'avaient pas signé un pacte, mais deux : le traité de commerce et la convention financière créant le Vatican et définissant les conditions de son existence souveraine à l'intérieur du territoire italien. Ce concordat qui régla le statut de la religion officielle de la République en Italie. Après la chute du fascisme, ces deux pactes ont été mentionnés dans la Constitution de la République avec une référence au parti communiste. L'article 10 de la Constitution d'origine, dit : « Chacun dans son domaine propre, indépendant et souverain. Les rapports sont réglés par le traité du Latran, signé le 11 février 1929, et les accords ultérieurs modifiant les modalités des deux parties, ne requièrent pas un processus de révision ».

« *constitutionnelle.* » Il s'agit donc d'une construction juridique très complexe, même si le lien formel entre les deux pactes de 1939 — « *ou ils resteront valables ensemble* », disait Pie XI, « *ou ils tomberont ensemble* » — a été peu à peu oublié. Le concordat n'est pourtant pas le seul à contenir des affirmations anachroniques. L'article qualifie premier du traité du « *stran qualifie e la religiùn cathòlica, apostòlica et romàina* » et de *seule religion de l'Etat*. Ce

réambule est lourd de conséquences. Les Israélites et les protestants ne manquent pas de s'en valandre, et les catholiques eux-mêmes n'y ont plus rien à gagner. Verra-t-il révisé, lui aussi, ou l'ignorera-t-on pour ne pas trop

Le remplacement du concordat par un bref accord de principe et quelques textes d'application réduisant une partie du monde catholique, qui conteste le principe même d'un pacte général entre l'Eglise et l'Etat. Mais c'est à l'heure de la révision, semble-t-il, qu'il l'a emporté. Le Saint-Siège considère que l'Italie est un cas

SOCIÉTÉ

● Pour préparer la « décennie de la femme » (1976-1985), décidée par l'Assemblée Nationale, les représentants de nombreux groupements féminins, dont l'Alliance internationale des femmes, viennent de se réunir à Paris. Elles demandent au gouvernement de mettre en œuvre le programme élaboré par Mme Françoise Giroud en vue de la promotion de la femme ; de définir le droit des femmes à la formation et au travail ; d'encourager une « parité plus sérieuse » des tâches entre hommes et femmes, et de prévoir une représentation équitable des femmes dans toutes les instances municipales, législatives et européennes.

COSMAS

optique

un nouveau cabinet à NATION

53, Avenue Philippe-Auguste - 11^e

M

NATION

A MOITIÉ PRIX!

des montures de LUNETTES

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

CARVEN REF. 103	DIOR REF. 1206	ESTEREL REF. E 74	FATH REF. VENDEE	LANVIN REF. OKTI
290 F - 145 F	400 F - 200 F	252 F - 126 F	276 F - 138 F	260 F - 130 F

COSMAS est le plus important laboratoire de montage optique français.

COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an, c'est pourquoi il les fait bien. Un choix de 3.000 montures (1.000 références). Tous les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle.

Option : Assurance casse 15 mois (verres et monture).

LENTILLES CORRECTIVES SOUPLES : 1250 F - 990 F 41 Bd du Montparnasse 6^e Tel. : 222.81.10

COSMAS

c'est maintenant 5 cabinets d'optique

MONTPARNASSE
 41, BD DU MONTPARNASSE
 PARIS 6^e
 Montparnasse

REPUBLIQUE
 EN ETAGE
 37, RD DE MAIRIE
 PARIS 10^e
 J. Bonsergent

ST-LAZARE
 EN ETAGE
 32, RUE DE LA POISSONNERIE
 PARIS 8^e
 St-Lazare

NATION
 53, AV. PHILIPPE AUGUSTE
 PARIS 11^e
 Nation

BANLIEUE
 EN ETAGE
 18, PLACE JEAN JARRET
 92009 SAINT-DENIS
 Banlieue

CMI 110

AÉRONAUTIQUE

L'achat du Falcon par les gardes-côtes américains

Un retour au protectionnisme ?

Le retour au protectionnisme serait-il à l'ordre du jour dans l'aéronautique ? Pour préserver de la production américaine, de plus en plus envahissante, le marché européen, les constructeurs d'avions, particulièrement les industriels français, ont demandé à leurs gouvernements de faire comprendre aux compagnies aériennes européennes que leur intérêt n'est pas de favoriser une situation de monopole américain, mais bien d'acheter des matériels européens dès lors que ces derniers sont offerts à des conditions compétitives. De l'autre côté de l'Atlantique, les constructeurs d'avions américains ont adopté une attitude comparable qui revient à fermer les frontières à la production américaine.

On en prendra pour preuve la tentative qui se développe actuellement aux États-Unis pour limiter le service des gardes-côtes américains à renoncer au choix, pour des raisons financières et techniques, de la version Falcon 20 G du constructeur d'Albion, pour se tourner vers les besoins de la surveillance maritime à moyen rayon d'action. Les gardes-côtes américains se sont donné jusqu'au 25 janvier prochain pour confirmer ou infirmer leurs préférences et, éventuellement, acheter quarante et un exemplaires du Falcon 20, assemblés, du reste, aux États-Unis (le Monde daté du 6 novembre).

Deux sociétés concurrentes dynées de l'appel d'offres par le client, en la circonstance Cessna et Gates Learjet, ont décidé d'associer leurs efforts

pour bloquer l'achat des Falcon au profit de leurs modèles respectifs. Leurs dirigeants ont entamé des démarches auprès du ministre américain des transports et de l'amiral Owen W. Stier, qui commande le service des gardes-côtes américains. On ignore pour l'instant la réponse de l'administration des transports. On sait seulement que l'amiral Stier a estimé qu'il n'y avait aucun changement dans l'attitude des gardes-côtes américains et qu'il ne connaissait pas la démarche de Cessna et de Gates Learjet, qui avait peu de chances de réussir.

Deux sénateurs américains, M. James B. Pearson (républicain du Kansas) et M. Warren G. Magnuson (démocrate de l'Etat de Washington), ont demandé au General Accounting Office — l'équivalent de la Cour des comptes — d'étudier les modalités du contrat en préparation et d'obtenir du service des gardes-côtes un délai avant une signature avec Dassault-Breguet.

Ainsi, de nouvelles barrières économiques se dressent de part et d'autre de l'Atlantique, chacun des partenaires en présence, l'Europe et les États-Unis, essayant de préserver leur propre marché aéronautique d'une invasion étrangère. À ce jeu, tous les participants perdent : les industriels américains, qui assurent déjà 95 % du marché occidental et dont on comprend mal qu'ils veuillent se priver d'une concurrence pourtant peu encombrante, et les constructeurs européens, qui ont besoin de la clientèle américaine pour continuer de subsister. — J. L.

JEUNESSE

Les journées d'études de l'Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence

Ces « paumés » qui deviennent majeurs

De notre envoyé spécial

Epinal. — Un texte improvisé. Tel est le jugement porté par l'Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (A.F.S.E.A.) sur la loi du 5 juillet 1974 fixant la majorité à dix-huit ans. Réunis à Epinal, du 18 au 21 novembre, par cette association pour débattre de « l'accession à la majorité des jeunes en difficulté », quelque trois cents éducateurs et spécialistes de la délinquance juvénile n'ont pas remis en cause ce texte qui, selon eux, ne peut être que le droit au fait. Mais ils se sont inquiétés de la précoce libération ainsi donnée à des jeunes qui y sont en général mal préparés.

Jusqu'en 1974, a expliqué M. André Viret, professeur de droit à l'université Nancy-II, les jeunes gens de moins de vingt et un ans « en danger moral » ou qui commettaient une infraction pouvaient faire l'objet de mesures d'assistance éducative ou de rééducation (liberté surveillée, placement dans un établissement spécialisé, etc.). Mais pour certains, selon le droit au fait, ils se sont inquiétés de la précoce libération ainsi donnée à des jeunes qui y sont en général mal préparés.

Leur argument principal est que, jusqu'à la majorité des intéressés, jusqu'à dix-huit ans, les participants, présentent malgré tout des lacunes. Le placement dans un établissement spécialisé ne peut être imposé à un jeune délinquant au-delà de ses dix-huit ans. D'où le risque d'entendre les juridictions pour mineurs prononcer davantage de peines d'assistance éducative, qu'en fait, il est encore trop tôt pour juger des mesures de protection judiciaire prévues pour les jeunes délinquants, le décret d'application prévoyant leur maintien dans un établissement spécialisé n'étant pas encore paru. En revanche, M. Jean-Claude Xuereb, juge des enfants au tribunal de grande instance de Paris, a qualifié de « relatif » le bilan des textes organisant l'assistance éducative volontaire.

Pour éviter que ne soient favorisés par ce biais l'« acquisition » de la délinquance par le jeune majeur, ces textes prévoient la prise en charge par le bénéficiaire des frais résultant de son placement dans un établissement spécialisé, une exonération partielle ou totale ne devant être qu'exceptionnelle.

Convaincus des dangers qui, selon Mme Marie-Jaïra, directrice du foyer de semi-liberté du quartier Raimont d'Epinal, guettent le jeune majeur « sans emploi, sans argent, sans logement, sans parent, sans amis, sans quelque chose », les participants ont réclamé les moyens de fournir une aide matérielle ou éducative aux jeunes gens que leur majorité exclut malgré tout des établissements spécialisés. De même, ont-ils préconisé des mesures favorisant leur insertion professionnelle et sociale rapide.

Certains participants ont regretté à cet égard le maintien à l'école jusqu'à seize ans de jeunes gens à qui un emploi salarié évitait de commettre des « bêtises ». Se présentant comme « minoritaires », d'autres participants ont préconisé des mesures de solutions de « rééducation et de réinsertion », avant de préconiser la création de coopératives ouvrières pour occuper les jeunes en difficulté du monde du travail traditionnel.

geant au-delà de la majorité des intéressés, jusqu'à dix-huit ans, les participants, présentent malgré tout des lacunes. Le placement dans un établissement spécialisé ne peut être imposé à un jeune délinquant au-delà de ses dix-huit ans. D'où le risque d'entendre les juridictions pour mineurs prononcer davantage de peines d'assistance éducative, qu'en fait, il est encore trop tôt pour juger des mesures de protection judiciaire prévues pour les jeunes délinquants, le décret d'application prévoyant leur maintien dans un établissement spécialisé n'étant pas encore paru. En revanche, M. Jean-Claude Xuereb, juge des enfants au tribunal de grande instance de Paris, a qualifié de « relatif » le bilan des textes organisant l'assistance éducative volontaire.

Pour éviter que ne soient favorisés par ce biais l'« acquisition » de la délinquance par le jeune majeur, ces textes prévoient la prise en charge par le bénéficiaire des frais résultant de son placement dans un établissement spécialisé, une exonération partielle ou totale ne devant être qu'exceptionnelle.

Convaincus des dangers qui, selon Mme Marie-Jaïra, directrice du foyer de semi-liberté du quartier Raimont d'Epinal, guettent le jeune majeur « sans emploi, sans argent, sans logement, sans parent, sans amis, sans quelque chose », les participants ont réclamé les moyens de fournir une aide matérielle ou éducative aux jeunes gens que leur majorité exclut malgré tout des établissements spécialisés. De même, ont-ils préconisé des mesures favorisant leur insertion professionnelle et sociale rapide.

Certains participants ont regretté à cet égard le maintien à l'école jusqu'à seize ans de jeunes gens à qui un emploi salarié évitait de commettre des « bêtises ». Se présentant comme « minoritaires », d'autres participants ont préconisé des mesures de solutions de « rééducation et de réinsertion », avant de préconiser la création de coopératives ouvrières pour occuper les jeunes en difficulté du monde du travail traditionnel.

Bertrand Le Gendre.
* A.F.S.E.A., 28, place Saint-Georges, 75422 Paris. Cédex 60 ; tél. : 678-15-72.

H. SAVALL
Enrichir
le travail humain
dans les entreprises
et les organisations
dunod 49 F

Pour suivre le rythme
des cours d'Anglais
de la BBC
A l'ÉCOUTE DE LONDRES
Toutes et expéditions en France
Abonnement 12 N° par 5 F.
Spécimen gratuit sur demande
à ÉDITIONS-DISQUES BBCFM
8, rue de Saint — 75008 PARIS

ÉDUCATION

La sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur

UN CHOIX SANS CESSER RENOUVELÉ

La sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, vouée aux éternelles polémiques, a été remise à l'ordre du jour par le gouvernement. Les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, qui en sont proches, M. Charles Debbasch, président de l'université d'Alger-Marseille-III, doit plaider en sa faveur jeudi 25 novembre au cours de l'émission télévisée « Soixante minutes pour

convaincre », à 21 heures, sur TF1. Selon un sondage effectué à cette occasion, 40 % des personnes interrogées y sont favorables (soit 3 % de plus qu'il y a six mois et 42 % hostiles). Un autre sondage réalisé en septembre à la demande du secrétariat d'État aux universités dénotait 61 % de partisans d'un examen d'entrée dans les universités. Le 10 novembre, Mme Saunier-Selk, au cours du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, a déclaré, applaudi par certains députés de la majorité, que « la sélection, l'apport dans le vocabulaire universitaire, semble recueillir un consensus non négociable dans l'opinion ».

En revanche, le parti socialiste, à l'occasion d'une réunion d'universitaires à Paris, a réaffirmé son opposition à toute sélection supplémentaire à l'entrée de l'université.

L'opinion deviendrait-elle plus favorable à une sélection plus sévère à l'entrée de l'enseignement supérieur et surtout des universités, qui n'exigent que le baccalauréat ? Différents faits amènent à se poser la question : les récentes élections sénatoriales, l'attitude de certains députés au cours du débat parlementaire sur le budget du secrétariat d'État aux universités, et même les prises de position ouvertes d'universitaires de gauche comme de droite. Il est difficile d'évaluer la portée de ces signes : les résultats des sondages sont contradictoires, et les questions ou les plaidoyers sont souvent plus ou moins inspirés par le gouvernement. Comme l'a souligné Mme Saunier-Selk, secrétaire d'État aux universités, devant l'Assemblée nationale, chacun est pour la sélection, sauf quand ses enfants sont concernés. Aussi le gouvernement lui-même paraît hésiter : il s'inquiète du nombre « excessif » des étudiants, relance l'idée, tourne autour, et paraît finalement renoncer au nom de la « tradition ».

De fait, le droit d'entrer à l'université pour tout bachelier est une tradition. Si l'on s'en tient au diplôme, certainement, 30 % des étudiants actuellement atteignent le niveau de la licence ; 45 % quittent l'université sans avoir obtenu un diplôme, quel qu'il soit. Mais si l'on regarde les itinéraires réels, le panorama est quelque peu différent. Des études descriptives indiquent qu'aujourd'hui, la sélection au cours des premières années est moins forte qu'on ne le pensait, en raison des doubles inscriptions, du redoublement et des réorientations : un tiers environ des inscrits abandonnent avant la fin de la première année, un quart avant la fin de la deuxième. Mais sur ce point, les données sont contradictoires : la moitié des étudiants abandonnent sans s'y être préparés.

En fait, combien n'ont pas réussi à suivre, combien sont venus chercher un complément théorique à des études professionnelles (on ne peut pas dire que la préparation aux grandes écoles), combien ont été victimes de difficultés matérielles (bourses insuffisantes, charges impossibles, etc.) ? Il faut donc se demander si la sélection à l'entrée est vraiment la solution à la crise de l'enseignement supérieur. On ignore toujours à quel point elle est le premier cycle — comme auparavant la propédeutique — et comment il fonctionne. Ainsi le problème posé par le recrutement et les limites de l'enseignement supérieur n'a pas été résolu. Ce n'est pas pour rien que l'on ne renonce pas à l'examen d'entrée, avancé dix ans plus tôt, alors que le nombre d'étudiants a pratiquement cessé d'augmenter.

L'emploi et le statut

Mais aujourd'hui les enseignants, conservateurs ou progressistes, comme les hommes politiques ou les chefs d'entreprises, méritent l'accusation de vouloir l'emploi à tout prix. La restriction des débouchés (surtout dans l'enseignement et la recherche), les risques du chômage et la dévalorisation des diplômes ont conduit à la multiplication des diplômes en entraine la « dévalorisation » relative et active la concurrence entre leurs titulaires. Réduire dès le départ le nombre d'étudiants est la meilleure manière de garantir leur statut à la sortie de l'université. C'est ce que l'on a fait pour les ingénieurs, et le rapport du VIF. Plan ne souhaite pas voir augmenter le nombre des maîtres de sciences et techniques. C'est l'objectif du renforcement de la sélection prévu en médecine.

Mais, du côté des gouvernements et de l'administration, en France comme à l'étranger, l'une des principales motivations vise à réduire les dépenses d'enseignement supérieur. Celui-ci a cessé d'être prioritaire dans l'esprit des hommes politiques. D'abord parce que d'autres préoccupations ou d'autres besoins sont venus le supplanter, dans le domaine de l'éducation (les classes maternel-

les la formation continue) comme à l'étranger (l'emploi, l'environnement). Ensuite, parce que l'on s'est aperçu que les relations entre la formation et l'emploi étaient plus complexes qu'on se l'avait cru dans les années 60 : le développement de l'enseignement supérieur n'entraînait pas automatiquement la croissance économique. Enfin, l'indication, après la hausse des coûts de l'enseignement supérieur, invite à « serrer les écrous ».

Un changement de priorités

Ce changement de priorités a été clairement formulé dans un texte paru en Suède, par exemple, dès 1968 ; en Grande-Bretagne, ou en Belgique. En France, on continue à le plaquer à la mesure. Mais l'insistance mise par Mme Saunier-Selk à réduire les crédits d'heures complémentaires dans les universités est révélatrice. Les préoccupations des universitaires ne sont pas les mêmes que celles des gouvernements. « Quand la gauche sera au pouvoir, elle devra effectuer des choix budgétaires », déclarait il y a un an M. Louis Mermey, député du parti socialiste, pour l'éducation. Il n'est pas sûr du tout que l'enseignement supérieur dispose de moyens supplémentaires.

Dans la plupart des pays européens, notamment en Suède, en Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne, cette évolution s'explique par l'insatisfaction des universitaires à l'égard de la plupart des filières universitaires, voire de la totalité (2). À l'opposé de cette décision, le fait que l'enseignement supérieur continue de profiter surtout aux enfants des familles favorisées. Ouvrir plus largement l'enseignement supérieur ne le rend pas forcément plus démocratique : la très forte sélection sociale pratiquée au cours de l'enseignement secondaire se poursuit sous une forme atténuée, dans l'enseignement supérieur. On ne peut donc pas dire que le rapport de M. Le Pen, député (socialiste) du Ministère, sur le budget du secrétariat d'État aux universités (le Monde du 12 no-

vembre), a déclaré, applaudi par certains députés de la majorité, que « la sélection, l'apport dans le vocabulaire universitaire, semble recueillir un consensus non négociable dans l'opinion ».

Une sélection à l'entrée des universités ne serait donc pas nécessairement inégalitaire. Elle le serait peut-être moins que la situation actuelle : un enseignement secondaire qui reste sélectif, sinon « ségrégatif », et un système universitaire qui n'a pas de critères clairs de choix des étudiants. Mais cela exige que l'on modifie à la fois le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et le premier du supérieur : c'est ce qui fait actuellement l'objet de discussions — et des désaccords — entre le ministre de l'Éducation et le secrétaire d'État aux universités. Mme Saunier-Selk, pour sa part, préférerait revenir à la conception traditionnelle, où la sélection s'opère dans le second degré. M. M. Baly y est hostile (le Monde des 20 et 21 novembre).

Si l'on optait pour un contrôle supplémentaire à l'entrée de l'enseignement supérieur, qui choisirait les étudiants ? Les établissements universitaires, qui s'accrocheraient avec l'autonomie des universités ? Mais, en ce cas, il faudrait établir un équilibre entre les universités plus accueillantes et celles qui le seraient moins. Pour résoudre ce problème, on pourrait envisager, comme le préconise M. Jean-Pierre Soussan, secrétaire d'État adjoint aux universités, une « carte » de l'enseignement supérieur permettant aux bacheliers de trouver dans une même région des établissements de tous les niveaux dans tous les domaines. Mais cette formule a été abandonnée.

Dans ces conditions, on peut se demander si le mode d'accès à l'enseignement supérieur sera vraiment modifié. Finit-il de changer la règle du jeu, il est vraisemblable que l'on se contentera de mesures plus économiques : réserver la sélection à ceux qui existent déjà et limiter les redoublements dans le premier cycle.

GUY HERZLICH.

M. Mitterrand reproche au gouvernement de démoraliser les universitaires

En s'adressant aux universitaires, le 23 novembre 1976, à Paris, par la voix de M. François Mitterrand, le P.S. a voulu faire un geste politique. Il a voulu profiter des difficultés actuelles des universités et des instituts universitaires de technologie pour susciter en sa faveur l'intérêt des mécontents et rassurer sur les intentions de la gauche.

D'autre part, les socialistes ont voulu répondre aux inquiétudes des universitaires de leur parti. Ceux-ci sentent des réticences à l'égard de l'enseignement supérieur de la part de certains dirigeants du P.S. Celui-ci bénéficie d'un certain courant de sympathie dans les universités — mais il a peu de militants efficaces, — soit que ses adhérents manquent l'expérience politique, soit que des responsabilités administratives les absorbent. Par rapport aux communistes, il manque aussi de projets et de doctrine.

Cet axe politique a amené les responsables du P.S. à commencer par M. Mitterrand, à ne pas entrer dans le détail de leurs projets universitaires. Les rapports présentés furent d'une très grande imprécision (sans, peut-être, sur la recherche) et d'une prudence extrême, qu'il s'agisse de la professionnalisation de l'enseignement supérieur ou de l'intégration des grandes écoles aux universités. M. Mitterrand a rappelé avec insistance que l'« avant-projet de plan » du P.S. pour l'éducation (le Monde) du 14 septembre) pouvait encore être modifié. Cette prudence a paru excessive à certains des universitaires présents, qui ont surpris la gauche que la réforme du P.S. n'apparaît pas plus franche. Les socialistes ont cependant tenu à souligner qu'ils ne veulent pas dire aux universitaires qu'ils ne les oublient pas. — G. H.

Soulignant qu'il n'y avait eu pas de changement qui n'ait été d'abord ressenti dans les universités, M. François Mitterrand a d'abord dénoncé « l'échec » de la remise en cause de ce qu'on pouvait croire acquis et la « reprise en main » des universités qui ont provoqué une « crise des institutions ». Depuis la loi d'orientation de 1968, qui répondait à « un certain choix de société, le changement du rapport de forces et l'évolution politique (...) ont provoqué toute une série de reculs dans l'enseignement supérieur (...).

La faiblesse politique du gouvernement et de ses super-préfets à l'intérieur de l'université a repris le dessus. (...) Il y a eu à un moment une volonté de dissimulation (...) Il y a même eu une volonté de dénoncer les universitaires, en leur créant un statut moral inférieur, une volonté de réduire leurs compétences et leur influence. (...) Faisant la synthèse des travaux de son parti sur l'enseignement supérieur, M. François Mitterrand a également rappelé les priorités de son action dans ce domaine. Les socialistes refusent que l'université offre « l'image d'un enseignement déformé de la nation ».

« Le recrutement de l'université est socialement biaisé. L'université de masse est contrainte par une société figée qui tend à conserver des privilèges académiques ». La deuxième priorité reste la protection et le développement de la recherche (M. Mitterrand a rappelé à ce propos l'« inrayable déficit de la balance des bre-

(1) Exprimé, n° 5-6 (mai-juin), 1976, « Faire l'université ».
(2) Le Monde de l'éducation, n° 11 (novembre 1975).

aide-mémoire
dunod
• Analyse
mathématique 39 F
• Législation
sociale 60 F
• Législation
des nuisances 39 F

(Publié)
STAGE
POUR LES TRAVAILLEURS
SOCIAUX, ÉDUCATEURS,
INFIRMIERS
ET PARAMÉDICAUX

Du 23 janvier au 28 avril 1977
Tous JEUDIS de 14 à 17 h. 30

Enseignements et inscriptions :
UNIVERSITÉ DE PARIS VII
Formation Permanente
Boulevard de la Sorbonne
75771 PARIS CEDEX 12
T. 374-12-60 poste 389 ou 374-92-26

صلى الله عليه وسلم

EN
BREFVitez et Molière
à Moscou

Antoine Vitez travaillera deux mois à Moscou le printemps prochain sur Tartuffe dans le cadre des échanges culturels franco-soviétiques. Au cours d'un séjour en U.R.S.S., il a achevé les préparatifs de la mise en scène qu'il fera avec le Théâtre de la Satire. « L'intérêt de ma présence à Moscou, a-t-il déclaré, c'est sans doute de ne pas bien connaître le public auquel je m'adresse, les acteurs avec qui je vais travailler, de ne pas connaître la nature des batailles idéologiques qui se livrent ici. » (Corresp.)

Le Théâtre
des Jeunes Années
créera deux pièces

Le Théâtre des Jeunes Années (T.J.A.) a un important programme pour la saison 1976-1977. Maurice Yendt, chargé de préfigurer, dans les deux années à venir, « un centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse », ce centre englobant toute la région Rhône-Alpes, sera accueilli par le Théâtre du Huitième, avec deux créations : la Tête dans les étoiles, conte fantastique pour enfants (en janvier) et Grosse pour un essai (en mai) ; le T.J.A. effectuera, d'autre part, des tournées dans la banlieue paroisienne et dans de nombreuses villes de province.

Robert Dhéry monte
« Le Comte Ory »

Surprise pour Noël salle Favart : l'auteur des Branquignoles et de la Pique de ma tante assure la nouvelle production du Comte Ory, de Rossini (à partir du 3 décembre, à l'ancien Opéra-Comique). A la demande de M. Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra de Paris, Robert Dhéry monte ainsi son premier ouvrage lyrique.

Rappelons que la salle Favart sera désormais consacrée à la présentation du répertoire français. Plafée, de Rameau, est prévu pour avril.

Le comité de défense pour l'Opéra-Comique vient d'émettre, dans un communiqué, de vigoureuses protestations contre l'annexion de l'ancienne salle Favart par l'administration du Palais Garnier. D'autre part, les informations selon lesquelles l'Etat envisagerait la mise en vente de l'Opéra-Comique, afin de compenser l'achat du Théâtre des Champs-Élysées, ont été démenties officiellement.

« CinémaArabe »
et le Festival
de Carthage

CinémaArabe, revue bimestrielle, consacre la majeure partie de son dernier numéro au Festival de Carthage, dont c'était cette année le dixième anniversaire. Revue « critique d'action cinématographique tricontinentale », ce numéro contient également un article du cinéaste bolivien Jorge Sanjines, « Pour un cinéma révolutionnaire et populaire », un long témoignage de Henry Sraoui, « Femme, Arabe et... cinéaste ».

* « CinémaArabe » : c/o AFCAE, 22, rue d'Artois, Paris-9. Tél. 359-16-15.

Super-8 à Hollywood

Pour la première fois dans l'histoire des festivals, une manifestation d'envergure internationale, la Los Angeles International Film Exposition (qui se tiendra en 1977, du 15 au 31 mars), inclut le super-8 dans sa programmation.

Les films doivent être adressés avant le 1^{er} janvier 1977 pour une sélection éventuelle. Tous les genres sont acceptés, documentaires, fiction, animation, cinéma expérimental.

« Gabin »
de Claude Gauthier
et André Bernard

Un livre sur Jean Gabin, qui vient de paraître aux Éditions PAC (collection « Têtes d'affiche ») et c'est le seul. À recommander pour son iconographie, ses détails biographiques, et ses dossiers de presse. Mais bien décevant par sa filmographie succincte (surtout si l'on compare avec le Paul Newman et le Robert Redford de la même collection) par son approche élémentaire du mythe de l'acteur et par le manque d'analyse des films.

UN SEMEUR AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

Le réalisme fantastique de Francis Gruber

La disette picturale contemporaine conduit les conservateurs à faire l'archéologie de l'histoire récente de la peinture. Pour Francis Gruber, une « découverte » est nécessaire. Mort en 1948, sa dernière — et première — exposition rétrospective remonte à 1950. Un quart de siècle pendant lequel la peinture a eu le temps de se refaire et de se défaire sans cesse dans ce mouvement de balancier ou l'anti-art succède à l'art et le réalisme à son contraire. L'œuvre de Francis Gruber avait été occultée pendant les bouillonnements artistiques de l'après-guerre. La tentation réaliste qui réapparaît ici et là, avec des formes et des approches diverses, donne tout son sens à cette rétrospective du Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Parmi ceux de sa génération, Francis Gruber fut peut-être un des premiers de l'école de Paris à donner une peinture qui ne soit pas, comme on dit, faite pour décorer les appartements. Une peinture qui soit un moyen d'expression, presque une philosophie. Comment — à moins d'être initié — accrocher au-dessus de sa cheminée ces nus décharnés qu'il a peints d'un atelier vide dont l'atmosphère misérable nous prend à la gorge ? Ces défilés imaginaires, nourris de fantastique à l'exemple d'un Grünewald ? Aucun, avant Francis Gruber, n'avait peint avec autant d'intensité suggestive — et parfois quelquel chose de désolément théâtral — un tel sentiment de mort qui passe sur des visages, des corps et des lieux. Aucun, avant lui, ne présentait cette singulière couleur plombée, violente de l'intérieur, qui est l'expression d'une nature.

Une légende est attachée au nom de ce peintre à la fois héroïque et moult par le sort. Sa vie fut brève : il mourut à trente-six ans. Sa santé, précaire : l'asthme et la tuberculose le foudroyèrent un an après qu'il eut reçu le Prix national de peinture en 1947. Mais ses dans se sont affirmés très tôt. Il veut peindre dès l'âge de huit ans et va déjà interroger les voisins d'atelier de son père, maître verrier, imposer Aléxis, Bissière et Braque. Il reçoit leurs conseils, puis ceux d'Othon Friesz qui cor-

rige ses travaux. Mais que peuvent enseigner les maîtres à une nature de peintre de la fatalité, insatiable par une fièvre portante d'un monde à elle ?

Le cas Francis Gruber — qui fréquente peu l'école mais lit tout ce qui lui tombe sous la main — est celui d'une révélation. Très vite, chacun reconnaît la singularité du peintre dans un Montparnasse des années 30 qui vivait sur l'acqué des phares du cubisme, de ceux de la Ruche, du surréalisme et de l'abstraction géométrique. Dans cette période indécise, voici un peintre qui affirme un art figuratif pour ainsi dire, contraire au mouvement de « progrès » qui s'installe dans l'art moderne. L'univers misérabiliste de Gruber est archaïque. Mais il a des couleurs étrangement violentes, de l'intérieur. Une palette sourde. Une atmosphère lourde. Un dessin acéré qui coupe comme une lame. Une composition insolite qui fait ressortir dans le tableau ce que des lieux familiers peuvent avoir de fantastique. En réalité, Gruber projette sa fièvre dans ces espaces clos angoissants. Dans chaque tableau, il se « vide » un peu.

L'arme de la peinture

Les temps se prêtent à cette peinture naturellement dramatique qui émerge au moment de la guerre d'Espagne et du Front populaire ; Gruber se lance avec sa peinture pour arme. Il quitte son atelier « habité » par des chaises vides et des lits délabrés. Il laisse aller son exaltation dans de grandes compositions où l'imagination de cet Alsacien de naissance et de tempérament reprend le chemin des peintres germaniques fantastiques, mais aussi de Goya et ses « Désastres de la guerre ». Parallèlement à ces envolées, illustrées par l'« Hommage au travail » (1937), et « La Sordide » (1938), Gruber réalise une peinture murale commandée en 1936 pour décorer le réfectoire du lycée Lakanal de Seaux : « Hommage à Le Nôtre », dont il ne reste plus qu'une photographie, l'œuvre ayant été détruite au cours de travaux de réfection !

« Peinture de désespoir sur fond de palissade », 1944.



Aucun autre peintre de sa génération n'aurait exprimé avec un symbolisme dramatique aussi fort les temps de l'occupation. Et le monumental « Job » de 1944 exposé au Salon d'automne, tableau appartenant à la Tate Gallery, est le chef-d'œuvre d'une peinture du désespoir sur fond de palissade et de terrain vague qui succède au catyisme de l'« Hommage à Jacques Callot », avec ses portes ouvertes sur le néant. La fièvre se calme dans des paysages d'une facture classique et d'un graphisme rigoureux, presque abstrait, qui n'appartient qu'à lui.

Mais ce sera surtout dans la peinture de ces toits, vus de l'atelier où il est reclus, que Gruber allait formuler cette composition quasi géométrique qui sert d'environnement à sa figuration saturée d'humanité. Mort trop tôt, il n'a pas eu le temps de

dire tout ce qu'il avait à dire. Mais son univers était porteur de germes qu'on ne s'étonnera pas de retrouver dans l'œuvre de Giacometti, son ami. Il y a, dans cette exposition, des Gruber — portraits de « Femme assise » (1940) — qui sont des Giacometti avant la lettre. L'époque révoltée de Pignon et celle de Tal Coat, héritière de Gruber. Et, avant qu'un graphique « véhément » soit devenu l'originalité de Buffet, au lendemain de la guerre, on pouvait le trouver chez Francis Gruber. « C'est un semeur qui fait penser à Van Gogh. Comme lui, Gruber peint la vie, à travers la peinture des choses, avec son pouvoir de sympathiser avec le monde, c'est-à-dire de souffrir avec. »

JACQUES MICHEL.

Francis Gruber au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 3 janvier.

GAL. du Pt-Neuf, 2, r. Pt-Neuf, 1^{er}
SALON ANTIQUITÉ ET BROCANTE

10 h. à 19 h. Entrée gratuite. Noct.

Merc. jusq. 22 h., 24 nov.-11 déc.

LA DEMEURE, 6, place Saint-Sulpice (6^e)
JACQUELINE DUHÈME
Tapisseries monumentales

Du 23 novembre au 4 décembre

GALERIE MARIE JANE GAROCHÉ
54, fg Saint-Honoré, PARIS (8^e) - 072-11-55 (Cour aux Antiquaires)
L'ÉCOLE DE ROUEN
LEBOURG - DELATTRE - PINCHON - DUMONT GUILBERT, etc.

23 NOVEMBRE au 15 JANVIER

GALERIE DE PARIS
14, place François 1^{er}
YVES BRAYER
NOVEMBRE - DÉCEMBREGALERIE DES ORFÈVRES
65, quai des Orfèvres - 23, place Dauphine (1^{er}) - 226-81-30
JEAN RIGAUD

Jusqu'au 4 décembre

HORIZONS ASPECTUELS
BRENTA SEILER
Exposition jusqu'au 30 novembre
LA DÉFENSE - Galerie du BureauGALERIE MORANTIN-NOUVION
38, rue de l'Université, PARIS (7^e) - TEL. 261-23-38
TOILES DE SALONS ET PETITS FORMATS
VERLINDE
24 novembre-11 décembre
LE PEINTRE VERLINDE SIGNERA, A CETTE OCCASION, SON RECENT LIVRE SUR SA PEINTUREEDITIONS ART ET VALEUR
24, rue Molitor (16^e) - 528-62-90
L'ALCHIMIE DES PHILOSOPHES
Illustré de 10 gravures de DALL
Jusqu'au 15 décembreGALERIE KORTO - 222-37-89
8, rue Paronnet, PARIS (7^e)
UNG-NO-LEE
Peintures
25 novembre - 31 décembreMICHELE BATTUT
4 NOVEMBRE
4 DÉCEMBRE 76
ARTCURIAL
Centre d'art contemporain
46 rue de Valenciennes 75012 PARIS
Tél. 233-44 30 (après 18h)
du 15 novembre au 15 déc.

UNE PEINTURE DE L'AGE D'OR
Véral, le monisme esthétique « cocon-
rétique ». Les peintres sérieux tra-
vaillent. Restent, ardue toujours :
les rapports des couleurs, des formes
et des ombres et la tradition de la
sensibilité de mouvement. L'un d'eux,
Dominique (J.), a résolu ces prob-
lèmes, magistralement : ici, avec
la subtilité rigoureuse d'une abstraction
matérialisée ; il, avec toute la poésie
de formes vivantes d'accommodation
afrocar : là, un halo stroboscopique
donne au mouvement une vie vraie.
Sa manière figurative, synthèse des
travaux des 50 dernières années, au
facteur plaie, tout à la fois, le
récit, tout de Dominiques un très
grand peintre classique moderne, de
son art celui d'un âge d'or de la
peinture. Le voir !
Dr R.G. P.E.

(1) Nov.-Déc. GAL. GENOT, 44, rue
Vieille-du-Temple, 75004 PARIS. Tél.
278-17-42.

GALERIE DROUANT
52, Fg St-Honoré, 261-79-45
TOFFOLI
Peintures
« La Chine »
jusqu'au 18 décembreGALERIE TOUR DE NESLE
36, rue Mazarine (6^e) - 633-67-61
ROGER
MONTANDON
24 novembre - 8 janvierLe Soleil dans la tête
10, rue de Valenciennes - 633-80-61
PÈRE PAGES
Jusqu'au 4 décembre 1976
de 14 h. à 19 h., sauf
dimanches et lundisMAISON DES ARTS
74200 THONON-LES-BAINS
CHABRIER
100 œuvres
FORISSIER
100 œuvres
Jusqu'au 29 décembreHENRI MICHAUX
LE POINT CARDINALGALERIE ROBERT FOUR
28, rue Bonaparte, Paris-VII
TOFFOLI
Tapisseries
Les Métiers Manuels
jusqu'au 18 décembreHEIM
15 AV. MATHIGNON, PARIS 8^e
CENT DESSINS
AMÉRICAINS
de la collection du
Professor John Davis Hatch
24 novembre - 23 décembre
« ouvert tous les jours, sauf dimanche
de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h »calder
œuvres récentes
du 1^{er} décembre 1976
au 7 janvier 1977
galerie maeght
13 rue de Téhéran
26 rue treillard 75005 parisRégion des
marées
méditerranéennes
Exposition octobre 1976

Grand Palais
L'Amérique
vue par l'Europe
Serizawa
Puvis de Chavannes
Dessins de Tintin
La peinture allemande
à l'époque
du Romantisme
Miroirs de Lumière, porte Joffe
Dessins français
de l'Art Institute
de Chicago
de Watteau à Picasso
Grand Palais, Cinéma : 111 et 112
du 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h
Lundi : 111, et mardi, du 9 h à 18 h

صلى الله عليه وسلم

L'écomusée du Creusot

LA MÉMOIRE COLLECTIVE D'UN PAYS VERT ET NOIR

LES écomusées ne sont pas nées de rien. Ils ont un père spirituel, Georges-Henri Rivière, qui est aussi le père du Musée des arts et traditions populaires, et découlent de différents types de musées qui s'opposent à la conception du musée d'art qui défendent les historiens de l'art : des musées de folklore, ou d'arts et traditions populaires justement, dont les premiers exemples ont vu le jour dans les pays nordiques dans le dernier quart du dix-neuvième siècle. Le musée de plein air de Stockholm installé dans un parc botanique et zoologique où l'on a reconstitué des fermes, des bâtisses rurales et leurs intérieurs, et où sont pratiquées des activités traditionnelles ; des musées régionaux, ou musées de terroir (qui se sont développés en Allemagne au début du XX^e siècle, et dont le III^e a fait la pire utilisation), ou encore des musées-ateliers comme à Leire, près de Roskilde, où l'on a reconstitué tout un paysage et des villages avec les diverses occupations à l'époque pré-historique.

Toutes ces expériences tendent à conserver les témoins du passé, reconstituent des ensembles naturels, protègent des micro-milieus naturels et perpétuent des artisans disparus. Mais ils n'interviennent jamais directement sur la protection des environnements naturels — une des préoccupations des écomusées, qui s'en distinguent aussi sur un autre plan, celui de la participation du public. Dans un écomusée, il ne s'agit pas de geler un milieu, de parquer des gens et de réduire une population à un rôle de simple figurant folklorique, mais d'obtenir une réelle coopération des habitants. C'est en tout cas ce qu'on essaie de faire au Creusot.

La radiographie d'un ensemble humain

L'écomusée du Creusot est « éclatée », sans murs. Il a des limites cependant, celles de la communauté urbaine, soit 389 kilomètres carrés. Il a des collections, comme tous les musées, mais ces collections, ce sont tous les objets, meubles ou immeubles, à l'intérieur du périmètre de la communauté. Il n'acquiert pas, n'a pas besoin d'acquérir : son fonds est là, qui s'est constitué depuis l'ère préhistorique, un ensemble humain, social, culturel, naturel... des conservateurs, il n'en veut pas. Le public non plus, mais des habitants-acteurs, la population de la communauté : cent dix mille personnes. Il a tout de même un organe central, un siège si l'on préfère, au château de la Verrerie, au Creusot, l'ancienne propriété des Schneider, rachetée par la ville, et qui se

veut une sorte de laboratoire d'idées, que dirige une équipe permanente en liaison constante avec des antennes installées dans chaque commune.

L'écomusée du Creusot est jeune. Il n'existe officiellement que depuis janvier 1974, après deux ans de préfiguration pendant lesquels le CRACAP (Centre de recherche, d'animation et de création pour les arts plastiques), qui, du Creusot, organisait, et organise toujours, mais avec une nouvelle équipe, des expositions, a mis sur pied le projet muséal, avec l'aide financière du Fonds d'intervention culturelle (aujourd'hui le financement est assuré essentiellement par des collectivités locales). Un projet auquel les habitants de la communauté sont associés et qui n'a de sens que par rapport à une population vivant depuis plusieurs générations les contradictions d'un monde à la fois rural et urbain, agricole et industriel. Une population qui a vécu en vase clos, sous l'emprise « paternaliste » des Schneider, maîtres de forges, et dont la main-d'œuvre ouvrière a été maintenue dans ses caractéristiques paysannes.

Si, dans ce projet, on trouve les préoccupations muséales habituelles — inventaire et conservation — si on invite la population à découvrir son patrimoine culturel, à le faire vivre sur les lieux, ce n'est pas pour chercher refuge dans le passé, mais « pour mettre en évidence à travers la radiographie de sa mémoire collective les facteurs positifs qui ont forgé sa personnalité, les facteurs négatifs qui ont bloqué son développement », pour citer Marcel Evrard, le directeur de l'écomusée.

Un beau projet, dont on a peine à croire qu'il puisse se réaliser. Et pourtant... Quantité de choses se font, se trament, se tissent, travail de Pénélope sans cesse remis en question, non pas linéaire avec objectifs fixes à plus ou moins long terme, mais selon un cheminement multiple qui admet, accepte les aléas du terrain, se repense avec et à partir d'eux. Prudemment. Il ne s'agit pas d'imposer, de brusquer les choses, et surtout pas de manipuler des hommes — le danger évident d'une telle entreprise — mais de leur donner le moyen de s'inventer, de leur permettre la petite distance, la dimension culturelle, pour pouvoir appréhender leur avenir.

On a commencé par dresser l'inventaire des objets d'art et traditions populaires, des outils, des machines ; un inventaire ouvert aussi à toutes les formes d'expression, de l'art des jardins à l'art contemporain. On a collecté et stocké des objets — témoins indispensables pour faire émerger l'histoire, le passé, mais en les laissant le plus possible à leur place. Tout objet inventorié fait moralement partie de la collection en général, et peut, si son

propriétaire y consent, être mis en réserve et utilisé dans des expositions. C'est le premier travail qui a été entrepris dans l'écomusée, logiquement : c'était un moyen d'échanges, de connaissance, de contacts. Il se poursuit toujours, augmenté de l'inventaire des monuments historiques, du répertoire et de l'étude des bâtiments industriels du siècle dernier qui pourraient être sauvegardés. Il y a urgence en ce domaine, car même les témoignages essentiels du passé industriel, au Creusot comme ailleurs, ne sont pas protégés.

Archéologie industrielle

Les exemples sont nombreux ici qui risquent de disparaître avec la construction de routes, de parkings, ou tout simplement parce qu'ils sont jugés inutiles et irréparables. C'est le cas notamment des logements ouvriers du début de l'industrialisation — ceux de la Combe-de-Mineurs construits en 1828 par un Anglais et qui, avec quelque vingt-cinq ans d'avance sur la conception du logement ouvrier en France, propose des solutions d'appartements proches de la maison individuelle ; c'est le cas, également, d'une « locaterie » (sorte d'écurie) du milieu du XIX^e siècle, de forges, de cokeries, de fours à chaux, de briqueteries et de bon nombre d'installations qui longent le canal du Centre. Pour l'écomusée, il s'agit non seulement de faire qu'ils soient préservés, mais aussi de proposer qu'on les réutilise comme relais : pour la conservation des biens culturels en rapport avec les bâtiments, pour la diffusion et l'enseignement socio-pédagogique.

Ainsi, notamment dans la grande halle des grues et locomotives du Creusot, une formidable architecture de poutrelles de fer, on prévoit d'installer des pièces technologiques de grande taille, d'y reconstruire une forge, d'y présenter une locomotive, un marteau-pilon, une machine à vapeur, en même temps que d'y organiser des expositions temporaires. On prévoit aussi d'aménager les cités ouvrières, de les adapter aux besoins actuels, pour en faire des résidences destinées aux personnes âgées, aux étudiants, aux chercheurs, tout en gardant un ou deux logements témoins.

A toutes ces activités — dont fait partie l'inventaire de formidables archives, un ensemble d'informations sur l'évolution de la région et de la société industrielle en général — vient se greffer un projet scientifique, auquel on travaille actuellement beaucoup au Creusot. Le projet, c'est de réunir, sous la direction de l'historien Georges Duby, des ethnologues, des linguistes, des spécialistes d'histoire sociale, des sciences politiques, de géologie, de sociologie urbaine, d'histoire régionale... et de lancer sur le terrain des groupes de travail dépendant de personnes comme Lerol-

Gourhan, G.-H. Rivière, Le Roy Ladurie, Léri-Strauss. L'idéal, selon Marcel Evrard, serait d'avoir, en permanence sur le terrain et en contact réel avec la population, des étudiants préparant leur mémoire de troisième cycle ou leur thèse d'Etat. Ils donneraient une partie de leur temps à la formation permanente continue. Ce programme-là, bien que moins structuré que le programme écomuséologique, a déjà démarré depuis deux ans. En liaison avec les syndicats et les associations, des groupes de réflexion ont déjà été créés.

Une des difficultés pour l'équipe permanente du musée — une petite équipe constituée de jeunes de la région : un écologiste, un archiviste, un technologue, un architecte, un historien, autour de Marcel Evrard, — c'est évidemment d'intéresser au projet du musée et de constituer des relais dans chaque commune. Cela suppose une vie en symbiose avec les habitants d'une commune, gosses de la région, mais un travail quotidien de fond, une disponibilité à toute épreuve. Discretion et modestie sont la règle d'or à la Verrerie, où l'on n'ose même plus employer certains mots, de crainte de « faire pédauler ».

Comment mesurer l'implantation du musée ? Peut-on même parler de mesure ? Le programme est à très long terme et, de l'extérieur, seules quelques indications peuvent montrer que « ça marche ». Ici, une collecte réalisée par les habitants d'une commune, gosses de la région, a permis de monter une exposition. La municipalité a d'ailleurs, ensuite, demandé la création d'un relais. On sait aussi qu'il y a près de cent mille visiteurs annuels pour les expositions du château de la Verrerie : exposition permanente et évolutive (scientifique comme aux A.T.P.) sur l'Espace de la communauté urbaine à travers les âges ; expositions temporaires (du genre *Compagnons en Bourgogne, Travail et Invention, l'Artbre, l'Homme et l'Oiseau*, qui a lieu en ce moment).

Et puis une association s'est créée pour un musée de la mine à Blanzay. Elle travaille déjà à la remise sur pied d'un chevalier et d'un carreau de la mine. C'est aussi à une initiative individuelle que l'écomusée doit l'exposition *Cent ans d'écoles*, présentée à la Biennale de Venise.

Les actions menées à l'écomusée sont toujours modestes, mais continues, et l'on peut parfois rester un an sur un thème. Cela n'a pas grand-chose à voir avec un type d'opérations ponctuelles du style maison de la culture, ni avec ce qu'on appelle communément animation, un mot qui, dans le périmètre de l'écomusée, n'est jamais employé qu'entre les guillemets d'un sourire plein de réserve.

GENEVIEVE BREERETTE.

Exposition à l'Opéra

«WAGNER et PARIS»: une bataille



La bibliothèque de l'Opéra et le département musique de la Bibliothèque nationale présentent au Palais Garnier une exposition sur « Wagner et Paris » à l'occasion de la nouvelle production de la *Tétralogie*, repère historique considérable, en effet, s'il est toujours vrai qu'à l'Opéra les décors durent plus de cinquante ans, tels ceux des Maîtres chanteurs (1897-1952) ou de Tannhäuser (1895-1959), que nous offrent de petits dioramas fort touchants : en revanche, la Walkyrie, de Wieland Wagner, n'y aura pas tenu dix ans.

Peu de documents très originaux sur le premier séjour de Wagner à Paris, sinon l'autographe du billet par lequel, le 2 juillet 1841, il abandonne à Paul Foucher le sujet du Valseur fantôme — moyennant 500 F à prélever sur les droits d'auteur de la représentation. L'Opéra sera écrit par Dietrich et une affiche en annonce la première le 9 novembre 1842 : Wagner touchera-t-il quelque sou ?

Des lettres en français, au moment de la première et du scandale de Tannhäuser en 1861, montrent son excellente maîtrise de notre langue, malgré quelques fautes d'orthographe. A ce moment commencent les innombrables caricatures drolatiques sur la « musique de l'avenir » et les bandes dessinées racontant à leur manière les livres, qui reviennent les visiteurs. Plaisanteries faciles le Arrière : les viciolopédies jouèrent du Richard Wagner afin d'éloigner les personnes qui se trouvaient sur leur passage », parodies approximatrices (« Paume-aux-airs » et « Ya mein Herr »), qui tournent au vinaigre après la guerre de 1870.

En 1887, en plein boulangisme, l'affaire Schnobels oblige Charles Lamoureux à retarder la première de Lohengrin à l'Eden-Théâtre. La presse nationaliste se déchaîne, traîne le compositeur dans la boue (« Les mœurs infâmes de Wagner : il a été la maîtresse du roi de Bavière »), la première est ajournée, une bagarre éclate sur la place et « le drapeau français est lacé par la police ».

Le 11 septembre 1891, c'est pire, pour l'entrée de Lohengrin au Palais Garnier. Sur six colonnes à la une, l'Intransigeant, la France, la Revanche, décrivent « la bataille de l'Opéra » et « les odieuses brutalités de la police : cinquante mille manifestants, mille prisonniers » (quinze en fait, dont on nous présente les fiches anthropométriques), annoncent une manifestation antifrancophone et reproduisent une lettre de Guillaume II à Mme Wagner. Notons que l'intran dément formellement que son critique ait applaudi Lohengrin. A lire ces journaux, on se croirait le 6 février 1938 ou en mai 1968, et l'on remarque que le style des polémistes n'a pas fait grand progrès depuis.

Deux ans plus tard, la Walkyrie ne suscite plus de telles flambées, mais les caricatures plaisantes reprennent de plus belle. Le reste de l'exposition est plus calme, mais toujours intéressante avec les réjouissantes photos des Filles du Rhin ou des Walkyries, les maquettes de décors qui pourraient être celles de Peduzzi pour le Stiegfried de Bayreuth, les épées et les casques d'airain véritable, des costumes, des affiches, des estampes, etc.

Les mélomanes, et aussi les curieux de la vie parisienne, prendront plaisir à cette exposition, courte, mais savoureuse. — J. L.

* Jusqu'au 31 mars, tous les jours, sauf mardi, de 11 à 17 h. ; 5 francs.

GALERIE 92
82, rue La Boétie - 250-96-15
Boulevard de la Chapelle - Champs-Élysées
CHRISTIAN DUPIN
Du 25 novembre au 18 décembre

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four (8^e) - 252-43-28
GROMAIRE
ŒUVRE GRAVÉ
Jusqu'au 11 décembre

GALERIE DELESTRE
4, rue de Valenciennes - 7^e
DALOU
1838-1902
Jusqu'au 18 décembre

GALERIE CAMBRACERES
SANDRINI
15, rue La Boétie (8^e) - 252-29-06
Peintre provençal
Jusqu'au 4 décembre

HOKUSAI
Le silence de l'amour
26 peintures uniques et secrètes
en première mondiale.
Tous les jours de 13 h. à 19 h.
Jusqu'au 30 décembre

ESPACE CARDIN
3, avenue Gabriel - 75008 Paris
266-17-30

GALERIE BIJAN AALAM
22, Galerie Véro Dodet, 1^{er}
M^e Palais-Royal - Louvre

J.-M. POUMEYROL
(les PIÈGES)
24 novembre - 15 janvier

FERNAND DEPAS
21, rue de Miromesnil
TABLEAUX DE MAÎTRES

GALERIE KATIA GRANOFF
13, quai de Conti
présente
Paul VERBOIS
Du 17 nov. au 7 déc.

Centre Internat. de Séjour de Paris
8, av. M. Ravel, Paris-17^e 343-19-01
SAOZI
Du 25 nov. au 15 déc.

ALSEN
expose du 25 novembre
au 19 décembre 1976
à la Galerie Jean-Camille
au 8, rue des Beaux-Arts (8^e)

Le sommet de qualité

race
charme
musicalité

Le piano au superlatif

Bösendorfer

Vienne-Autriche

RESEAU FRANCE
VENTE
SERVICE
LOCATION CONCERTS
PARIS: Magne
BORDEAUX: SILLER

DIJON: Pansiot
GRENOBLE: Blanc-Gonnet
LE MANS: Sinigaglia
LILLE: Schillie
LYON: Dugas
MARSEILLE: Europe Musique
Pianos Gaffarel

METZ: Bouvier
MONTPELLIER: Bonnavide
MULHOUSE: d'Orelli
NANTES: Devedevay
NEVERS: Marlin
TOULON: Argence-Fruct
TOULOUSE: Baron

Une sélection



« La Pêchelette », 1966, rétrospective César.

Cinéma

JR, TU, IL, ELLE
de Chantal Akerman

Une chronique intime de la vie d'une jeune Bruxelloise par l'auteur de *Jeune fille* et *Le bleu est une couleur chaude*. Du « je » à « il », puis à « elle », du repliement sur soi à la rencontre de l'autre — masculin, féminin — un itinéraire à quatre temps débouchant, à nouveau, sur la solitude.

LE COUP DE GRACE
de Volker Schlöndorff

Adaptant un roman de Marguerite Yourcenar (avec la collaboration de Margarethe von Trotta, qui tient également le rôle principal), Volker Schlöndorff entretient violemment passions privées et convulsions historiques. L'action se passe en 1919 dans la Lituanie des junkers, déchirée entre un nationalisme désarmé et la révolution bolchévique qui rôde alentour. Sophie, l'héroïne, découvre la politique, passe chez les rouges, puis est fusillée par l'homme qu'elle aime. Un film dur, d'une gravité superbe.

1900 (second acte)
de Bernardo Bertolucci

L'Émile-Romagne sous le fascisme. Gérard Depardieu et Robert de Niro, personnages emblématiques de la lutte des classes — le paysan communiste et le propriétaire terrien — Dominique Sanda sur un cheval blanc. Laura Betti et Donald Sutherland derrière les chaînes noires, et puis un monde qui s'écroule, un drap rouge à travers champs... Une fresque unique, patiemment mais grandiose.

L'AFFICHE ROUGE
de Franck Cassenti

L'histoire du groupe Manouchian, vingt-trois immigrés dans la Résistance, ne figure pas au sommaire des manuels. Mais Aragon a célébré cette poignée de combattants venus d'Europe et morts pour une certaine idée de la liberté. Dans un film-poème qui met en jeu toutes les formes de la représentation, Franck Cassenti a réuni des comédiens aux accents de la musique du Cuarteto Cedron.

— ET AUSSI : *Mot, Pierre Rivière...* de René Allio (dossier d'un crime et peinture de la paysannerie au dix-neuvième siècle); *Mado*, de Claude Bouteiller (des dévotions morales); *Barry Lyndon*, de Stanley Kubrick (la perfection du cinéma pictural); *Winstanley*, de Kevin Brownlow et Andrew Mollo (l'anti-Barry Lyndon); *Le Grand Sot*, de Francis Reusser (une jeune révolutionnaire et un rebelle sans cause à Lausanne); *Sartre par lui-même*, d'Alexandre Astruc et Michel Contat (un film à livre ouvert).

Théâtre

LES ESTIVANTS
à Gexier

La Comédie de Caen revient avec les Estivants — présentés la saison dernière pendant quelques jours à la Cité internationale. L'adaptation est de Sothe Strauss et de Peter Stein. On a vu l'original par la Schaubühne de Berlin, au Festival d'automne : une image de la perfection.

SCHIPPEL
à Aubervilliers

— Lire notre article page 21.

DIALOGUE D'EXILÉS
au Petit TEP

Dans l'air frêle d'un buffet de gare, deux Allemands exilés dialoguent : l'intellectuel et l'ouvrier que le déracinement rapproche. Les comédiens belges de l'Atelier Sainte-Anne présentent les vertus subversives de l'humour brechtien.

PARCOURS SENSIBLE II
au Théâtre de Gennevilliers

Après « Parcours sensible I » présenté à Toulouse, après les reflets télochéviens, voici, toujours par la Fabrique de Théâtre (direction : Bruno Bayen), un parcours autour du « Torquato Tasso » de Goethe, pamphlet sur un état qui ruine ses artistes.

— ET AUSSI : *Jean Boie aux Blancs Montaux* (des chiens sont lâchés...), *Comme il vous plaira* au TEP (analyse pénétrante d'une fausse comédie d'intrigues). Oh! les fous, au Petit Oisey (Renaud illumine Beckett). *Les Caprices de Marianne*, à Essalon (Romantiques et durs). *Notes et Vies* par le Groupe T.S.E. à Essalon (dans la sublimation de l'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'histoire du théâtre). Pour cent briques, au La Bruyère (Un après-midi de chien à la manière de Didier Kaminka).

Musique

LES NOCES D'ARGENT
de Pierre Henry

Pour ses « vingt-cinq ans d'œuvres », Pierre Henry propose un huit jours de douze concerts un véritable « parcours thématique de son œuvre complète », une « restructuration idéologique de son répertoire » : successivement « la vie, les animaux, le langage, la ville, etc. ». Le grand-prêtre de la musique concrète et électronique au milieu de sa cosmogonie (Ars, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 30 novembre au 8 décembre, sauf le dimanche).

MODERNES PARTOUT
ET EN DÉSORDRE

Semaine chargée pour la musique contemporaine (après des semaines de vide) : rentrée de 22h au T.E.P., sous la direction de Staupold, avec le Kammerkonzert de Berg, Kontrapunkte de Stockhausen et *Paraboles de Méfano* (le 25 novembre); week-end de musique contemporaine à l'Institut néerlandais (121, rue de Lille, les 26, 27, 28); « Musique au présent » avec des œuvres de Mahler, Takemitsu, Messiaen, Manoury, sous la direction de J.S. Béreau (Radio-France, studio 105, le 27, à 16 h. 30); Septième Symphonie de Chostakovitch par l'Orchestre Lamoureux, dirigé par Maurice Elie (Centre culturel du Marais, 26, rue des Francs Bourgeois, le 30, à 18 h. 30, et du 1^{er} au 11 décembre, 20 h. 30). Comment ne pas déplorer l'absence totale d'organisation entre des manifestations qui se suivent forcément?

— ET AUSSI : Pro Cantione Antiqua de Londres (Lille, le 26); la Traviata, avec T. Zylis Gara et G. Raimondi (Nancy, les 26 et 27); le Barbier de Séville par l'Opéra de Lausanne (maison de la culture de Nanterre, les 26 et 27); Turandot (Avignon, les 26 et 28); Quatuor Talich (Théâtre de la Madeleine, le 27, 17 heures); Académie St. Martin-in-the-Fields (Messiaen biblique, Nice, le 27); P. Amoyal et P. Rogé (Théâtre d'Orsay, le 28, à 11 h.); Beethoven, Martinu, Stravinsky, par M. Bourgue et Ensemble instrumental (Palais, le 29, et Salle bleue du Palais des congrès, le 30, à 18 h. 30); P.L. Aymard, piano (Salle Berlioz,

Conservatoire, le 30); le Freischütz (Théâtre de Genève, les 30 novembre, 3, 5, 7, 11 décembre); N. Gedda (Théâtre de la Ville, du 30 au 4, 18 h. 30).

Disques

« LES MAÎTRES CHANTEURS »
par Furtwaengler

Un enregistrement à bien des égards historique : les derniers Maîtres Chanteurs du nazisme à Bayreuth (1943), peu avant que Nuremberg ne s'effondre dans les flammes, les premiers de Wieland Wagner, mais surtout le témoignage irremplaçable de Wilhelm Furtwaengler. Capté sur bande, ce document brut, grossi comme à la loupe, est d'une extraordinaire « familiarité »; il s'agit d'un véritable « acte » (la merveilleuse Maria Müller, Max Lorenz, J. Prohaska), mais plonge au cœur de l'interprétation de Furtwaengler. Un choc prodigieux à ce niveau de profondeur et de banalité. Il manque malheureusement des pages essentielles, tel le quintette. (Cinq disques EMI, 181-0777/801.)

Danse

LE LAC DES CYGNES
par le Ballet du Rhin

La relecture intelligente et sensible signée Peter Von Dyt d'un chef-d'œuvre du répertoire (le 26 novembre à Mâcon, le 29 à Aix-en-Provence, le 30 à Montpellier, du 1^{er} au 12 décembre à Lyon).

— ET AUSSI : La Compagnie du Jour solaire au Centre culturel du Marais : quelques élèves de Carolyn Carlson en liberté (24 et 26 novembre, à 21 heures).

Expositions

PUVIS DE CHAVANNES...

Puvis, un peintre mondialement connu avant 1914, qui fut une des gloires de la Troisième République et son apogée; et puis qui a été discrédité en même temps qu'on mettait au pilori tout l'art officiel du siècle dernier. Une grande rétrospective très attendue, qui comporte près de cent tableaux et esquisses et cent trente dessins. Elle est organisée conjointement par les musées nationaux et la Galerie nationale du Canada, qui l'accueilleront à Ottawa au printemps prochain.

— ET SERIZAWA
au Grand Palais

Les hautes traditions artistiques et décoratives du Japon ramènées par une sensibilité d'aujourd'hui, celle de maître Serizawa, désigné dans son pays comme trésor national vivant. Cér-

miste, calligraphe, spécialiste de la tenture au pochoir... Ses activités couvrent tous les registres de la décoration, des objets aux vêtements (les kimono), en passant par les tentures murales, l'illustration et la retine des livres.

RETROSPECTIVE CÉSAR

Sottisisme-quotidien sculptures depuis 1933 — guirlandes, compressions, poussoirs, expositions et masques. Du fer soulé, des morceaux d'automobiles, du bronze, de l'acier, du polyester et du polyuréthane... Le sens du matériau. L'exposition a été présentée à Genève, Grenoble, Enkheim-le-Zoute et Rotterdam avant d'arriver à Paris.

— ET FRANÇOIS GRUBER
au Musée d'art moderne
de la Ville de Paris

— Lire notre article page 18.

— ET AUSSI : la Peinture allemande à l'époque du romantisme; à l'Orangerie; les Dessins français de l'Art Institute de Chicago, au Louvre; Cinquante ans de l'exposition de 1925, Lazlo Moholy-Nagy et Elvira Solinas, au Musée des arts décoratifs; la Nouvelle Subjectivité, à la Fondation Rothchild; Barroco, Placido et Rago, à l'ARC, EN PROVINCE; Rétrospective Pierre Soulages, au Musée d'art et d'industrie de Saint-Étienne; la Nouvelle Galerie nationale de la tapisserie, à Beauvais; la Collection Pierre Leoy, à l'hôtel de ville de Troyes; Dodelme, au Musée des beaux-arts de Lille; Georges Rouault à Marquay-Barnon; Jovete populaires d'Andréjov, à la Maison du coiffeur d'Amsterdam; Cent dessins du musée de Grenoble; à la M.C. de Grenoble; Collections d'art abstrait du Musée des beaux-arts de Nantes, au musée du Havre; les Enlignes du temps passé, au musée de Gennevilliers; Le Havre / Jean Messagier, au musée Napoléon, Chalon-sur-Saône.

Variétés

SUSANNA RINALDI
au Petit Oisey

A. Bismont, Susanna Rinaldi est aujourd'hui l'une des voix les plus célèbres du tempo. Rinaldi met en valeur le tempo dans une espèce simple, populaire, pourvue comme une rue de la banlieue de Buenos-Aires et profonde comme l'âme de la ville. (Jusqu'au 30 novembre.)

BERNARD LAVILLIERS
au Théâtre de la Ville

Comme beaucoup de jeunes de la nouvelle génération, Lavilliers rêve d'une autre planète où il pourrait se débarrasser de sa haine de la hiérarchie, du quotidien et du futur. Un auteur-compositeur qui ne dédaigne ni la recherche musicale ni le spectacle. (A 18 h. 30.)

ROBERT CHARLEBOIS
au Palais des Congrès

Chansonnier, chanteur rock, troubadour, Charlebois réinvente son royaume chaque jour.

SEUL A PARIS
STUDIO CUJAS (Salle rénovée)
STUDIO CUJAS
L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut
20, RUE CUJAS 5 - 033-89-22

RECAMIER
PHEDRE
de Jean Racine
29 h. 30 - 27 novembre
17 h. - 21-28 nov.
EN ALTERNANCE
TOUT CONTRE
UN PETIT BOIS
de Jean-Michel Rieu
29 h. 30 - 19-20-24-25-26-28-30 novembre

BOURSEILLER
La Traviata
Miroir
VISITE A LOCUS SOLUS
LE RÊVE DU PAPILLON
JE QUOTIDIEN
THEATRE LE BALCON
Rue du Faubourg Montmartre Paris 9
0170 4437 miroir Pap Montmartre

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7^e
Lundi 29 novembre, 20 h. 45
EXPLO-MUNDO
Cours-mémoires d'exploration
Mardi 30 novembre, 20 h. 45
Mercredi 1^{er} à 15 h. et 20 h. 45
AMBROISE LAFORTUNE
Commentaire son film
« Si Québec m'était conté »
INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e
Du 24 novembre au 19 décembre
12 les jours 13 h. - 19 h. et lundi
AUKE DE VRIES
Vernissage mercredi 24 novembre
de 17 h. à 20 h.
Vendredi 26 novembre, 20 h. 30
Samedi 27 à 14 h. 30, 16 h. 13 h.
Dimanche 28 à 11 h. et 17 h.
WEEK-END DE MUSIQUE
CONTEMPORAINE
Podium de jeunes artistes
Concerts - Conférences - Exposition
Buffet - Bar - Echange d'idées
Renseignements : 705-85-88
Entrée libre

Musée d'Art Moderne
de la Ville de Paris
ARC 2
Entrée gratuite
Tél. 723 61 27
30 novembre
au 8 décembre
PHILIPS
Musée d'Art Moderne
de la Ville de Paris
PIERRE HENRY
25 ANS D'ŒUVRES
(1950 - 1975)
PARCOURS-COSMOSONIE
EN 12 CONCERTS
(création)

UGC NORMANDIE - STUDIO SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC - ENTREPOT
LESLIE CARON - BILLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER - CORIN REDGRAVE
SERAIL
film d'EDUARDO DE GREGORIO
Une étonnante réussite/Guy Braucourt - SORTIR
Un pouvoir de séduction auquel il est difficile d'échapper
Michel Mohrt - LE FIGARO

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7^e
Lundi 29 novembre, 20 h. 45
EXPLO-MUNDO
Cours-mémoires d'exploration
Mardi 30 novembre, 20 h. 45
Mercredi 1^{er} à 15 h. et 20 h. 45
AMBROISE LAFORTUNE
Commentaire son film
« Si Québec m'était conté »
INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e
Du 24 novembre au 19 décembre
12 les jours 13 h. - 19 h. et lundi
AUKE DE VRIES
Vernissage mercredi 24 novembre
de 17 h. à 20 h.
Vendredi 26 novembre, 20 h. 30
Samedi 27 à 14 h. 30, 16 h. 13 h.
Dimanche 28 à 11 h. et 17 h.
WEEK-END DE MUSIQUE
CONTEMPORAINE
Podium de jeunes artistes
Concerts - Conférences - Exposition
Buffet - Bar - Echange d'idées
Renseignements : 705-85-88
Entrée libre

UGC MARBEUF - UGC OPÉRA (angle Capucines/Dauphine)
BILBOQUET
ELLE EST SI BELLE
QUE PERSONNE
NE S'ÉTAIT
PRÉOCCUPÉ
DE SAVOIR,
SI,
EN PLUS
ELLE AVAIT
DU
TALENT.
RAQUEL WELCH JAMES COCO
Un film de JAMES IVORY
WILD PARTY

سورة من القرآن

LE PRIX DE LA CRÉATION

PARMI les histoires qui constituent la légende, on raconte que, dans les années 50, le jeune pouvoir de la République démocratique allemande demandait à Brecht : « Que faire pour l'argent ? » Brecht n'avait qu'une réponse : « Donnez-moi de l'argent, surtout ne m'allez pas, de l'argent, de l'argent, c'est tout ce dont j'ai besoin. » Quand, jeune compagnie, la Salamandre rêvait d'un avenir meilleur, nous pensions davantage d'argent !

Ce n'est pas si simple. Aujourd'hui, de l'argent, nous en avons davantage, et pourtant l'insatisfaction, l'incertitude, l'angoisse ont pris une place de plus en plus grande dans le vécu quotidien de la compagnie. De l'argent, il nous en faudrait assurément beaucoup plus, nous en manquons énormément pour faire payer notre travail ! Mais les subventions ne sont pas tout ce que nous demandons. Ce qui nous fait peut-être le plus défaut, ce dans quoi le travail de Brecht s'inscrivait en R.D.A. dans les années 50, c'est une réelle politique culturelle nationale qui assure le développement de la création. C'est une politique culturelle qui ne masquerait pas, par la tapageuse promotion de quelques-uns, dont je suis, merci encore ! l'effarante misère d'un théâtre où les querelles d'institution entre « pauvres » et « nantis » ont remplacé les indispensables et salutaires « querelles » artistiques. Une politique culturelle qui répondrait à la définition du mot public : « Adjectif qui concerne la peuple prise dans son ensemble, qui appartient à la collectivité sociale, politique et en émane. » (Petit Robert.)

Que l'on m'entende bien : je ne crache pas dans la soupe par simple goût de la provocation, mais bien parce que j'ai de solides raisons de le faire. J'ai d'ailleurs cru lire dans ces mêmes colonnes que je n'étais pas le seul. Il me faut donc, deux ans après ma nomination à la direction d'un centre artistique national, dresser une manière de constat. Malgré le soutien actif de la ville du Havre et de la maison de la culture, nous étions jusqu'en 1974 une jeune compagnie perpétuellement menacée d'asphyxie, une sorte de « petit commerce » théâtral condamné au succès et aux ventes forcées. Le statut de centre dramatique national nous fut alors proposé, ou plutôt on me proposa de prendre ailleurs la direction d'un centre existant, niant par là même le travail de toute une équipe et la réalité d'une déjà solide implantation locale.

Entre une pauvreté prolongée, sans doute mortelle à la longue, et ce qui nous apparut alors comme un pis-aller quelque peu piégé, nous n'avons guère eu le choix.

Une région nouvelle pour nous. Un contrat, aux termes duquel nous devons mener un travail de création, de diffusion, d'animation dans quatre départements, contrat dont le moins que l'on puisse dire est qu'il comporte certaines ambiguïtés : par le

Décentralisation ou errance

par GILDAS BOURDET



Gildas Bourdet, peintre havrais, ne pensait pas au théâtre, mais, amené à concevoir un décor, il s'est découvert des qualités d'animateur, s'est retrouvé au centre d'un groupe de jeunes acteurs, devenu la Salamandre, compagnie indépendante, travaillant en liaison avec la maison de la culture du Havre. Gildas Bourdet est metteur en scène, mais la plupart des spectacles réalisés par la Salamandre naissent d'un réel travail collectif : « les Guerres picturales », « Jean-Baptiste Poquelin dit Molière », représentation ironique, percutante, des aventures d'un homme de théâtre aux prises avec les institutions.

Nommé au Centre dramatique du Nord en remplacement de Jacques Rosner, Gildas Bourdet y emmène sa compagnie et présente « l'ombre », d'Ernst Schwarz, créé au Festival d'Avignon, puis pratiqué pendant un an sans politique d'accueil et d'information. A l'heure d'une nouvelle création, « Martin Eden », d'après Jack London, il prend la mesure de la situation.

Jeu des chartes culturelles (ou de leurs équivalents) « notre » secrétaire d'Etat a réussi un transfert de charges qui, dans le Nord, nous place à mi-chemin entre une institution nationale (nous avions naïvement cru la chose acquise !) et une sorte d'institution régionale aux statuts mal définis. De fait, économiquement, nous avons deux « patrons » pour un seul contrat, qui n'engage que l'Etat. L'expérience a suffisamment prouvé en quoi cela peut entraîner un renforcement de l'arbitraire qui pèse sur les hommes de culture et sur le destin de leurs entreprises. Enjeu politique pour les uns et les autres, le danger pour nous tient toujours à ce que subvention n'équivaut pas à politique culturelle.

Une particularité enfin : la Salamandre n'a pas de lieu théâtral où lui soit propre. Nous sommes un centre dramatique national à « roulettes » (l'expression n'est pas de nous !). Nous ne nous décentralisons pas, nous errons, nuance ! M'étonnerai-je de ce qu'un ministère, pardon un secrétariat d'Etat, qui nous mandate pour implanter une action théâtrale dans une région, se préoccupe si peu des indispensables outils de cette implantation ? Je veux dire de nous bâtir un (des ?) théâtre. Pourtant, après deux ans de travail dans le Nord, nous affirmons qu'il existe ici un public pour toute activité culturelle proposée ; que ce public est curieux, impatient, attentif et nombreux ; qu'il pourrait l'être bien plus encore ; qu'il n'est pas indifférent à la qualité, et qu'enfin nous sommes loin de pouvoir satisfaire les besoins qu'il manifeste. Ces besoins, de plus en plus clairement, sont formulés comme des revendications. Nous nous en réjouissons.

Mais là se joue pour nous une des contradictions fondamentales de notre situation actuelle. Car c'est tout naturellement auprès de nous, auprès de ceux qui sont subventionnés, que cette revendication s'exprime. Et voilà, comble de l'ironie, que nous apparaissons comme les instruments de la politique culturelle de l'Etat, alors même que nous en faisons les frais. C'est à nous, par exemple, que les jeunes compagnies demandent de les accueillir, et c'est normal ! C'est même nous qui devrions les inciter à naître. (Il n'existe aucune jeune compagnie de théâtre professionnelle dans le Nord - Pas-de-Calais). Pour notre part, nous ne craignons pas la « prolifération » du jeune théâtre, qui semble tant effrayer notre nouvelle secrétaire d'Etat.

Décidément, du côté des perspectives, nous sommes bel et bien le dos au mur. Coincés entre :

— La réalité, réconfortante, celle-là, d'un public existant ou qui ne demanderait qu'à exister ;

— Les obligations explicites et implicites d'un cahier des charges peu ou mal adapté à notre situation concreate (faut-il prendre le risque de ne jouer que dans le Nord,

quand on sait le rôle que joue la consécration parisienne dans notre profession ?) ;

— Les revendications légitimes d'un personnel qui vit mal l'austérité (on peut le comprendre !) ;

— La stagnation d'un budget où les charges fixes grignolent d'année en année la part laissée à la création. (Sur ce point, nous sommes encore dans le domaine du désespoir, mais nous n'allons pas tarder à sombrer dans l'absurde ! Cf. : Chailion) ;

— L'obligation d'une gestion dite « de père de famille ». (Je n'invente rien !) ;

— Et, enfin, les exigences artistiques dont nous alimenterons autant que possible ne pas nous défaire !

Le constat n'a rien d'enthousiasmant et, pourtant, l'affirme que nous ne refusons pas les responsabilités qui incombent à un organisme de création subventionné. Nous ne revendiquons pas le retour à un état de jeune compagnie sans contraintes que certains confondent avec la liberté et le talent. Que de ricaneurs émanant trop souvent des professionnels eux-mêmes, ont dû effleurer aux oreilles des jeunes animateurs promus par M. Michel Guy, comme s'ils devaient inévitablement être pervers par leurs nouveaux statuts ; je refuse cette prétendue fatalité. « Ces chers petits de la Salamandre, que leur a-t-on donné tant de moyens. », avons-nous même pu lire. De là à dire que c'est hors de l'institution subventionnée, dans la précarité, l'incertitude et la marginalisation, que l'on préservera la création, il y a un pas, un faux pas que d'aucuns alimenteraient nous voir franchir.

Nos subventions nous permettent de survivre, encore qu'il faille y mettre un certain acharnement, mais combien de temps encore ?

Elles ne nous permettent pas de transformer « l'institution » (définie comme l'ensemble de notre pratique théâtrale) en ce qu'elle devrait être : un véritable service public. Cette transformation n'est pas du tout ressort des créateurs ; c'est pourtant à eux que l'on demande de l'opérer, inconscience excusable chez certains, hypocrisie inadmissible pour d'autres.

La création théâtrale se débat aujourd'hui entre ce qui existe et ce qui devrait exister dans le cadre d'une réelle politique culturelle.

La création théâtrale étouffe dans une institution prétendument inventée pour la vivifier.

Si la création théâtrale se meurt, ce n'est assurément pas de mort naturelle.

Cela, il faut le hurler !

Puisqu'il s'agit ici du « prix de la création », disons d'urgence qu'il y a à prendre en compte les témoignages de ceux qui la font.

Jean-Claude Fall monte « Schippel »

Les fascinations désastreuses de Carl Sternheim

SCHIPPEL, en Allemagne, c'est, de nos jours, une comédie de mœurs, une des rares pièces comiques du répertoire, une pièce qui se prête au grotesque. Pourtant, en 1913, quand Max Reinhardt monte Schippel pour la première fois, Carl Sternheim est heureux : Reinhardt a pris au sérieux ses bourgeois, il les a montrés sans caricature.

Mais Carl Sternheim reste en France un auteur peu connu : les œuvres de cet ami de Wedekind, d'Heinrich Mann, n'ont guère été traduites. L'Atelier Philippe Adrien présente Schippel ou le Proletaire bourgeois au Théâtre de la Commune.

« Nous avons joué pour de vrai cette histoire, dit le metteur en scène, Jean-Claude Fall, nous l'avons jouée sans nous défendre des personnages. Schippel, c'est une fable naïve et simple mais pleine de trahisons. On s'est dit qu'on allait pouvoir ouvrir ces tiroirs, et on en a tiré beaucoup. Sans forcer, tout est écrit. « En fait », c'est cela : un langage très peu parlé. Il fallait donner une parole à ce texte, y trouver la parole de l'histoire, de l'histoire de l'Allemagne. C'était pour moi poursuivre le travail sur Grand-peur et misère du III^e Reich. Avant la première guerre mondiale, l'Allemagne est déjà le lieu du fascisme. Sternheim montre quelles étaient les valeurs de la bourgeoisie au début du siècle, et comment elles se sont écroulées.

« Le sous-titre a été écrit en français par Sternheim, mais il faut être très prudent avec le terme « prolétaire ». Maintenant on appellerait Schippel un « marginal », un « loulou ».

Schippel est tendu pendant quatre actes, tendu à se briser par le désir de devenir un bourgeois, d'avoir enfin des pairs. Il veut toucher, posséder un ventre bourgeois, et il le dit. Son opportunisme est rigoureux, radical, il refuse l'ambiguïté, la demi-mesure. Mais ce désir est trop fort, ou bien faux. L'histoire seule le fera bourgeois. Et tous les personnages de la pièce sont ainsi en porte, tous dupes. Les quatre hommes qui semblent, un moment, lutter contre le destin, se dressent contre les choses, ne décident jamais. A la fin, tout le monde a fait de Schippel un bourgeois et personne ne sait ce que cela veut dire, ni ce que cela voudra dire.

L'arrivée de Schippel a ouvert une faille, tous les efforts des autres pour colmater les brèches seront vains. La pièce montre à quel point peuvent conduire les rapports de fascination réciproque qu'exercent l'un sur l'autre des classes antagonistes. Une fasci-

nation aux conséquences désastreuses.

« Vous parlez des tiroirs de la pièce, de diverses ouvertures. — Sternheim a donné à ses personnages une vie intérieure assez étonnante, à partir de faits très quelconques. La conquête d'une couronne, en récompense d'un concours de chant dans une petite province allemande, n'a plus rien de banal. Ces événements sont vécus avec une intensité incroyable par des êtres apparemment quelconques. Ces hommes minables sont capables d'élan lyriques, ils peuvent vivre des drames, voir des soleils rouges. La situation la plus simple devient ici tragédie antique.

« La musique ? — C'est elle qui transforme Schippel. Chacun trouve son compte dans les articles des sirènes ultra-nationalistes et guerrières. On sait à quel point l'harmonie du lied allemand. Les acteurs ne chantent jamais sur scène : les chœurs, enregistrés, sont de Lucien Rosengart, celui qui jouait du piano dans Grand-peur et misère du III^e Reich. Il y a un piano sur le plateau ; quand les hommes ne chantent pas, la musique les entraîne, les force, les pousse. Ils n'y peuvent rien. La musique harmonise les dissonances, modifie les rapports de couple, le comportement des solitaires.

« C'est étrange et drôle des hommes qui chantent ensemble comme on joue au football, mais autrement. Il y a là des rapports d'homosexualité mal vécus. Il y a, latente dans toute la pièce, la sexualité refoulée de la bourgeoisie.

« Jenny et Thekla, la femme et la sœur...

« Les deux femmes : l'absence de l'une et la présence de l'autre, une présence qui va vers l'absence. Jenny et Thekla sont très proches, très complices, elles aussi. Muettes, étrangères, elles fabriquent les parures qui les feront troyennes de la parade des hommes ; elles sont là, réduites à rien. Thekla pourra être la jeune fille qui passe et séduit, mais, revêt le prince charmant, elle entre complètement dans son bon vouloir. Tout est fini dès qu'elle vérifie s'il est un bon, un vrai prince charmant. Thekla deviendra l'épouse obéissante d'un bourgeois. Elle qui avait l'air de dire non, elle, la subversive, dit : « J'aime mon frère : le voir triste est ce qu'il y a de plus dur pour moi. » Elle sera, dès lors, pareille à sa belle-sœur, enfermée dans un silence qui étouffe, vide de toute secrète pensée.

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Théâtre de la Commune d'Antony, du 25 novembre au 18 décembre, 20 h. 30.

HAMMOND ORGAN
GAFFAREL MUSIQUE
18, RUE DE BRUXELLES - 75009 PARIS - TEL. 874.51.07

SEUL A PARIS : STUDIO LOGOS • 033-26-42
C.N.P. Centre à Lyon, BRETEUIL à Marseille, ELORADO à Dijon, UTOPIA à Avignon, et à partir du 1-12 CLUB à Grenoble.

LE CHEF-D'ŒUVRE DE DINO RISI une vie difficile

C'est d'un comique constant - **FRANCE-SOIR**
Sordide entre l'ivresse et les larmes est génial. Un jalon important dans l'œuvre de DINO RISI - **LE MONDE**
Un des films les plus intéressants de la rentrée d'automne - **LE QUOTIDIEN DE PARIS**
... L'un des meilleurs de son auteur - **LE FIGARO**
Un humour décapant avec une ironie proche du désespoir - **NOUVEAU OBSERVATEUR**
... Déchirant et douloureux où l'on ne cesse de rire - **TELERAMA**
Un film remarquable - **L'HUMANITE**



ACTION CHRISTINE - MAC-MAHON
SELECTION DEAUVILLE 1976
ALAN BATES joue **BUTLEY** sous la direction d'Harold Pinter
grandeur et décadence d'un couple d'homosexuels

ELYSEES POINT SHOW - RACINE - LUXEMBOURG (V.O. sous titre)

UN FILM DE PETER WATKINS



GRAND PRIX INTERNATIONAL ART ET ESSAI 1976
Edward Munch
LA DANSE DE LA VIE

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES
DOMINIQUE BLANCHAR
SUZANNE FLON
FRANCOISE LUGAGNE
Les dames du jeudi
de Loleh BELLON
mise en scène de Yves BUREAU

SAINT-SAENS
CONCERTOS pour piano Nos 1 et 5
ALBUM CBS 76532
Philippe Entremont
avec l'orchestre du Capitole de Toulouse dir. Michel Plasson
Philippe Entremont (soliste)
théâtre des Champs-Élysées - 2 décembre (Saint-Saens)
avec l'orchestre des concerts Lamoureux
Philippe Entremont (chef)
salle Pleyel - 12 décembre - (Prokofiev)
Philippe Entremont (chef et soliste)
salle Pleyel - 19 décembre - (Bach, Mozart, Beethoven)

DES SPECTACLES

• • • LE MONDE — 25 novembre 1976 — Page 23

Expositions

POVIS DE CHAVANNES. — Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (23-01-84). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le dimanche, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F. Le samedi : 5 F. (gratuite le 10 janvier). Du 27 novembre au 14 février.

SEIZAWA. — Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). (Entrée gratuite le 17 décembre). Jusqu'au 14 février.

LA PEINTURE RUSSA A L'EPOQUE ROMANTIQUE. — Grand Palais, entrée avenue de Selles (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 janvier.

L'AMERIQUE VUE PAR L'EUROPE. — Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 3 janvier.

PEINTURE ALLEMANDE A L'EPOQUE DU ROMANTISME. — Orangerie des Tuileries (073-00-48). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F. ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 28 février.

SALON D'AUTOMNE. — Toulouse-Lautrec. Le cinématographe mesager du merveilleux. — Grand Palais (repte 01-330-48-07). Tous les jours de 11 h. 30 à 19 h. 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 17 janvier.

ATZELAN, TERRIS, ATZELAN. Images d'un nouveau monde. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (206-00-21). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Prolongée jusqu'au 2 janvier.

DESSEINS FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO, DE WATTEAU A PICASSO. — Musée du Louvre, entrée porte Saclay (360-30-26). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 7 F. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 17 janvier.

FRANCOIS GRUBER (1912-1948). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (733-61-27). Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 9 janvier.

CEASAR, rétrospective. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 janvier.

HABITAT SOLEIL. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 janvier.

ART INKIN CONTEMPORAIN. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 décembre.

LOUIS LE BROCCOY. Portraits imaginaires de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 28 novembre.

PIERRE BURAGGIO, rétrospective. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 décembre.

JUDITH REIGL, traversées. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 décembre.

CINQUANTENNAIRE DE L'EXPOSITION DE 1925. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (206-22-14). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 2 février.

LASZLO MOKLOS-NAGY (1895-1940). — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 31 janvier.

ETIENNE SILLASS. De l'objet fini à la fin de l'objet. — Centre

de création industrielle, 107, rue de Rivoli (277-32-33). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 3 janvier.

CHEFS-D'OEUVRE DE MUSÉES DES ETATS-UNIS, DE GIORGIONE A PICASSO. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (224-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 décembre (les 20 nov. et 3 déc. 18 h. visite guidée de l'exposition).

BELMONDO A LA MONNAIE. — 11, quai de Conti (325-52-07). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 janvier.

CLAUDE-JOSEPH VERNET (1714-1789). — Musée de la marine, palais de Chaillot, Sauf mardi et jours fériés, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 9 janvier.

NOUVELLE SUBJECTIVITE. — 11, rue Berryer (278-10-00). Sauf mardi, jusqu'au 19 décembre.

CAMILLO OTERO. Prix Bourdelle 1975. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 12 décembre.

LES OISEAUX ET L'OEUVRE DE SAINT-JOHN PERSE. — Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (227-30-94). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Jusqu'au 10 janvier.

WAGNER ET PARIS. — Théâtre national de l'Opéra (073-95-26). Sauf mardi, de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 31 mars.

AUTOURE D'UN TRONE CAROLINGIEN, LE PALAIS DE CHARLEMAGNE A ENGELHEIM. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (206-00-21). Sauf dimanche, de 10 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 10 novembre.

HOMMAGE A MAX JACOB (1876-1944). — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent (008-61-11). Sauf mardi, de 14 h. 30 à 17 h. 30 ; dimanche, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au fin janvier.

ALSACE, FOUILLES ET ACQUISITIONS RECENTES. — Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue de la Harpe (073-95-26). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 3 F. (gratuite le 20 décembre). Jusqu'au 5 décembre.

CERAMQUES DE TCHANG-CHA. Quelques pièces des Han aux Tang de la collection MU-PEI. — Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (222-33-31). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 3 F. Jusqu'au 15 décembre.

DE LA NATURE AU SYMBOLE. Tapisseries. — Hôtel de Guénégaud, 60, rue des Archives (277-30-27). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 20 décembre.

LE PARISIEN CHEZ LUI AU XIXE SIECLE. Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (277-11-30). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 6 F. Jusqu'au 20 février.

SALON POPULAIRE. — Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes. Tous les jours, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Du 28 novembre au 21 décembre.

ARCHITECTURES A PARIS (1918-1919). Famille d'architectes, 254, bd Raspail. Sauf dimanche, de 9 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 4 décembre.

L'ANIMAL DE L'ESCAUX A PICASSO. — Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

DESSEINS PARISIENS DES XIXE ET XXE SIECLES. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-18). De 10 h. à 17 h. 30. Prolongée jusqu'en janvier.

LE FRONT POPULAIRE A TRAVERS LA CARICATURE ET L'AFFICHE. Bibliothèque Beaugrenelle, 36, rue Emery. Entrée libre. Jusqu'au 2 décembre.

LES ORIGINES DE L'HOMME. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (727-74-49). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 mai.

DESSEINS ET TRAVAUX D'ARTISTES. — Musée de la Ville de Paris. — Hôtel de Sens, 1, rue du Fénier (278-14-00). Sauf dimanche et lundi, de 12 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 4 décembre.

PUZZLE D'ART DE MICHEL WILSON. — Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan (208-38-01). Sauf dimanche, de 9 h. à 23 h. Jusqu'au 18 décembre.

PIERRE PETROV. Lithographies, peintures, sculptures. — Cité universitaire, 21, boulevard Jourdan, lundi et samedi, de 14 h. à 21 h. ; du mardi au vendredi, de 14 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 30 novembre.

CENTRES CULTURELS

LE ROMANTISME ALLEMAND. — Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (733-61-21). Sauf sam. et dim. de 10 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 décembre.

HENRI SAUVAGE (1873-1932). architecte. — 25, rue de la Harpe (073-95-26). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

LE BESTON. ANIMATION DES FAÇADES, COULEUR ET AGRÉGAT. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Sauf sam. et dim. de 12 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 décembre.

LOUIS GOSSELIN, céramiques récentes. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Sauf sam. et dim. de 12 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 décembre.

PROFANEDES A TRAVERS LA PEINTURE CONTEMPORAINE (Barbier, Bejar, Blümel, Clavel, etc.). — Centre américain, 261, boulevard Raspail (833-59-16). Sauf dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 28 décembre.

NAKAMURA JUNKO. Peintures. — Résidence internationale du comité d'accueil, 14, passage de la Bonne-

Graine (335-62-66). Jusqu'au 26 novembre.

BILL, BOB, BILL, BILL. Dessins de W. Wherry, E. Hudson, W. Geis et W. Allen. — Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Du 26 novembre au 17 décembre.

DESSEINS ET VOLUMES. Beck, Berg, Borgia, Bortol, Tissi, Vireux, etc. Institut audio-visuel, 40, rue de Berr (632-55-16). Sauf dim. de 9 h. à 20 h. Jusqu'au 31 décembre.

SAOZI ET L'HOMME DANS LA CITE. Peintures et aquarelles. — Centre international de séjour, 6, av. Maurice-Rava (342-19-01). Entrée libre. Jusqu'au 15 décembre.

WALLER, GONTAUT-BLOIN, CLAVIER, DOMINGUEZ. Peintures, gravures, dessins. — Cité internationale des arts (salle Sandoz), 18, rue de l'Hôtel-de-Ville. Tous les jours, de 13 h. à 19 h. Jusqu'au 1 décembre.

LE VA UN SIECLE EN NOIRCE. — Nouveau Carré, 5, rue Papin (277-50-51). Sauf lundi, de 12 h. à 20 h. Jusqu'en mai.

GALERIES

BIJOUX ET DESSEINS DE SCULPTURES. — Galerie Artail, 159, boulevard Saint-Germain (548-55-91). Jusqu'au 3 décembre.

LA MUSIQUE ET LES PEINTURES. — Carré, Cognacq, Evry, Duvall, etc. — Galerie du Carré, 23, rue de la Pépinière (387-45-31). Jusqu'au 3 décembre.

CENT DESSEINS AMERICAINS DE LA COLLECTION JOHN DAVIS BAYCE. — Galerie Beirn, 15, avenue Matignon (225-25-38). Jusqu'au 23 décembre.

LE VOYAGE ANALOGIQUE. Texte de G.-E. Clancier, lithographies de Pierre Frilay. — Galerie Jean Beirn, 15, avenue Matignon (225-25-38). Jusqu'au 24 décembre.

CLAUDIO BRAYO. Peintures et dessins. — Galerie Claude-Bernard, 7, rue des Beaux-Arts (326-25-61). Jusqu'au 18 décembre.

YVES BRAYO. Galerie de la Ville, 14, place François-Ier (339-82-20). Jusqu'au 31 décembre.

SAMUEL BUR. — Galerie Le Dessin, 41, rue Verneuil (261-15-59). Jusqu'au 7 décembre.

LOUIS CANE. — Galerie Daniel Tempier, 30, rue Beaumarchais (272-14-10). Jusqu'au 9 décembre.

CEASAR. Œuvres récentes. — Galerie Beirn, 15, avenue Matignon (225-25-38). Jusqu'au 15 décembre.

YVES BRAYO. Suite de la série (187-31-51). Jusqu'au 31 décembre.

SALVADOR DALI ET L'ALCHIMIE DES PHILOSOPHES. Art et valeur 20, rue Molitor (320-62-60). Jusqu'au 15 décembre.

JULES DALOU (1838-1902). — Galerie Lucile-Weill, 6, rue de Valenciennes. Jusqu'au 18 décembre.

CHRISTIAN DAMINOS. — Galerie Lucile-Weill, 6, rue de Valenciennes (332-71-85). Jusqu'au 3 décembre.

DEGOTTREX. Suite de la série (261-23-29). Jusqu'au 18 décembre.

SAULE MÉRIS 1972-1974. — Galerie Jean Jourmet, 22, rue du Bac (377-15-36). Le samedi, de 14 h. à 20 h. Jusqu'au 8 décembre.

PAPIERS PLEINS 1975-1976. — Galerie Germain, 9, blv. av. de Saxe et de la 14 h. à 20 h. 30 à 19 h. Jusqu'au 18 décembre.

GERARD DIAZ. Dessins-tempéras. — Galerie J. Brance, 23-28, rue Guénégaud (325-85-51). Jusqu'au 18 décembre.

PRESENCE DE MAX ERNST. — Galerie des Grands-Augustins, 16, rue des Grands-Augustins (225-25-83). Jusqu'au 12 décembre.

GOERG. Tout l'œuvre gravé. — Artcurial, 8, avenue Matignon (256-70-70). Jusqu'au fin décembre.

MARCEL GROMAIRE. Œuvre gravé. — Galerie Saclay-Gaillard, 31, rue du Four (326-15-39). Jusqu'au 11 décembre.

HOKUSAI. Le silence de l'amour. — Espace Cardin, 3, avenue Gabriel (266-17-30). Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 décembre.

KARSKAYA. — Galerie François-Tournai, 10, rue du Roi-de-Sicile (278-12-13). Jusqu'au 30 décembre.

SIMONE LE CARRÉ. Originaux formés. — Ateliers Jacob, 45, rue Jacob (280-84-23). Jusqu'au 17 décembre.

CHARLES MARQ. Peintures récentes. — Galerie Jacob, 45, rue Jacob (280-84-23). Jusqu'au 17 décembre.

ANDRÉ E. MARTY (1822-1974). — Galerie du Luxembourg, 98, rue Saint-Denis, de 14 h. à 19 h. Jusqu'en janvier.

MOYBRIDGE. — Galerie Jacques-Pages, 30, rue de Lille (201-10-17). Sauf dimanche et lundi, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 4 décembre.

PAGES. Le Soleil dans la tête. — 10, rue de Valenciennes (033-00-91). Sauf dim. et lundi, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 4 décembre.

MAX PAPART. — Galerie Saint-Germain, 206, boulevard Saint-Germain (254-17-55).

NAUSICA. — Galerie D. René, 198, boulevard Saint-Germain (222-77-57).

ED FASCHKE. — Galerie Darthes-Speyer, 6, rue Jacques-Caillet (033-18-24). Jusqu'au 4 décembre.

LUC FEIRE. — Galerie Carmen Martinez, 12, rue du Roi-de-Sicile (278-12-11). Jusqu'au 22 décembre.

TOM PHILLIPS. A humanist. — Galerie Bama, 80, rue du Bac (548-57-98). Jusqu'au 18 décembre.

RONALD REYNOLDS. Lithographies 1973-1976. — Galerie M. Nochy, 33, rue de Seine (325-31-70). Jusqu'au 31 décembre.

MARIA SIMON. Sculptures, tapisseries. — Galerie O. Negri, 21, rue de Seine (325-16-15). Jusqu'au 15 décembre.

TAULÉ. Centre d'art, 1976. — Galerie F. Bouleau, 20, rue de Valenciennes (033-00-91). Novembre.

UNG NO LEE. — Galerie Koryo, 8, rue de Valenciennes (222-37-89). Jusqu'au 30 décembre.

LUCIEN VIELLAUD. — Galerie Antoinette, 7, rue Jacob (326-84-88). Jusqu'au 15 décembre.

MAX WINNER. Collages. — Galerie de la Ville, 14, place François-Ier (339-82-20). Jusqu'au 15 janvier.

CLAUDE XYEL. — Galerie du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes. De 14 h. à 19 h. Jusqu'au fin janvier.

PHOTOGRAPHIE

MARC REYNOLDS. Certains regards. — Galerie DI, 26, rue de Rich-

lieu (256-09-78). Jusqu'au 3 décembre.

ALAIN LEMOSSE. — Galerie, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 11 décembre.

NORBERT. — Camera, 7, rue La Fayette (274-84-23). Jusqu'au 31 décembre.

MENRI CARTIER-BRESSON. — Ecole d'art et d'architecture de Luminy-Marseille-9 (31-01-62). Jusqu'au 7 janvier.

EX PROVINCE

AIN-EN-PROVENCE. Quelques artistes d'hier au pays d'Aix. — Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 31 décembre.

AMIENS. VIII^e exposition internationale de peintures et sculptures d'Amiens. — Musée de Picardie. Jusqu'au 3 décembre.

ARRAS. Tulle sans bois, bois sans tulle. (Desbuis, Jaccard, Meurice, Pages, Vallat). — Centre culturel Noroit, 9, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 10 janvier.

CHALON-SUR-SAONE. Les devotions de Jean Messager. — Musée Nicéphore Niepce. Jusqu'au 3 janvier.

LE CREUSOT. L'oiseau et l'homme. — Château de la Verrière (08-01-11).

METZ. Vieira da Silva, peintures 1931-1975. — Musée de la Haute-Meuse. Jusqu'au 16 janvier.

MONTABAN. André Abbal (1876-1923). Musée Ingres. Jusqu'au 30 janvier.

NANCY. Art nouveau - Jugendstil. — Musée des beaux-arts, place Stanislas. Jusqu'au 28 novembre.

RENNES. Trente peintures du dix-septième siècle français. Tableaux d'inspiration religieuse des musées de province. — Musée des beaux-arts (30-58-38). Jusqu'au 10 janvier.

ROUEN. Raymond Duchamp-Villon (1876-1918). Techniques de la peinture. — Atelier. Musée des beaux-arts (71-28-40). Jusqu'au 3 janvier.

LES SABLES-D'OLONNE. Jean Lannoy (1898-1942) - Era Lallemand - Manfredo de Souza Neto, dessins. — Abbaye Saint-Croix. Jusqu'au 15 janvier.

SAINT-ETIENNE. Pierre Soulages. — Musée d'art et d'industrie.

SAINT-OMER. Henry Lhotellier, papiers collés. — Musée de l'hôtel Sandelin. Jusqu'au 2 janvier.

SAINT-ETIENNE. Le soleil dans la tête. — Maison de la culture et des loisirs (25-35-18).

STRASBOURG. Maurice Jully peintures. — Musée d'art moderne, hall de l'ancienne douane. Jusqu'au 5 décembre.

TRIEN-LES-BAINS. Chabrier-Forsier. — Peintures, aquarelles, gouaches, gravures et lithographies (cartes postales). Maison des arts et loisirs (71-39-47). Jusqu'au 19 décembre.

TOULOUSE. Marling. — Galerie Proté, 23, rue Croix-Baragon (50-70-98). Jusqu'au 12 décembre.

Marc Saint-Sans. Peintures récentes. — Galerie S. Soudet, 4, rue Geny-Magne. Jusqu'au 9 décembre.

Tapisseries. éditions Privat, 14, rue des Arts. Jusqu'au 31 décembre.

LE PARIS - GAUMONT LUMIERE - MAXEVILLE - HAUTEFEUILLE - CLICHY PATHÉ - GAUMONT CONVENTION
MONTMARTRE PATHE DIDEROT
 Périphérie : **PARLY 2 - PATHÉ Champigny - FRANÇAIS Enghien - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais**
BUXY (Boussy-Saint-Antoine)

800.000 entrées en 9 semaines à Paris

Jean Claude Guy Victor - Danielle Anny
 Rochefort Brasseur Bedos Lamoux Delorme Duperry

**UN ÉLÉPHANT
 ÇA TROMPE ÉNORMEMENT**

de Yves Robert

réalisé par Jean-Loup Dabadie et Yves Robert - scénaristes Jean-Loup Dabadie
 et MARIE VALLAONCA-JOKE COFFRE-AMOUR-BENOÎT - MARTINE SARCZY - ALAIN COSSA - ALAIN FOLLE - YVES ROBERT

**GAUMONT AMBASSADE - MERCURY - BERLITZ - A.B.C. - CLUNY PALACE - LE BOSQUET - GAUMONT SUD - MONTMARTRE
 PATHE - CAMBRONNE - VICTOR-HUGO PATHE - WEPER PATHE - GAUMONT GAMBETTA - DARCY 2 - VELIZY
 TRICYCLE Asnières - ARIEL Rueil - AVIATIC La Bourget - PATHE Champigny - CLUB Maisons-Alfort - BELLE ÉPINE PATHE
 LE FRANÇAIS Enghien - LES FLANADES**

**UN TRIOMPHE
 DE FUNES COLUCHE**

PALE ou la Cuisse

CHRISTIAN FECHNER présente
 LOUIS DE FUNES COLUCHE

un film de CLAUDE ZIDI

**PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) - PARAMOUNT ODÉON
 PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - CAPRI GRANDS-
 PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - GAPRI GRANDS-
 BOULEVARDS (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.)
 PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) - PARAMOUNT ORLÉANS
 (v.f.) - Périphérie : **CARREFOUR PANTIN - VILLAGE
 NEUILLY-SUR-SEINE - GAMMA ARGENTEUIL****

**Un cadavre
 au dessert**

...on n'arrête pas de rire.

Pierre Bouteiller (France-Inter)

**UGC BIARRITZ - UGC OPÉRA - UGC ODÉON
 PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MONTMARTRE
 PARAMOUNT MAILLOT - ROYAL PASSY - CAPRI
 LIBERTÉ - ARTEL (Rosny) - AVIATIC (Le Bourget)
 MÉLIÉS (Montreuil) - ULIS (Orsay)**

**DELON/LOSEY
 UN ÉVÈNEMENT!**

Un coup de maître... le meilleur rôle d'Alain Delon.
 FRANCE-SOIR

Un film envoûtant.
 LE FIGARO

Magistralement mis en scène.
 LE MONDE

Un film admirable... un des plus grands rôles d'Alain Delon.
 L'AUREOLE

Mr. Klein

RAYMOND DANCY - ROBERT FLEISSNER - ALAIN DELON - JEAN-PIERRE LAROCHE - ALAIN COSSA - ALAIN FOLLE - YVES ROBERT - MARIE VALLAONCA-JOKE COFFRE-AMOUR-BENOÎT - MARTINE SARCZY - ALAIN COSSA - ALAIN FOLLE - YVES ROBERT

**SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART
et d'ESSAI**
(A.C.C.A.E.)

ST. CULAS
75008 Paris, 033-49-22

L'ENFANT SAUVAGE
de François TRUFFAUT

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 325-49-15

A 14 h, 17 h 30 et 21 h :
SARTRE PAR LUI-MÊME
d'Alain Resnais et Michel Contat

A 12 heures et 24 h 15 :
LES ARPENTEURS
de Michel SOUTTER

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 325-49-15

A 14 heures et toutes les 2 heures :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA

(interdit aux moins de 18 ans.)

A 12 h et 24 h :
CERTAINS L'AIMENT CHAUD
de Wilhelm WILHELM



BARRY LYNDON
un film de
STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VO
GAUMONT SUD VO
14 h - 17 h 25 - 21 h
HAUTEVILLE VO
12 h - 15 h 30 - 18 h - 22 h 30

THEATRE D'ORSAY

Cie RENAUD-BARRAULT

PETIT ORSAY
jusqu'au 30 novembre
tous les jours 20 h 30
matinée dimanche 28 à 15 h et 18 h 30

Susana Rinaldi
tango argentin

à partir du 7 décembre
tous les jours 20 h 30
matinée dimanche à 15 h et 18 h 30

Madame de Sade
Yukio Mishima
adaptation
A. Pieyre de Mandiargues
mise en scène
Jean-Pierre Granval

en alternance
prolongation
Oh! les beaux jours
Samuel Beckett
avec
Madeleine Renaud
mise en scène
Roger Blin

7, quai Anatole France - 548.38.53

LUXEMBOURG
STUDIO GIT LE COEUR

"moi, pierre riviére,
ayant égorgé
ma mère,
ma sœur
et mon frère..."

un film de René ALLIO
"Une date dans l'his-
toire du cinéma..."
NOUVEL OBSERVATEUR

SEUL A PARIS
LA PAGODE v.o.
57 bis, rue de Babylone 7^e

**J'ai même
rencontré
des zingares
heureux**
v.o.

UN FILM DE
ALEXANDRE PETROVIC

Théâtres

(Ces jours de relâche sont indi-
qués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA (77-35-35), le 24, à 19 h 30 :
Ivan le Terrible ; les 27 nov. et
1^{er} déc. : 19 h 30 : Il Trovatore
(dernière).

COMEDIE-FRANÇAISE, les 25, 26,
27 (dix habits), 28, 29 (dix habits),
30, à 20 h 30 ; les 27 (dix habits),
28, à 14 h 30 : L'opéra de quat'sous
de M. Béraldi.

ODEON (33-70-32) (D. soir. L.),
30 h 30 : dim. 15 h : Le roi se
meurt (scène réservée le 20).

PEKTI ODEON (L.), à 19 h 30 :
Le paradis sur terre.

CHAILLOT (77-51-15), salle Gémier
(D. L.), à partir du 25, à 20 h 15 :
Les Baisers.

TEJ (33-70-06) (J. D. soir. L.),
20 h 30, mat. sam. 14 h 30, et
dim. 14 h 30 : Volga ; le 28, à
15 h 30 : Les Baisers.

PEKTI ODEON (L.), à 19 h 30 :
Le paradis sur terre ; le 28, à
15 h 30 : Les Baisers.

CHAILLOT (77-51-15), salle Gémier
(D. L.), à partir du 25, à 20 h 15 :
Les Baisers.

CHATELAIN (233-40-00) (D. soir. L.),
à partir du 25, 20 h 30, mat. sam.
dim. 14 h 30 : Volga ; le 28, à
15 h 30 : Les Baisers.

NOUVEAU CARRE (77-35-40) (D.
L.), 20 h : Parole de femme ;
20 h 30 (capitaine) : Ballet fol-
lorique roumain (dernière le 27) ;
21 h, mat. dim. 18 h : Irène ou
la Résurrection (scène réservée
le 20) ; 21 h 45 : Wastax Arnu ;
le 30 : Jean Bosc ; mat. sam. dim.
15 h 30 : Cirque à l'indienne
(Poppi) ; 21 h : Concert de l'Or-
chestre ; 21 h : Concert de l'Or-
chestre (de Palla).

THEATRE DE LA VILLE (337-35-30),
les 25, 26, 27, à 19 h 30 : Richard
Lafayette ; à partir du 30 : Nicolas
Gedda ; les 25, 26, 27, à 14 h 30,
à 20 h 30 : La Vie à la mode (mat.
et dim. 14 h 30) ; 21 h 45 : Les
étudiants ; la Vierge de la vieille
dame ; les 25, 27 et 2 déc. à
20 h 30 : L'Écluse ; le 29, à
20 h 30 : Ars Nova.

ATTELIER (330-40-34) (L.), 21 h, mat.
dim. à 15 h : Monsieur Chame.

ATTELIER (77-35-35) (D. soir. L.),
21 h, mat. dim. à 15 h : Le Séquoia.

BOUCHERIE (233-44-16) (D. soir. L.),
21 h, mat. dim. à 15 h : Le Séquoia.

CAMPAGNE PREMIERE (232-75-32)
(D.), 21 h : Jeanne d'Arc et ses
copains.

CARTOUCHE DE VINCENTS,
Atelier de l'Épée-à-Du (314-88-30),
(Mat. v. et L.) à 21 h : Yuro

**CENTRE CULTUREL SUD-OIS (272-
77-30)** (L., Mat.), 20 h 30, mat.
dim. à 15 h 30 : La Lutte des cer-
veaux.

**CENTRE CULTUREL DU X^e (208-
84-12)**, 21 h : Nous l'aimons sur
un ring de combat (jusqu'au 27).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS
(272-65-65), 21 h : La Vie nouvelle
(jusqu'au 27) ; les 24 et 25, à 21 h :
Four solaires.

COMEDIE CAUMARTIN (773-43-41)
(J.), 21 h 10 : mat. dim. à 15 h 10 :
Boeing-Boeing.

DAUNOU (261-52-12) (J., D. soir.),
21 h, mat. dim. à 15 h et 18 h :
Le Portrait de Dorian Gray.

EDOUARD VII (773-67-50) (D. soir. L.),
21 h, mat. sam. à 16 h, dim. à
15 h : Amphitryon 38.

ESTACE CARDIN (233-12-32) (D.),
21 h : Le Genre humain (jusqu'au
27).

ESSAI (77-35-42) (D. soir. L.),
20 h 30, mat. dim. à 15 h : Notes ;
22 h, mat. dim. à 17 h 30 : Vierge.

GATTE-MONTMARTRE (333-15-15)
(D. soir. L.), 20 h 30, mat. dim. à
15 h et 18 h 30 : Les uns et les
autres, Charlie Brown.

GALERIE 35 (233-63-31) (D. soir. L.),
21 h, mat. dim. à 15 h 15 : Vol-
pote.

GYMNASIUM (77-16-16) (L.), 21 h,
mat. dim. à 15 h : Une aspirante
pour deux.

BOUCHETTE (233-65-65) (D. L.),
20 h 45 : La Cantatrice cheuve ; la
Lépreuse.

LA BRUYERE (774-75-65) (D. soir. L.),
21 h, mat. dim. à 15 h et 18 h :
18 h 30 : Pour cent briques, t'es
plus rien maintenant.

MADAME (233-07-05) (Mat. D.
soir.), 20 h 30, mat. dim. à 15 h et
18 h 30 : Faut de vache ;
21 h 30 : Faut de vache ;
22 h 30 : Faut de vache ;
23 h 30 : Faut de vache ;
24 h 30 : Faut de vache ;
25 h 30 : Faut de vache ;
26 h 30 : Faut de vache ;
27 h 30 : Faut de vache ;
28 h 30 : Faut de vache ;
29 h 30 : Faut de vache ;
30 h 30 : Faut de vache ;
31 h 30 : Faut de vache ;
32 h 30 : Faut de vache ;
33 h 30 : Faut de vache ;
34 h 30 : Faut de vache ;
35 h 30 : Faut de vache ;
36 h 30 : Faut de vache ;
37 h 30 : Faut de vache ;
38 h 30 : Faut de vache ;
39 h 30 : Faut de vache ;
40 h 30 : Faut de vache ;
41 h 30 : Faut de vache ;
42 h 30 : Faut de vache ;
43 h 30 : Faut de vache ;
44 h 30 : Faut de vache ;
45 h 30 : Faut de vache ;
46 h 30 : Faut de vache ;
47 h 30 : Faut de vache ;
48 h 30 : Faut de vache ;
49 h 30 : Faut de vache ;
50 h 30 : Faut de vache ;
51 h 30 : Faut de vache ;
52 h 30 : Faut de vache ;
53 h 30 : Faut de vache ;
54 h 30 : Faut de vache ;
55 h 30 : Faut de vache ;
56 h 30 : Faut de vache ;
57 h 30 : Faut de vache ;
58 h 30 : Faut de vache ;
59 h 30 : Faut de vache ;
60 h 30 : Faut de vache ;
61 h 30 : Faut de vache ;
62 h 30 : Faut de vache ;
63 h 30 : Faut de vache ;
64 h 30 : Faut de vache ;
65 h 30 : Faut de vache ;
66 h 30 : Faut de vache ;
67 h 30 : Faut de vache ;
68 h 30 : Faut de vache ;
69 h 30 : Faut de vache ;
70 h 30 : Faut de vache ;
71 h 30 : Faut de vache ;
72 h 30 : Faut de vache ;
73 h 30 : Faut de vache ;
74 h 30 : Faut de vache ;
75 h 30 : Faut de vache ;
76 h 30 : Faut de vache ;
77 h 30 : Faut de vache ;
78 h 30 : Faut de vache ;
79 h 30 : Faut de vache ;
80 h 30 : Faut de vache ;
81 h 30 : Faut de vache ;
82 h 30 : Faut de vache ;
83 h 30 : Faut de vache ;
84 h 30 : Faut de vache ;
85 h 30 : Faut de vache ;
86 h 30 : Faut de vache ;
87 h 30 : Faut de vache ;
88 h 30 : Faut de vache ;
89 h 30 : Faut de vache ;
90 h 30 : Faut de vache ;
91 h 30 : Faut de vache ;
92 h 30 : Faut de vache ;
93 h 30 : Faut de vache ;
94 h 30 : Faut de vache ;
95 h 30 : Faut de vache ;
96 h 30 : Faut de vache ;
97 h 30 : Faut de vache ;
98 h 30 : Faut de vache ;
99 h 30 : Faut de vache ;
100 h 30 : Faut de vache ;
101 h 30 : Faut de vache ;
102 h 30 : Faut de vache ;
103 h 30 : Faut de vache ;
104 h 30 : Faut de vache ;
105 h 30 : Faut de vache ;
106 h 30 : Faut de vache ;
107 h 30 : Faut de vache ;
108 h 30 : Faut de vache ;
109 h 30 : Faut de vache ;
110 h 30 : Faut de vache ;
111 h 30 : Faut de vache ;
112 h 30 : Faut de vache ;
113 h 30 : Faut de vache ;
114 h 30 : Faut de vache ;
115 h 30 : Faut de vache ;
116 h 30 : Faut de vache ;
117 h 30 : Faut de vache ;
118 h 30 : Faut de vache ;
119 h 30 : Faut de vache ;
120 h 30 : Faut de vache ;
121 h 30 : Faut de vache ;
122 h 30 : Faut de vache ;
123 h 30 : Faut de vache ;
124 h 30 : Faut de vache ;
125 h 30 : Faut de vache ;
126 h 30 : Faut de vache ;
127 h 30 : Faut de vache ;
128 h 30 : Faut de vache ;
129 h 30 : Faut de vache ;
130 h 30 : Faut de vache ;
131 h 30 : Faut de vache ;
132 h 30 : Faut de vache ;
133 h 30 : Faut de vache ;
134 h 30 : Faut de vache ;
135 h 30 : Faut de vache ;
136 h 30 : Faut de vache ;
137 h 30 : Faut de vache ;
138 h 30 : Faut de vache ;
139 h 30 : Faut de vache ;
140 h 30 : Faut de vache ;
141 h 30 : Faut de vache ;
142 h 30 : Faut de vache ;
143 h 30 : Faut de vache ;
144 h 30 : Faut de vache ;
145 h 30 : Faut de vache ;
146 h 30 : Faut de vache ;
147 h 30 : Faut de vache ;
148 h 30 : Faut de vache ;
149 h 30 : Faut de vache ;
150 h 30 : Faut de vache ;
151 h 30 : Faut de vache ;
152 h 30 : Faut de vache ;
153 h 30 : Faut de vache ;
154 h 30 : Faut de vache ;
155 h 30 : Faut de vache ;
156 h 30 : Faut de vache ;
157 h 30 : Faut de vache ;
158 h 30 : Faut de vache ;
159 h 30 : Faut de vache ;
160 h 30 : Faut de vache ;
161 h 30 : Faut de vache ;
162 h 30 : Faut de vache ;
163 h 30 : Faut de vache ;
164 h 30 : Faut de vache ;
165 h 30 : Faut de vache ;
166 h 30 : Faut de vache ;
167 h 30 : Faut de vache ;
168 h 30 : Faut de vache ;
169 h 30 : Faut de vache ;
170 h 30 : Faut de vache ;
171 h 30 : Faut de vache ;
172 h 30 : Faut de vache ;
173 h 30 : Faut de vache ;
174 h 30 : Faut de vache ;
175 h 30 : Faut de vache ;
176 h 30 : Faut de vache ;
177 h 30 : Faut de vache ;
178 h 30 : Faut de vache ;
179 h 30 : Faut de vache ;
180 h 30 : Faut de vache ;
181 h 30 : Faut de vache ;
182 h 30 : Faut de vache ;
183 h 30 : Faut de vache ;
184 h 30 : Faut de vache ;
185 h 30 : Faut de vache ;
186 h 30 : Faut de vache ;
187 h 30 : Faut de vache ;
188 h 30 : Faut de vache ;
189 h 30 : Faut de vache ;
190 h 30 : Faut de vache ;
191 h 30 : Faut de vache ;
192 h 30 : Faut de vache ;
193 h 30 : Faut de vache ;
194 h 30 : Faut de vache ;
195 h 30 : Faut de vache ;
196 h 30 : Faut de vache ;
197 h 30 : Faut de vache ;
198 h 30 : Faut de vache ;
199 h 30 : Faut de vache ;
200 h 30 : Faut de vache ;
201 h 30 : Faut de vache ;
202 h 30 : Faut de vache ;
203 h 30 : Faut de vache ;
204 h 30 : Faut de vache ;
205 h 30 : Faut de vache ;
206 h 30 : Faut de vache ;
207 h 30 : Faut de vache ;
208 h 30 : Faut de vache ;
209 h 30 : Faut de vache ;
210 h 30 : Faut de vache ;
211 h 30 : Faut de vache ;
212 h 30 : Faut de vache ;
213 h 30 : Faut de vache ;
214 h 30 : Faut de vache ;
215 h 30 : Faut de vache ;
216 h 30 : Faut de vache ;
217 h 30 : Faut de vache ;
218 h 30 : Faut de vache ;
219 h 30 : Faut de vache ;
220 h 30 : Faut de vache ;
221 h 30 : Faut de vache ;
222 h 30 : Faut de vache ;
223 h 30 : Faut de vache ;
224 h 30 : Faut de vache ;
225 h 30 : Faut de vache ;
226 h 30 : Faut de vache ;
227 h 30 : Faut de vache ;
228 h 30 : Faut de vache ;
229 h 30 : Faut de vache ;
230 h 30 : Faut de vache ;
231 h 30 : Faut de vache ;
232 h 30 : Faut de vache ;
233 h 30 : Faut de vache ;
234 h 30 : Faut de vache ;
235 h 30 : Faut de vache ;
236 h 30 : Faut de vache ;
237 h 30 : Faut de vache ;
238 h 30 : Faut de vache ;
239 h 30 : Faut de vache ;
240 h 30 : Faut de vache ;
241 h 30 : Faut de vache ;
242 h 30 : Faut de vache ;
243 h 30 : Faut de vache ;
244 h 30 : Faut de vache ;
245 h 30 : Faut de vache ;
246 h 30 : Faut de vache ;
247 h 30 : Faut de vache ;
248 h 30 : Faut de vache ;
249 h 30 : Faut de vache ;
250 h 30 : Faut de vache ;
251 h 30 : Faut de vache ;
252 h 30 : Faut de vache ;
253 h 30 : Faut de vache ;
254 h 30 : Faut de vache ;
255 h 30 : Faut de vache ;
256 h 30 : Faut de vache ;
257 h 30 : Faut de vache ;
258 h 30 : Faut de vache ;
259 h 30 : Faut de vache ;
260 h 30 : Faut de vache ;
261 h 30 : Faut de vache ;
262 h 30 : Faut de vache ;
263 h 30 : Faut de vache ;
264 h 30 : Faut de vache ;
265 h 30 : Faut de vache ;
266 h 30 : Faut de vache ;
267 h 30 : Faut de vache ;
268 h 30 : Faut de vache ;
269 h 30 : Faut de vache ;
270 h 30 : Faut de vache ;
271 h 30 : Faut de vache ;
272 h 30 : Faut de vache ;
273 h 30 : Faut de vache ;
274 h 30 : Faut de vache ;
275 h 30 : Faut de vache ;
276 h 30 : Faut de vache ;
277 h 30 : Faut de vache ;
278 h 30 : Faut de vache ;
279 h 30 : Faut de vache ;
280 h 30 : Faut de vache ;
281 h 30 : Faut de vache ;
282 h 30 : Faut de vache ;
283 h 30 : Faut de vache ;
284 h 30 : Faut de vache ;
285 h 30 : Faut de vache ;
286 h 30 : Faut de vache ;
287 h 30 : Faut de vache ;
288 h 30 : Faut de vache ;
289 h 30 : Faut de vache ;
290 h 30 : Faut de vache ;
291 h 30 : Faut de vache ;
292 h 30 : Faut de vache ;
293 h 30 : Faut de vache ;
294 h 30 : Faut de vache ;
295 h 30 : Faut de vache ;
296 h 30 : Faut de vache ;
297 h 30 : Faut de vache ;
298 h 30 : Faut de vache ;
299 h 30 : Faut de vache ;
300 h 30 : Faut de vache ;
301 h 30 : Faut de vache ;
302 h 30 : Faut de vache ;
303 h 30 : Faut de vache ;
304 h 30 : Faut de vache ;
305 h 30 : Faut de vache ;
306 h 30 : Faut de vache ;
307 h 30 : Faut de vache ;
308 h 30 : Faut de vache ;
309 h 30 : Faut de vache ;
310 h 30 : Faut de vache ;
311 h 30 : Faut de vache ;
312 h 30 : Faut de vache ;
313 h 30 : Faut de vache ;
314 h 30 : Faut de vache ;
315 h 30 : Faut de vache ;
316 h 30 : Faut de vache ;
317 h 30 : Faut de vache ;
318 h 30 : Faut de vache ;
319 h 30 : Faut de vache ;
320 h 30 : Faut de vache ;
321 h 30 : Faut de vache ;
322 h 30 : Faut de vache ;
323 h 30 : Faut de vache ;
324 h 30 : Faut de vache ;
325 h 30 : Faut de vache ;
326 h 30 : Faut de vache ;
327 h 30 : Faut de vache ;
328 h 30 : Faut de vache ;
329 h 30 : Faut de vache ;
330 h 30 : Faut de vache ;
331 h 30 : Faut de vache ;
332 h 30 : Faut de vache ;
333 h 30 : Faut de vache ;
334 h 30 : Faut de vache ;
335 h 30 : Faut de vache ;
336 h 30 : Faut de vache ;
337 h 30 : Faut de vache ;
338 h 30 : Faut de vache ;
339 h 30 : Faut de vache ;
340 h 30 : Faut de vache ;
341 h 30 : Faut de vache ;
342 h 30 : Faut de vache ;
343 h 30 : Faut de vache ;
344 h 30 : Faut de vache ;
345 h 30 : Faut de vache ;
346 h 30 : Faut de vache ;
347 h 30 : Faut de vache ;
348 h 30 : Faut de vache ;
349 h 30 : Faut de vache ;
350 h 30 : Faut de vache ;
351 h 30 : Faut de vache ;
352 h 30 : Faut de vache ;
353 h 30 : Faut de vache ;
354 h 30 : Faut de vache ;
355 h 30 : Faut de vache ;
356 h 30 : Faut de vache ;
357 h 30 : Faut de vache ;
358 h 30 : Faut de vache ;
359 h 30 : Faut de vache ;
360 h 30 : Faut de vache ;
361 h 30 : Faut de vache ;
362 h 30 : Faut de vache ;
363 h 30 : Faut de vache ;
364 h 30 : Faut de vache ;
365 h 30 : Faut de vache ;
366 h 30 : Faut de vache ;
367 h 30 : Faut de vache ;
368 h 30 : Faut de vache ;
369 h 30 : Faut de vache ;
370 h 30 : Faut de vache ;
371 h 30 : Faut de vache ;
372 h 30 : Faut de vache ;
373 h 30 : Faut de vache ;
374 h 30 : Faut de vache ;
375 h 30 : Faut de vache ;
376 h 30 : Faut de vache ;
377 h 30 : Faut de vache ;
378 h 30 : Faut de vache ;
379 h 30 : Faut de vache ;
380 h 30 : Faut de vache ;
381 h 30 : Faut de vache ;
382 h 30 : Faut de vache ;
383 h 30 : Faut de vache ;
384 h 30 : Faut de vache ;
385 h 30 : Faut de vache ;
386 h 30 : Faut de vache ;
387 h 30 : Faut de vache ;
388 h 30 : Faut de vache ;
389 h 30 : Faut de vache ;
390 h 30 : Faut de vache ;
391 h 30 : Faut de vache ;
392 h 30 : Faut de vache ;
393 h 30 : Faut de vache ;
394 h 30 : Faut de vache ;
395 h 30 : Faut de vache ;
396 h 30 : Faut de vache ;
397 h 30 : Faut de vache ;
398 h 30 : Faut de vache ;
399 h 30 : Faut de vache ;
400 h 30 : Faut de vache ;
401 h 30 : Faut de vache ;
402 h 30 : Faut de vache ;
403 h 30 : Faut de vache ;
404 h 30 : Faut de vache ;
405 h 30 : Faut de vache ;
406 h 30 : Faut de vache ;
407 h 30 : Faut de vache ;
408 h 30 : Faut de vache ;
409 h 30 : Faut de vache ;
410 h 30 : Faut de vache ;
411 h 30 : Faut de vache ;
412 h 30 : Faut de vache ;
413 h 30 : Faut de vache ;
414 h 30 : Faut de vache ;
415 h 30 : Faut de vache ;
416 h 30 : Faut de vache ;
417 h 30 : Faut de vache ;
418 h 30 : Faut de vache ;
419 h 30 : Faut de vache ;
420 h 30 : Faut de vache ;
421 h 30 : Faut de vache ;
422 h 30 : Faut de vache ;
423 h 30 : Faut de vache ;
424 h 30 : Faut de vache ;
425 h 30 : Faut de vache ;
426 h 30 : Faut de vache ;
427 h 30 : Faut de vache ;
428 h 30 : Faut de vache ;
429 h 30 : Faut de vache ;
430 h 30 : Faut de vache ;
431 h 30 : Faut de vache ;
432 h 30 : Faut de vache ;
433 h 30 : Faut de vache ;
434 h 30 : Faut de vache ;
435 h 30 : Faut de vache ;
436 h 30 : Faut de vache ;
437 h 30 : Faut de vache ;
438 h 30 : Faut de vache ;
439 h 30 : Faut de vache ;
440 h 30 : Faut de vache ;
441 h 30 : Faut de vache ;
442 h 30 : Faut de vache ;
443 h 30 : Faut de vache ;
444

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 24 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1



20 h. 30. Téléfilm : « L'Homme de sable », d'après J. Joubert, adapt. P. de Beaumont, réal. J.-P. Carrère, avec M. Ronel, G. Claisse, J. Vinci, Ch. Nobel, C. Carlier, H. Arie. Un plein vent, entre le ciel, la mer et le marais, un archaïsme tout pour dire, sur le sable, la cité de ses rêves.



22 h. Emission littéraire : Le livre du mois, de J. Ferniot et Ch. Collange.
 Michèle Collange présente « Interrogatoire », d'E. Bert, Jacqueline Boyer ; « Le Réformisme en France depuis 1920 », de Louis Fauvel ; « Le Sexe polygame », d'E. Vilar ; Raymond Aron : « Le Chute finale », d'O. Todor ; René Tardieu : « Tempête sur l'Occident », de

L. Weiss ; M. Ségel : « Les Hauts Fonctionnaires et la Politique », d'E. Suleman ; Claude Imbert : « La Peste blanche », de P. Chauvin et G. Sautter ; Jean-François Kahn : « Les Débuts de l'Etat moderne », de B. de Jouvenel.

23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Série : Kojak : 21 h. 20. Magazine d'actualité : C'est à dire, près J.-M. Cavada (spécial André Malraux).

Hommage à l'homme politique, à l'esthète et au romancier, avec des extraits de l'émission de Claude Sautter et de Françoise Vermy, « La légende du siècle », des passages du film « L'Esprit des lois » de Jean-Luc Godard, de René Huyghe, André Parrot et de l'abbé Boquet, architecte de la cathédrale de Strasbourg.

23 h. 10. Magazine : Pour adultes, de F. Chalais.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma 16 : « Le Berger des abeilles », d'après A. Lanoux, réal. J.-P. Le Chanou, avec J.-P. Andréani, R. Salik, M. Sarfati, W. Sabatier.
 1943. Après trois ans de détention en Allemagne, un résistant revient au pays et, malgré ses déceptions et ses crises de confiance, reprend le maquis dans les Pyrénées.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. (5.). La musique et les hommes : « Don Carlos » (Verdi), par C.-B. Clément ; 22 h. 20. La danse contemporaine : 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, l'Orchestre national de France, dir. C. Pata, avec C. Walewski, violoncelle ; « Freischütz », ouverture (Weber) ; Concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur opus 104 (Dvorak) ; « Symphonie n° 5 en mi bémol opus 51 », « Heroique » (Beethoven) ; 23 h. Dossiers portugais (Ravel, A. de Carreira, Macdonald, P. de Aranjaz) ; 0 h. 5. Musique du 1943 ; 0 h. 30. Chants d'étoiles : La musique contemporaine et la science-fiction.

JEUDI 25 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., programme ininterrompu (à 14 h., Les vingt-quatre heures).

20 h. 30. Feuilleton : La pêche miraculeuse ; 21 h. 20. Magazine : Soixante minutes pour convaincre.

M. Charles Debbasch, président de l'université d'Aix-en-Provence, défend l'idée d'une sélectivité à l'entrée des études supérieures.
 22 h. 30. Concert de l'Orchestre national philharmonique, dir. E. Krivine (Bach, Corelli) ; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., programme ininterrompu (à 15 h. 50. Aujourd'hui magazine).

20 h. 30. Variétés : Le grand échiquier, de J. Chancel.

Avec le pianiste G. Giffra et ses amis : Eva, Frida Boccardo, Jacques Debonchard, Pierre Rabreau, Maria de la Pau, Pascal Tordella, le quatuor Clerendin, etc.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Celui par qui le scandale arrive », de V. Minnelli (1960), avec R. Mitchum, E. Parker, G. Peppard, G. Hamilton.

Un adolescent, élevé par des parents dévotement, découvre la vérité sur son père, entre en conflit avec lui et abandonne sa famille et la fille qu'il aime. Drame psychologique avec un grand propriétaire texan. Un récit de belle écriture, d'inspiration qui réussit à éviter les pièges du mélodrame.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. (5.). Emission spéciale : Malraux par ceux qui l'ont connu.
 20 h. (5.). Nouveau répertoire dramatique de France Culture : « C'est la surprise », de Ph. Madet ; 22 h. 30 (R.). Entretiens avec André Malraux, par Guy Suarez ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

21 h. Zaratoustra, opéra de Richard Wagner ; 22 h. Almanach du laboratoire ; 0 h. 5. Musique du 1943 ; 0 h. 30. Chants d'étoiles : La musique contemporaine et la science-fiction.

TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 25 NOVEMBRE

— MM. René Haby, ministre de l'éducation, et André Henry, secrétaire général de la VGE, débattent sur Radio-Montecarlo à 13 h. 15.

— La C.F.T.C. s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

— Le Parti socialiste dispose d'un quart d'heure sur TF 1 à 19 h. 45.

— M. Charles Debbasch, président de l'université d'Aix-en-Provence, a soixante minutes pour convaincre de la nécessité d'une sélectivité à l'entrée des études supérieures, sur TF 1 à 21 h. 20.

(Publié)

Charles DEBBASCH

LES CHATS DE L'EMIRAT

Conte politique

Sainte-Victoire - 37 F

R.P. 283 - 13096 Aix-en-Provence

PAS DE CADRE C.G.T. AUX « DOSSIERS DE L'ECRAN »

Si « Les dossiers de l'écran » du 23 novembre consacrés aux cadres n'avaient pas été déprogrammés à cause de la mort d'André Malraux, le débat aurait de toute façon eu lieu sans la C.G.T. C'est ce qu'a annoncé M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la centrale ouvrière, dans une lettre adressée à M. Marcel Jullian, président-directeur général d'Antenne 2. Cette décision fait suite au refus opposé par la direction de l'antenne de recevoir, comme porte-parole de la C.G.T., M. René Le Guen.

Le 23 novembre, l'émission « 13-14 » à l'Antenne 2, des débats entre l'Aquitaine et l'Espagne et du problème basque, le soir, à 19 h. 20, Jean Girardot animera un magazine sur l'agriculture.

Vendredi, le 13-14, aura pour thème central, à Mont-de-Marsan, la qualité de la vie, l'exploitation et la protection de la forêt. Ce sont les chances et les difficultés de l'industrie dans les cinq départements aquitains qui feront l'objet du magazine à 19 h. 20, animé par Hugues Durocher et Bernard Segarra.

Quartz Businessmen

46 bis HOPITAL

PARIS 15

ml

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

D'une chaîne à l'autre

L'OPÉRATION FRANCE-INTER EN AQUITAINE

Le 23 novembre, l'émission « 13-14 » à l'Antenne 2, des débats entre l'Aquitaine et l'Espagne et du problème basque, le soir, à 19 h. 20, Jean Girardot animera un magazine sur l'agriculture.

Vendredi, le 13-14, aura pour thème central, à Mont-de-Marsan, la qualité de la vie, l'exploitation et la protection de la forêt. Ce sont les chances et les difficultés de l'industrie dans les cinq départements aquitains qui feront l'objet du magazine à 19 h. 20, animé par Hugues Durocher et Bernard Segarra.

Quartz Businessmen

46 bis HOPITAL

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

PARIS 15

Les trop belles H.L.M. du maire de Verneuil-sur-Seine

Le 15 mai 1970, le ministre de l'équipement nommait un administrateur provisoire dans trois sociétés coopératives de construction : Terre et Famille, Coopération et Famille et L'Avenir familial, jusqu'alors présidées par M. Léon Robert, et qui se trouvaient en état de cessation virtuelle de paiement. Le Monde du 21 mai 1970 et du 10 octobre 1972. M. Léon Robert, qui avait dépassé le prix-plafond autorisé dans les H.L.M. pour « faire un peu mieux », laissait dans ses comptes un trou de

M. Léon Robert pensait avoir le droit de construire des H.L.M. plus belles. Mais parce que la justice a peur des miracles, l'ancien président de la Fédération nationale des sociétés coopératives de construction H.L.M. se fait séchement rabrouer, sur le banc des prévenus par le président Car M. Jean-Michel Guh n'imagine pas qu'on puisse consacrer plus d'argent qu'il n'est permis à la construction de H.L.M. sans avoir une idée derrière la tête et semble voir dans ce retraité qui respire la bonne foi un coupable de choix.

Une audience entière, plus la moitié d'une autre — « Nous avons le temps », dit le président, pour essayer de comprendre par quelle opération un dossier si épais livre des accusations si légers. Car il n'y a pas eu fraude, pas un sou empoché, et M. Robert a bénéficié d'un non-lieu pour ce qui concerne l'inculpation d'escroquerie. « Nous avons le temps », répète le président. Il est vrai qu'il n'a pas fait moins de dix-huit mois aux experts judiciaires pour remettre leur rapport. Mais les « non-lieu » trouvés d'autres qu'un « défaut d'organisation ». « La montagne accouche d'une souris », souffle l'un d'eux.

34 millions de francs. Devant la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris, mardi 23 novembre, il était prévenu d'avoir, à Paris, du 1^{er} janvier 1968 au 30 avril 1970, « sciemment publié des documents comptables inexacts et d'avoir distribué aux sociétaires des intérêts ou ristournes en l'absence de bénéfices ». M. Léon Robert, démissionnaire du P.S. en 1975, âgé de soixante-sept ans, est actuellement maire de Verneuil-sur-Seine (Yvelines).

M. Guh pourra-t-il faire mieux ?

« Allons, Robert, vous ne contestez pas le rapport des experts ? »

— Non, monsieur le président, absolument pas.

— Cela ne s'est jamais vu, soupirent les experts ravis.

— Mais, Robert, l'administration ignorait ce que vous faisiez...

— Pas du tout, monsieur le président. Tout a été fait au su et en vu de l'administration.

— C'est vrai, opinent les experts.

Merci

— Vous pouvez rester assis, Robert, vu votre âge.

— Excusez ma passion, monsieur le président. Mais c'est une vie que je défends !

La parole n'est pas facile, face au témoignage du « jeune cadre » — même s'il a quarante-cinq ans — qui lui a succédé à la tête de ses sociétés, M. Claude Zimmermann.

Celui-ci n'a pas un regard pour le vieux Robert assis à côté de lui et se constitue partie civile en cours d'audience. Il se défend brillamment contre un procès verbal qui lui prêtait abusivement des opérations

illégalles et qui avait fait souffrir le subérogé du procureur.

M. Zimmermann explique comment il a comblé le déficit en vendant une partie du patrimoine, en faisant des emprunts et en obtenant de certains locaux une contribution de solidarité. Il ajoute incidemment que certains des achats de terrains faits par M. Robert sont « hautement maladroits ». A Verneuil, notamment, où la municipalité est d'une exigence ! Et de suggérer que son prédécesseur a bien pu avoir des bontés pour la ville qui l'a élu ensuite. Puis il s'en va vite, car il part en voyage.

M. Léon Robert a renoncé à s'expliquer. A l'une de ses anciennes employées venues de Poitiers pour préciser innocemment que son patron ne distribuait pas plus de ristournes aux habitants de Verneuil qu'aux autres sociétaires, il essaie seulement de dire merci. « Vous n'avez pas le droit, s'indigne le président. Ici c'est le tribunal qui remercie. »

« Les immeubles se sont très bien vendus, glisse maladroitement l'avocat. La grande presse en a parlé... »

« Le tribunal ne lit pas la grande presse. Le tribunal ne lit que les dossiers. » L'audience continue ce mercredi.

F. B.

L'affaire de Vathaire

LE JUGE D'INSTRUCTION ENTEND M. JACQUES FOURNET

M. François Petot, le juge chargé d'instruire l'affaire de Vathaire, a une nouvelle fois entendu, le 23 novembre, M. Jacques Fournet, promoteur immobilier, dont il avait déjà recueilli la déposition le 4 novembre.

Le témoin a mentionné qu'il avait employé l'amie de Jean Kay, M. Jean-Marie Marquet, de 1972 à 1975, en qualité de « négociatrice ». C'est pourquoi il avait fait la connaissance de Jean Kay dès le 1^{er} juin, au cours d'une réception. Le promoteur a relaté en outre que Mlle Marquet s'était rendue avec lui, en 1974, à Miami et aux Antilles en compagnie d'amis communs. M. Jean Kay et Mlle Marquet depuis qu'ils ont disparu avec les 8 millions de francs de la vente, remis le 8 juillet par M. de Vathaire.

SPÉCIALISTE DE L'HISTOLOGIE

Le professeur Moricard comparait pour abus de confiance

Prévenu d'avoir organisé un laboratoire fictif, le professeur René Moricard et son épouse comparaissent mardi 23 novembre devant la treizième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Arnaud, assisté de M. Maurice Joseph et de Mme Marie-Bujot-Baradat. Des délits d'escroquerie, d'abus de confiance et de rédaction de faux étaient retenus contre le professeur René Moricard, soixante-deux ans et sa femme France soixante-quatre ans, médecin également, (le Monde des 2-3 juillet 1972).

Le professeur René Moricard avait été à l'origine du développement, dès

1934, du laboratoire d'endocrinologie à orientation gynécologique de l'hôpital Broca, et avait, en 1950, créé en face de l'hôpital un laboratoire privé au nom du docteur France Moricard. Ce laboratoire faisait effectuer par le personnel de l'assistance publique de l'hôpital, placé sous les ordres du professeur Moricard, les coupes histologiques pour des patients privés.

Documentation

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de publier les textes suivants :

— Si les élections américaines ne sont pas l'objet direct du dossier publié dans la série des *Problèmes politiques et sociaux* (n° 292), les principaux sujets abordés pendant la campagne sont évoqués dans *Le débat sur l'égalité aux Etats-Unis*. Il relève trois thèmes principaux : la remise en question aux Etats-Unis de la légitimité des inégalités et du principe méritocratique ; la genèse des inégalités ; et enfin, la lutte contre les discriminations et les formes nouvelles qu'elles prennent depuis 1965. (Le numéro, 40 pages, 6 F.) Un autre dossier (n° 294) est consacré à *La question italienne après les élections du 20 juin 1976* (44 p., 6 F.).

— Le ministère de la justice présente une étude de sociologie juridique sur *La circulation routière*, réalisée par Edmond Bertrand, professeur à l'université d'Aix-Marseille-II. Elle décrit les règles de la responsabilité civile appliquées à la circulation routière, et les critiques qu'on peut y apporter. Elle analyse les obligations de l'assureur, le nouveau fondement du droit à réparation, étudie la réparation des dommages, et se termine par des propositions de réforme (le volume, 268 p., 40 F.).

— Le *livrier* « *Coût des équipements collectifs* » préparé sous l'égide du Plan-Construction continue à examiner point par point les données, la bibliographie et la réglementation concernant chaque type d'équipement. Les derniers parus concernent : *Les logements-foyers pour les personnes âgées* (128 p., 24 F.), *Les écoles maternelles* (64 p., 12 F.), *Les maisons de jeunes* (68 p., 12 F.), et *Les Centres sociaux et socio-culturels* (132 p., 36 F.).

— Un numéro spécial de la *Revue française des affaires sociales* regroupe (en deux volumes) un certain nombre de documents élaborés au cours de séminaires par les élèves de l'Ecole nationale d'administration sur les *Perspectives de la Sécurité sociale*. Les thèmes abordés sont les suivants : financement du régime général de la Sécurité sociale ; politique familiale et redistribution ; assurance maladie et hôpital public ; harmonisation des régimes français de Sécurité sociale ; réforme du minimum vieillesse ; âge de la retraite ; prix des spécialités pharmaceutiques remboursées par la Sécurité sociale (chacun des deux volumes : 22 F.).

— Un numéro des *Notes et Etudes* « *Documentaires sur les personnes handicapées* » de A. Labregère, décrit les différents types de handicaps et analyse les problèmes auxquels sont confrontés ceux qui en souffrent. Puis sont présentés les droits garantis par la loi aux personnes handicapées. (Numéros 4294 - 4295 - 4296, 100 pages, 14 F.).

— Le supplément n° 37-1976 du *Bulletin mensuel des statistiques du travail* est entièrement consacré aux « *Résultats de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises* ». Il comprend les statistiques des accords de participation au 31 décembre 1975.

Avis de concours

● Un poste de médecin à temps plein du service départemental de protection maternelle et infantile est vacant à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Maine-et-Loire. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, 25 rue de Brissac, 49 000 Angers.

tembre 1975 et les résultats financiers de la participation pour l'exercice ouvert en 1975. Les chiffres sont accompagnés de commentaires et de notes générales sur ce sujet. (Le numéro, 112 p., 12 F.).

— Le ministère de l'Industrie présente les conclusions des Journées d'études des 28 et 29 avril 1976 *Perspectives de la localisation internationale des activités industrielles*. Elles sont examinées pour les secteurs suivants : sidérurgie, industrie textile, industries alimentaires, grands ensembles industriels, industries à haute technologie (70 p., 25 F.).

— Le même ministère publie les travaux d'un groupe de travail sur *La péri-informatique française*. Ce secteur, qui complète la « grande informatique » et comprend la fabrication des mini-ordinateurs, des périphériques, des saisies de données, et des terminaux, est analysé avec soin, avant de faire l'objet de propositions à long terme afin d'en assurer la viabilité (52 p., 40 F.).

— Une étude d'Alain Giroux sur *L'organisation de l'agro-industrie en U.R.S.S.*, parue dans le n° 198 du *Courrier des pays de l'Est*, décrit les moyens mis en œuvre par les dirigeants soviétiques pour que leur agriculture puisse répondre aux besoins d'un grand pays industriel. Elle montre également les difficultés rencontrées et l'ampleur des investissements nécessaires (le numéro, 58 pages, 20 F.).

— La collection des *Notes et études documentaires* publie son

panorama annuel sur l'évolution politique et économique de chacune des démocraties populaires, à l'exception de l'U.R.S.S. L'Europe de l'Est en 1975, préparée sous la direction de Thomas Streiber, contient également des analyses sur les relations Est-Occident depuis la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (n° 4289, 120 p., 17,50 F.).

— La *Documentation photographique* fait paraître un dossier sur *Le cinéma du monde en guerre*. Une première série de planches photographiques commentées évoque les films de mobilisation préparant ou expliquant la guerre. La deuxième partie est classée plus traditionnellement par écoles nationales correspondant aux principaux belligérants occidentaux (le numéro, 58 p., 15 F., avec diapositives : 30 F.).

★ Deux documents importants sont l'objet d'une réimpression : le rapport de la Commission du VII^e Plan sur « *Les Intégrités sociales* » (rapport Méraud), de mars 1975 (116 p., 20 F.), et le « *Rapport sur les entreprises publiques* » d'avril 1977 (rapport Simon Nora) 132 p., 7 F.).

★ Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75346 Paris Cedex 07 et dans toutes les grandes librairies.

Vente par correspondance : les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, Règlement des réceptions de la facture.

Pêche

AU CONGRÈS NATIONAL DES PRÉSIDENTS DE FÉDÉRATION Renouveau des baux et pêche aux filets

Le congrès annuel de l'Union nationale des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de pisciculture de France s'est tenu mardi 23 novembre, à Paris, sous la présidence de M. Anquer, ministre de la Pêche et de la Pisciculture. Le thème du renouvellement des baux de pêche sur le domaine public de l'Etat a été longuement évoqué à cette occasion.

Le droit de pêche sur le domaine public, divisé en lots, est loué tous les cinq ans par adjudication. Les baux en cours arrivant à expiration le mois prochain, une nouvelle répartition va s'effectuer entre les fédérations et les pêcheurs aux engins, le plus souvent professionnels. Or, le décret préparant la mise aux enchères de ces lots n'est pas encore publié et les présidents de fédération ont fait part au ministre de l'inquiétude des pêcheurs devant ce retard. Ils craignent que les lots attribués en 1977 ne soient prolongés d'un an. M. Servat, directeur de la protection de la nature au ministère de la Pêche et de la Pisciculture, a répondu sur ce point. Le décret doit être signé « dans les quarante-huit heures », a-t-il dit, précisant que tous les lots seraient mis aux enchères au plus tard dans les premiers jours de janvier 1977. De son côté, M. Anquer a déclaré que « l'utilisation des filets doit être réservée aux seuls pêcheurs qui se plient aux règles professionnelles ».

En dehors de ces professionnels reconnus après élimination de ceux que M. Martini, président de l'Union, a appelés des « amateurs marrons », il y a aussi les « amateurs blancs », la pêche « doit être avant tout une activité sportive » ouverte « au plus grand nombre », a estimé le ministre. L'Union a l'autre part soumis à M. Anquer les vœux que traditionnellement elle adopte au cours

de son congrès. Ils concernent l'examen par le Parlement du projet de loi sur la pêche ; la publication des décrets d'application de l'article 2 de la loi sur la protection de la nature afin qu'il soit « mis un terme à l'extension anarchique des aires et rivières » ; les projets de loi d'une part sur le contrôle sanitaire des établissements piscicoles, d'autre part sur les importations de poissons vivants.

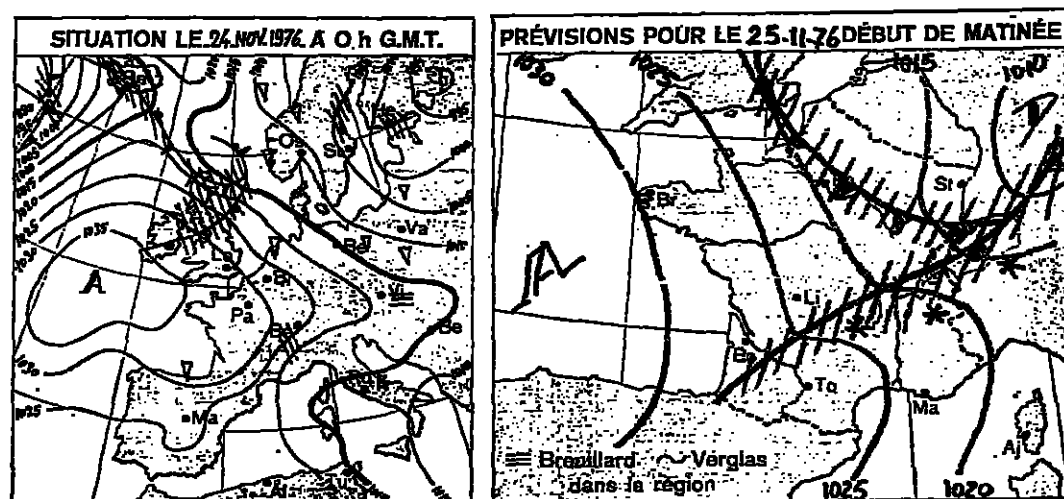
Enfin l'Union a souhaité que les dates de fermeture dans les cours d'eau de deuxième catégorie « soient uniformément adoptées et fixées au troisième mardi d'avril au deuxième vendredi de juin ». M. Servat a indiqué enfin que les dates de pêche ont été établies cette année de la possibilité laissée aux préfets, sur proposition des présidents de fédération, de supprimer cette fermeture.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)
— Zone de pluie ou neige ∇ aversees ☉ orages → Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 24 novembre à 0 heure et le jeudi 25 novembre à 24 heures :

Après avoir traversé les îles Britanniques et la mer du Nord, une perturbation, venant de l'Atlantique, se déplacera vers le sud-est, à travers la Bretagne. Elle apportera sur la France une aggravation pluvieuse suivie d'un adoucissement sensible. Jeudi 25 novembre, des gélées auront lieu au lever du jour sur nos régions de l'Est et du Sud, mais, sur le reste du pays, les températures

matinales seront nettement supérieures à celles du mercredi. Au cours de la journée, le temps sera généralement très nuageux et brumeux. Des Pyrénées aux Alpes et à la Corse, il neigera en montagne et il pleuvra en plaine. Ces précipitations tendront à s'atténuer l'après-midi ou le soir, sauf sur les Alpes du Nord, où elles seront plus durables. On notera également quelques averses sur les régions s'étendant de la Manche orientale au Jura, tandis que la Bretagne, la Vendée et le Bassin aquitain bénéficieront d'éclaircies.

Les vents, modérés ou assez forts, souffleront de l'ouest ou du nord-ouest.

Les températures maximales subiront une hausse sensible.

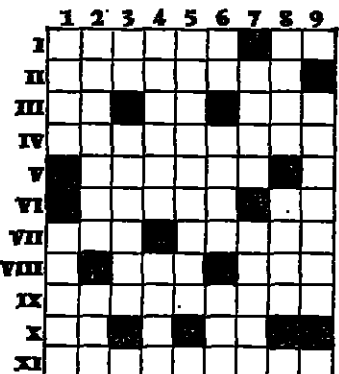
Mercredi 24 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 030,7 millibars, soit 773 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 novembre, le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 15 et 3 degrés ; Biarritz, 11 et 2 ; Bordeaux, 9 et 3 ; Brest, 10 et 4 ; Caen, 9 et 0 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 3 et 6 ; Dijon, 5 et -1 ; Grenoble, 5 et -1 ; Lille, 7 et 1 ; Lyon, 5 et 0 ; Marseille, 10 et 3 ; Nancy, 4 et 2 ; Nantes, 9 et -1 ; Nice, 16 et 7 ; Paris-Le Bourget, 7 et -3 ; Pau, 10 et 1 ; Perpignan, 11 et 3 ; Rennes, 9 et 1 ; Strasbourg, 6 et 0 ; Tours, 7 et -1 ; Toulouse, 8 et -1 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 8 degrés ; Amsterdam, 6 et 4 ; Athènes, 17 et 14 ; Berlin, 3 et 1 ; Bonn, 3 et 3 ; Bruxelles, 7 et 3 ; Casablanca, 21 et 17 ; Copenhague, 4 et -4 ; Genève, 6 et -2 ; Lisbonne, 18 et 5 ; Londres, 6 et -1 ; Madrid, 14 et -3 ; Moscou, 1 et -1 ; New-York, 5 et 2 ; Palma-de-Majorque, 15 et -1 ; Rome, 16 et 3 ; Stockholm, 2 et -5 ; Téhéran, 15 et 2.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 621



HORIZONTALEMENT

1. Mille de plus ou moins bonne qualité ; Quotient. — 2. Son absence présumée est la raison de bien des défiances. — 3. Préfixe ; En sole. — 4. Point biblique. — 5. Pépinière de candidats ministres. — 6. Armes blanches. — 7. Il en fait du feu en travaillant ; Absorption. — 8. Demi-mesure ; Font totalement défaut dans une pureté noire. — 9. Ce peut être une belle pêche ; En Suisse. — 10. Se combat à la lance. — 11. Niche pour thermomètre (épée). — 12. Éléments d'une portée. — 13. Font lever le pied.

VERTICALEMENT

1. Épreuve la dureté des rochers siciliens ; Poids lourd. — 2. Fut battue par la Grande Armée au cours de la retraite de Russie ; Pronom. — 3. Quelque chose de triste ; C'est sa maîtresse qui l'entretient. — 4. Pénible affection ; Narcole. — 5. Circulent parmi les passants. — 6. Chet d'épée ; Chasse des miasmes ; On s'y intéresse plus à la lettre qu'à l'esprit. — 7. Portement un arsenal ; Comment l'apprendre et on n'a pas le temps. — 8. Sous son règne, bien des records de vitesse ont été battus ; Ce que

d'aucuns se refusent à envisager. — 9. Bien sous tous les rapports.

Solution du problème n° 1 620

Horizontalement

L. — Tonte (cf « forces ») ; Ra. — II. Rouille. — III. Aléa. — IV. Aléa. — V. Id. — Côté. — VI. T6 ; Vertus. — VII. Allé. — VIII. Plissés. — IX. Lée. — X. Se combat à la lance. — XI. Thésée.

Verticalement

1. Trait ; Plat. — 2. O6 ; Idéale. — 3. Nurse ; Lisse. — 4. Tissés. — 5. Élançés ; Ma. — 6. Licorne ; Ce. — 7. Récente. — 8. Eu ; TNT. — 9. Réussites.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 24 novembre 1976 :

UN ARRÊTÉ

● Portant homologation d'un catalogue de classement des carcasses d'ovins de boucherie en vue de leur répartition par catégories et de leur parage.

Transports

● Modification de lignes d'autobus. — Depuis le 22 novembre, des modifications sont apportées à Paris à l'exploitation des lignes d'autobus suivantes : 53 - Opéra-Porte d'Asnières. En vue d'assurer la desserte du secteur de rénovation situé au nord de la Porte d'Asnières, le terminus « Porte d'Asnières » est reporté à « Levallois-Perret - Gustave-Eiffel », rue d'Alsace à Levallois (Hauts-de-Seine). 302 - Rungis-Marché-Gare (Porte de Thiais) - Créteil (Seine). A titre d'essai, et afin d'assurer une meilleure desserte de Créteil, le terminus actuel « Créteil-Église » est reporté à « Créteil-Quai de Halage ».

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75127 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-33

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

90 F 160 F 232 F 306 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

188 F 355 F 523 F 690 F

ETRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 236 F 355 F 410 F

IL - TUNISIE

163 F 305 F 468 F 590 F

Par voie aérienne

toutefois sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse déli-

vrés ou provisoires (deux

semaines ou plus) : vos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

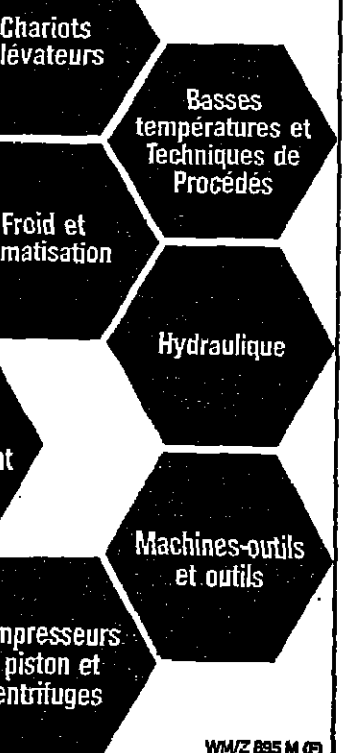
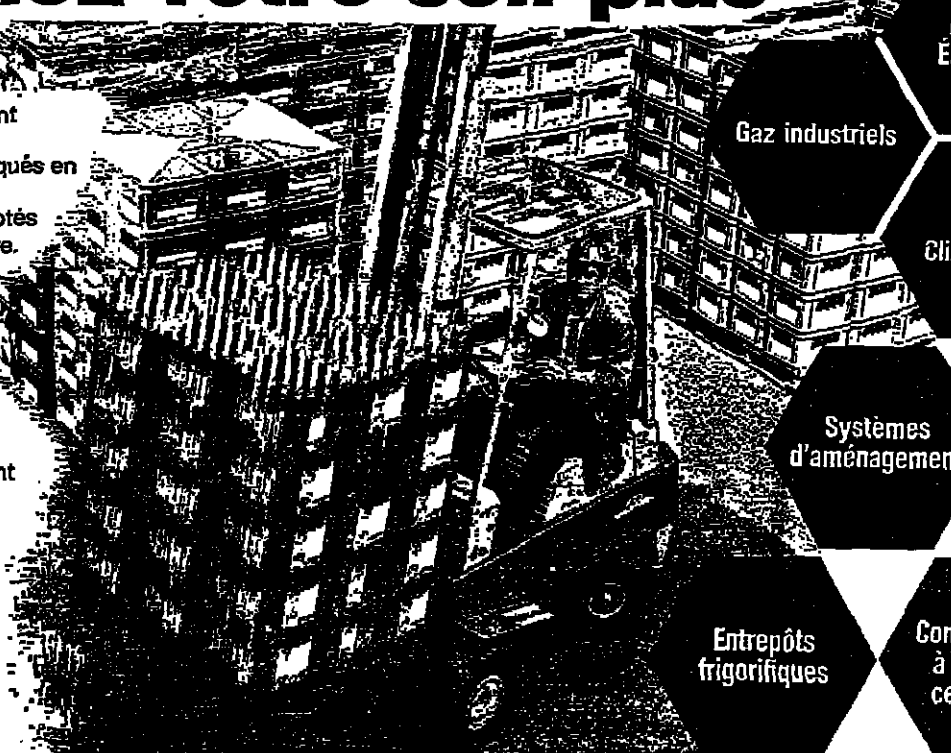
capitales d'imprimerie.

Afin que vous calmez votre soif plus rapidement

C'est l'affaire de LINDE. Car les chariots LINDE accélèrent le transbordement des marchandises. Ils transportent les palettes de boissons. Ou les préfabriqués en béton, le bois, les tuiles : tous les produits imaginables. Dans l'industrie et le négoce. Les chariots LINDE sont dotés de la technique la plus avancée et sont faciles à conduire. Ils existent dans toutes les versions d'énergie. Dans les capacités allant de 1,0 à 7 tonnes. Les chariots LINDE sont à la pointe du progrès en Europe.

LINDE ne conçoit pas que des chariots élévateurs. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde Manutention
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00



OFFRES D'EMPLOI	Le 24	Le 25
"Places encadrées" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	Le 24	Le 25
"Places encadrées"	28,00	32,69
Devises insertion	34,00	39,20
"Places encadrées"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Single Buoy Mooring INC Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC HOLLAND, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage et Production flottants pour l'Industrie du Pétrole, recherche pour ses bureaux d'Engineering à Monaco (Principauté) :

senior estimator shipbuilding

Le candidat devra :

- avoir au moins 5 ans d'expérience en construction navale.
- avoir au moins 5 ans d'expérience dans la préparation de spécifications et estimations budgétaires pour des structures et systèmes mécaniques.
- avoir une certaine connaissance de l'industrie Offshore.
- avoir une bonne connaissance de l'anglais.

senior estimator offshore operations

Le candidat devra :

- avoir au moins 5 ans d'expérience en opérations offshore (forage ou installation ou pose de pipelines, etc.).
- avoir au moins 5 ans d'expérience dans la préparation de spécifications et estimations budgétaires.
- avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Nous offrons un poste stable au sein d'une équipe dynamique et enthousiaste dans un secteur en expansion de l'industrie Offshore. Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle. Adresser lettre manuscrite en anglais, C.V. détaillé, photo et références à : Chef du Personnel SEM/II P.O. Box 157, 27, Bd Albert 1er MONACO (Principauté)

ACIÉRIES MANOIR POMPEY (région Ouest) recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

30 ans environ - Formation supérieure (soit commerciale : BEC, BEBEC, Sup. de Co Paris, soit technique : Ecole Centrale, ou autre). Expérience commerciale dans le secteur de la métallurgie nécessaire. Anglais exigé, allemand souhaité. Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution. Adresser C.V. et prêtant sous réf. CO 87 à notre conseil. PROFILES 8 bis, rue Koppler, 75116 PARIS.

arc

7, RUE DU PONT-GUILHEMERY 31 TOULOUSE - Tél. : (01) 62.66.89

En pleine expansion, une importante fabrique d'appareillage électrique, située Sud-Ouest recherche :

1) POUR SON SERVICE EXPORTATION : UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL (Réf. AMB/EX)

Traité au fait des techniques de distribution d'électricité HT et BT, il sera chargé de missions longues durées dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique. De formation électrotechnique, il possèdera l'anglais technique (lu, écrit, parlé).

UN CADRE ELECTROTECHNICIEN (Réf. SED/EX)

Traité au courant des problèmes d'exportation, il s'occupera au siège de la Société et sur le plan technique, des relations avec les clients étrangers. Il est exigé une expérience professionnelle dans un poste analogue et une connaissance approfondie de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

2) POUR SON SERVICE METHODES : UN INGENIEUR (Réf. ING/MET)

Spécialisé dans la transformation des plastiques, il sera chargé de la mise au point de techniques nouvelles. Il est exigé une expérience professionnelle dans ce domaine.

3) POUR SON SERVICE FABRICATION : UN JEUNE INGENIEUR (Réf. ING/FAB)

Spécialisé en mécanique ou en transformation des plastiques, il sera adjoint au chef de fabrication. Une première expérience professionnelle est exigée.

Adresser CV plus photo plus références sous la référence correspondante à Gilles Bantucci.

ANNONCE MAG

Pour participer au démarrage de son importante usine de réfrigérateurs et congélateurs à Saint-Avoid - Valmont (1.000 personnes).

Baukredit

RECHERCHE :

RESPONSABLE SERVICE ACHATS

Mission :

- En liaison avec tous les chefs de service et la centrale de la Direction Générale.
- Assumer la responsabilité complète du service des achats.

A ce titre diriger :

- Service des achats.
- Service d'analyses permanentes des marchés, des matières premières.
- L'établissement des contrats de fournitures.

Effectif : 10 personnes.

Profil du candidat :

- Connaissance technique et commerciale avec pratique dans une branche analogue depuis quelques années.

Expérience : rompu aux négociations.

Formation : ingénieur et technicien commercial.

Langue étrangère : allemand parlé et écrit.

Adresser curriculum vitae, photo et références à : BAUKREDIT INDUSTRIE S.A.

8, rue Grande-Rue - Valmont - 57730 Pöschwiller.

SIDAT TOYOTA FRANCE recherche

l'inspecteur après vente

ZONE CENTRE : 03-18-36-21-39-89-58-10-52-70-25-68-88-54-57-67.

l'inspecteur après vente

ZONE NORD : 27-76-60-80-02-51-55-08-59-62.

Ces candidats devront avoir :

- une expérience pratique de l'automobile indispensable.
- le goût d'un travail avec déplacements permanents en province.
- résider dans les zones de travail attribuées.

Adresser C.V. et références à : SIDAT TOYOTA FRANCE, 20 rue Barrault - 75013 Paris à l'attention de Mr ROUX.

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN

Pour PMI Leader sur son marché
Fabrication de matériel métallique pour le Bâtiment

INGENIEUR DIPLOMÉ

Responsable des Services Techniques

- Recherche et développement ;
- Etudes et méthodes ;
- Industrialisation.

Rémunération : 60.000 +

Ce poste peut convenir à un diplômé A.M. INSA, ayant 25 ans minimum et une expérience professionnelle indispensable de 3 ans.

Env. C.V., photo à ne 7975 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9^e, qui transmet. Discretion absolue.

Mars

Nous sommes un très important groupe alimentaire. Nous recherchons un

CHEF DE FABRICATION

qui dirigera notre nouvelle unité de fabrication. Celle-ci est organisée de manière décentralisée, c'est pourquoi nous attachons beaucoup d'importance aux compétences en relations humaines des candidats.

Nous recherchons un diplômé d'études supérieures - alimentaire ou chimie - possédant une expérience industrielle d'au moins deux ans.

Nous offrons un poste évolutif, une rémunération élevée dans un cadre de travail très délégué. Le poste est proche de Strasbourg.

Envoyez votre cur. vitas sous référence 822 à :

JOB CONSEIL

51, av. des Vosges, 67000 STRASBOURG. Tél. : (88) 35-34-81.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS DE CONSUMMATION DURABLES pour l'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON

leader dans sa branche (CA : 70 millions; 300 personnes)

FILIALE d'un IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche un

Responsable de la Communication

directement rattaché au DIRECTEUR du MARKETING.

Ce poste conviendrait à un

Diplômé HEC, SUP, de CO, ESSEC, ou Similaire

25 ans minimum, ayant 2 ans d'expérience comme ASSISTANT CHIEF de PUBLICITÉ dans une agence ou chez un grand annonceur, ainsi qu'une bonne connaissance de l'édition.

LIEU de TRAVAIL : VAL de LOIRE

Les dossiers de candidatures

sous Réf. M.1254 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris

ORGANISME SECTEUR SANTÉ

recherche pour son

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE DE GESTION

(Matériel utilisé : ordinateurs I.B.M. et C.I.L.)

INGÉNIEURS ANALYSTES

- Ingénieurs Grande Ecole.
- 3-5 ans d'expérience en informatique.
- Expérience en organisation administrative appréciée.

Postes à pourvoir à POITIERS, LYON.

ANALYSTES

- Formation supérieure souhaitée.
- 2-3 ans d'expérience en informatique.
- Expérience en organisation administrative appréciée.

Postes à pourvoir à BORDEAUX, LYON.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- I.U.T. + 3 a. exp. ou ingénieur débutant.
- Connaissance COBOL.

Postes à pourvoir à POITIERS, BORDEAUX, LYON.

Adr. C.V., photo et références à :

C.N.E.H. Département Informatique, 5 bis, rue Pérignon, 75013, PARIS.

CHEF des SERVICES

ENTRETIEN et TRAVAUX NEUFS

Grenoble 90.000 + Réf. 1.17.01

Une jeune Société dynamique appartenant à un Groupe multinational de premier plan nouvellement implantée en banlieue grenobloise recherche son Chef des Services entretien et travaux neufs.

Le titulaire du poste, âgé de plus de 35 ans, ingénieur diplômé (AMI de préférence) aura une expérience similaire de la Chimie, la Papeterie ou les Pétroles. Il possèdera le sens de l'organisation, le respect des normes établies, la volonté de réussir et une personnalité capable de l'imposer rapidement comme un interlocuteur valable à tous les niveaux (Management européen, Direction de l'Établissement, Fournisseurs, Pouvoirs Publics). Anglais exigé. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Adresser C.V. + lettre + photo + références + souhaits rémunération à

INFORVENTE (Conseils) Rue Languedocienne 38640 CLAIR T. : (76) 98.07.02

groupe infers - conseils de direction

IGECO DIJON

INFORMATIQUE GESTION CONSEIL

concessionnaire PHILIPS

Ordinateurs de Bureau et Systèmes

recherche

ANALYSTES

diplômés enseignement supérieur.

Bonnes connaissances informatiques. Connaissances sur Ordinateurs de Bureau appréciées.

Esprit d'initiative et goût des contacts.

Adresser C.V. et références à :

M. CHADIMARD IGECO, 11 place Saint-Michel, 21000 DIJON ou téléph. pour R.V. (80) 22-02-73.

Importante Société mécanique de précision région Rhône-Alpes recherche

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

SUPELEC, TELECOM ou équivalent, pour assurer responsabilité technique du matériel électronique, utilisé sur machines-outils. Son activité portera sur la qualité, la fiabilité, la sécurité et la rentabilité de ces matériels. Expérience demandée : commandes numériques, variateurs de vitesse, automatisation des machines-outils. Anglais exigé. 2^e langue appréciée. Adr. C.V. et photo à :

ASSISTANCE SERVICE S.A., 11, rue Jeanne-d'Arc, 76000 ROUEN.

CHEF DE SERVICE

ADMINISTRATIF et COMPTABLE, Niveau STS - DEC.

Avant quelques années d'expérience dans le secteur industriel similaire pour usines 400 personnes, situées à 120 km de PARIS.

Ecrire à SWEETS s/réf. des B.P. 229, 7504 Paris Cedex 09 ou qui transmettra.

Centre de CONVALESCENCE de MONCHOIX 14320 ROUGNAC T. : 20-92-61, site agréable, air, Anjoule, dem. de 08 h. (sans), 7 infirmières D.E., 4 aides-soignantes. Visite sur R.V.

offres d'emploi

responsable technique

électropompes submersibles

Nous recherchons l'homme qui sera à la base de la création d'une ligne de produits nouveaux (Marché potentiel supérieur à 300 M.F.).

Au sein d'un département en pleine expansion, il sera totalement responsable de la gamme d'électropompes submersibles au point de vue recherche et développement, ce qui implique :

- la préparation des programmes de recherches et d'études des prototypes.
- l'établissement des dossiers de fabrication.
- la prise en charge d'un laboratoire et de l'équipe affectée au projet.

Ce poste nécessite, outre une formation électrotechnique de base (I.E.S.E., ENSEM, Arret M...), une expérience effective d'environ 3 à 4 ans dans les moins 2 des 3 domaines suivants :

- Pompage de liquides chargés.
- Étanchéité en milieu abrasif.
- Moteurs électriques en atmosphère confinée.

La fonction offre la possibilité d'une évolution personnelle importante.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE PARISIENNE

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae, sous réf. 11586 à HAVAS CONTACT 125 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

VOUS ÊTES :

- Un homme expérimenté.
- De formation supérieure en chimie (ingénieur de préférence) ou de gestion de la production.
- Rompus aux techniques de gestion de la production.

— Organisation — Lancement.

— Exploitation et maintenance.

— Gestion des stocks et prix de revient.

VOUS AVEZ :

- Un goût prononcé pour l'animation des hommes.
- Le sens du changement et de l'innovation.
- Une expérience certaine des produits de grande consommation.

VOUS parlez anglais

NOTRE OBJECTIF :

- Dynamiser notre unité de production (200 personnes) située dans la région de Compiègne (0196).

NOUS SOMMES :

- Une société de cosmétiques en expansion constante.
- Pilule d'un groupe américain.
- Capable de vous offrir la carrière que vous méritez.

Envoyez C.V. avec photo à : Direction du personnel Référence 2411 Société CHARLES OF THE RITZ, 100, rue Chaplat 92302 - Levallois-Perret CEDEX.

RANK XEROX continue son développement et recherche

ANALYSTE CHIFFRE D'AFFAIRES

Au sein de la Direction Financière, le service chiffre d'affaires a pour mission le contrôle et la prévision à court et à long terme de l'ensemble des tâches effectuées par cette équipe : l'ensemble des tâches effectuées par cette équipe :

— tableau de bord et résultats mensuels

— études méthodologiques (mise au point de modèles en temps partagé)

— analyse des tendances et prévisions.

FORMATION : ingénieur ENSAE, ISUP ou diplômé d'Ecole de Commerce avec formation quantitative. Connaissance de statistiques et d'un langage de programmation appréciée.

EXPERIENCE : débutant ou courte expérience professionnelle. Les relations fréquentes avec le siège international de Londres nécessitent une bonne maîtrise de la langue anglaise et des qualités de contacts.

EVOLUTION : possibilité au sein des directions Finances ou Marketing.

Merci de faire parvenir CV et références sous référence 02 à FRANÇOIS ESCOFFIER, Service Recrutement.

RANK XEROX 93802 Aulnay-s.-B. - Bois Odeur

S.P. 63

93802 Aulnay-s.-B. - Bois Odeur

CEDEX

CEDEX

CHERCHONS POUR DIRECTION ATELIERS ENTRETIEN, A L'ÉTRANGER

INGENIEURS ou ASSIMILES

32 ans minimum - anglais courant.

Adresser C.V. détaillé et prêt à A.C.M.

B.P. 19, 58200 COSNES/LOIRE

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	La ligne	La ligne TC
L'IMMOBILIER	28,00	32,66
"Placeurs encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,66

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

assistant fonction personnel

Vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans la gestion du personnel et vous maîtrisez au moins un ou deux des domaines suivants : qualification - rémunération - évaluation - gestion d'effectifs - mobilité interne du personnel.

Nous vous proposons de prendre en charge l'ensemble de ces activités au sein de la Direction du Personnel du siège qui gère environ 1000 personnes.

Le Groupe Massey Ferguson
1er constructeur français de matériel agricole (plus de 6000 personnes en France), offre à ce cadre la possibilité de réalisation et d'évolution de carrière intéressante.

Adresser CV détaillé, sous réf. APPR, Philippe BIARD, Service du Personnel, 22, avenue Gallié, 92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

IMPE ENTREPRISE NATIONALE EN ALGERIE

recherche
CONSEILLERS EN ORGANISATION ET SYSTEMES COMPTABLES
pour l'implantation d'un nouveau système informatisé de comptabilité analytique et budgétaire.

PROFIL :
- expert comptable diplômé de gestion H.E.C. ou équivalent ;
- expérience d'au moins 5 ans dans les domaines de la comptabilité analytique et du budget ;
- dans le secteur industriel ;
- connaissances en informatique.

Il sera chargé :
- d'implanter le système de comptabilité analytique et budgétaire dans des unités spécifiques ;
- de former des cadres nationaux chargés de l'application des systèmes ;
- de participer à la conception d'un guide comptable analytique spécifique à chaque unité.

Il est offert :
- excellentes conditions de travail ;
- contrat durée indéterminée ;
- rémunérations intéressantes.

Les demandes et les C.V. devront être reçues au plus tard le 6 décembre 1976 en indiquant votre numéro téléph. pour contact, et en portant sur l'enveloppe la mention « CONSEILLERS ».

Envoyer sous n° T 94.539 M à ERGIE-PRESSE, 85 bis rue Beaumais, 75009 Paris, qui transmettra.

Les candidats seront convoqués pour interview du 7 au 10 décembre 1976.

ingénieurs

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE DE L'INGÉNIEUR propose le poste de

CHEF de PUBLICITE
3 un diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une école commerciale
- Immédiatement rattaché au Directeur Commercial il devra posséder une expérience de journaliste industriel ou avoir déjà conduit des stratégies de communication publicitaire.

- Il fera preuve d'une extrême aisance et d'une classe indéniable dans les contacts humains.
- Il sera apte à agir avec une large autonomie et possèdera imagination et créativité.
- Il aura une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.

Sa fonction consistera à créer et animer le service publicitaire de la société ou ses principales filiales seront :
- La mise à jour et l'établissement permanent de la documentation commerciale
- La rémunération attractive prévue pour ce poste en création sera fonction de la personnalité et de l'expérience du candidat.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adresser lettre de candidature manuscrite C.V. détaillé et niveau actuel de rémunération s/réf. 1686 à

RL Pierre Lichet 10, rue de Louvois 75003 Paris-tél. 02 qui transmettra

Cherche Docteur en Médecine, Pharmacien ou Docteur en Chimie pour poste assistant de laboratoire. S'adresser : Dr. DROGOSZ, Laboratoire de Biochimie, C.H.U. Côte de Nacre, 14032 CAEN, Tél. : 94-41-99 (Poste 4296).

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN
pour poste adjoint chef de B.E. formation AM, ENI ou équivalent. Exp. B.E. ou bureau de méthode obligatoire de robotique. S'adresser : ASSISTANCE SERVICE, 11, rue Jeanne-d'Arc, 76000 ROUEN.

Pour Centre de recherche près NANCY, De la cadre d'un développement de ses activités en Sciences humaines, recrute :

PSYCHOLOGUE
(25 ans minimum)
Maîtrise et diplôme psychologie industriel et/ou social ayant soit recherche appliquée, soit recherche fondamentale. - Expérience scientifique. - Ecrit pragmatique. - Horaires variables, travail d'entreprise, horaires variables.

Adresser C.V. et prêt, s/réf. 607 à SWEETS, S.P. 269, 75004 Paris Cedex 09, qui transmettra.

ARJOMARI-PRIOUX
recherche pour son laboratoire recherche et développement situé dans l'Isère

INGÉNIEUR-DOCTEUR CHIMISTE ou PAPIETIER
- Ayant de préférence exp. chimie haute polymères ;
- Anglais : parlé et écrit ;
- Alimentaire : lu, écrit ;
- Logement assuré.

Adresser lettre et C.V. manuscrites, photo récente, en précisant vos prétentions annuelles, sous référence n° 3.460, L.T.P. 31, bd. Bonne-Nouvelle, 75001 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME PARIS 1^{re}
recherche

INGÉNIEUR GRANDS ECOS ÉLECTROMÉCANICIEN
Chargé d'étudier les tâches professionnelles dans les industries : textile, papeterie, alimentation, etc., et de proposer des mesures de prévention.

Qualités : expression écrite et orale, conscience industrielle : 5 à 10 ans. Connaissances : allemand, anglais appréciées.

Adresser C.V. et prêt à SWEETS, S.P. 269, 75004 Paris Cedex 09, sous réf. 607, qui transmettra.

Recherche pour directeur adjoint au Cameroun (130 km de Douala)

CHEF DE SCIERIE
30 ans environ. Notions anglaises de préférence. Soit à l'essai et indemnité.

S'adresser : M. Gonet, Dherbey-Bols, Tél. (74) 61-16-44.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Alger (Algérie)

L'Institut National Agronomique recrute pour l'année universitaire 1977-1978 des professeurs, maîtres de conférences, maîtres assistants et assistants dans les spécialités suivantes :

- MACHINISME
- HYDRAULIQUE
- ECOLOGIE
- AGRONOMIE
- FORESTERIE
- ART DES JARDINS ET PAYSAGISME
- ZOOTECHNIE
- INDUSTRIES PAPIETIÈRES
- PÉDOLOGIE
- GÉOLOGIE
- ARBORICULTURE
- TECHNOLOGIE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Tous les enseignements sont donnés en langue française. Les candidats intéressés peuvent s'adresser, en joignant un curriculum vitae, à la direction de l'Institut National Agronomique.

Avenue Pasteur - Hacen Badi
El-Harrach - ALGER (10^e)
ALGÉRIE

SOCIÉTÉ DE SERVICES RECHERCHE DOCUMENTALISTE

Formation requise : Diplôme de l'INTD ou expérience en matière de documentation.

Connaissances juridiques souhaitées.

Poste à pourvoir : Concevoir les bases et l'organisation d'une documentation et en assurer le fonctionnement pour le compte d'un service dont l'activité est à dominante juridique.

Ecrire avec C.V. et prétentions à M. Renard, 4, passage de Chelles - 93220 GAGNY

METAFRAM

filiale PECHINEY UGINE KUHLMANN recherche pour PARIS

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation ABES et BEXES de quelques années d'expérience, de préférence secteur mécanique, métallurgie ou fonderie, désireux d'acquiescer à l'orientation dans la vente de produits industriels.

Mission : négociations, vente, après-vente et promotion des ventes auprès des constructeurs auto. Le poste doit déboucher à court terme sur des responsabilités de chef de service, pour élément de valeur.

Adresser curriculum vitae et prétentions à la réf. 2.811 à : SERGE BALLY CONSEIL, 40, avenue Hoche - 75008 PARIS.

EXPANSIAL

recherche pour société nationale algérienne de travaux routiers.

ingénieurs

- Génie Civil spécialisé dans la conduite de gros chantiers de routes et terrassements réf. 2114
- Electromécanicien entretien matériel travaux publics réf. 2115
- Calculateur BA réf. 2123
- Génie Civil et Béton, calcul BA, précontraint, connaissances génie civil (constructions métalliques, fondations, bâtiment, etc.) réf. 2129
- Exploitation de carrières réf. 2130
- Méthodes et prix de revient réf. 2131
- Etudes routières réf. 2132

Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'au moins 7 années, assureront à des candidats de valeur, une carrière très motivante.

Il est offert :
- de bonnes conditions de séjour ;
- logement meublé ;
- sécurité sociale et retraite cadre ;
- une rémunération élevée (nette d'impôt et transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous références correspondantes, à EXPANSIAL, 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

I.N.R.S.

Institut National de recherches et de Sécurité pr la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles recherche A PARIS

INGÉNIEUR-CHIMISTE
(GRDE ECOLE - PC PARIS - CHIMIE PARIS ou NANCY ou EQUIVALENT)
Expérience industrielle : 10 à 15 ans à niveau élevé de connaissances ;
- Facilité d'expression écrite ou orale ;
- Autorité personnelle : Indisp.

Adresser C.V., prêt et photo, à : Monsieur SAUGIER - I.N.R.S., 30, rue Olivier-Noyer 75006 PARIS Cedex 14, réf. 608

FINANCIER D'EXPERTISE et de REVISION COMPTABLE
PARIS-9^e, recherche

AUDITEURS
EXTÉRIEURS, expérience audit 1 an minimum.
Adresser C.V. et prétentions à M. LÉLÉ, CONTEXTE PUBLIC, 20, av. Orléans, 75001 PARIS.

Une comptabilité financière pour région SUD-EST PARIS

INGÉNIEUR
A.M. en traitement, formation MÉCANIQUE, pour poste

CHEF DE PRODUCTION
PIECES PROTHÉTIQUES - Esprit de rigueur - Adhésif - métier.

Ecrire CERCA, 14, route de Biais, BONNEUIL-SUR-MARNE, Téléphone 283-66-50.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

Ayant importante clientèle de sociétés industrielles et commerciales, recherche :

I - 3 FISCALISTES EXPÉRIMENTÉS
1) Personne ayant déjà une expérience professionnelle réelle comportant au moins une très bonne connaissance du droit des sociétés et de la gestion financière.
2) Personne ayant une expérience de la fiscalité des entreprises avec une très bonne connaissance de la comptabilité, éventuellement de la révision.
3) Jeune juriste débutant se spécialisant en droit fiscal et ayant également une bonne formation comptable et financière, il lui sera assurée une formation complémentaire appropriée.

II - CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS
Préférence à juriste ayant déjà une expérience des actes de sociétés, il pourrait lui être assurée une formation complémentaire appropriée.

DANS TOUTS LES CAS :
- Il faut une formation universitaire ;
- Les postes comportent une grande liberté d'action dans le cadre d'un travail en équipe. Ils offrent la possibilité de situations importantes.

Ecr. avec C.V. manuscrit sous réf. 2.024 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92807 PUTEAUX, qui transmettra.

Proche BANLIEUE OUEST
Nous sommes un groupe important filiale d'une Société mondialement connue. Nous recherchons pour renforcer notre Service Comptabilité qui met en place un système informatisé, un

cadre comptable

Capable :
- d'assumer rapidement la responsabilité
- du contrôle système : saisie comptable et liaisons informatiques (introduction des données, fichiers comptables, procédures...)
- de la comptabilité des tiers (comptabilisation, contrôle...) de plusieurs sociétés
- d'évoluer vers des responsabilités plus grandes au sein d'une équipe dynamique.

Si vous avez une formation supérieure ESC, DECS... et quelques années de pratique en comptabilité générale, si vous avez la volonté après quelques temps d'élargir votre expérience et d'augmenter vos responsabilités, envoyez votre C.V. détaillé et prétentions à No 86474, CONTEXTE Publicité, 20, Avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS

A VOCATION INTERNATIONALE
IMPORTANT CHANTIER ROUTIER AU NIGÉRIA

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
loyant une bonne expérience des gros chantiers T.P. soit en France soit à l'étranger

Age minimum 32 ans.
La connaissance de l'anglais lu, parlé et écrit est indispensable.
Ecr. av. C.V., photo et prêt, n° 86.590 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

CHEF de SERVICE FINANCIER

Sous l'autorité du Directeur de l'Economie, il devra gérer l'aspect financier de la société (Entreprise Industrielle Mécanique 1.600 personnes) ;
- relations banques organismes prêteurs
- plan de trésorerie et financement
- tous problèmes assurances et contrats
- droit commercial et financier - aspects juridiques

Cet homme âgé de 30 ans minimum pourra être de formation ESSEC, HEC, SUP de CO (option finance) et avoir quelques années d'expérience de la fonction.

Lien de travail : 60 Kms NORD-PARIS.
Adresser C.V. photo et prêt, sous NO 86.490 CONTEXTE Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR DE RENOM INTERNATIONAL

recherche

le responsable du développement de ses marchés français et européens

Dépendant de la Direction Commerciale de la Société, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et à la définition des objectifs et sera responsable de l'application de cette politique et de la réalisation de ces objectifs.

Il aura également pour mission d'animer et de coordonner les responsables commerciaux de plusieurs divisions. La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle d'une autre langue sera un atout supplémentaire. La rémunération envisagée pour ce poste sera à la mesure des qualifications et de l'expérience des candidats.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé et prétentions s/réf. 1684 à

RL Pierre Lichet 10, rue de Louvois 75003 Paris-tél. 02 qui transmettra

مركز التوظيف

offres d'emploi

BADGER-FRANCE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INGÉNIEURIE
PÉTROLES — PÉTROCHIMIE — CHIMIE
recrute immédiatement

INGÉNIEURS DE PROJET INGÉNIEURS DE PROCÉDÉ

Pour projets dans les domaines PÉTROLES/PÉTROCHIMIE et ACIDE PHOSPHORIQUE/ENGRAIS.

Formation : Ingénieurs chimistes ou généralistes français ou de langue française, bonnes notions d'anglais technique.

Expérience : au moins cinq ans d'expérience concrète de réalisation de projets raffinage, huiles lubrifiantes ou pétrochimiques d'une part, soit d'usines d'acide phosphorique/engrais d'autre part. L'expérience doit couvrir toutes les phases d'une réalisation (avant-projet, études détaillées, construction, mise en route). Une expérience d'exploitation est particulièrement souhaitée pour les ingénieurs acide phosphorique/engrais.

Fonctions : responsabilité complète de réalisation de projets sous l'autorité directe du Directeur des Projets français.

Écrire à : BADGER - FRANCE - Tour Atlantique - Cedex 6 - 92000 - PARIS-14 DÉFINITIF, sous référence 4713.

offres d'emploi

CLE 128 S.A.

recherche un
formateur-consultant
dans le domaine
commercial

ayant exercé plusieurs années en entreprise des fonctions commerciales (ventes, marketing) ayant l'expérience et le goût de la formation. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à : MME VICTOR, 5 bis rue Labie 75017 PARIS.

offres d'emploi

L'une des premières sociétés de services dans la branche du Tourisme, recherche pour son siège, PARIS :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MISSIONS :

- contrôle de gestion et suivi de la trésorerie,
- supervision des services comptables, établissement des situations et des bilans,
- Secrétariat Général : questions juridiques et de personnel, assurances, contentieux, relations avec les Administrations, les Audits, les partenaires,
- disponibilité occasionnelle pour voyages, actions sur le terrain, et multiples affaires spécifiques.

PROFIL :

Cadre jeune destiné à s'intégrer dans une équipe jeune et active. Formation comptable et économique supérieure. Ecoles Commerciales, Droit + spécialités. Anglais et autres langues appréciées. Expérience administrative de Secrétariat Général, de Cabinets ou de services financiers et d'audits dans des sociétés tierces.

Adr. C.V. détaillée à M. GENEVAY, I.P.A., avenue Jamin, 75016 PARIS, qui conduira ce recrutement et répondra à toutes les candidatures.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ÉTUDES DE MARCHÉS

Spécialité Domaines Médical
cherche

CHARGÉ D'ÉTUDES CONFIRMÉ

ayant bonnes connaissances méthodes quantitatives. Expérience études méthodes et anglais souhaitée (2 ans expérience minimum).

Envoyer C.V. + photo + présentations 17, quai de Grenelle, 75015 PARIS.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

spécialisée dans le domaine
des produits professionnels hospitaliers
recherche

UN CHEF DE PRODUITS JUNIOR

DYNAMIQUE, COMBATIF, ÉNERGIQUE.

Il possède :

- un niveau d'études supérieures ou équivalent ainsi qu'un développement personnel démontré
- une bonne expression écrite et orale française et anglaise
- une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans de marketing ou de gestion des ventes dans le secteur hospitalier ou secondairement dans le secteur médical.

Nous lui offrons :

- une activité captivante au sein d'une équipe jeune, pleine de vitalité
- de réelles possibilités d'évolution de carrière dans le cadre d'une croissance rapide et soutenue du groupe
- une rémunération motivante.

Envoyer C.V. détaillé man., photo (retournée) et présentations à No 86424 CONTEXTE PUBLIS, 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui te.

offres d'emploi

ORGANISME DE TOURISME SOCIAL

recherche pour son
Service de Relations Extérieures

PERSONNE AYANT EXPÉRIENCE DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS ET CAPABLE DE DÉVELOPPER CLIENTÈLE

Niveau d'études supérieures apprécié.

Envoyer curr. vitas manuscrit et photo, n° 4.307, FAREFRANCE P.A., 4, rue Robert-Gréban, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

"PARIS Sud"

recherche pour son
Département Téléphonie

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation ÉLECTRONIQUE GRANDES ÉCOLES

Intéressé par la commercialisation de matériels de transmissions de données et de multiples télécommunications.

Expérience, et anglais indispensables.

Adresser C.V. prêt et photo n° 8508 Contexte Publi, 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01.

offres d'emploi

Medtronic

l'un des leaders dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) recherche

programmeur confirmé

Ce technicien sera responsable :

- de la mise en route d'applications de gestion sur un IBM 3-12
- de l'organisation et de l'évolution de la fonction de programmation
- de l'analyse organique à moyen terme.

Ce poste nécessite :

- 3 ans d'expérience du GAP II
- la connaissance du matériel IBM 3
- libre décembre ou janvier.

Avantages sociaux - 5x8 - 13e mois.

Env. C.V. photo et rémunération actuelle à A.L. Van de Perre Medtronic France - Département des Ressources Humaines 120, av. Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly

offres d'emploi

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ PETIT MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE

recherche pour son siège PARIS

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

30 ans minimum.

- Formation ingénieur électromécanicien ;
- 5 à 10 ans d'expérience à un poste de responsabilité études et laboratoire ;
- (possibilité logement).

Adresser C.V. et présentations sous réf. 1608 à : SPERAR, 12, r. Jean-Jaurès, 92007 FUREAUX, qui te.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE SERVICES PARIS 8ème

recherche pour poste d'avenir

Cadre commercial

DE FORMATION SUPÉRIEURE, âgé min 35ans, ayant expérience du commerce international, ANGLAIS indispensable, ESPAGNOL souhaité, voiture personnelle nécessaire.

Rémunération importante en fonction des résultats, FIXE+INTERESSEMENT.

Adresser C.V. manuscrit détaillé et photo à : MINET Publi, n° 1936/N, 40 rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra).

offres d'emploi

SOCIÉTÉ-CONSEIL EN RELATIONS PUBLIQUES

ACTIVITÉS INTERNATIONALES
recherche d'urgence

RESPONSABLE COMMUNICATION ÉCRITE

(Edition Brochures, Journaux d'Entreprise, Rapports, Revue, etc.). Homme 30 ans environ, connaissant parfaitement la rédaction et les techniques de fabrication. 3 ans d'activité confirmée acquise en agence de Relations Publiques avec connaissances techniques de communication et marketing. Situation d'avenir dans groupe performant pour candidat motivé disposant d'une grande capacité de travail. Poste à pourvoir immédiatement.

Env. C.V. détaillé au Groupe Daniel VERPEAUX, 35, quai d'Anjou, 75004 PARIS.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE DES ANTILLES - D.M.

Participe au plan local 8 de trois années programme, recherche

INGÉNIEUR-COORDONNATEUR

devenant, dans le cadre de son expérience, le pilotage sous corps d'état d'un programme de logements.

Il s'agit d'une création de poste.

Pratique des matériaux et procédés modernes indispensables.

Env. lettre manuscrite et C.V.

offres d'emploi

STE INTERNATIONALE JOINVILLE (94)

créée en 1975

recherche pour renforcer son équipe système

UN PROGRAMMEUR SYSTÈME

Libre rapidement.

2 ans d'expérience : POWER/VIS VSA/MD 1.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations à n° 8450 Contexte Publi, 20, av. Opéra, Paris-14, n° 1.

Centre de documentation ch. lise en psychiatrie. Complément anglais (verbal) et allemand, pour poste M-TEMPS.

Adresser C.V. + photo C.N.R.S., bureau 10, 24, rue Boyer, PARIS (20).

offres d'emploi

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL

Sanctus QUEST, recherche

UN PROGRAMMEUR

2 ECHOLON

D.U.T. méthode de WACHNER, L.C.P. Langage COBOL ANS et possible 2 ans expérience professionnelle.

Libre des O.M.

Ecrire avec réf. et présent. n° 8418 Contexte Publi, 20, av. Opéra, Paris-14, n° 1.

IMPTE 20 de Construction d'APPAREILS de MESURES PARIS-13, recherche

UN AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

Titulaire du D.U.T. et S.T.S. ÉLECTRONIQUE Industrielle. 2 ans exp. a/système-forme d'essai. Si possible, connaissances analogique et logique. Il est indispensable que le candidat ait une expérience de transfert de notre établissement PEVRY (V) courant 1977.

Ecr. avec réf. et photo à : A.O.P. Boite postale 301, PARIS-13.

offres d'emploi

FIVES CAIL BARCOCK

recherche

AGENT TECHNIQUE

(après vente)

très bonne expérience exploitation, entretien, réparation génératrice de valeur aux entreprises de matériels auxiliaires.

Lien de travail :

- LA COURNEUVE
- Fréquent déplacements France et Étranger pour expertise, définition, réparation, conseil, conditions fonctionnement.

Ecr. à F.C.B., 80, r. Emile-Zola, 93123 LA COURNEUVE

offres d'emploi

LE CONTRÔLEUR DE GESTION

une SOCIÉTÉ COMMERCIALE recherche pour l'assistant

COMPTABLE

Expérimenté (e) ou diplômé D.U.T. ou D.E.C.S.

Elaboration tableaux de bord, budgets, comptabilité analytique, études et contrôles divers.

Envoyer C.V. photo sous réf. CEMOR (contenuit/revue) à : EMPLOIS ET CARRIÈRES, 20, rue Verdet, 75008 PARIS

offres d'emploi

FIVES CAIL BARCOCK

recherche

DESSINATEURS-PROJÉTEURS

(typistes et dessinateurs industriels)

5 ans min d'expérience bureau d'études. FORMATION NIDAU B.T.S. souhaitée.

Ecr. à F.C.B., 80, rue Emile-Zola, 93123 LA COURNEUVE

offres d'emploi

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ FRANÇAISE

recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J.H. COMPTABLES

D.E.C.S. ou ÉQUIVALENT

Pour gestion administrative et comptable et une importante tâche successorale.

Avantages habituels d'expatriation

Adresser C.V. et présentations, à : n° 8477, CONTEXTE Publi, 20, av. de l'Opéra, Paris-14, n° 1.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ SERVICES EN INF.

recherche

INGÉNIEUR SOFT

connaissant les microprocesseurs

Tél. : 842-15-96

SOCIÉTÉ EXPÉRIENCE COMPTABLE

recherche

SECRÉTAIRE STENO-GRAPHE

PARIS ou NANTERRE

SETECY - 9 bis, rue Gambetta, 75000 HOUILLERES

offres d'emploi

OUTRE-MER

Intéressé par dir. administr. CHANTIER ou AGENCE.

M. LAURENT, 1 bis, rue FAMIENS, 92000 BEAUVAIS.

CONTREMAÎTRE CÂBLAGE

recherche

CHEF D'ATELIER

PARIS ou NANTERRE

Ecr. à n° 8450 Contexte Publi, 20, av. de l'Opéra, Paris-14, n° 1.

offres d'emploi

secrétaires

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

recherche

1) SECRÉTAIRE

pour secondar Constat judiciaire spécialisé dans les affaires aux entreprises en difficulté (dépôts de bilan, concordats, etc.).

- Formation DEC, JF ou BTS option Comptable.
- Une formation juridique serait appréciée.

2) SECRÉTAIRE

pour Secrétariat Directeur de Bureau Juridique.

- Formation : bonne culture générale BAC ou BTS.

Envoyer curr. vitas sous référence 2023 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92007 FUREAUX, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour ses bureaux de

NEUILLY-SUR-SEINE (Métro Pont de Neuilly)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION ADMINISTRATIVE

bilingue Anglais/Français

La candidate âgée de 30 ans minimum devra :

- posséder une bonne culture générale ;
- savoir rédiger et s'exprimer en anglais et français ;
- avoir le sens des responsabilités et de l'organisation afin de pouvoir tenir seule en relation directe avec l'usine de Neully les stocks de matières premières.

Salaires en fonction de la qualification professionnelle sur 12 mois, 40 heures en 5 jours.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

Adresser C.V. photo et présentations à HERCULES FRANCE, Service du Personnel, Tour Albert 1er, avenue Albert-1er, 92000 RUEIL-MALMAISON.

offres d'emploi

DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL ET FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

40 ans

Importante société industrielle

souhaite collaborer directement avec CHIEF D'ENTREPRISE ayant acquis de complètes connaissances de l'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE à PARIS

II lui apporte :

- son expérience des opérations d'EXPORTATION ;
- sa connaissance du DROIT des CONTRATS et des SOCIÉTÉS ;
- son introduction auprès des personnalités du MOYEN-ORIENT ;
- ses relations avec les BANQUES et ADMINISTRATIONS ;
- sa formation de FINANCIER et de GESTIONNAIRE.

Écrire sous n° 83215, HAVAS CONTACT, 158, bd Malesherbes, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

(35 ANS)

10 ANS EXPÉRIENCE

VENTE ET ADMINISTRATION

dans Société Multinationale de Distribution Produits de grande consommation.

Subite restructuration recherche poste similaire dans Société offrant responsabilité.

Ecr. PUBLISCOPE 101 - 11, r. Royale, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

DIRECTEUR 35 ANS

Sup. de Co - Cadre supérieur

Facilité connaissances produits sidérurgiques et produits annexes (Bâtiment - T.P.) (Anglais - Allemand courant).

ANALYSERAIT TOUTES PROPOSITIONS Situation de Direction Générale ou Direction Commerciale.

Écrire à n° 84508 M. HENRI FENESS, 55 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

offres d'emploi

POUR VOS PROMOTIONS ET CONTACTS AU MAROC

Ex-Officier Marocain du Service Matériel résident France cherchant à pour opérer au Maroc depuis Paris, possédant expérience commerciale et sans qu'il soit nécessaire d'avoir des notions d'affaires financières.

Écrire toutes propositions.

Berthelme, 20, rue de la Monnaie, 75001 PARIS.

offres d'emploi

30 ans - MARKETING

Après 6 ans de vente active dans l'Automobile (4 ans VOLKSWAGEN et 2 ans CITROËN).

J'ai suivi un cycle de formation au marketing de 6 mois auprès de SUT de CO de Paris.

Je cherche un emploi me permettant d'utiliser mes connaissances.

Faire offre à n° 85451 Contexte Publi, 20, av. de l'Opéra - Paris 14, qui transmettra

offres d'emploi

Diplômé ESSEC

50 ans, 10 ans de direction générale, rompu aux problèmes financiers, commerciaux, sociaux et de gestion, recherche Direction Générale ou poste à haute responsabilité.

Répondre à n° 3.698, « le Monde » Publi, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-9, q. transmet.

offres d'emploi

CHEF D'ATELIER AUTO

55 ans, spécialiste de l'entretien préventif systématique de flottes de camions. Longue expérience également d'ateliers de réparations générales V.I. et P.V. Diesel, cherche emploi stable.

DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT.

LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE indifférente.

Faire offre à n° 86457 CONTEXTE PUBLIS, 20, avenue Opéra, Paris-14, qui transmettra.

offres d'emploi

JOURNALISTE

possédant une expérience presse écrite et radio-télé, maquette et mise en page.

Relations publiques, publi-reportages, Prévisions et gest. budg. Relations presse avec France et Étranger, en particulier, Chine, Asie Sud-Est.

Étudier toutes propositions.

Ecr. à n° 84221, Contexte Publi, 20, av. de l'Opéra, Paris-14, n° 1.

offres d'emploi

CUISINIER

Spécialités françaises, espagnoles, marocaines, algériennes, algériennes, cherche

PLACE STABLE

chef particulier.

Tél. : 842-17-39.

J.H., 34, rue de la République, exp. 16 ans, emploi journaliste ou document. Formation univ., lic. lettres, angl. esp., portug. Ecr. à n° 84113 M. Régis-Presse, 55 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

Desseigneur peintre, ch. tous travaux dessin et illustrations à jour. Ecr. à n° 84101 M. Régis-Presse, 55 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

Programmeur COBOL, ANS IBM - DOS, 6 ans exp., ch. emploi Paris - 14600000 Mme Baudet, 820-61-05, poste 44-5.

offres d'emploi

Jeune fille, niveau seconde, ch. EMPLOI BUREAU.

Mlle DE PERETTI, 30, rue Montparnasse, PARIS-14.

CHEF DE BUREAU

Chercheur SC. HUMAINES Exp. prof. enseign. et rech. Ecr. à n° 84113 M. Régis-Presse, 55 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

Cadre cab. exp. 25 ans. D.U.T. finance, comptabilité. DEC.S. CS juridique et fiscal. ch. poste cabinet ou audit st. 40.000 F annuels.

Ecr. à n° 84565 M. Régis-Presse, 55 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

J.H. exp. organisation voyages, congrès, séminaires et relations publiques recherche poste en rapport.

Ecr. à n° 84559 M. Régis-Presse, 55 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

J.F. - 30 ANS BTS LICENCE ANGLAIS

CHERCHE

TRADUCTIONS DU TRAVAIL MONTÉNOUS OU PLEIN-TEMPS

Ecr. à n° 84221, Contexte Publi, 20, av. de l'Opéra, Paris-14, n° 1.

offres d'emploi

STANDARDISTE FACTURIER

Cherche place stable, proximité Roissy-CDG (10) ou Gare de l'Est.

Ecr. à n° 84203, le Monde + Publi, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-9.

Antilles, 25 a. COMPTABLE

connaissances ordinaire, service avec et personnel. Bonnes réf. cherche emploi stable 5 x 8 x 13.

Ecr. à n° 84222, Contexte Publi, 20, av. Opéra, Paris-14, n° 1.

Distributeur Des. O.M. Rech. statut stable. Ecrire : 77200 Champs-sur-Marne.

35 ans, ch. emploi animateur, Pierre CHUPIN, tel. 208-55-00.

F. 35 a. Ecole de Commerce. Licence anglaise. Expérience. Stages divers. Connaissances financières export. ch. emploi commerce extérieur.

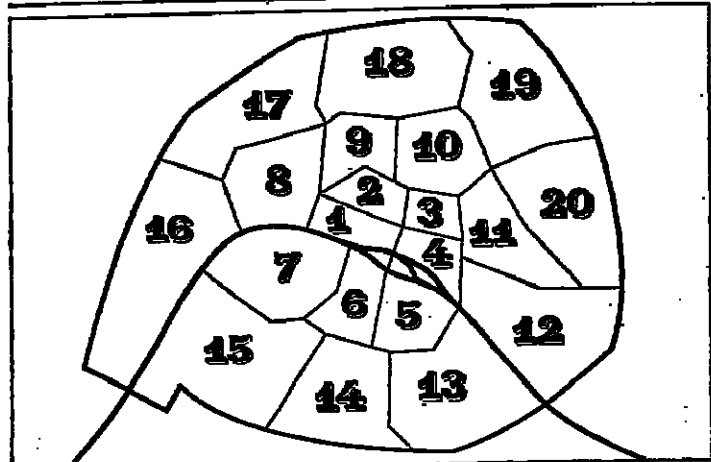
Ecr. à n° 84573 M. Régis-Presse, 55 bis, rue Réaumur, Paris-2.

صلى الله عليه وسلم

« Le Monde Immobilier Paris »
paraît chaque quinzaine,
le mercredi, en alternance avec
« Le Monde Immobilier Banlieue »,
le vendredi

LE MONDE IMMOBILIER

12 **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **124**
N° Arr. Prix moyen du m² Prix moyen du m² fermé et défectueux Montant des prêts consentis et durée 1973 année de livraison et trimestre Nombre d'app.



5 **8.000** **80%** **20** **1978** **15** **124**
REVISABLE CENSER-DAUBERTON MONTRE
LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveau. Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5°, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h., sauf dim.

5 **7000** **80%** **20** **1978** **12** **124**
MONTRE
LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES - 36, rue Mouffetard et 7-11 rue Tournefort. - Rénovation de l'ancienne caserne des Gardes Françaises, petite imm. du 18°, façades classées sur cours intérieurs, du studio au 4 pièces. 15, av. Matignon - 75008 Paris. Tél. 359-98-32.

LA HENIN
crédits immobiliers
16, rue de la Ville l'Evêque
75008 Paris - tél. : 280-35-15
COGEFIMO

7 **3.300** **80%** **20** **1978** **54**
SPECIALIS MARITABLE IMMEDIATEMENT REPON. 2
MONTRE
LE BRODEVAL - 76 rue Yvonne - Une élégante réalisation autour d'un jardin : 2 petits immeubles en pierre de taille. Studios et 4 pièces. Sur place, jeudi à lundi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h. ou téléphoner au 544-71-52 ou 21-23, rue d'Astorg, Paris-8°.

7 **9.800** **80%** **20** **1978** **86** **124**
PEUX MOYEN MONTRE
LES AMBASSADES ST-DOMINIQUE - 96-98, rue St-Dominique - Réalisation à la fois luxueuse et discrète avec prestations de grande classe (dormir les sœurs, parquet chêne massif au point de Hongrie). 3, 4 et 5 p., duplex et cibles terrasses. Bur. vente sur place à partir du 19 oct. ou sur rendez-vous : 766-51-03. Réalisation SERCO

12 **5.900** **80%** **20** **1977** **62** **124**
MONTRE
BECCARIA 7 - 7, rue Beccaria, 109, rue de Charenton 2 immeubles de classe proposant des appartements (Studios à 6 pces) tant pour l'habitation que pour l'investissement. App. témoin tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mercredi).
SERCO 14, rue Magellan PARIS (8°) **723-72-00**

12 **6.000** **80%** **20** **1977** **44** **124**
MONTRE
RÉSIDENT PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestations raffin. S. pl. ts l. jrs sf mar. et mer. 13 à 19 h., 346-51-74.
LA MAISON DU 6. SCKE, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

13 **5.420** **80%** **20** **1977** **122** **124**
MONTRE
KELLERMANN 102 - 102, bd Kellermann - A 300 m. Parc Montsouris, 3 petits immeubl. à l'architecture élégante, jardins intérieurs agréablement aménagés. Studios, 3, 4 et 5 pièces avec Balcons. Appartements témoin ouvert tous les jours de 14 h. à 19 h.
SERCO 14, rue Magellan PARIS (8°) **723-72-00**

13 **4.900** **80%** **20** **1977** **380** **124**
MONTRE
OLYMPIADES - 70, avenue d'Ivry - Deux immeubles : CORTINA, chamb., stud., 2 p. - HELSINKI, stud. à 5 p. Environnem. exception. : Centre Comm. « Stadium » avec patinoire et piscine. Sur pl. ts les jrs de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h., sf vend. mat. et merc. T. 584-81-20 ou S.P.E.L., 14, av. F.-D.-Roosevelt, Paris-8°, T. 256-55-11.

13 **5.700** **80%** **20** **1977** **340** **124**
MONTRE
GALAXIE - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec grds balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec grands magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, sauf mer., et le ven. matin 580-32-92 ou S.P.E.L., 14, av. Roosevelt-8° - 256-55-11. Réalisation S.E.L.L.

15 **6.750** **80%** **20** **1978** **209** **124**
MONTRE
RÉSIDENT BUFFON - 18-24, rue Lecourbe. - Du studio au 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands espaces verts. Balcons et terrasses. Bureau de vente sur place : lundi au vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et 14 h. à 18 h. Renseignements et vente : 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS. Tél. 280-34-40.

16 **8.200** **80%** **20** **1976** **42** **124**
PERSONNALISÉ MONTRE
LES JARDINS DE POLYMNIE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand. autour d'un jardin de 3.000 m². Du stud. 34 m², ou 6 p. 180 m². S. pl. t.l.j. sf dim., lun. et le vend. mat. : 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à 19 h., tél. 224-66-26 ou S.P.E.L., 14, av. F.-D.-Roosevelt, Paris-8°, 256-55-11. Réalisation : MAZEY & VALLETTE

17 **7.700** **80%** **20** **1976** **37** **124**
PERSONNALISÉ MONTRE
141, AVENUE DE WAGRAM Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h., 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS. Tél. 280-34-40.

18 **5.200** **80%** **20** **1976** **25** **124**
PERSONNALISÉ MONTRE
LE MONCEY - 13, rue Gamieron. - Le calme et la lumière au centre de la vie parisienne. Un petit immeuble de grand standing, confort tout électr., donc isolations thermique et phonique parfaites. Du stud. au 4 p., R.V. et visit. sur pl. tous les jours sauf dim. de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30. Tél. 293-43-93 - 292-15-57.

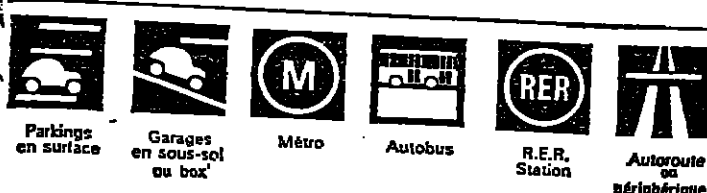
18 **3.500** **80%** **20** **1977** **135** **124**
MONTRE
STEPHENSON 2 - 55-57, rue Stephenson - Paris au prix de la banlieue. Du stud., ou 4 pces, jardin et terrasses. Bur. de vente sur pl. de 14 h. 30 à 18 h., sf merc. et dim. 15, av. Matignon - 75008 Paris. Tél. 359-98-32.

18 **4.600** **80%** **20** **1976** **196** **124**
MONTRE
IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi, sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00
ZANNETTACCI 15, avenue Matignon, 75008 PARIS. 359-98-32
PUJOS S.A.

19 **4.400** **80%** **20** **1976** **150** **124**
MONTRE
LOIRE-DEHAYNIN - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élevés aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartement témoin-tous les jours de 14 heures à 19 heures. (sauf mardi et mercredi).
SERCO 14, rue Magellan PARIS (8°) **723-72-00**

صكيا من الامل

PARIS.



7 **8.000** **80 %**
FD **PERSONNALISÉ** **1977** **49** **38**

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. ht niv. de prestat. Ds le centre noble de la ville. De lo chambre au 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, gdes terrasses sur toit, vastes balcons. Bar, vte sur pl., salon du vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

11 **4.600** **80 %**
FD **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **45** **56**

EDLWEISS-PLAISANCE - 58, rue de Montreuil - Dans un quartier dynamique; à deux pas de la place de la Nation. Petits immeubles de qualité comprenant 45 appartements : studios, 2 et 4 pièces (duplex). Visite de l'appartement témoin sur place : lundi, jeudi et samedi de 14 h. à 18 h. - Tél. : 878-31-71. Rens. C.I.P., 21-23, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie, 75116 Paris. Tél. : 720-49-70.

13 **5.050** **80 %**
FD **20** **1978** **138**

« CAP SUD » - Place de Rungis - À proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h. som., dim., de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 20 h. Tél. 589-71-21.

LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

15 **5.900** **80 %**
FD **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **80**

VOUILLÉ-PLAISANCE - 3^e tranche, 56, rue Labrousse quelques apparts de 5 pièces, 107 m² + Balcon, double exposition s/rue et sur jardin intérieur. Appart. témoin les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi)

SERCO 14, rue Magellan PARIS (8^e) **723-72-00**

18 **5.000** **80 %**
FD **PERSONNALISÉ** **1976** **12** **9** **9**

LES MARAÎCHERS - 4-6, rue Lagille - Un petit imm. de gestion facile. Le calme et le standing au cœur d'un quartier animé. Des appart. bien conçus, belle entrée éclairée naturellement, grande cuis. avec fenêtre sur jardin, vide-pous, lingerie et 2 grandes pièces indépendantes donnant sur loggia. Finitions soignées. R.V. et vis. tous les jours sauf dimanche de 13 h. 30 à 18 h. 30, tél. 292-15-57.

... et un prêt CDE financera votre achat :

cde
Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.
Tous les financements immobiliers depuis 1848.

صكراش الامل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,89
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04	"Placards encadrés"	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	Double insertion	38,00	44,37
CAPITAUX OU			"Placards encadrés"	40,00	46,70
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

villas	propriétés	propriétés	viagers	châteaux
<p>REGION VERSAILLES Suis acheteur compl. Villa Jard. 654-90-82, qu. Transmetra.</p> <p>LOUVECIENNES, 200 m. gare. Pav. état neu. 4 p. + 2 balcons. Ser. 320 m². 560.000 F. 654-06-38.</p> <p>35 MIN. GARE D'AUSTERLITZ 10 km. DOURDAN, 45 MINUT. PORTE D'ORLÈANS, 57.500 m² arborées, splend. maison, 10 chambres, 10 salles de bains, 10 cuisines, 10 W.C., salon TV (pos. ch.) à l'étage, 3 très belles chères. 5 de bns, w.c., pavillon gard. 4 de bns, w.c., bns, cuis., garage 3 voit. + park, libre de suite, prix just. après expert. 660.000 F. - 045-24-99.</p> <p>Parc de Verrières-le-Buisson. Luxueuse villa état soigné, 7 p., 3 bns + studio et sous-sol, jard. clos, vue sur vers. 1.560.000. F.N.A.I.M. - FERRE, 728-50-02.</p> <p>PLAISIR « Val-Bosnières » Villa récente 5 p., sur 68 m². Vue impren. 300.000 F. 466-14-52.</p> <p>CELLE-STE-CLOUD, LUXUEUSE PTE 200 m² habitables, salon 42 m², 3 sal. à manger 14 m², cuis. équipée, 4 chambres, dégagement, dressing, bain, sal. d'eau. En ss-sol chère serv. gar. 2 voit., chauffage, cave. PARC 1.200 m² somptueusement arborisé. Prix élevé justifié. J.M.B., 770-79-79.</p> <p>AURIBEAU, village médiéval 14 km. Capres, mais restaurée, 3 niv., salon, séj., cuis., 3 ch., 2 bns, gde pièce pour arista + kitchen, vue mer, cave, 900 dépendances, jardin, tél. ch. central. AGENCE LACARRE. F.N.A.I.M. 0810 AURIBEAU. Tél. (93) 67-20-47.</p> <p>SAINT-NOM-LA-BRETECHE Villa style « Paris vers Boulogne » AVEC PISCINE CHAUFFÉE sur terrain 3.300 m², 220 m² habitables. Séjour, 3 sal., 3 ch., 2 bns, gde pièce pour arista + kitchen, vue mer, cave, 900 dépendances, jardin, tél. ch. central. AGENCE LACARRE. F.N.A.I.M. 0810 AURIBEAU. Tél. (93) 67-20-47.</p> <p>PARC MAISON-LAFFITE MAISON RUSTIQUE RESTAURÉE 14 km. sur 200 m² de terrain. 700 m². - F.P. 776-04-04.</p>	<p>5 km CHARENTY Lisière forêt, magnif. propriété</p> <p>MAISON DE MAÎTRE GRAND STANDING 10 pièces, 5 salles de bains Chambres et baignoires de style Exclusivité d'état</p> <p>MAISON DE GARDIEN Dépendances - Parc en partie boisé 9 ha - Tennis A vendre cause départ</p> <p>Pour ts renseignements, et visite : M^{re} MULLER Notaire Office Notarial SOISSON - Tél. : (23) 53-38-94</p> <p>SEINE-ET-MARNE SUPERBE MAISON DE CARACTÈRE Séjour 45 m² avec cheminée tout confort et dépendances Tél. : 871-11-03.</p> <p>Region RAMBOUILLET 55 km PARIS - GENTILMONT avec raffinement grand jardin, piscine, vue sur 4 ha environ clos murs. Prix ELEVÉ JUSTIFIÉ Tél. : 871-11-03.</p> <p>A 3 km. des BAUX, au cœur de la Provence, 72 av. de Paris sur 12 p., dépendances, 1.200 m² Rend. Maximal Plan de la Cour, ARLES. Tél. : 96-02-36.</p>	<p>SAINT-NOM-LA-BRETECHE 4 p., belle recpet., 4/1.000 m². Partail état. 710.000 F. 466-14-52.</p> <p>35 KM. PARIS par autor. Sud. TRES BELLE PTE, 11 conf., avec grand terr. paysag.</p> <p>PRIX JUSTIFIÉ. CABINET WURZ, 51, rue de Montessuy, 75005, Paris.</p> <p>6 D. recherche pr sa clientèle étrangère : Propriétés - Châteaux - Usines ou industries en activité - Fonds de commerce importants. 102, Champs-Élysées Tél. : 257-01-31</p> <p>LE VESINET Résidentiel de verdure, MAISON ANCIENNE, réception s/jardin, 4 chambres + chère de serv., bain, 2 cab. toilette, dépendances + Pavillon Jardin 100 m² 1.200 m² ARCE de la TERRASSE Le Vesinet - 7545-90 - Orpi</p> <p>CALVADOS - 20 KM MER MAISON NORM. 4 chambres 12 p. + 2 possib., eau, él., 65.000 F. av. facilité. 865-53-72.</p> <p>NICE MONT BORON A vendre S.P.E.N.D. PROPRIÉTÉ Vue panoramique sur baie 12 pces luxueusement aménagées Garage - 7545-90 - Orpi</p> <p>BOCAGE IMMOBILIER Tél. : (33) 57-04-34</p> <p>GERES, 80 KM. TOULOUSE Belle propriété 50 ha bordure rivière, 35 ha cultivables et 7 ha boisés. Porcherie mo- dèle, vaste habitation et nom- breuses dépendances. Possibilité irrigation. - Tél. 987-13-21.</p>	<p>NICE Quartier résidentiel. Via- ger occupé. Appartement 16 m². Imm. moderne. Ascens. téléph. Cave. Park. Comptant 78.000 F. Rente mensuelle 1.200 F. 357-22-44 ou 359-39-74.</p> <p>LIBRE M^{re} BEL-AIR Imm. 10 p. Stand. Gd studio 41 m², 9^e et Balc. 87.000 cpt + rente 1.200 F. 357-22-44 ou 359-39-74.</p> <p>244-32-35 FONCIER 7 Solier - Vue Imprenable S/dm. Apart. de CARACTÈRE 103 m² + serv. 4^e et BALCON. 350.000 + 3.300. Occupé 77/72. F. CRUZ 6, rue La Botte 244-32-35</p> <p>Libre Lys-Chantilly - Villa 6 p. P. conf. PARC 4.700 m². 400.000 + 2.250/mois. 2 têtes. Rente réduite au 1^{er} décès F. CRUZ 6, rue La Botte 244-32-35</p> <p>Point Mirabeau Beau 5 Pces. 5^e asc. Tl. cit. Serv. Gar. Occupé 1^{er} 75 ans. Compl. 115.000 F. rente 8.000 F. mois. LE VIAGER 130, rue de Rivoli 244-32-35</p> <p>APT LUXE, VALDREU 33.000 3 Pces Cuis. Bains. Gd conf. Occupé. Imm. moderne, avec park. 70.000 + R. - VOL. 58-70.</p>	<p>Chateau (Var), parc 4.600 m². possib. 10 ha. Px 650.000 F. Tél. : 337-33-33 ou (91) 53-44-65.</p> <p>ROCHEFORT-EN-YVELINES 25 km de Paris par autoroute CHATEAU LOUIS XIII, av. parc bordure golf, forêt domaniale. Société propriétaire : 658-02-66.</p> <p>MANCHE A vendre très beau petit chateau Louis XIII 8 pces, cur. restauré, tout confort, 520 m² de rivière sur 2 rives, cour, parc, jardin, dépendances et ferme 3 ha. Libre de suite.</p> <p>BOCAGE IMMOBILIER 22, route de Coulancs - ST-LO Tél. (33) 57-04-34</p>
<p>forêts Près de VEZELAY à VENDRE après succession lots de bois de 10 à 70 ha bien fournis en grum- mes. Sites pittoresques. S'adresser. M^{re} Blondel, à ARDRES 62510.</p>	<p>maisons de campagne 4 km AIX-EN-PROVENCE Part. vieille maison PROVENCALE A RESTAURER 100 m² (2 plans) + 3.000 m² de terrain. Ecr. T. 94.73 N REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.</p> <p>terrains A VENDRE TERRAIN 3.100 m² bord de mer. S'adresser BIG, P.P. 154, Libreville, Rép. Gabon.</p> <p>CRUSSI-SUR-SEINE Calme 15^e ETOILE par R.E.R. Beaux TERRAINS de 800 m² à 1.000 m² entièrement habitables. AGENCE de la TERRASSE 15-85-90 - Orpi</p> <p>Le Vesinet - 7545-90 - Orpi</p>	<p>immeubles MURS de PAPERETERIE IMPRI- MERIE, 150 m² imm. part. état, près PÉRE-LACHAISE. Loyer : 21.000 F. Px 140.000 F. Voir s/pl. uniquement : jeudi 23 de 14 h. à 17 h. 30, 56, r. de Bagneux-20 Tél. : 257-25-51 et 287-94-47</p>		

L'agenda du Monde

Offres	Déménagement	Jeux Prototypes	Mobilier	Tapis
<p>de particuliers MANTEAU CUIR, aviateur, bordure, très belle. Taille 36/40. Px 1.000 F. Téléphone : 329-31-17.</p> <p>Vd manteau daim noir, entier, double costur, gd col. Tél. : 605-91-10, poste 51-00.</p>	<p>Enseignement ITALIEN leçons, conversation, Mme D'AMICO, Tél. : 994-43-39.</p> <p>CLUB ANGLAIS, Cours et conversations avec profes- seurs d'origine. T. 633-01-72.</p>	<p>Moquettes 30 à 70 % de remise sur moquette grande largeur toutes qualités. 10.000 m² en stock. 757-25-18, de 10 h à 19 h, seul dimanche et lundi matin.</p>	<p>de bureau Vd urg. tr. bon ét. standard 100 lignes réseau 800 postes. Prix tr. intéress. T. : 737-58-50.</p> <p>Vd urg. b. mobilier de bureau + siège Knoll + table dessin + machine à écrire et calcul. tel. + offert. Tél. : 737-58-50.</p>	<p>TAPIS D'ORIENT CARDINET. Ouvert le dimanche 160 bis, r. Cardinet-17, 627-58-81.</p> <p>Vacances Tourisme Loisirs</p>
<p>Agencement NOTES ASPIRANTES neuves Directement usine, garantie, offre limitée. T. : 726-16-96.</p>	<p>Animaux A votre FEMELLE PUR-SANG avec certificat d'origine, 7 ans, coul. baie, possibilité d'usage F.C.S. : 8.000 F. Tél. : 345-71-27, à partir de 20 h.</p>	<p>Antiquités ACHETE POUPEES toutes, toutes, toutes. M. RICHARD, 6, r. de l'Échiquier, Paris-14^e. T. 325-70-72, 11 à 19 h.</p>	<p>Artisans Photocopies, duplication, affichet- stencils électroniques, circul- reliure, tous travaux secrétaires, machine à lous. - Tél. : 732-25-35, 9 à 12 h./14 à 18 h. 30.</p>	<p>SKI Stations des prix jeunes et aussi des seniors des circuits au soleil Tous de la Banque 75002 Paris 244-32-35</p>
<p>Bijoux BIJOUX ANCIENS, BAGUES ROMANTIQUES. Se chouchou- chez GILLET, 19, rue d'Arcole Paris-4^e - Tél. : 633-00-53.</p>	<p>Cours Américain dans cours privés individ. ou groupe. T. 545-34-52.</p> <p>ANGLAIS par Anglais diplômé. Conversation et cours accélérés. OPERA. Tél. : 022-74-01.</p> <p>DACTYLOGRAPHIE-STENO méthode accélérée. T. 757-86-86.</p>	<p>Photo Part. vd 28 mm et 105 mm Nikon N.F. Gar. dédom. 225-36-02.</p>	<p>Prêt-à-porter QUINZAINE DE L'IMPERMEABLE JAMES - TAILLEUR 32, rue d'Arcole, 75002 Paris.</p> <p>Sécurité TOUS SYSTÈMES D'ALARME dont périphériques sans fil Perfor. 2 et 3 points DEVIS GRAT. D.P.T. SÉCURITÉ, 145, av. V. Hugo, 9718 Clamart. 257-49-45.</p>	<p>Spécialités régionales (vins) En direct du vignoble... CORBIÈRES millésimé 70-71-72 Chardigny, Domaines 12200 Lézignan.</p>
<p>Décoration Jacques SALMON, spécialiste lectures murales. Tél. : 973-59-78.</p>	<p>Agenda du Monde Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes de services de particuliers (loisirs et meubles d'occasion, livres, instrument de musique, balcons, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, déplacements, interprètes, locations, etc.) Les annonces peuvent être envoyées soit par courrier ou journal, soit par téléphone au 223-44-51, postes 399 et 392.</p>	<p>Photo Part. vd 28 mm et 105 mm Nikon N.F. Gar. dédom. 225-36-02.</p>	<p>Prêt-à-porter QUINZAINE DE L'IMPERMEABLE JAMES - TAILLEUR 32, rue d'Arcole, 75002 Paris.</p>	<p>SKI Stations des prix jeunes et aussi des seniors des circuits au soleil Tous de la Banque 75002 Paris 244-32-35</p>

Textes et documents
fournis par la S.N.C.F.

LE PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT DE LA S.N.C.F.:

C'EST dans des perspectives d'ensemble et selon des orientations arrêtées et suivies depuis plusieurs années que la S.N.C.F. a établi son programme d'équipement pour 1977. Comme il est normal, ce programme tient compte des tendances actuelles du trafic, qui est plus intense dans le secteur des voyageurs que dans celui des marchandises. Il donne, de

ce fait, une place particulièrement importante aux commandes de voitures à voyageurs alors que celles des wagons de marchandises sont réduites.

Mais la société nationale ne peut élaborer un programme annuel d'équipement sans tenir compte des perspectives à long terme de l'acti-

vité ferroviaire. A cet égard, malgré les incertitudes du présent, elle table pour le trafic des marchandises sur une reprise soutenue de l'expansion économique, et pour le trafic des voyageurs sur la continuation d'une croissance modérée.

Enfin, c'est en partant de prévisions à très long terme qu'ont été arrêtés les programmes

de grands travaux d'infrastructure qui sont en cours ou qui vont commencer en 1977. Ceux de la ligne à grande vitesse Paris-Sud-Est, par exemple, doivent durer six ans et exiger chaque année des crédits importants.

Le montant des autorisations d'engagement pour 1977 s'élèvera à 5 569 millions de francs.

Indicateurs de bonne santé

L'ÉVOLUTION de la S.N.C.F. depuis vingt ans est marquée par un double mouvement continu, augmentation du trafic et accroissement de productivité, qui fait apparaître l'un des traits caractéristiques du transport ferroviaire, activité à rendement croissant. Il convient cependant de souligner que la productivité a crû à

un rythme sensiblement plus rapide que le trafic.

Il faut y voir, sans doute, l'effet d'une recherche permanente de l'organisation la plus efficace qui n'a cessé, depuis la fin de la dernière guerre, de constituer un objectif majeur de la société nationale. Mais il faut également en trouver une cause essentielle dans le souci constant d'amé-

lioration des moyens techniques, en infrastructures et en matériel roulant, dont dispose l'entreprise.

Une telle amélioration est le résultat à la fois d'une politique d'innovation visant à mettre en œuvre toutes les ressources utiles des techniques nouvelles et d'un effort ininterrompu d'investissement.

Le rail à la pointe du progrès

Trafic doublé en vingt-cinq ans, effectifs réduits du tiers malgré la diminution des horaires de travail, rendement de l'énergie et du matériel en hausse très forte, performances accrues en matière de vitesse et de tonnage des trains, constituent, en définitive, un véritable renouveau ferroviaire. L'effort du personnel pour s'adapter aux techniques et aux méthodes commerciales nouvelles a beaucoup contribué à ce renouveau, mais un effort soutenu de recherche et d'investissement était évidemment indispensable.

Un système de transport comme le chemin de fer, dont le tracé et les normes ont été fixés au XIX^e siècle, ne peut subsister à la fin du XX^e dans une économie en pleine évolution sans un renouvellement et une adaptation continue de ses méthodes et de ses techniques. La S.N.C.F. ne construit pas elle-même son matériel ni ses installations, et elle bénéficie largement de la maîtrise technique de ses fournisseurs.

Mais elle prospecte systématiquement les ressources nouvelles de la technique; à cette fin, elle dispose de services d'études et de laboratoires qui suivent en permanence l'évolution technologique, pour en utiliser les progrès applicables au chemin de fer, explorant les disciplines nouvelles, afin de mettre en œuvre des matériaux, des dispositifs, des systèmes ou des procédés nouveaux et améliorer ceux qui sont déjà en service. Pour ces différentes formes de recherche qui constituent un véritable investissement en matière grise, la S.N.C.F. utilise environ cinq cents ingénieurs, le budget de la recherche avoisinant 150 millions de francs (moins de 1 % des dépenses totales).

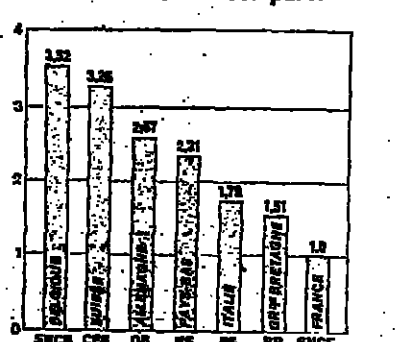
Les innovations les plus marquantes de la technique ferroviaire depuis vingt-cinq ans témoignent de l'efficacité de cet effort. Il suffit de citer la première application à grande échelle de la traction à courant industriel qui a permis d'étendre le champ de l'électrification, les records du monde de vitesse sur rail à 249 km/h en 1954, puis 331 km/h en 1955, la mise au point de la voie élastique sans joint.

Citons encore quelques perfectionnements de grande portée : en 1944, la première locomotive à grande vitesse à adhérence totale, la CC-7001; en 1958, la première application des redresseurs au silicium à la traction; en 1963, la première locomotive Diesel avec transmission par alternateur et redresseur au silicium; en 1967, le turbotrain T.G.S., premier autorail propulsé par turbine à gaz; plus récemment, l'emploi des premiers « basculeurs » à grande puissance de 4 000 kW sans compter, entre-temps, les locomotives bi-tri, quadriroutant que la S.N.C.F. fut la première à réaliser.

A un effort de recherche mené avec constance et efficacité doit correspondre un effort d'investissement parallèle. Sur ce point, le transport ferroviaire en France n'a pas été des plus favorisés; en 1975, par exemple (selon le secrétariat d'État aux transports) — et il en est à peu près de même pour les dix dernières années — on observe qu'en France les investissements d'infrastructure par unité de trafic ont été, par rapport au fer, 2,9 fois plus importants pour la route, et 2,5 fois plus importants pour les voies navigables. Chez nos proches voisins, d'après la

conférence européenne des ministres des transports, les investissements ferroviaires par unité de trafic ont été en moyenne deux fois et demie supérieurs à ceux de la S.N.C.F.

Investissements comparés



Le graphique donnant l'évolution des dépenses d'investissement en francs constants (aux conditions économiques de juin 1974) depuis 1962, première année de la quinquennale Plan, à 1975, avec les prévisions de clôture de 1976 et les perspectives de 1977, montre qu'après une chute très sensible de 1968 à 1971 la situation d'ensemble s'est tendue à s'améliorer, mais régulièrement. Cette évolution est cependant très différente pour les deux domaines d'activité. Exprimées en francs constants (millions de francs de juin 1974 T.T.C.), l'évolution des dépenses d'investissement se présente comme l'indique le graphique.

Pour la banlieue parisienne, le volume des investissements a été multiplié par 2,3 de 1971 à 1975, passant, en francs constants de juin 1974 toutes taxes comprises, de 304 millions de francs à 699 millions (les chiffres correspondants en francs courants étant de 304 et 891 millions). La situation peut donc être considérée comme satisfaisante dans ce domaine (bien que la S.N.C.F. investisse proportionnellement beaucoup moins que la R.A.T.P.), d'autant que l'on note encore un léger accroissement en volume dans les prévisions de 1976 et de 1977.

En revanche, pour le reste du réseau, c'est-à-dire dans le domaine directement soumis à la concurrence qui représente plus de 90 % du trafic, la situation est plus préoccupante. Entre 1971 et 1975 le volume des dépenses d'investissement n'y a été multiplié que par 1,3 et malgré l'augmentation sensible prévue en 1977 (+ 20 % par rapport à 1975) en tenant compte des dépenses d'infrastructure de la ligne à grande vitesse Paris-Sud-Est, le volume des investissements y reste encore inférieur à la moyenne des exercices 1962 à 1967, alors que le trafic s'est sensiblement accru et que pendant le même temps des installations, non renouvelées, ont vieilli.

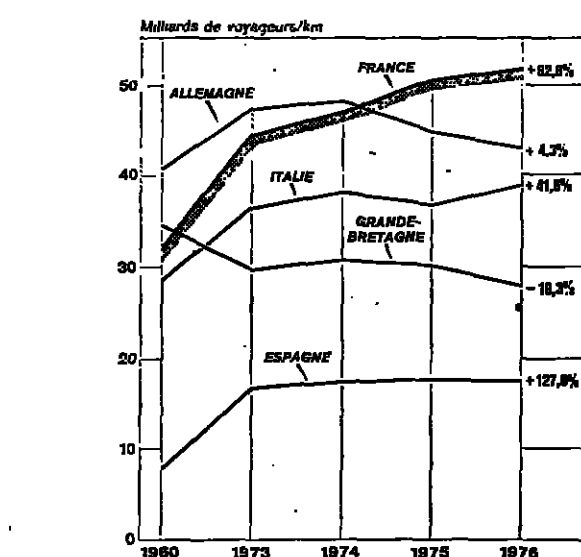
LE TRAFIC DE VOYAGEURS : LE TRAFIC DE MARCHANDISES :
une croissance continue une nette reprise

Ce trafic est en accroissement continu : il a augmenté de 100 % depuis 1950 et de 55 % depuis 1960, essentiellement sur les grandes lignes et sur le réseau de la banlieue parisienne, car le trafic des lignes secondaires a régressé. Pour le service des grandes lignes, fortement concurrencé par l'automobile et l'avion, la progression est essentiellement le fruit des efforts de la S.N.C.F. en matière de fréquence des trains et de confort, dont les progrès dans les dernières années, sont particulièrement sensibles en deuxième classe (voitures corail).

	RÉSEAU PRINCIPAL		BANLIEUE DE PARIS	
	Trafic (en milliards de voyageurs/km)	Progression par rapport à 1960	Trafic (en milliards de voyageurs/km)	Progression par rapport à 1960
1960	27,5		4,53	
1965	32,7	+ 18,9	5,56	+ 22,7
1970	34,7	+ 25,2	6,30	+ 39,1
1971	34,7	+ 25,2	6,44	+ 42,1
1972	35,3	+ 27,3	6,59	+ 45,1
1973	37,9	+ 37,8	6,89	+ 52,1
1974	40,2	+ 46,2	7,13	+ 57,4
1975	43,4	+ 57,8	7,30	+ 61,15
1976	44,5 (1)	+ 62	7,50	+ 67

(1) Estimation.

La comparaison avec les réseaux de l'Ouest européen met en évidence les bons résultats obtenus par la S.N.C.F. depuis 1960. Exprimée en milliards de voyageurs/km, la progression du trafic, d'un pays à l'autre, a été la suivante :



Le partage du fret entre les différents modes de transport

	1965	%	1970	%	1971	%	1972	%	1973	%	1974	%	1975	%
S.N.C.F.	64,6	54	70,4	46,3	67	44,1	68,6	43,1	73,9	41,1	77,3	41,3	64	38,8
Route (à plus de 50 km)	35,6	29,8	52,5	34,9	54,7	36	58,7	36,9	72,6	40,4	77,3	41,4	73	44,2
Voies navigables (y compris transit)	12,3	10,4	14,2	9,4	13,8	9,1	4,2	6,9	13,8	7,7	13,7	7,3	11,9	7,2
Océoducs (non compris transit)	7	5,8	13,5	8,9	16,3	10,8	17,5	11,1	19,5	10,8	18,5	10	16,2	9,8

LA PRODUCTIVITÉ : des gains substantiels

Tout comme la croissance du trafic, les gains de productivité de la S.N.C.F. ont été substantiels, tant en ce qui concerne le personnel que le matériel et l'énergie.

Les effectifs du personnel sont passés de 373 800 employés en 1955 à 354 200 en 1960, 303 000 en 1970, 274 200 en 1976. Pendant ce temps,

l'horaire de la semaine de travail, ayant doublé, la productivité du personnel — mesurée en unité-traffic par heure de travail — a augmenté de 170 % de 1955 à 1976.

	1955	1960	1965	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (estimation)
92,7	115,4	139,5	188	191,6	207,3	227,8	242,6	239,9	249,5	249,5
—	+ 21,5 %	+ 20,9 %	+ 34,8 %	+ 1,9 %	+ 8,2 %	+ 9,9 %	+ 6,5 %	— 4,9 %	+ 8,1 %	

	1955	1960	1965	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (estimation)
89,7	61,1	41,7	24,9	23	21,8	21,3	20,8	21,4	21,1	21,1
—	— 31,9 %	— 31,7 %	— 40,3 %	— 7,6 %	— 5,2 %	— 2,3 %	— 2,3 %	+ 2,9 %	— 1,4 %	

C'est l'évolution du taux de productivité globale qui mesure le mieux les progrès du réseau d'une

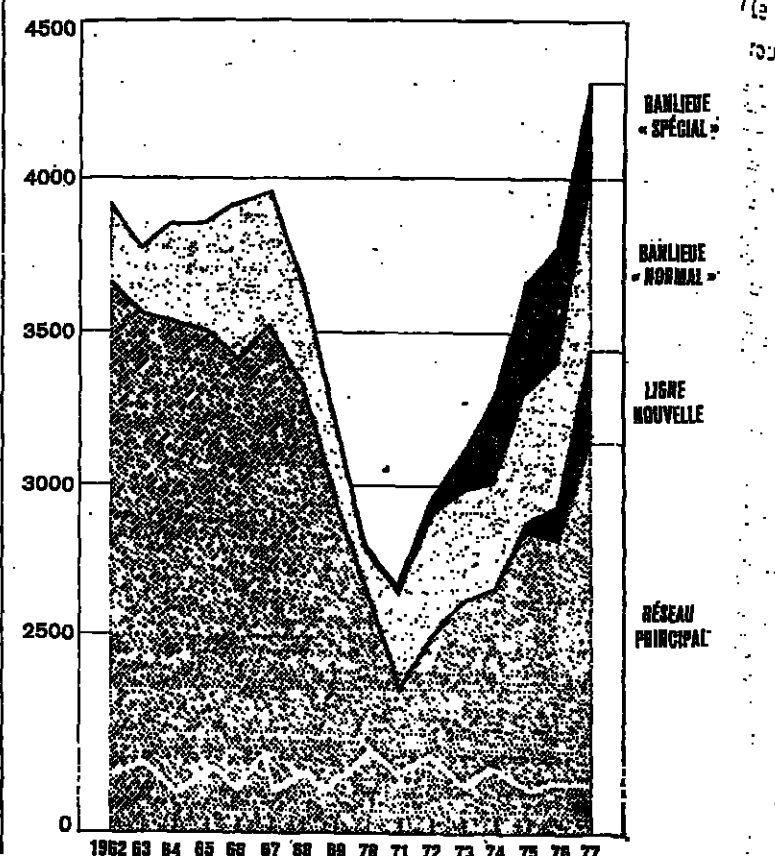
année à l'autre. Le seul chiffre négatif est celui de l'année 1975 à cause du repli accentué du trafic des marchandises, ce qui met bien en

évidence une des caractéristiques du chemin de fer : outil à rendement croissant, il est particulièrement vul-

nérable en période de baisse de trafic. D'un exercice au précédent, le taux moyen de productivité globale a varié de la manière suivante :

1969/1968	1970/1969	1971/1970	1972/1971	1973/1972	1974/1973	1975/1974
+ 6,5	+ 5,6	+ 1,2	+ 5,8	+ 5,3	+ 6,1	- 4,7

Évolution des investissements



سكك الحديدية

LE CHEMIN DE FER MAINTIENT SES PERFORMANCES

toutes taxes comprises. Le programme, hormis la banlieue parisienne et l'infrastructure de la ligne nouvelle Paris-Sud-Est, se monte à 3 500 millions aux conditions économiques de juin 1977, soit une dotation supérieure de 8 % à celle de 1976. Les principaux postes concernant, pour 1 638 millions, le matériel roulant ; essentiellement, 450 voitures et voyageurs, 41

locomotives électriques et 15 rames à grande vitesse, et, pour 397 millions, le programme d'électrification ; notamment, continuation des travaux d'équipement électrique en cours sur les lignes de la rive droite du Rhône et de Bordeaux-Montauban.

Pour la construction de la ligne nouvelle

Paris-Sud-Est, les autorisations d'engagements s'élèvent à 937 millions de francs, dont 194 millions pour les acquisitions de terrains et 743 pour les travaux de génie civil.

La banlieue de Paris continue de faire l'objet d'un important effort d'investissement. Les autorisations d'engagement atteignant

678 millions de francs. En outre, comme les années précédentes, des crédits d'un montant de 594 millions sont ouverts au titre d'un programme spécial pour de grands travaux d'infrastructure. Au total, les investissements en banlieue parisienne représentent 30 % des crédits alloués en 1977 pour le réseau principal.

UNE ADDITION DE 5 MILLIARDS

LES paiements à effectuer en 1977 au titre des investissements, tant sur les programmes antérieurs que sur le programme de l'année, atteindront, toutes taxes comprises, 5,5 milliards de francs, dont 4 250 millions de francs pour l'ensemble du réseau hors banlieue parisienne, 1 170 millions pour la banlieue parisienne, et 390 millions pour les premières dépenses de réalisation de la ligne nouvelle Paris-Sud-Est. Déduction faite des taxes récupérées, les besoins de financement pour les investissements s'élèvent, en 1977, à environ 4 900 millions de francs.

La couverture en sera assurée, pour l'essentiel, par l'emprunt ; il sera fait également recours, mais pour une part sensiblement plus faible, à d'autres modes de financement : subventions, plus-values à long terme.

Les ressources d'autofinancement proviennent pour leur quasi-totalité des dotations annuelles d'amortissement industriel que, selon les dispositions de l'article 31 de la loi du 13 août 1957, la S.N.C.F. doit effectuer dans les mêmes conditions que l'ensemble des entreprises du secteur industriel et commercial. Ces ressources devaient atteindre 1 850 millions de francs.

Au titre des ressources diverses, le programme spécial d'équipement de la banlieue parisienne bénéficie de subventions allouées par l'Etat et par le District de la région parisienne, qui devraient atteindre 300 millions de francs, et du versement transport à concurrence de 100 millions de francs environ. Par ailleurs, les plus-values à long terme dégagées à l'occasion de la cession d'immobilisations non amortissables — terrains, participations, — deviennent utiles à l'exploitation du chemin de fer, devraient s'élever à 20 millions de francs.

Le solde restant à financer, soit environ 2 500 millions de francs, doit être couvert par l'emprunt. Déduction faite des prêts obtenus du District de la région parisienne pour l'exécution du programme spécial de la banlieue de l'ordre de 70 millions de francs, — les emprunts à réaliser tant sur le marché français que sur les marchés étrangers, — il reste, compte non tenu des remboursements d'emprunts antérieurs, 2,6 milliards de francs.

Sur les grandes lignes, en toute sécurité

LES perspectives de trafic à moyen terme et, à un degré moindre, les délais d'études et de construction conditionnent étroitement le volume des commandes de matériel roulant. Pour les années 1976-1980, une croissance annuelle de 3,5 à 5 % par rapport à 1976 et une croissance plus modérée ensuite. Le trafic des voyageurs par rapides et express et celui de banlieue continuent d'évoluer favorablement et leur croissance pourrait continuer à un rythme annuel de 4 % environ.

Les locomotives électriques

En tenant compte de ces hypothèses, un rythme de commandes d'une cinquantaine de locomotives électriques doit permettre de suivre l'évolution des besoins. Pour 1977, il sera commandé 41 locomotives destinées à équiper les nouvelles lignes électrifiées et à renouveler la fraction du parc la plus ancienne ; six d'entre elles sont des BB 7200 à courant continu et 35 des BB 22 200 bi-courant, de puissance identique (4 800 kW) et qualifiées à la fois pour la traction des grands rapides et pour celle des trains à marchandises lourdes.

Les voitures de voyageurs

Le parc actuel des voitures — 8 000 véhicules — est constitué d'un groupe de 7 300 voitures environ assurant, à longueur d'année, le service des trains rapides et express, y compris les points hebdomadaires normaux, et de 700 voitures venant en renfort aux périodes difficiles et assurant les trains temporaires d'été, les trains spéciaux, ceux de pélerinage, etc. La comparaison des besoins, qui sont en augmentation continue, et du parc nécessaire en 1980 justifie une prévision de commandes de 450 voitures en 1977, qui sont, pour l'essentiel, du même type que celles des programmes précédents : 355 voitures longues (26,4 mètres) à couloir central, climatisées et insonorisées, et 95 voitures-couchettes, de 26,4 mètres également.

Les trains omnibus

Pour contribuer à la politique définie par les pouvoirs publics en matière d'aménagement du territoire,

la S.N.C.F. commandera, en 1977, pour le service omnibus voyageurs 14 éléments automoteurs électriques et 24 autorails à moteur Diesel.

Les wagons de marchandises

La S.N.C.F. envisage de commander, en 1977, 1 600 wagons environ au titre de programmes antérieurs différés jusqu'à ce jour, ce qui permettra de faire face aux besoins dans l'hypothèse basse de l'évolution du trafic.

L'électrification

Elle se justifie à la fois par des considérations de rentabilité, de capacité et d'économie d'énergie. La politique d'électrification qui constitue, à nouveau, depuis 1973, un trait marquant des investissements ferroviaires, s'inscrit dans un plan qui concerne d'abord les lignes suivantes dont les travaux sont entamés :

- Plaisir-Grignon - Epône-Mézères : mise en service... fin 1977 ;
- Gargan à Aubigny (banlieue parisienne) : mise en service... 1978 ;
- Itinéraire de la rive droite du Rhône : Miramas-Avignon, par Cavaillon : mise en service... fin 1977 ;
- Avignon-Givors, par Villeneuve-les-Avignon : mise en service... 1979 ;
- Nîmes - Villeneuve-lès-Avignon : mise en service... 1980 ;
- Bordeaux-Montauban : mise en service... 1980.

L'automatisation

Le développement des dispositifs automatisés est une des caractéristiques de l'industrie moderne. La S.N.C.F. se doit d'y recourir pour améliorer le débit des lignes et diminuer les effectifs tout en renforçant la sécurité.

Le meilleur système d'espacement des trains est le « block automatique », à cantons courts sur les lignes les plus chargées (il est appelé communément block automatique lumineux), à cantons longs sur les lignes à circulation moyenne. A la fin de 1976, 6 619 kilomètres de lignes sont équipées en block automatique et 833 kilomètres sont en cours d'équipement.

Les fusions de postes d'aiguillage visent à concentrer la commande des signaux et des aiguillages des voies principales en un nombre très réduit de postes et même parfois en un poste unique. Parmi les plus importantes qui s'achèveront en 1977, on peut citer Dreux, tandis que continueront les travaux à Chartres, Bordeaux-Saint-Jean, Castelnau-d'Aud et

financer la participation de la S.N.C.F. à la construction d'ouvrages d'art ou de déviations permettant d'en supprimer 120 autres.

La modernisation

Parmi les opérations poursuivies en 1977, on peut citer : la réalisation d'un raccordement dit « Evite-Per-

unique, à fort trafic marchandises, de Mulhouse à Bantzenheim ; en banlieue parisienne, la mise à quai de la voie 1 bis à La Verrière, permettant de réduire les difficultés de circulation aux heures de trafic de pointe.

La principale opération nouvelle du programme 1977 concerne la première étape des travaux destinés à supprimer entre Toulouse et Escalquens (sur la ligne de Carcassonne), un goulet d'étranglement dû au développement des industries embranchées sur cette section de ligne.

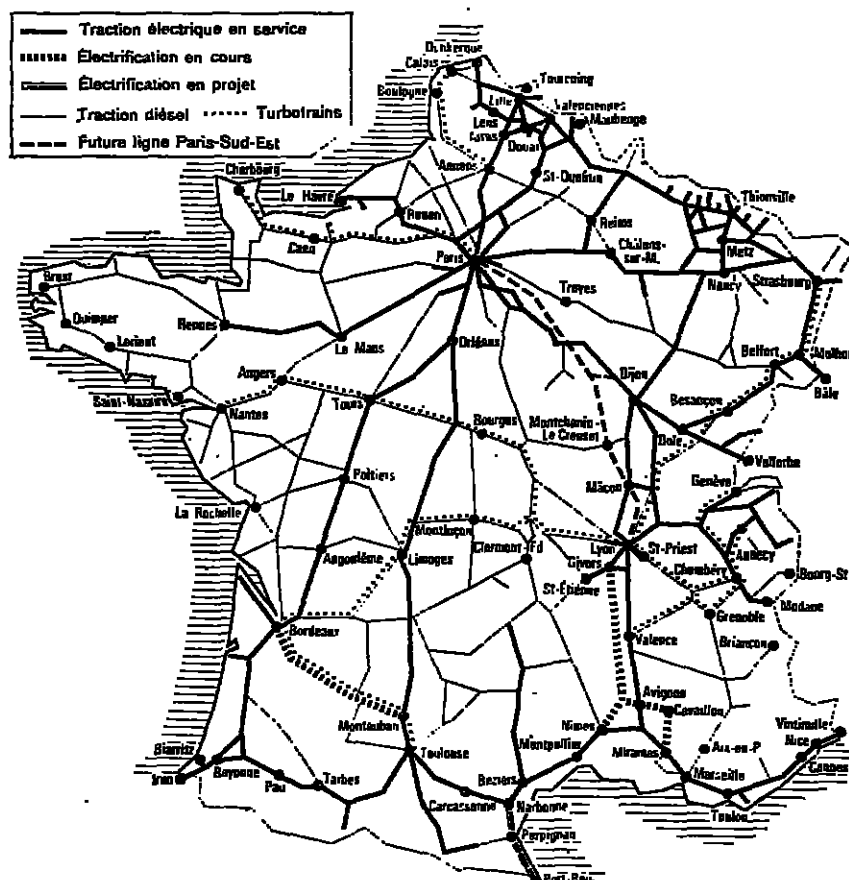
Les gares

Les travaux sont généralement rendus nécessaires par l'évolution du trafic, aussi bien en volume qu'en nature, qui conduit soit à rénover des installations anciennes, soit à en créer de nouvelles. Ils peuvent également servir de support à la promotion du trafic, par exemple le développement des chantiers « rail-route » ou l'amélioration de l'accueil dans les gares.

Les principales opérations en cours pour améliorer les services offerts aux voyageurs concernent les gares de Vichy, Maubeuge, Toulouse, Montpellier et Marseille.

Devraient débuter prochainement les travaux à Provins, Lourdes et Aix-les-Bains. Pour l'adaptation des installations au trafic, la principale opération en cours concerne Saint-Pierre-des-Corps, dont la capacité doit être accrue.

Parmi les créations d'installations nouvelles, citons la gare de Paris-Bercy où un chantier pour les trains autos-couchettes est en construction depuis 1975, et la gare desservant la ville nouvelle du Val-de-Reuil sur la ligne Paris-Rouen, dont la construction doit commencer en 1977.



Narbonne. En 1977, trois opérations seront engagées : Montauban, Culoz et Mulhouse-Nord. L'équipement de passages à niveau en signalisation automatique lumineuse est à rattacher aux deux types d'automatisation précédents. A la fin de 1976, il existe 23 200 passages à niveau pour voitures, dont 6 900 gardés (750 de moins qu'en début de 1976), 6 900 équipées de signalisation automatique lumineuse et 7 400 non gardées. Les crédits de paiement de 1977 permettent d'automatiser environ 250 passages à niveau et, aussi, de

faciliter la circulation des trains entre le Nord et l'Est, d'une part, et la vallée du Rhône, d'autre part ; la création d'un raccordement pour supprimer, en gare d'Avignon, le croisement à niveau des trains empruntant les lignes Lyon-Marseille par la rive droite et la rive gauche du Rhône ; la réalisation d'un raccordement à La Voulte, dans le cadre du projet d'ensemble d'équipement de la vallée du Rhône en remplacement d'un long raccordement existant en souterrain et dont l'électrification aurait été particulièrement onéreuse ; la modernisation de la ligne à voie

Saint-Charles. Devraient débuter prochainement les travaux à Provins, Lourdes et Aix-les-Bains. Pour l'adaptation des installations au trafic, la principale opération en cours concerne Saint-Pierre-des-Corps, dont la capacité doit être accrue. Parmi les créations d'installations nouvelles, citons la gare de Paris-Bercy où un chantier pour les trains autos-couchettes est en construction depuis 1975, et la gare desservant la ville nouvelle du Val-de-Reuil sur la ligne Paris-Rouen, dont la construction doit commencer en 1977.

Six cent mille places pour la banlieue de Paris

Pour 1977, le programme de la S.N.C.F. pour la banlieue parisienne s'élève en crédits d'engagement à 679 millions de francs (T.V.A. comprise), 483 millions affectés à l'acquisition de matériel roulant et 196 millions à l'amélioration des installations. Comme les années précédentes, il ajoute un programme spécial financé avec l'aide de l'Etat et du District et destiné aux grandes opérations d'équipement. L'ensemble des programmes de la banlieue parisienne pour 1977 s'élève à 594 millions de francs.

Le matériel roulant

Le programme normal d'investissement sera utilisé pour 70 % à l'achat de matériel. Cet effort d'équipement peut se mesurer à la cadence de mise en service ou de livraison des voitures neuves : 78 par an pour la période 1961-1970 ; 150 en moyenne chaque année de 1971 à 1975 ; 214 pour l'année 1976, dont 110 voitures à deux niveaux, 239 véhicules attendus en 1977, dont 130 à deux niveaux. Compte tenu du retrait progressif des voitures de banlieue les plus anciennes, la capacité du parc, qui était de 440 000 places à la fin de 1970, atteindra 600 000 places à la fin de 1977. Cet accroissement de capacité de 35 % environ en sept ans sera ainsi supérieur à celui enregistré en attendant pour le trafic, qui oscille autour de 3 % par an.

Dans le cadre d'un programme pluri-annuel, la S.N.C.F. a commandé 500 voitures à deux niveaux : 180 livrées en 1975 et 1976 ; 132 sont attendues en 1977, autant en 1978 et 50 en 1979. Ce matériel apprécié pour son confort et sa capacité de 45 % supérieure à celle des matériels actuels (40 % pour les voyageurs assis) assurera une part croissante de la desserte des deux lignes de Paris-Saint-Lazare et de la banlieue nord et de la banlieue est.

Solente-cinq éléments automoteurs quadruples type Z 6400 — deux automotrices encadrant

deux remorques, — soit 260 voitures, sont en construction ou déjà livrées ; 15 éléments assurent, depuis le 30 mai 1976, la liaison « Roissy-Rail » entre la gare de Paris-Nord et l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France ; 50 éléments, dont 37 à livrer en 1977, sont destinés à assurer la desserte de la ligne de Paris-Saint-Lazare à Versailles-Rive-Droite et à Saint-Nom-la-Bretèche.

Le budget 1977 comporte également les achats de matériel suivants : 10 éléments automoteurs électriques Z 6400 nécessaires en particulier à la desserte de Cergy ; 10 éléments d'une série de 37 éléments automoteurs d'un type bi-motrigène à celui du matériel d'interconnexion pour la banlieue

sud-est ; 48 remorques en acier inoxydable pour la banlieue de Paris-Montparnasse.

L'interconnexion

En 1977, le budget consacre au matériel roulant l'essentiel de la perspective d'interconnexion des lignes des réseaux R.A.T.P. et S.N.C.F. qui, en première étape, sera réalisée entre la banlieue nord (ligne de Paris-Nord à Roissy et Mitry-Claye) et la banlieue sud, via le Châtelet (ligne de Paris-Luxembourg à Massy-Palaiseau et Saint-Rémy-lès-Chevreuses, dite ligne de Soaux), exploitée par la R.A.T.P. Deux éléments automoteurs de présérie ont été commandés par les deux entreprises au cours de l'été.

Les lignes électrifiées

La S.N.C.F. continue à moderniser les lignes de la proche banlieue ouest électrifiées en courant continu à 750 volts qui couvrent 12 % du trafic de banlieue.

La plus importante, Paris-Saint-Lazare à Versailles - Rive droite et à Saint-Nom-la-Bretèche (cent trente mille voyageurs par jour) est en cours de rénovation ; le 28 septembre dernier, le nouvel équipement à courant continu monophasé 25 000 volts a été mis en service entre Paris et Saint-Cloud ; fin septembre 1977, ce sera la section Saint-Cloud-Versailles et en 1978, la rénovation de la

section Saint-Cloud - Saint-Nom-la-Bretèche. Les rames nouvelles dont les premières unités viennent d'être mises en service entre Paris et Saint-Cloud ont une capacité de transport accrue de 25 % (40 % pour le total des voyageurs assis). Les performances de ce matériel conjuguées avec l'augmentation de la vitesse autorisée sur ces lignes permettront de réduire de huit minutes les trajets Paris-Versailles et Paris-Saint-Nom-la-Bretèche.

La seconde ligne qui relie Paris-Saint-Lazare à Nanterre-Université va elle aussi être modernisée : ce tronçon de l'ancienne ligne de Paris à Saint-Germain sera utilisé pour la liaison Cergy-Paris-Saint-Lazare.

La ligne de Paris-Invalides à Versailles-Rive gauche sera entièrement rénovée dans le cadre de la liaison Orsay-Invalides.

Liaisons nouvelles

Après les lignes desservant la ville nouvelle d'Evry (décembre 1975) et l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France (mai 1976), la S.N.C.F. construit la ligne qui desservira la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et continue les travaux nécessaires à la jonction souterraine de la ligne aboutissant à Paris-Orsay avec celle partant des Invalides. La liaison Cergy-Paris-Saint-Lazare (en trente minutes) sera réalisée fin 1978 par l'aménagement des voies existantes entre la vallée de l'Oise, Achères et Houilles et la construction de deux courtes antennes : la première entre Houilles et Nanterre-Université (3,5 km), la seconde (5 km) aboutissant dans la ville même de Cergy à proximité de la préfecture.

Les travaux de construction de la liaison Orsay-Invalides se concrétiseront fin 1979 par la mise en service d'une transversale rive gauche comportant neuf stations dans Paris. Enfin, à l'automne prochain, la section de ligne Pont-de-Rungis-Massy-Palaiseau, au sud de Paris

sera « réanimée » : trois gares intermédiaires seront créées à Rungis, Antony et Massy-Verrière ; la desserte sera assurée par les trains reliant Paris-Orsay à Pont-de-Rungis-Aéroport d'Orly.

Gares

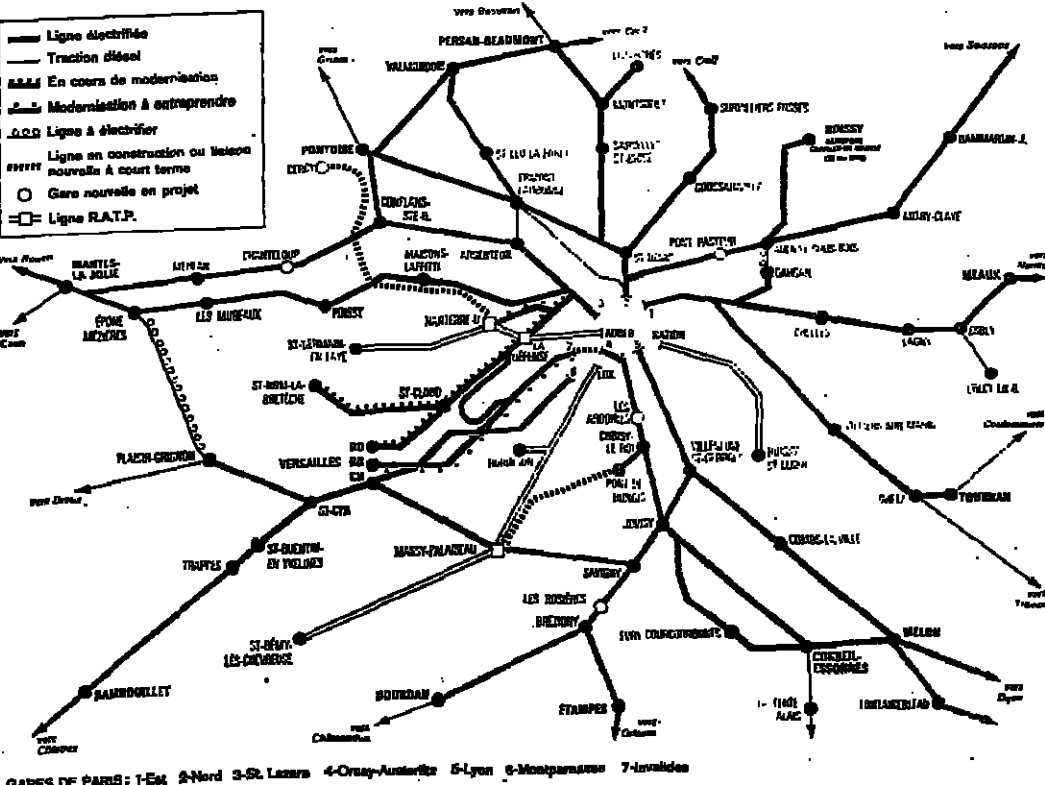
souterraines

A Paris-Lyon, continueront les grands travaux de construction de l'ouvrage commun à quatre niveaux qui abritera la station Gare-de-Lyon de la ligne est-ouest du métro express régional et la gare souterraine de banlieue de Paris-Lyon. La station du métro express à deux voies encastrant un quai de 225 m occupera le niveau inférieur ; sa mise en service interviendra à la fin de 1977. Au-dessus, reliée directement au métro express, se placera la gare souterraine de banlieue à quatre voies par deux quais de 315 m (douze voitures) ; une salle d'échange et un étage technique complètent cet ensemble dont la mise en service est envisagée pour la fin de 1980.

A Paris-Nord, commenceront en 1977 les travaux destinés à créer une gare souterraine de banlieue à quatre voies commune avec la station terminale de la ligne sud du métro express régional prolongée depuis le Châtelet. La réalisation de cet ouvrage s'inscrit dans le cadre du schéma d'interconnexion des lignes S.N.C.F. et R.A.T.P. qui prévoit la création d'une liaison nord-sud.

Gares nouvelles

Depuis 1970, dix-sept gares nouvelles ont été construites dont sept sur les sections de lignes construites pour desservir la ville nouvelle d'Evry et l'aéroport de Roissy. Outre trois gares sur la section de ligne de Pont-de-Rungis à Massy-Palaiseau, la S.N.C.F. a prévu la mise en service de six autres gares : Chanteloup (ligne Paris-Mantes), Les Ardouilles et Les Rosières (ligne Paris-Breigny), Pont-Pasteur (ligne Paris-Aulnay), Le Mée (au nord de Melun) et Achères-Ville (sur la ligne nouvelle de Cergy).



GARES DE PARIS : 1-Est 2-Nord 3-Saint-Lazare 4-Orsay-Austerlitz 5-Lyon 6-Montparnasse 7-Midi

Encore (mais seulement) 15 appartements à Censier 33.

Du 2 au 5 pièces, en cours d'achèvement.

Au cœur du 5^e arrondissement, à deux pas des lycées
et des facultés, du Jardin des Plantes, du marché
de la rue Mouffetard, des restaurants de la Contrescarpe...
Visite sur place 33 rue Censier. Prix fermes et non révisables.

SEFRI-CIME  538 52 52

Tour Maine-Montparnasse Paris

En raison de travaux, les Services situés 64-66, rue du Dessous-des-Berges, Paris-13^e, seront totalement fermés au Public du vendredi 26 novembre 1976 à 12 heures au lundi 29 novembre 1976 à 10 heures.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La lutte contre l'inflation et le débat sur l'emploi

Une fausse panacée

(Suite de la première page.)

Leur réponse n'en paraît pas moins insuffisante à tous ceux — et ils n'appartiennent pas tous au parti communiste — qui appellent leur plaidoyer en faveur d'une augmentation des revenus réels sur une analyse « macro-économique » dont on trouverait une justification dans la plupart des manuels d'économie politique modernes. On peut la formuler en peu de mots : quand il existe, comme c'est le cas actuellement, d'importantes capacités de production inemployées, une demande accrue a pour effet de stimuler l'activité et non de provoquer des hausses de prix.

La fameuse spirale

On retombe ici sur l'opposition devenue classique (nous serions tentés d'écrire : trop classique) entre l'inflation par la demande, qui ne correspond visiblement pas aux circonstances actuelles, et l'inflation par les coûts dont souffre au premier chef l'économie française. Le coût le plus important n'est-il pas celui de la main-d'œuvre ? Ce « cycle infernal » austérité-chômage que dénonce le secrétaire général de la C.G.T. n'a-t-il pas pour origine la fameuse « spirale » non moins diabolique, salaires-prix ?

Inutile de rappeler dans le détail la stratégie que le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, a conçue pour briser l'enchaînement. Blocage des prix dans un premier temps (dernier trimestre de 1976) suivi par une baisse de la T.V.A. qui doit, dans une certaine mesure au moins, compenser les hausses inévitables des coûts que l'administration aura relâché son dispositif de contrôle. En freinant la hausse de l'indice des prix, on espère créer un climat plus favorable pour les négociations de salaires. Il est admis que celles qui interviendront au sein du secteur public, et plus particulièrement à l'E.D.F., auront valeur de test. Notre propos n'est pas de contester ce schéma. Il n'est guère douteux qu'un nouveau dérapage des rémunérations survenant après les mauvais résultats de 1976, aurait pour effet de raviver les anticipations inflationnistes, retirant pratiquement à M. Raymond Barre toute liberté de manœuvre pour empêcher, encaissement ou pas, qu'une forte expansion du crédit (crédit qui pourrait résulter du financement du déficit extérieur...) ne vienne permettre, tant bien que mal, aux entreprises, de faire face à la surcharge de leurs coûts. Et le programme de stabilisation aurait vécu.

A supposer que la réalité confirme à peu près le programme, la bataille ne serait gagnée pour autant. C'est cela qu'il importe au plus haut point de souligner. Si une certaine « modération » des hausses de salaires est certainement nécessaire à la réussite de la politique du gouvernement, elle est loin d'être suffisante.

On dira que le programme du gouvernement comprend également des mesures de restriction du crédit, « encadrement » et renchérissement des taux d'intérêt — et qu'en réalité ce sont elles qui forment la pièce essentielle du dispositif (on en parle moins parce qu'elles sont politiquement « plus neutres »). Cependant, il en va de la politique économique comme de la médecine : si l'analyse de la situation est erronée, la thérapeutique risque d'être mal assurée. On prendra une rémission pour une guérison, ou bien on n'attachera pas assez d'importance à tel symptôme qui, au contraire, devrait inquiéter le médecin et le patient. Si, dans le passé, les politiques fondées sur l'idée que l'inflation est causée par des coûts ont plus souvent échoué que celles qui visent à agir sur la demande, c'est parce qu'il est impossible de rendre compte du phénomène en s'en tenant aux seuls éléments « prix » et « salaires ». A première vue, on pourrait s'en étonner : l'ensemble du revenu national ne se décompose-t-il pas en définitive en salaires et en profits encaissés ? En contrôlant les salaires, on « tient » les revenus du travail ; en surveillant les prix, on empêche le débordement des revenus du capital.

Les bonnes créances et les autres

En raisonnant de la sorte, on passe sous silence le rôle et jusqu'à l'existence de la monnaie. On s'agit implicitement que sa valeur ne fait que refléter l'évolution de l'indice des prix. C'est dans ce piège que sont tombés, une fois de plus, les dirigeants britanniques en avril. La hausse du coût de la vie avait, en rythme annuel, diminué de moitié et même davantage par rapport à l'été 1975. M. Denis Healey, chancelier de l'Échiquier, se croyait autorisé à mener coup à prévoir que d'ici à la fin de 1977 le « taux d'inflation » serait ramené aux environs de 7 %. Depuis lors, il a déchanté. La livre a connu sa chute la plus sévère. La Grande-Bretagne a dû, malgré une politique des revenus considérée comme « exemplaire », prendre

des mesures draconiennes (en matière de loyer de l'argent notamment) pour empêcher l'effondrement, et convaincre le Fonds monétaire, et sans doute d'autres créanciers, de lui prêter encore beaucoup d'argent. En réalité, il est indispensable, si l'on ne veut pas se laisser enfermer dans la dialectique « prix-salaires », incapable à elle seule d'expliquer la genèse de l'inflation, de prendre en compte l'élément monétaire. Le plus simple est de la considérer comme un bien économique échangé contre des marchandises et des services. Si sa valeur baisse, on en demandera davantage contre une même quantité de marchandises, d'où hausse des prix. Cette hausse apparaît alors comme la conséquence de la diminution de la valeur de la monnaie en dehors de toute référence aux prix des biens et des services qu'elle sert à acheter.

Dans une économie moderne, la monnaie est créée dans tous les cas contre l'émission d'une créance portée à l'actif d'une banque. Il ne serait donc pas étonnant qu'en dernière analyse la valeur de la monnaie dépende... de celle des créances qui en sont la contrepartie obligatoire. A notre connaissance, M. Jacques Rueff est, parmi les économistes modernes, le seul qui ait introduit cette constatation de fait au cœur de sa théorie monétaire (2). Son avantage est de faciliter le diagnostic sur l'inflation.

Supposons que de la monnaie soit créée, que le Trésor émette des billets pour combler le déficit de l'Etat. De deux choses l'une. Ou bien il paraît vraisemblable que le Trésor sera dans les années à venir en mesure de rembourser sa dette sur ses recettes fiscales. Dans ce cas, les créances ont une valeur suffisante pour pouvoir être assez facilement placées dans le public. Ou bien l'Etat ne sera pas en mesure de prélever sur ses ressources ordinaires de quoi faire face à ses obligations, et dans ce cas les titres devront être achetés par des banques et, à leur défaut, par l'Institut d'émission lui-même, ce qui empêchera leur dépréciation sur le marché financier. Le soutien ainsi obtenu aura nécessairement ses limites : la Banque d'Angleterre vient de le montrer en portant le taux d'intérêt jusqu'à 15 %.

La situation est tout aussi inflationniste quand la source de l'émission monétaire n'est pas le déficit de l'Etat, mais la nécessité pour les banques de tenir à bout de bras un grand nombre d'entreprises, publiques ou privées, devenues incapables d'engendrer le cash flow (3) dont elles auraient besoin.

Les insuffisances de l'indice des prix

La valeur de la monnaie ne peut se mesurer au seul indice des prix : ceux-ci peuvent très bien fluctuer pour des raisons tout à fait indépendantes des conditions dans lesquelles la monnaie nationale est émise, par exemple en fonction du prix des matières premières importées. Le cours du change aurait une indication plus précise dans la mesure où il constitue une donnée immédiate du marché. La récente expérience britannique illustre assez bien le processus : la chute de la livre est intervenue à un moment où la progression des prix et des salaires se ralentissaient, mais après un nouvel accès d'inflation intérieure (entendue au sens d'émission de créances non gagées par des ressources véritables).

Il est donc absolument nécessaire, dans la conjoncture actuelle, d'obtenir, à la fois par des pro-

grès de productivité et par un ralentissement de la hausse des rémunérations une amélioration de la situation financière des entreprises. Sans une pareille amélioration, on ne voit pas comment on pourrait empêcher un nouvel essor inflationniste du crédit, à moins de courir le risque, qu'aucun gouvernement ne prendra, d'écarter en faillite un grand nombre de sociétés et par conséquent de condamner au chômage des dizaines de milliers de nouveaux travailleurs. Mais un tel effort serait totalement inutile si, en même temps l'Etat, entretenait l'inflation en demandant, comme il l'a fait depuis 1975, au système bancaire de financer un important déficit des finances publiques (38 milliards l'année dernière et 20 milliards environ cette année).

L'expérience et le raisonnement montrent qu'il ne servirait à rien de convaincre les partenaires sociaux de ralentir la progression des salaires et des prix par une série de moyens plus ou moins artificiels — baisse de la T.V.A., menace de la « seriette », etc. — si la valeur de la monnaie continuait à se détériorer. On peut même redouter que, dans une telle éventualité, une « explosion » des rémunérations ne suive plus ou moins l'accalmie, comme on l'a vu aux Pays-Bas en 1964, et en Grande-Bretagne en 1969-1970 puis de nouveau en 1974. C'est pour cette raison qu'au cours des prochains mois, le « baromètre » à observer de l'inflation n'est pas le cours du change — sauf bien sûr si l'on soutient le franc par une politique d'emprunt systématique dont M. Raymond Barre connaît bien les dangers.

On voit aussi pourquoi il serait spécieux de vouloir stimuler globalement la demande par une politique délibérée d'augmentation des revenus. Ce faisant, on alourdirait encore les charges des entreprises, le résultat le plus probable dans la plupart des cas étant de les amener non pas à augmenter leur production, mais à faire face à une consommation accrue, mais à contracter encore un peu plus leurs investissements. Si l'on pouvait sans risque, comme le suggèrent les keynésiens simplistes, encourager la demande chaque fois qu'une partie de l'appareil de production est inemployée, la politique économique serait en fait la politique de l'argent à chaque Français un chèque, en se donnant le plaisir supplémentaire de « modular » les subsides pour obtenir par-dessus le marché une redistribution indolore des revenus. On dit que la plus haute autorité de l'Etat avait sérieusement envisagé une solution de ce genre lors de la préparation du « plan de relance » lancé si malencontreusement en septembre 1975. C'est une preuve de plus que le meilleur économiste, une fois devenu homme politique, peut être amené à préférer la démagogie à la science. Espérons que la glissade du franc et le retour en force de l'inflation interviennent depuis lors, auront aguerri les esprits pour les prémunir contre de nouvelles illusions.

PAUL FABRA.

(1) Chiffres que nous laissons à la responsabilité de l'auteur.
(2) Voir dans « L'Ordre social », la théorie des « faux » et des « vrais » droits.
(3) Le « cash flow » est représenté par les bénéfices nets plus les amortissements.

● SELON LA C.F.T.C., UN PROJET DE LOI SUR LA CO-SURVEILLANCE sera déposé devant le Parlement par le gouvernement. Ce projet a été déclaré le président de la centrale, M. Jacques Tessier.

Chercher le coupable ?

(Suite de la première page.)

Mais les syndicats sont également dans leur rôle en protestant contre l'attente au « droit au travail » que cette nouvelle disposition d'essais manifeste. Que les travailleurs soient victimes de la conjoncture internationale, de la fermeture du plan Barre, de la mauvaise gestion d'une entreprise ou, au contraire, de sa gestion trop rigoureuse, peu leur importe. Ce qu'ils ressentent une fois de plus, c'est qu'on soit avec eux comme avec des machines dont on tournerait le bouton vers le « stop » ou le « go » suivant le volume du carnet de commandes. Aux Etats-Unis, en Allemagne, le mouvement de balancier entre l'embauche et les licenciements s'opère avec moins de difficultés, l'environnement psychologique étant très différent, et la mobilité mieux acceptée.

En France, sans aller parcouir jusqu'aux crispations de l'affaire Lip, le licenciement apparaît comme une atteinte grave à la dignité de l'ouvrier ou du cadre.

Au-delà des perturbations humaines ainsi créées — même si les indemnités effacent en partie les conséquences matérielles de l'opération de « déstasse » d'une entreprise, — deux menaces contradictoires apparaissent. La première serait que le gouvernement, engagé à fond dans sa bataille contre une hausse excessive des rémunérations porteuses d'inflation, compie sur un nombre plus important de chômeurs pour passer sur les revendications salariales. Depuis des années, en France comme à l'étranger, l'expérience prouve que même en période de sous-emploi les salaires ne baissent pas.

Le second péril serait que le gouvernement (mis à part ceux des pressions syndicales et maintenant patronales de relance globale. Ce n'est heureusement pas encore le cas. Un coup de fouet à l'expansion, notamment par la consommation, comme on ne cesse de le redire, sans l'opposition, aurait pour résultat immédiat de faire bondir vers le haut les importations, à l'heure où notre balance commerciale donne des signes de dégradation de plus en plus dangereux. Faute de moyens de paiements extérieurs, on devrait recourir à des emprunts de plus en plus contraignants et il nous faudrait alors vite retrouver les chemins de l'austérité, beaucoup plus rocambolesques encore que ceux d'aujourd'hui.

Le petit jeu du « Cherchez le coupable » n'a-t-il pas suffisamment duré ? On n'en sort pas depuis quatre jours, que les protagonistes se nomment M. Ceyrac, M. Seguy ou M. Beullac. L'important est de savoir qu'en période d'inflation ce sont seulement des mesures spécifiques (et non globales) qui peuvent aider sainement à amortir le choc du redressement sur l'emploi. Le gouvernement a dit plusieurs fois en être persuadé. Mais qu'a-t-il fait ?

L'action doit être menée dans deux directions :

1) Le fameux « redéploiement de l'industrie », sujet de grands colloques officiels, mais surtout sujet de débat, car rien ne s'est vraiment dessiné en ce sens :

2) Des mesures spécifiques pour donner du travail à ceux qui l'ont perdu. Elles peuvent viser trois domaines : le renforcement des aides aux chômeurs qui acceptent un nouvel emploi hors de leur profession ou plus loin de leur domicile (c'est ce que vient de décider le gouvernement de Bonn avec une panoplie plus riche de primes de mobilité, de remboursements de frais de déménagement, de frais de transport, etc.) ; une utilisation intensive de la formation permanente ; enfin la création d'emplois municipaux, notamment dans les secteurs dévalorisés du « tertiaire » ou du « quaternaire » (enseignement post-scolaire, hôpitaux, mairies, centres sociaux, etc.). Le Canada a fait preuve de beaucoup d'imagination dans ce sens et il n'y a aucune raison pour que l'innovation sociale ne trouve pas en France un terrain d'expansion.

PIERRE DROUIN.

AUTOMOBILE

L'ACTIVITÉ EST RESTÉE SOUTENUE EN OCTOBRE

L'activité de l'industrie automobile française est restée soutenue en octobre. Indique la Chambre syndicale des constructeurs. Avec 275 358 unités, la production de voitures particulières a dépassé de 1,8 % celle d'octobre 1975, qui avait compté deux jours ouvrables de plus. La cadence potentielle a été de 13 308 voitures, soit 10,7 % de plus qu'un an auparavant.

Pour les dix premiers mois de l'année, la production (2 116 600 unités) est supérieure de 16,5 % à celle de 1975 et de 1,6 % à celle de 1973 (jusqu'à présent année record). Les exportations (1 214 827 unités) sont en progrès de 9,7 % par rapport à celles de 1975 et 2,5 % par rapport à celles de 1973. Les immatriculations (1 511 168 unités) dépassent de 26,2 % celles de 1975 et de 3,6 % celles de 1973.

En ce qui concerne les véhicules utilitaires, la production des camions de 6 tonnes est restée forte en octobre (32 530 unités), de même que les immatriculations (30 957 unités). Pour les plus de 6 tonnes, en revanche, si la production d'octobre (4 863) et les immatriculations (3 870) sont encore supérieures à celles d'octobre 1975, les exportations (1 774), toujours en net progrès par rapport à 1973 (doublement en trois ans), accentuent leur recul (-28,5 %) sur octobre 1975 et les commandes nouvelles sont faibles.

● La chambre syndicale des importateurs d'automobiles, cycles, motocycles et industries annexes, a fait publier, le 23 novembre, le communiqué suivant : « Bien que les marques étrangères soient l'attraction du Salon de Paris et constituent toujours la majorité de celles qui y figurent (cinquante-deux sur soixante et une cette année), la chambre syndicale n'a jamais été admise au sein de son comité d'organisation et n'est donc pour rien dans cette décision (de suppression du Salon de Paris 1977), au sujet de laquelle elle n'a même pas été consultée. Elle ne connaît pas encore les réactions de ses adhérents.

M. Beullac : je ne suis pas le ministre du patronat

M. Christian Beullac, ministre du travail, est revenu, au cours d'une conférence de presse réunie mardi 23 novembre au Conseil économique et social, sur les déclarations qu'il a faites lundi à Lyon, relatives aux licenciements dans les entreprises, et sur les réactions qu'elles ont suscitées. « Je ne pense qu'à l'emploi, je ne suis pas le ministre du patronat », a affirmé M. Beullac. Le plan gouvernemental a deux aspects inséparables : la lutte contre l'inflation et pour le plein emploi. Tout le plan a été bâti pour permettre l'augmentation de l'emploi en France. Mais, effectivement, des entreprises sont en difficulté. Il serait absurde de le nier, et cela irait à l'encontre de l'intérêt des travailleurs. Il faut les chasser avec clarté. Le gouvernement, en tout état de cause, a pris des dispositions pour limiter les effets des licenciements, notamment l'indemnisation du chômage à 90 %.

LA C.F.D.T. : le masque est jeté

Mme Jeannette Laot, responsable du secteur action revendicative de la C.F.D.T., a déclaré : « Alors que le chômage s'accroît et que le nombre d'offres d'emplois diminue de manière inquiétante pour les travailleurs concernés, M. Beullac, en même temps qu'il exige le basculement des obligations de chômage, déclare qu'il ne fait pas s'opposer aux compressions d'effectifs quand elles se révèlent indispensables. (...) Le masque est jeté. Le ministre du travail s'efforce d'être le ministre du patronat. »

LA C.G.T. : une nouvelle agression contre les travailleurs

« Le ministre du travail tient le même langage que le président du C.N.P.F. estime M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. Comment ne pas être révolté d'entendre les dirigeants du patronat et du gouvernement annoncer froidement qu'il y a trop de monde dans les entreprises et qu'il faut licencier massivement, alors que l'on va vers la lutte anti-inflationniste. Il n'y a pas plus inhumains qu'une politique et un système

qui traitent ainsi un peuple en soumettant tout au profit égoïste d'une minorité et pas plus absurde au point de vue économique, car, faire du chômage de chômeurs, c'est encore réduire la consommation et freiner plus encore l'économie. S'il s'agit d'intimider les travailleurs, le calcul est tout à l'honneur d'une organisation syndicale digne de ce nom ne saurait rester passive devant cette nouvelle agression. »

LA C.F.T.C. : un effort égal contre l'inflation et le chômage

« Au moment où viennent d'être publiées des statistiques annonçant un chiffre record de demandeurs d'emploi, la C.F.T.C. s'inquiète, à nos yeux, de l'annonce de multiples déclarations convergentes sur la nécessité et la légitimité des licenciements. (...) Un effort égal, estime-t-elle, doit être soutenu contre l'inflation et le chômage.

J. DELMAS et Cie
R. MAZARS - P. RUDELLI
BESTION FINANCIÈRE
EXTRAIT DU BILAN
1975 F
17 RUE DE L'ÉTOILE - 75008 PARIS - 325 85 32

cofreemca PARIS

recherche

3 Directeurs d'Etudes 75-100.000 F +
2 Chargés d'Etudes 55 - 75.000 F

Si vous êtes, à l'un de ces niveaux, un ou une jeune spécialiste des études qualitatives et quantitatives, vous connaissez la COFREMAC de réputation.

En vous portant candidat, vous pourrez savoir si votre chemin professionnel, commencé par exemple dans une Agence, chez un annonceur ou chez un confrère, peut passer maintenant par la COFREMAC.

Nos clients sont exigeants : ils attendent de nous, des démarches intellectuelles originales, des études rigoureuses menées à bon rythme, des rapports clairs, et des résultats concrets.

Directeurs d'Etudes
ces domaines d'action vous attendent :

- 1) Publicité : études stratégiques, études de plan-média Ref. 50.050/M
- 2) Distribution, chalandise : études économiques, économétriques d'implantations et de réseaux existants Ref. 50.051/M
- 3) Grande consommation : études quantitatives sophistiquées pour Annonceurs et Agences Ref. 50.052/M

Chargés d'Etudes
vous avez le choix entre :

- 1) Etudes industrielles et participation au développement international du groupe : il faut parler deux langues dont l'anglais, et aimer des déplacements fréquents de courte durée. Ref. 50.053/M
- 2) Grande consommation : études quantitatives sophistiquées pour Annonceurs et Agences Ref. 50.054/M

Ch. de Frémenville recevra votre candidature, vous adressera une note détaillée, proposera de nombreux entretiens. Adresser lettre man., CV, et indiquer préférences : en mentionnant dans votre courrier et sur l'enveloppe une des références ci-dessus à la S.E.C.E.G.S. 33 rue Gallieni 92152 SURESNES. Une discrétion totale et une réponse vous sont garanties.

S.E.C.E.G.S.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Au Conseil économique et social

La France devra faire preuve de prudence lors des prochaines négociations commerciales multilatérales souligne M. Pierre Loygue

Face à l'agressivité commerciale et au protectionnisme des États-Unis et du Japon, la France devra faire preuve de « prudence » lors des prochaines négociations commerciales multilatérales. Une nouvelle progression dans la voie de la libération des échanges ne saurait être entreprise sans une prudence accrue, selon M. Pierre Loygue, président du C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur), P.-D.G. d'Alstom-Atlantique, que le Conseil économique et social a examiné, le 23 novembre, en présence de M. André Rossi. Le ministre du commerce extérieur n'a pas manqué de souligner au cours de l'intervention qu'il a faite, déclarant notamment : « Dans le domaine tarifaire, un certain nombre de pays, au premier rang desquels figurent les États-Unis, ont adopté des pratiques qui sont en désaccord formel avec les dispositions du GATT. Il s'agit en particulier des conditions dans lesquelles les pays peuvent appliquer les droits compensateurs aux produits qui ont reçu des subventions à l'exportation. » M. Rossi a ajouté : « Pour être moins juridique, les protections du marché japonais n'en sont donc pas moins efficaces. »

Les négociations commerciales, qui ont pour objet de permettre la suppression progressive des obstacles — tarifaires et non tarifaires — aux échanges internationaux, doivent s'ouvrir, à Genève, au début de 1977, pour s'achever en principe à la fin de cette même année. En fait, ces négociations avaient été déclarées ouvertes le 14 septembre 1973 par les ministres du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) réunis à Tokyo, qui envisageaient leur clôture en 1975. Jusqu'ici le « Tokyo round », primitivement nommé le « Nixon Round », s'est limité à des contacts exploratoires

dans l'attente des élections américaines. M. Loygue souligne qu'il existe « une profonde inégalité dans le degré de protection tarifaire » entre les États-Unis, le Japon et l'ensemble européen. Cette inégalité provient « soit de l'existence de droits de douane dissuasifs, soit du système de l'évaluation des valeurs en douane, soit de législations nationales protectrices, soit de structures économiques et sociales particulières. »

Dès lors, un certain nombre de conditions devront être respectées durant les négociations de Genève. Sinon « il serait préjudiciable qu'elles soient limitées dans leurs ambitions initiales et que l'état actuel de libéralisation des échanges ne soit modifié que dans de plus modestes proportions », précise le rapport, après avoir souligné la « fragilité » de la France dans le contexte international : effort d'exportation reposant sur une base encore trop étroite, pénétration élevée des capitaux étrangers, faiblesse des structures industrielles et commerciales dans le monde (le retard est « considérable ») et un effort doit être entrepris « de façon urgente et massive ».

Ainsi le Parlement et le Conseil économique et social devront-ils contrôler le déroulement des négociations et donner leur avis préalablement à toute ratification.

Les négociations elles-mêmes devront respecter un certain nombre de règles : équilibre des situations au départ, harmonisation du calcul des valeurs en douane, suppression des tarifs dissuasifs avant tout abaissement des protections douanières, prise en compte des obstacles non tarifaires de droit et de fait. L'agriculture doit, quant à elle, faire l'objet d'une négociation spécifique qui « ne saurait en aucun cas se proposer de modifier les principes de base de la politique agricole commune ». Enfin, les applications de la clause de sauvegarde devront être plus rapides et sélectives.

Par ailleurs, M. Loygue regrette l'absence de toute référence dans les actuelles négociations au « préalable monétaire » qui avait été invoqué avant la déclaration de Tokyo. « Il peut apparaître paradoxal, écrit-il, de consacrer une importante négociation commerciale multilatérale à réduire des droits de douane qui, pour l'essentiel, sont déjà nuls ou faibles sans même que la question monétaire soit abordée. »

Enfin, le rôle des pays en voie de développement est évoqué, « dont l'influence ne cesse de croître, même s'ils n'imposent pas leur loi, comme à la CNUCED ». Dans le court terme, les nations industrielles doivent « éviter que la concurrence des pays à faible coût de production n'apporte des perturbations trop marquées du marché international ».

CONFLITS

LES ÉLECTRICIENS REPOUSSENT AU 30 NOVEMBRE LEUR DÉCISION SUR UNE GRÈVE ÉVENTUELLE

Au terme d'une journée de discussions intersyndicales, les cinq fédérations de l'E.C.F., C.G.T., (cadres et maîtrise) sont convenues le 23 novembre de se rencontrer à nouveau le 30 novembre pour prendre « concrètement les décisions que la situation impose », elles n'ont pu, en effet, se mettre d'accord sur la proposition des cégétistes qui comportait des coupures de courant « contrôlées » les 1^{er} et 2 décembre.

Les cinq fédérations appellent les électriciens à se mobiliser en vue d'une grève qui sera décidée si les directions n'annoncent pas de très prochaines négociations sur les salaires pour 1977. D'autre part, dans la fonction publique, les organisations syndicales de toute appartenance se réuniront, le 26 novembre, au siège de la F.E.N.

Les producteurs européens de fibres chimiques tirent la sonnette d'alarme

Les dirigeants des grandes firmes chimiques européennes (Bayer, Hoechst, ICI, Akzo, Rhône-Poulenc, Montedison) se sont retrouvés mardi 23 novembre à Bruxelles pour discuter des graves problèmes auxquels l'industrie des fibres chimiques est, au-delà, l'industrie textile tout entière, se trouve confrontée, et attirer l'attention des instances communautaires sur l'urgence des mesures à prendre pour assurer la survie de ces branches d'activité. C'est la première fois que les chimistes européens, pourtant habitués à des échanges de vue périodiques, décident une démarche commune.

La situation, il est vrai, est sérieuse et « deviendra rapidement catastrophique », nous a déclaré M. Mayerheim, vice-président de Bayer, si rien n'est fait en 1977.

Malgré une reprise de l'activité, toutes les grandes firmes chimiques européennes continuent d'enregistrer de lourds déficits dans ces secteurs de fabrication. Les industriels plaignent non seulement d'une mauvaise conjoncture, née en partie des changements radicaux dans les habitudes vestimentaires des consommateurs, mais également et surtout des importations massives de produits finis en provenance des pays en voie de développement et des pays tiers. Grâce à des coûts de main-d'œuvre extrêmement bas, mais aussi à des approvisionnements effectués à des tarifs très concurrentiels auprès des producteurs américains et japonais, ces pays parviennent à fabriquer des articles d'habillement à des prix sans rapport avec les conditions de rentabilité européenne.

Selon un rapport publié par le Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques (C.I.R.F.S.), l'emploi est grave-

ment menacé dans l'industrie textile européenne de l'habillement. Quatre cent mille postes ont déjà été supprimés entre 1971 et 1976. Si les autorités européennes ne prennent pas de mesures adéquates, de un million trois cent mille à un million six cent mille ouvriers seront mis au chômage dans les dix ans à venir. L'industrie textile française est particulièrement menacée. A l'issue des neuf premiers mois de l'année, elle a enregistré pour la première fois un déficit commercial de 700 millions de francs. Inaugurant à Lille la nouvelle agence de ventes du groupe Rhône-Poulenc, M. Renaud Gillet a fait part de ses très vives inquiétudes et a déclaré : « Il faut, avant l'été 1977, définir une politique textile intégrée au plan de la Communauté économique européenne visant à une harmonisation des réglementations dans le domaine du commerce extérieur et du régime des prix ». Ce que réclament en chœur les industriels européens, qui souhaitent que soit instauré un système où les échanges de pays à économie de marché avec les pays en voie de développement et les pays à commerce d'État soient placés dans un cadre européen. — A. D.

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMELOT
FRANOR TEL. 700.87.94
N° St-Sébastien. Fermé le samedi.

VII^e Colloque C.F.E.

sur « Le chauffage des locaux et le conditionnement de l'air par l'électricité »

Le Comité Français d'Electrothermie organise les 2 et 3 décembre prochains son VII^e Colloque sur le thème « Les Professions et les Bâtiments du Chauffage à l'Electricité dans les Locaux Neufs et Existants », au Palais des Congrès de Versailles.

PROGRAMME :

Le 2 et le 3 au matin : 25 communications rapportées et discutées en séance ; les organismes professionnels et les professions s'exprimeront tour à tour sur :

- Leurs difficultés, les solutions apportées, leurs réussites dans le chauffage par l'électricité ;
- Les problèmes de formation, de contrôle, de maintenance ;
- Quelques références en matière de locaux neufs et existants, d'habitation, tertiaire et industriel ;
- Des inédits en matière d'isolation ;
- Les freins au développement de la pompe à chaleur de moyenne importance et pour le « petit tertiaire ».

Le 3 après-midi : visites de réalisations « Tout Electrique » et de Centre de Recherches.

Montant de l'inscription aux visites : 610 F.

Montant de l'inscription aux visites : 120 F.

Les personnes qui désirent participer à ce Colloque et disposer de toutes les communications s'inscrivent au C.F.E. : 25, rue de Prony, 75017 PARIS. Tél. : 277-84-60.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « Je n'ose pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « ce n'est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une acoutumance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

L'O.C.D.E. PRÉVOIT UN SENSIBLE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Les experts du comité de politique économique de l'O.C.D.E. réunis à Paris lundi 22 et mardi 23 novembre estiment que la croissance ne sera en France que de 3 % en 1977 contre 5 % en 1976, alors que le gouvernement français s'en tient au chiffre du plan Barre (4,5 %), qui prévoit un maintien du rythme de progression de l'économie. De même pour la R.F.A., l'O.C.D.E. estime la croissance à 3,5 % en 1977 (contre 5,5 % en 1976), chiffres contestés par le gouvernement fédéral.

Pour les autres pays, les prévisions sont les suivantes : États-Unis, 5 % en 1977 (contre 5,25 % en 1976) ; Grande-Bretagne, 2 % (contre 1 %) ; Canada, 3,5 % (contre 5 %) ; Italie, 0 % (contre 4,5 %) ; Japon, 7 % (contre 6 %). Ce qui donne pour l'ensemble de la zone O.C.D.E. un taux de croissance de 4 % en 1977 contre 5 % en 1976 (le Monde du 11 novembre).

Une des causes principales du rythme moins rapide de la reprise dans les principaux pays industrialisés est le ralentissement sensible du commerce international. Selon l'étude de l'O.C.D.E., qui ne devrait être publiée qu'à la fin de l'année, la progression des échanges mondiaux ne devrait être que de 6 %, l'année prochaine contre 10 % en 1976.

AFFAIRES

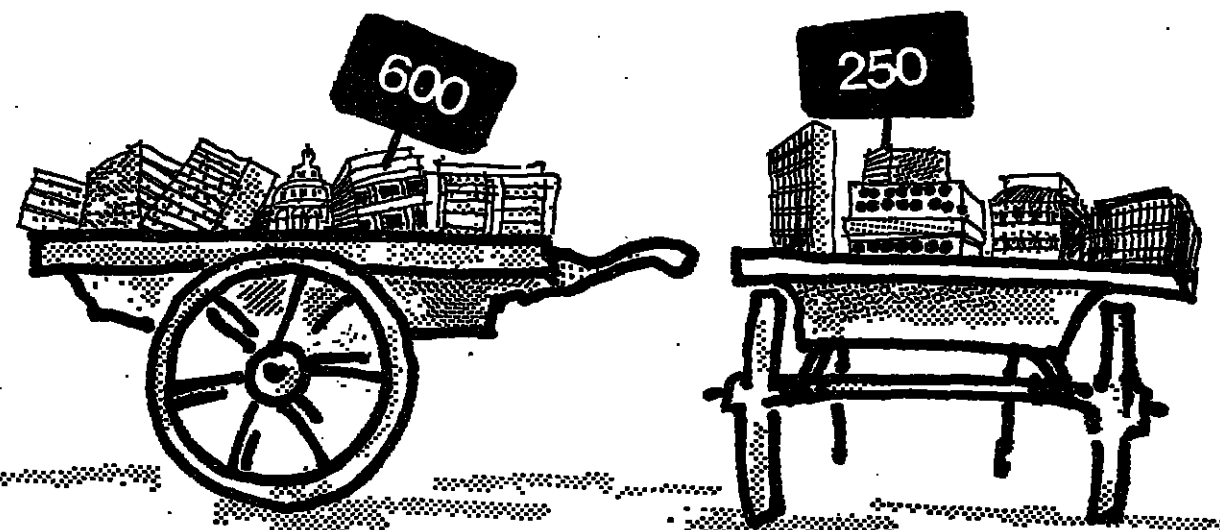
● L'IDI PREND UNE PARTICIPATION DANS L'IMPRIMERIE FRANÇAISE. — L'Institut de développement industriel vient de participer à une augmentation de capital de l'imprimerie française, dont il détient désormais 40 % sous forme d'actions privilégiées. Spécialisée dans l'impression héliographique de catalogues à grand tirage, cette société a vu son chiffre d'affaires passer de 6 millions de francs en 1967 à 45 millions en 1975. L'IDI a en outre souscrit une émission d'obligations convertibles à hauteur de 2 millions de francs.

● BATAILLE AUTOUR DE GÉNÉRAL BISCUIT. — Les sociétés belges de Beukelaere et Neutels ont lancé une offre publique d'achat sur une partie des actions de la firme belge Général Biscuit, l'un des plus importants producteurs européens de biscuiterie-pâtisserie, dont ils possèdent déjà une partie du capital.

L'offre faite par la S.A. Investico pour le compte de ces deux sociétés porte sur un minimum de trente-cinq mille titres et un maximum de quarante mille, au prix de 10 200 francs belges net par action.

La banque française Worms tente de prendre le contrôle de Général Biscuit pour le compte notamment de Giralment-Lai-Brun, qui détient déjà 30 % du capital de la société belge.

En 18 mois nous avons commercialisé 134.000 m² de bureaux.



Vous nous connaissez comme les spécialistes du bâtiment industriel? Vous nous croyez avant tout parisiens? Il va falloir réviser sérieusement votre jugement. Notre activité « bureaux » occupe le second rang en France et nous faisons le tiers de notre chiffre d'affaires avec la province. Parce que, si tout le monde parle de la décentralisation, nous, en faisons une réalité. Aux 4 coins de l'hexagone (si on peut dire!). D'importants groupes nationaux ou multinationaux nous ont fait confiance et nous les avons aidés à trouver la solution la mieux adaptée. Ils s'appellent par exemple Hachette, Renault, Thomson CSF en région parisienne, Porcher à Marseille, Airbus à Tou-

louse, Agfa Gevaert et Sopad-Nestlé à Lille, etc. Cette année, notre activité bureaux a progressé de 25 % malgré un marché difficile et ce en parfaite cohésion avec nos clients et en parallèle avec leur propre expansion. C'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, São Paulo.
Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

1976/10/20

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

LA CONFÉRENCE DE L'OPED EST REPORTÉE AU 20 DÉCEMBRE

La réunion des ministres du pétrole de l'OPED, prévue le 15 décembre à Doha (Qatar), a été reportée de cinq jours. C'est ce qu'a annoncé le cheikh Al Otthaï, ministre des Ressources pétrolières, le 23 novembre à Koweït. La sortie d'une réunion de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (O.P.A.R.P.). Ces pays veulent attendre l'issue du dialogue Nord-Sud, dont la conférence plénière est théoriquement prévue pour le 15 décembre à Paris (voir ci-contre l'article de J. Schwebel). Le chef de l'Etat vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez, dont le pays est à la fois coproducteur de la conférence Nord-Sud et membre de l'OPED, a souligné le 23 novembre à Koweït : « La conférence de Paris doit s'achever sur un succès ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOVABAIL

Le conseil d'administration de Sovabail, Sicom du groupe Sovac, vient de prendre connaissance de la situation financière au 30 septembre 1976. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1976, les montants des taxes, des produits d'exploitation (prélèvements, loyers et produits bancaires) s'établissent à 30 229 940 F, en progression de près de 10 % sur ceux de la période correspondante de l'exercice 1975. Le bénéfice pré-imposition s'élève à 15 130 228 F contre 13 508 175 F (+ 12 %) en 1975. Compte tenu de ces résultats, et à moins d'événements imprévus, le bénéfice net de l'exercice 1976 devrait atteindre près de 20 millions de francs et permettre la distribution d'un dividende net supérieur de 10 % environ à celui de l'exercice précédent, qui était égal à 18,70 F par action.

SOCIÉTÉ SCATROP

80, rue Talbot, 75009 Paris

Le 10 novembre 1976 s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scatrop, 80, rue Talbot, en vue de la formation, à l'unanimité, des associés présents et représentés ont constaté l'impossibilité de voir fonctionner ladite société, en conséquence, ils ont décidé de procéder à sa dissolution.

Le dialogue Nord-Sud est totalement dans l'impasse

La dernière session des quatre commissions de la Conférence sur la coopération économique internationale, qui réunit les représentants des huit pays les plus industrialisés du monde (dont la Communauté économique européenne) et de dix-neuf pays en voie de développement, s'est achevée, mardi soir 23 novembre à Paris, sans qu'un accord puisse être dégagé sur les propositions à présenter à la conférence ministérielle terminale des 15 et 16 décembre.

C'est en vain que depuis une semaine les groupes de contact, créés au mois d'octobre par les dites commissions pour étudier les cinquante-deux projets très détaillés qu'ont déposés les pays participants à la conférence, ont tenté de les marier pour en faire des « textes communs ».

Des progrès ont pourtant été réalisés notamment au sein des commissions de l'énergie et du développement. Mais, sur les deux questions auxquelles les pays en développement attachent une importance capitale — la tabilisation des recettes provenant de leurs exportations de matières premières et l'allègement de leurs dettes qui sont écrasantes pour la plupart d'entre eux — le fossé reste toujours aussi large entre les pays riches et les pays pauvres.

Les pays industrialisés, et tout particulièrement les Etats-Unis, ne sont pas disposés à accepter un transfert de pouvoirs et de ressources aussi considérable que celui qui résulterait d'une indexation du prix des matières premières et d'un moratoire des dettes des pays en développement. En outre, la délégation américaine qui donne le ton occidental dans le dialogue Nord-Sud, n'est pas en mesure de formuler de nouvelles propositions tant que M. Carter n'aura pas occupé la Maison Blanche et disposé du temps nécessaire pour étudier les dossiers du développement.

Si l'on ajoute qu'au Japon, l'un des pays industrialisés les plus « durs » dans la négociation aux côtés des Etats-Unis, des élections vont avoir lieu au début du mois de décembre et que les pays membres de la Communauté économique européenne sont à ce point divisés en ce qui concerne l'attitude à observer dans le dialogue Nord-Sud que le prochain Conseil européen les 29 et 30 novembre prochains ne sera sans doute pas suffisant pour aboutir à des propositions communes, l'impasse actuelle risque de durer.

JEAN SCHWEBEL.

Votre femme a emprunté votre voiture ? Louez-en une chez **europcar** 645.21.25

Le gouvernement renforce les contrôles et prend de nouvelles mesures incitatives pour réduire la consommation

Le conseil des ministres de ce mercredi 24 novembre devait attendre une communication de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, sur les économies d'énergie. Diverses mesures visant à renforcer et à compléter la réglementation en vigueur devaient être adoptées par le gouvernement.

« La réduction des importations énergétiques constitue l'un des objectifs essentiels de la politique du gouvernement », déclarait, le 15 novembre, à la tribune de l'Assemblée nationale M. Michel d'Ornano. De fait, les économies d'énergie restent plus que jamais d'actualité. Pour les dix premiers mois de 1976, le déficit énergétique (tous produits confondus) atteint 50 milliards de francs, contre 14 milliards pour la période correspondante de 1975 (avant le quadruplement des prix du pétrole). Les importations d'« or noir » dépasseront cette année le plafond fixé par le gouvernement (51 milliards de francs) et les limites définies par M. Barre pour 1977 (55 milliards de francs) risquent de ne pas être respectées.

Certes, depuis la fin de 1973, des mesures ont été prises pour diminuer la consommation, et en 1976, on aura consommé un tout petit peu moins d'énergie qu'en 1975 : ceci grâce essentiellement à la baisse du fuel industriel (due au ralentissement économique) et à la réduction de 20 % environ des ventes de fuel domestique. En revanche, les consommations de carburant et de gaz ont augmenté, et celles de gaz-oil et de chauffage électrique ont très fortement progressé. Si l'on fait abstraction des facteurs conjoncturels, on estime que les seules mesures destinées à économiser l'énergie ont permis de diminuer cette année de 12 millions de tonnes d'équivalent-pétrole nos importations, soit un « gain » de 8 milliards de francs. Depuis trois ans, les économies cumulées se montent à 30 milliards de francs. Ce n'est pas négligeable, mais c'est encore insuffisant.

M. Michel d'Ornano devait donc, dans sa communication, proposer l'adoption d'une série de mesures élaborées par ses services. Ce plan « gradué » comprend deux volets :

1) Renforcement des contrôles pour faire respecter les réglementations en vigueur, en matière notamment d'éclairage public, de limitation de vitesse, de température maximale dans les locaux (20°). Les pénalisations vis-à-vis des revendeurs de fuel domestique qui dépassent leurs quotas seront strictement appliquées.

2) Adoption de nouvelles mesures. — En principe, aucune action par la hausse des prix ou le rationnement autoritaire n'est prévue. Tout au plus, les services du ministère de l'Industrie et de la recherche souhaitent l'adoption d'un nouveau barème de la fiscalité automobile qui tienne compte de la puissance réelle des véhicules. Cette disposition se heurte pour le moment à certaines difficultés techniques (le Monde date 21-22 novembre).

De nouveaux décrets devraient permettre de favoriser l'isolation thermique des habitations (par un allongement de la liste des matériels permettant une déduction fiscale des dépenses) et rendre obligatoire l'installation de compteurs individuels de chauffage dans les immeubles anciens. En ce qui concerne le fuel industriel, le ministère de l'Industrie souhaite que les investissements économisant l'énergie bénéficient d'« incitations fiscales plus importantes ». M. d'Ornano devait annoncer à ses collègues que depuis le mois de mars seize contrats de branches ont été signés entre ses services et les représentants des secteurs industriels concernés. Si toutes les entreprises intéressées adhèrent à ces contrats, on estime à 5 milliards de francs les sommes qui seront investies dans les dispositifs économisant l'énergie. Cela se traduirait, en 1980, par une diminution annuelle de la consommation estimée à 5 millions de tonnes d'équivalent pétrole.

Enfin le ministre devait présenter divers scénarii développés par les experts au cas où les producteurs décideraient une hausse des prix du pétrole supérieure à 10 % et où le plafond des importations de 55 milliards de francs serait largement dépassé. Quelles mesures seraient prises s'il en était ainsi ? On en est encore aux hypothèses, mais une chose est sûre : si la balance énergétique devait gravement se détériorer, l'heure ne serait plus à la multiplication de petites mesures qui, pour le moment, visent plus à inciter qu'à contraindre.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

AGRICULTURE

A son congrès de Lorient

LA F.F.A. DEMANDE L'ÉLABORATION D'UN STATUT D'UTILITÉ PUBLIQUE

La Fédération française de l'agriculture (F.F.A.), organisation paysanne conservatrice, qui vient de tenir son sixième congrès les 22 et 23 novembre à Lorient, a demandé que soit élaboré un statut d'utilité publique pour l'agriculture.

La F.F.A. a insisté en outre pour que soit restaurée la vérité des prix agricoles à la production, en tenant compte de tous les coûts d'exploitation et de la nécessité d'une rémunération de l'exploitant. La Fédération de l'agriculture a demandé également que soit reconnue la nécessité de préserver les terres agricoles en « réprimant la spéculation » et en réglementant sévèrement « l'emprise de l'urbanisation », et que tous les agriculteurs puissent accéder aux moyens de formation « sans esprit de chapelle ».

En ce qui concerne la F.F.A. a proposé un régime simplifié de remboursement forfaitaire de la T.V.A. applicable à l'ensemble des agriculteurs non assujettis.

Herald Tribune

Smith Accepts Black Rule in 2

Albion News in France

Carter Meet in a Casteel Debate

Figure, Don't Know

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

NEW YORK

SNEF

OBLIGATIONS DE 1000 F

11%

NOVEMBRE 1976

- Intérêt : payable annuellement le 15 avril.
- Remboursement : AU PAIR, à la suite de tirages au sort, tous les 3 ans du 15 avril 1978 au 15 avril 1991, pour la moitié au moins du nombre de titres à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat.
- A chacune des échéances susvisées, le nombre d'obligations à amortir sera égal au cinquième du nombre des titres émis.
- Jouissance : 4 décembre 1976
- Prix d'émission : 1 000 F

• Taux de rendement actuariel brut : **10,96%**

Les souscriptions peuvent être libérées :
— soit en numéraire, pour un montant de 400 millions de francs ;
— soit par rachat, jusqu'au 7 décembre 1976, des Bons 6,25% 1966 déposés avant le 15 septembre pour remboursement à raison de 4 bons de 250 F pour 1 obligation nouvelle de 1 000 F, avec règlement immédiat au souscripteur d'une somme de 33 F par obligation souscrite.

Les Obligations seront cotées à la Bourse de Paris.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE ET LES CAISSES D'ÉPARGNE, AU SERVICE DES TITRES ET DANS LES GARES DE LA S.N.C.F.

B.A.L.O. du 22 novembre 1976



What a pain in the neck!

(Quel casse-pieds !)



Enfin un moyen pas bête et plutôt amusant d'être dans le coup quand on vous parle anglais!

Let's face it (regardons les choses en face) : l'anglais ou l'américain que l'on vous parle n'a rien à voir avec l'anglais que l'on vous a appris. Cet anglais que vous avez du mal à suivre dans vos affaires ou dans votre vie privée, vous pouvez maintenant vous le mettre en tête (sans vous ennuier) et le parler avec une nouvelle méthode : les cassettes Gimmick.

L'anglais par le français. Nouveaux numéros des cassettes Gimmick : tout ce qui est dit, vous le comprenez. Parce que tout est traduit. Ça ne se fait peut-être pas d'habitude, mais c'est très efficace. Des amis parlent et d'autres vous soufflent la traduction. C'est comme un sous-titre sonore. Comme ça, on peut se concentrer sur le contenu des cassettes. En volume, par exemple, ou dans son bain sans avoir besoin de chercher dans un livre.

De l'anglais dans le coup. L'anglais du Gimmick n'est pas un anglais de tableau noir, c'est un anglais « sur le tas ». Il vous permettra de vous débrouiller aussi bien dans une

salle de conférence que dans une chambre à coucher.

Jugez sur pièces !

Pour découvrir les cassettes Gimmick et surtout voir si elles sont à votre niveau (ce n'est pas le niveau-débutant), il n'y a qu'un seul moyen : les écouter. Renvoyez le bon ci-dessous avec 10 francs. Vous recevrez une cassette-échantillon contenant les 2 premières leçons ainsi qu'une documentation complète. Ces 10 francs vous seront remboursés si vous décidez d'acheter la méthode complète, ou si vous nous renvoyez la cassette-échantillon.

6 cassettes d'anglais avec sous-titres français dans un coffret de montage, 48 leçons, 5 heures d'écoute. Prix 1 250. Anglais, Allemand, Espagnol.



Bon pour recevoir les 2 premières leçons Gimmick.

A renvoyer à A.F.C. 26 rue d'Aboukir, 75002 Paris.

Je voudrais recevoir votre cassette-échantillon et votre documentation complète pour me faire une idée sur le Gimmick anglais : ☐ allemand ☐ espagnol ☐ (Cocher la langue souhaitée.) Je joins à ce bon 10 F en chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat C.I. J'ai bien noté que ces 10 francs me seront remboursés si je décide d'acheter la méthode complète ou si je renvoie la cassette-échantillon.

Nom _____ Prénom _____ N° _____ Rue _____ Code postal _____ Ville _____

LM 2

A.F.C. UNE EXCLUSIVITÉ FLAMMARION.

Les cassettes Gimmick sont également disponibles chez les libraires-dépositaires Gimmick.

مكتبة العربي

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
- 2-3. EUROPE
 - UNION SOVIÉTIQUE : la mort de Lyssenko.
4. DIPLOMATIE
 - La visite au Maroc du roi du Maroc.
- 4-5. ASIE
 - INDE : « Suicide d'une démocratie » (III), par Jean de La Guérinière.
- 6-7. AMÉRIQUES
 - LE CANADA APRÈS LA VICTOIRE DES SÉPARATISTES À MONTRÉAL : « Le Québec sans la peur », par Denise Bombardier, et « Moi, moi, moi », par Robert de Montvallon.
- 8 à 11. POLITIQUE
 - La P.C.F. après les élections partielles.
 - Les travaux parlementaires.
 - La transformation de l'U.D.R.
- 12 à 14. LA MORT D'ANDRÉ MALRAUX
15. SPORTS
15. RELIGION
 - Le premier ministre italien annonce un prochain accord avec la révision du concordat.
15. DÉFENSE
16. JEUNESSE
 - Ces « pommes » qui deviennent majeures.
16. AÉRONAUTIQUE
16. ÉDUCATION
 - La sélection à l'Université.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 26

MUSIQUE : Le Festival des films d'opéra au Palais des congrès ; « Sirtak », de Schoenberg, aux Beaux-Arts ; le Met.

PEINTURE : Francis Gruber au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

CULTURE : Un automne français sur la côte ouest des États-Unis.

THÉÂTRE : Jean-Claude Fall monte « Schiffel » à Antibes.

27. JUSTICE
 - AU TRIBUNAL DE PARIS : les trop belles H.L.M. du maire de Vernouillet-sur-Seine.
28. POLICE
30. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 39 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGÁLEMENT

RADIO-TELEVISION (27)
Annonces classées (30 à 35) ; Carnot (38) ; Aujourd'hui (39) ; « Journal officiel » (39) ; Méthodologie (39) ; Mots croisés (39) ; Bourse (43).

LÉGER REDRESSEMENT DU FRANC

Le franc s'est légèrement redressé ce mercredi 24 novembre au matin, notamment vis-à-vis du deutschemark, qui est revenu à 2,4740 F contre 2,46 F mardi. La livre s'est également raffermissée, passant de 1,61 dollar à 1,6250 dollar sur le marché de Londres et de 8,21 F à 8,23 F sur le marché de Paris. Le dollar, enfin, est mieux orienté, son cours repassant au-dessus de 2,40 DM à Francfort, mais il n'en a pas été inchangé sur notre place à 4,9890 F.

L'O.L.P. NE POURRA PAS OUVRIR UN BUREAU D'INFORMATION À WASHINGTON

Washington (U.P.). — La tentative de l'Organisation de libération de la Palestine d'ouvrir un bureau d'information à Washington a échoué (« le Monde » daté 21-22 novembre). Le département d'État a rejeté une demande qui lui avait été présentée par un représentant de l'O.L.P., M. Sabri Elias Jiryis, arrivé le 19 novembre à New-York. Le rejet de la demande se fonde uniquement sur le fait que, lors de sa demande de visa pour les États-Unis, M. Jiryis avait donné un renseignement inexact concernant le lieu de sa naissance. M. Jiryis a été avisé qu'il devra quitter les États-Unis à l'expiration de son visa, le 30 novembre. M. Kissinger en a informé M. Dinitz, ambassadeur d'Israël.

Le numéro du « Monde » daté 24 novembre 1976 a été tiré à 611 819 exemplaires.

A B C D E F G

Le programme de redressement économique à priorité sur toutes les autres préoccupations du moment

DÉCLARE M. GISCARD D'ESTAING

Dans une interview publiée mercredi 24 novembre par cinq quotidiens de Lorraine et d'Alsace à la veille du voyage du président de la République dans ces deux régions, M. Valéry Giscard d'Estaing explique que « les Français comprennent parfaitement la nécessité du plan Barre » et que la « mobilisation de l'opinion », l'« explosion sociale » que celui-ci devait, disait-on, provoquer « n'ont pas eu lieu ».

M. Giscard d'Estaing poursuit : « Les chiffres du commerce extérieur d'octobre sont franchement mauvais. Ils montrent bien le caractère indispensable d'un programme de redressement de notre situation économique. Et cette action a, à mes yeux, priorité sur toutes les autres préoccupations du moment, y compris les préoccupations politiques. L'opinion comprend cela, et pour cette raison accepte le plan de lutte contre l'inflation. Est-ce à dire qu'elle ait pleine confiance dans son succès ? C'est trop tôt. La confiance, en matière économique, vient des résultats (...). Les chiffres du commerce extérieur doivent faire faire les questions des Français, car ils font apparaître deux choses : la première, c'est qu'il était indispensable de poursuivre notre progrès économique et de développer l'emploi ; la seconde, c'est qu'il faut mobiliser nos énergies pour rétablir ces équilibres et nous permettre de poursuivre notre progrès économique et de développer l'emploi. C'est vraiment la priorité politique et économique de la France. Cela est d'autant plus vrai qu'une adhésion redoublée nous attend : celle qui est le risque d'une nouvelle augmentation possible du prix du pétrole brut. Nous souhaitons et nous disons que cette augmentation, si elle devait vraiment avoir lieu, devrait en tout cas être la plus modérée possible, parce qu'il faut prendre en considération l'ensemble des intérêts de l'économie mondiale. »

A ce propos, le chef de l'Etat note qu'en attendant la mise en place éventuelle, à l'issue de la conférence Nord-Sud, d'une struc-

ture de concertation, « une intervention organisée des pays industrialisés serait inappropriée ». « J'estime, dit-il, qu'il appartient à chaque pays, compte tenu des relations particulières qu'il peut avoir avec tel ou tel pays producteur de pétrole, d'exposer les motifs et de faire apparaître les conséquences qu'aurait une augmentation sensible du prix du pétrole. »

M. Giscard d'Estaing ajoute : « Il est indispensable pour la France de disposer de sources nationales d'énergie. Quelles que soient les préoccupations qu'on puisse avoir pour d'autres aspects du problème, et notamment la protection de l'environnement, à laquelle je suis particulièrement attaché, rien ne peut nous dispenser de créer, puisque nous en avons les moyens, nos propres sources d'énergie. Donc, il n'est pas question de ralentir notre programme nucléaire (...). L'autre conclusion, c'est qu'il faut prendre un nouvel ensemble de mesures importantes concernant la réduction de notre consommation d'énergie. Il appartient au gouvernement de les élaborer dans les prochaines semaines. »

Interrogé sur l'« agitation politique » actuelle, le président de la République précise : « Je souhaite que la majorité soit composée de mouvements dynamiques et bien structurés (...). Ce que je crois, c'est que si l'émulation est naturelle, elle doit toujours se maintenir dans une certaine limite, et cette limite, c'est la cohésion de l'action majoritaire. Le premier ministre a la responsabilité de coordonner l'action de la majorité du point de vue gouvernemental, c'est-à-dire essentiellement parlementaire. D'autre part, les partis politiques de la majorité doivent entre eux coordonner leur action pour rechercher les solutions communes dans les consultations électorales, éviter les affrontements. »

A propos des récentes élections partielles, M. Giscard d'Estaing estime : « Il est abusif de tirer des conclusions générales à partir d'élections partielles. On dit : un tel a eu un grand succès à Paris. C'est vrai, mais dans un secteur où, lors de l'élection présidentielle, l'adversaire recueillait bien plus de voix. De même, il est normal qu'un ancien premier ministre se présente dans une circonscription dans laquelle il a très utilement travaillé soit au premier tour, soit au second tour. Les élections partielles, c'est une série de cas particuliers. »

Sur l'échec, le chef de l'Etat souligne que la non-ratification du traité relatif aux pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne « créerait des conditions très défavorables à la défense et au développement de la politique agricole commune » et que, d'autre part, « si jamais un pays de la Communauté ne ratifiait pas l'accord sur l'élection de l'Assemblée, ce serait une difficulté majeure (...). C'est une décision que je considère comme fondamentale, précise-t-il, et donc le gouvernement saisi le Parlement de ce projet et le Parlement sera invité à se prononcer naturellement, au moment où il le fera, toutes les explications lui seront données, à la fois sur les décisions qui ont conduit à l'élaboration de ce projet et sur son contenu ». M. Giscard d'Estaing indique qu'il « s'engageait » de faire un référendum avant les élections législatives.

Enfin, interrogé sur la « dénatalité française », il note que « depuis le début de l'année, la natalité est nettement repartie en France », et que si on enregistre encore, en 1976, une légère diminution du nombre des naissances, « l'essentiel est que la tendance à la reprise de la natalité soit clairement inscrite dans les chiffres ».

LE CONFLIT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

Le conseil d'administration
oppose un refus « définitif »
aux principales revendications
du personnel en grève

Le conseil d'administration de la Caisse d'épargne de Paris vient de faire connaître, dans une lettre adressée aux syndicats, sa réponse aux revendications du personnel, en grève depuis le 6 octobre. Sept sur le problème de l'augmentation des effectifs — « un recrutement limité dans le courant du deuxième trimestre 1977 pourrait être envisagé », c'est un non catégorique qui a été opposé aux autres revendications principales, notamment le versement intégral de la prime de fin d'année.

Le conseil d'administration réaffirme que cette prime « n'est pas un salaire », mais qu'elle est « associée aux résultats ». Les bénéfices du compte d'exploitation 1976 ne permettent, assure-t-il, que l'attribution de 10 % de cette prime. Le conseil d'administration confirme d'autre part que le service immobilier de la Caisse d'épargne de Paris sera désormais confié à une entreprise spécialisée. Il souligne que, contrairement au dire des délégués, le droit syndical est respecté à la Caisse et que le comité d'entreprise peut pleinement jouer son rôle économique. Il précise enfin que les jours de grève ne sont pas payés.

« La présente lettre, conclut le conseil d'administration, constitue une réponse définitive au cahier de revendications. Le conseil d'administration ne mandate pas de délégation pour une nouvelle entrevue avec les représentants du personnel en grève. »

Le Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne et le Syndicat des personnels des caisses d'épargne C.F.D.T. ont appelé les dix-sept mille employés de ces établissements à une grève nationale, jeudi 25 et vendredi 26 novembre, pour la défense du statut du personnel, en vigueur depuis 1947 et assez proche de celui de la fonction publique.

Cette attitude est irresponsable et inacceptable, déclare, dans un communiqué publié ce mercredi 24 novembre, le Syndicat unifié et la C.F.D.T., car elle fait fi des difficultés actuelles rencontrées par les petits épargnants. Les deux syndicats ont affirmé leur volonté de continuer leur mouvement.

LE PORT DE DUNKERQUE PARALYSÉ PAR LA GRÈVE DES DOCKERS

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Entre Usinor et le Syndicat des dockers, rien ne va plus. Depuis quelques mois, les rapports sont devenus franchement orageux, et l'ensemble du port de Dunkerque a subi les conséquences.

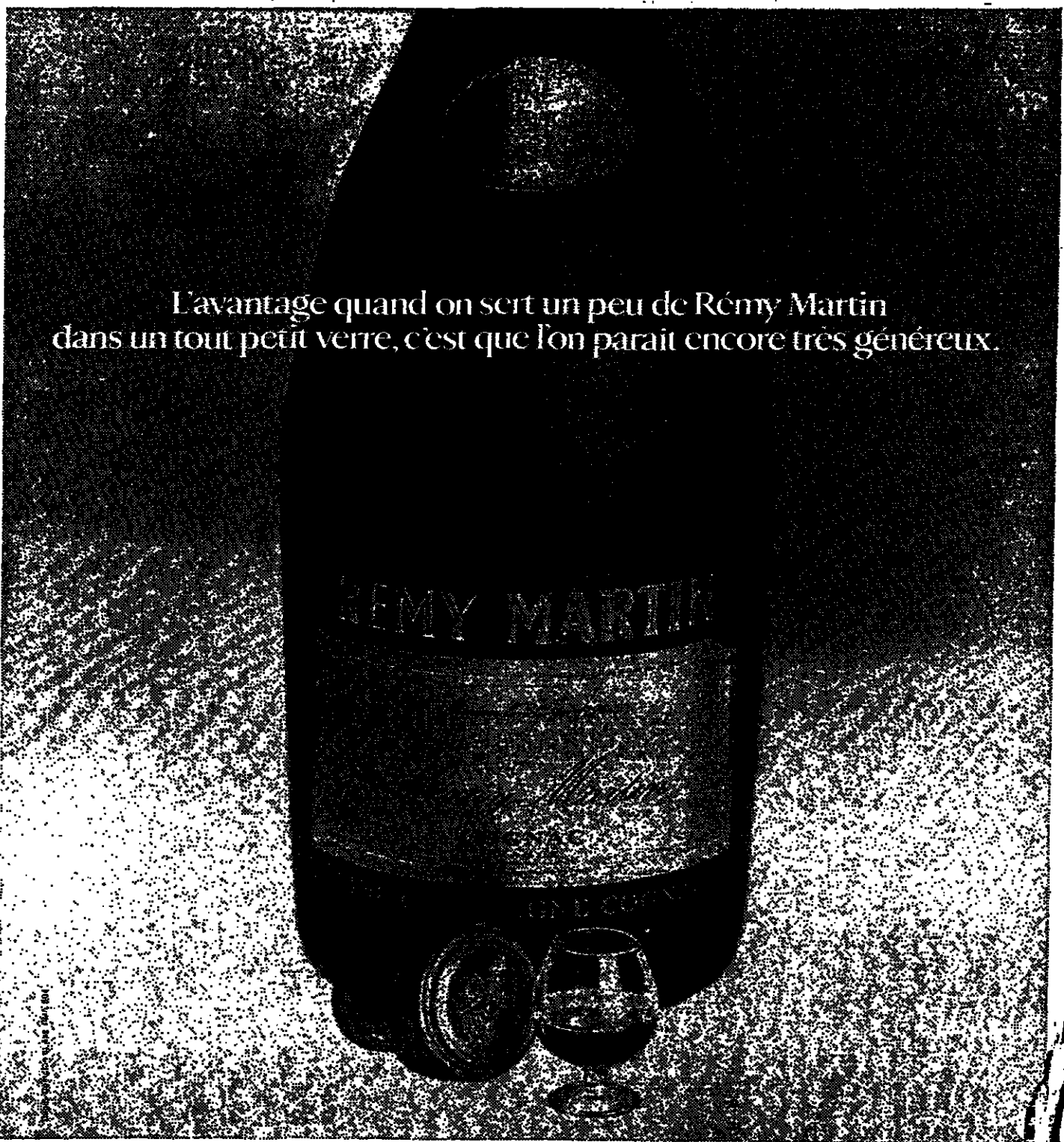
Après plusieurs manifestations, en ville et devant les locaux du port autonome, les dockers ont décidé, au cours d'une assemblée générale, de se mettre en grève, ce mercredi matin 24 novembre, pour vingt-quatre heures. C'est l'ensemble des activités maritimes qui sont paralysées, car les autres catégories de travailleurs portuaires ont adopté une attitude similaire.

L'objet du conflit est le suivant : deux conducteurs de portiques à Usinor, membres du personnel de la sidérurgie, mais adhérents à l'organisation professionnelle du port intérieur, ont fait l'objet de mesures disciplinaires. Le premier est menacé de licenciement, le second de mise à pied.

Mais le problème de fond est celui de la nature des quais où sont déchargés les minerais et embarqués les produits finis. Sont-ils du domaine du port ou du domaine privé du groupe sidérurgique ? C'est le régime des dockers et leur priorité d'embarquement qui est en cause.

M. B.

L'avantage quand on sert un peu de Rémy Martin dans un tout petit verre, c'est que l'on paraît encore très généreux.



Le phénomène est bien connu : plus vous rendez une chose rare et plus elle acquiert de la valeur. Servir un grand verre de simple cognac à ses invités ne les honore pas. Servir très peu de Rémy Martin, c'est faire preuve

conscience de sa valeur. Préciser ensuite que Rémy Martin est une Fine Champagne, c'est-à-dire qu'il provient exclusivement des deux premiers crus de la région de Cognac : la Grande et la Petite Champagne, c'est confirmer

le sentiment qu'ils ont de votre générosité. Avec très peu de Rémy Martin, on obtient donc de grands effets. Autant dire que servir un verre normal confie à la prodigalité.

Rémy Martin. Fine Champagne Cognac.